



Désinformation

Collection dirigée par Vladimir Volkoff

François Parmentier

OVNI :
60 ANS DE
DÉSINFORMATION

ÉDITIONS DU
ROCHER 

Désinformation

Collection dirigée par Vladimir Volkoff

François Parmentier

OVNI :

60 ANS DE DÉSINFORMATION

Éditions du Rocher

2004

Sommaire

Sommaire	3
PRÉFACE	8
INTRODUCTION.....	10
1. LES OVNI ET LES NOUVEAUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.....	19
1.1. Les OVNI entrent en scène	19
1.1.1. Une histoire ancienne	20
1.1.2. « Foo fighters » et fusées fantômes.....	23
1.1.3. Un prologue américain	27
1.1.4. Roswell et la fin du prologue.....	33
1.2. Les nouveaux États-Unis d'Amérique.....	36
1.2.1. L'appareil militaro-industriel.....	37
1.2.2. La stratégie du secret	40
1.2.3. La révolution du renseignement	48
1.2.4. Désinformation et guerre psychologique.....	55
2. UNE DÉSINFORMATION INÉLUCTABLE	69
2.1. La désinformation quoi que soient les OVNI.....	69
2.1.1. Hypothèse haute : des engins extraterrestres	75
2.1.2. Des armes secrètes	89
2.1.3. Des phénomènes naturels ou psychologiques	91
2.1.4. Un phénomène surnaturel.....	93
2.2. – Toutes les hypothèses ne se valent pas	94
2.2.1. Qui a traité les cas touchant à la sécurité nationale ?	96
2.2.2. Des engins aéronautiques.....	99

2.2.3. La quête du gain technologique.....	104
2.2.4. Un phénomène intelligent.....	107
2.2.5. L'hypothèse extraterrestre par défaut	109
2.2.6. Roswell ?.....	110
2.2.7. Un curieux changement d'attitude	114
2.2.8. La Commission Sign.....	117
3. LES ÉTATS-UNIS OU LA GUERRE DE L'INFORMATION.....	121
3.1. – La guerre pour l'information : savoir	124
3.1.1. La surveillance du phénomène OVNI.....	124
3.1.2. La surveillance des pays étrangers.....	132
3.2. – La guerre contre l'information : empêcher l'autre de savoir	143
3.2.1. Protéger ses informations	144
3.2.2. Décourager les parties adverses	150
3.2.3. Ignorer les problèmes	156
3.2.4. Le déboutement juridique	157
3.3. La guerre par l'information : faire tenir à l'autre un savoir corrompu.....	159
3.3.1. Un complément au secret.....	160
3.3.2. Distinguer le signal du bruit.....	161
3.3.3. Influencer les pays étrangers.....	163
3.3.4. Des actions ciblées	167
3.3.5. Désinformation amplifiante et réductrice.....	168
3.3.6. Désinformation blanche, grise et noire	169
3.3.7. À quoi jouent les États-Unis ?.....	171
4. LA FRANCE, UN PAYS DÉSINFORMÉ.....	175
4.0.1. Régression.....	176
4.0.2. Rationalisme idéologique	179
4.0.3. Pénurie d'informations et désinformation.....	181

4.1. Une culture étrangère.....	185
4.2. Une hérésie intellectuelle.....	189
4.2.1. Le dogmatisme scientifique	193
4.2.2. Un précédent historique : le refus des météorites.....	196
4.2.3. Une désinformation spontanée	202
4.3. L'étrange exception française	208
4.3.1. Des finesses épistémologiques.....	209
4.3.2. Un débat verrouillé.....	212
4.3.3. Esprit es-tu là ?.....	214
4.3.4. Le rire comme un refus de penser	218
4.3.5. Un terrain favorable à la désinformation amplifiante.....	219
4.3.6. Pas de preuve sans un contexte de la preuve.....	225
4.3.7. Le contre-exemple américain	227
4.4. – Comment en sortir ?.....	233
4.4.1. Une voie étroite.....	236
4.4.2. La France, une puissance aveugle ?.....	240
5. QUI PRATIQUE LA DÉSINFORMATION ?.....	246
5.1. Les États.....	248
5.1.1. L'URSS et la Russie.....	250
5.1.2. Le Royaume-Uni.....	263
5.1.3. La France.....	272
5.2. Qui au sein de l'État américain ?.....	277
5.2.1. « Majestic 12 ».....	278
5.2.2. La « lunatic fringe ».....	279
5.2.3. Qui sait quoi ?.....	281
5.3. L'« US Air Force »	296
5.3.1. La saga des commissions	299
5.3.2. Un enterrement en grande pompe	304
5.3.3. L'affaire de Roswell exhumée.....	306

5.3.4. « Ily a des coïncidences qui frisent la causalité »	310
5.3.5. Le drame Moore-Bennwitz	314
5.4.1. La CIA.....	318
5.4.2. Le contrôle des journalistes	320
5.4.3. Le contrôle des canaux de diffusion	324
5.4.4. Les autres agences	326
5.5. La NASA.....	327
5.5.1. La « cohabitation » avec les OVNI	329
5.5.2. Il n'y a pas d'OVNI mais on les étudie	334
5.6. L'appareil militaro-industriel.....	339
5.6.1. La menace extraterrestre	343
5.6.2. La supertechnologie.....	349
6. COMMENT SE PRATIQUE LA DÉSINFORMATION ?.....	362
6.1. La désinformation, une politique à géométrie variable.....	362
6.1.1. Selon les publics ciblés	362
6.1.2. Selon les pays.....	368
6.1.3. Selon les sujets.....	369
6.1.4. Selon les auteurs de la désinformation	374
6.2. Fabriquer la désinformation.....	376
6.2.1. La divulgation d'informations fausses ou explosives.....	376
6.2.2. Les informations confidentielles	380
6.2.3. Les canulars, escroqueries et fraudes.....	382
6.2.4. Les commissions, conférences et rapports officiels .	385
6.2.5. Les déclassifications de documents officiels	388
6.3. Répandre la désinformation.....	393
6.3.1. Par la diffusion synchronisée de la désinformation...	393
6.3.2. Par les médias nationaux, généralistes et « intellectualistes »	395

6.3.3. Par les programmes télévisés	398
3.3.4. Par internet.....	400
6.4. Orienter la réflexion.....	403
6.4.1. Analyses réductrices et amplifiantes.....	403
6.4.2. Rhétorique et guerre des mots	406
6.4.3. Attention Danger !.....	409
6.4.4. Le registre des attitudes induites.....	411
6.4.5. L'art de jeter le doute.....	412
6.5. Gérer la désinformation.....	415
6.5.1. Dans le temps.....	416
6.5.2. Dans les contacts	417
6.5.3. Dans les échanges et les débats	419
6.5.4. Le noyautage de la recherche ufologique	421
6.5.5. Le contrôle des ufologues	422
CONCLUSION	433
POSTFACE.....	436
GLOSSAIRE	438
Présentation.....	440

PRÉFACE

Ceci n'est pas un livre sur les OVNI.

C'est un livre sur la désinformation au sujet des OVNI.

Bien sûr, on ne peut pas faire un livre sur la désinformation au sujet des OVNI sans parler d'OVNI, et François Parmentier nous fait un remarquable état des connaissances dont nous disposons sur eux en 2004.

Mais, pour moi, l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est dans le remarquable démontage d'une présumée opération de désinformation – opération dont l'originalité consiste à procéder non par le mensonge, ni la sous-information, ni la surinformation, ni le manichéisme, ni la diabolisation, toutes techniques que nous commençons à bien connaître, mais par le RIDICULE.

En effet, on ne peut pas évoquer le sujet des OVNI, du moins en France, sans passer pour un naïf ou un maniaque. Moi-même, je l'avoue, lorsque l'auteur m'a parlé d'OVNI, dans un premier temps, j'ai eu un recul. Dans un deuxième temps, c'est justement ce recul qui m'a mis la puce à l'oreille et je me suis dit que, si ce sentiment de défiance était si répandu dans le grand public, il y avait peut-être une raison.

On peut sauvegarder un secret par le silence, par l'intimidation, par de fausses pistes, mais la manière la plus sûre n'est-elle pas d'ôter l'envie d'en connaître à ceux à qui on veut le cacher ?

D'après François Parmentier, telle est l'opération qui se déroule sous nos yeux – nos yeux que nous fermons volontairement.

Alors il répond aux questions qu'il pose :

- qui a intérêt à désinformer le monde au sujet des OVNI ;

- comment le désinformateur procède ;

- comment la France en particulier se laisse désinformer.

Je ne suis toujours pas certain de croire aux OVNI, mais, pour la désinformation, je n'ai plus guère de doutes.

Vladimir VOLKOFF

INTRODUCTION

Un livre sur les rapports entre désinformation et Objets volants non identifiés (OVNI) ?! Quelle idée étrange et, pour tout dire, suspecte. Car s'il y avait réellement des objets étrangers dans nos cieux, depuis le temps que l'on en parle, cela se saurait, c'est bien connu.

Cette opinion tranchée s'inspire du bon sens. Le scepticisme est une attitude saine, évitant à l'esprit d'échouer dans la croyance, et qui est de rigueur dès que l'on s'intéresse aux OVNI. Mais il peut aussi devenir irrationnel, et marquer un renoncement intellectuel, quand il se fonde sur l'ignorance. La question des OVNI en est aujourd'hui victime. Elle fait l'objet du même scepticisme qu'il y a cinquante ans, lequel était alors logique compte tenu des informations disponibles, tandis que la donne a radicalement changé depuis. On a conservé les mêmes conclusions, sans voir qu'elles étaient devenues obsolètes et périmées. En effet, la question des OVNI n'est plus improbable ni fantaisiste. Plusieurs milliers de documents officiels déclassifiés, essentiellement par les autorités américaines, à partir de 1978, révèlent qu'elle a été prise très au sérieux, après la Seconde Guerre mondiale, et traitée en conséquence, c'est-à-dire comme question de sécurité nationale et enjeu stratégique.

La somme de ces nouvelles informations révolutionne la question mais le dossier n'est pourtant pas réouvert, du moins en France, et le décalage s'accroît entre cette nouvelle donne et l'opinion générale. Faute d'être révisé, le scepticisme rationnel d'autrefois se sclérose en un préjugé dogmatique. La problématique n'est plus prise en charge et devient inacceptable. Les OVNI sont relégués à la rubrique des faits divers et du sensationnalisme, tandis que les livres s'y rapportant sont condamnés au purgatoire intellectuel des libraires, le rayon fourre-tout et fumeux de l'ésotérisme.

La France finit même par oublier qu'elle dispose, depuis 1977, d'une structure officielle d'enquête scientifique, dont les résultats publics prouvent la réalité d'un phénomène physique et inexplicable. Plus révélateur, les activités de ce service public, appelé aujourd'hui Service d'Expertise des Phénomènes Rares Aérospatiaux (SEPPA), au sein du Centre National d'Études Spatiales (CNES), sont dénigrées et attaquées par certains. Quand en 1999, un Comité d'étude avancé (COMETA), composé d'anciens auditeurs de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) et de différents experts qualifiés, publie un rapport préconisant d'étudier sérieusement la question des OVNI, la presse l'ignore ou relaie presque exclusivement des critiques virulentes et infondées. Cette attitude est symptomatique. Elle révèle que la question des OVNI n'est pas seulement oubliée, rejetée, combattue et déformée, mais aussi que l'opinion publique est désinformée.

Et alors, rétorquera-t-on. Quelle importance ? N'y a-t-il pas de question plus grave ou plus urgente que celle des

OVNI ? Sans doute. Certains gonflent son importance, et en font leur unique centre d'intérêt au point de devenir maniaques. Mais la question mérite aussi un autre traitement que celui dont elle bénéficie, car elle n'est plus une baudruche intellectuelle et ses conséquences peuvent être majeures. L'absence de prise en charge découle, non du manque de preuves, mais de l'état des opinions communes et consensuelles, lesquelles sont largement modulées par la désinformation. Il est normal que l'opinion publique n'accorde qu'un très faible intérêt à la question, au regard des informations qui lui parviennent. Mais il n'est pas naturel que celles-ci soient systématiquement orientées et qu'elles la confortent dans son scepticisme passif.

Parce qu'elle est par nature invisible, contrairement à la propagande qui ne se cache pas, qu'elle est devenue un outil de pouvoir ordinaire, et qu'elle s'entretient elle-même en un cercle vicieux, la désinformation est particulièrement pernicieuse et difficile à cerner. Beaucoup de ceux qui s'intéressent aux OVNI l'invoquent autant qu'ils l'évoquent pour expliquer la situation, tandis que l'opinion publique y voit la projection de fantasmes paranoïaques et un inquiétant signe des temps. Les premiers en ont une conscience exacerbée mais trouble, souvent très superficielle et caricaturale, alors que la seconde l'ignore et juge tout intérêt à son endroit malsain.

La désinformation altère pourtant, on le verra, toute la question des OVNI. On ne peut donc pas évaluer cette dernière sans éclairer les mécanismes qui faussent la perception et verrouillent la réflexion. C'est à ce travail de

« déblaiement » que ce livre est consacré. Mais avant de l'entreprendre, une rapide présentation de la question s'impose. Quelques repères et considérations permettent d'en baliser les contours.

Le phénomène OVNI se déploie massivement et soudainement, en 1947, aux États-Unis. Il est alors désigné par le terme de « soucoupe volante » (*Flying Saucer*), en raison de la forme des objets observés. Parce qu'il est descriptif, intellectuellement orienté et peu sérieux, il est rapidement remplacé par d'autres appellations plus neutres et moins restrictives.

Le terme *Unidentified Flying Object (UFO)* est adopté par la langue anglaise, tandis que celui d'*Objet volant non identifié* (OVNI) s'impose dans le langage courant français. Cependant, la forte empreinte américaine conduit à désigner ceux qui étudient les OVNI par l'anglicisme « ufologue ».

Le terme d'OVNI étant marqué, le Groupe d'Étude des Phénomènes Aérospatiaux Non Identifiés (GEPAN), puis le SEPR, utilisent un vocable qui dépasse la notion restreinte d'objet, celui de Phénomènes Aérospatiaux Non Identifiés (PAN).

Les OVNI ou les PAN sont d'abord des phénomènes aériens naturels ou artificiels mal interprétés. Cependant, certains résistent à l'analyse. Malgré l'abondance et la qualité des données, ils ne trouvent aucune explication conventionnelle. C'est ce « résiduel » qui intrigue et intéresse les chercheurs. Le pourcentage varie selon les études (4 à 30 %), les périodes, les auteurs et les pays, mais il n'est jamais nul. En France, il est, en 2004, de 13,5 %

pour les cas recensés par la gendarmerie et la police, entre 1937 et 2003, et de 14,5 % pour ceux de l'aéronautique civile et militaire de 1951 à 2001.¹

Ces taux font l'objet d'âpres débats. Pour certains ils sont négligeables, pour d'autres ils sont significatifs. En fait, ces interprétations sont d'une importance toute relative. Car, qu'ils soient de 1 ou de 50 % ne change rien à la réalité ni à la nature du phénomène. L'inexplicable demeure inexplicable et appelle une réponse. On ne peut ignorer une « anomalie » qui résiste à l'analyse, depuis plus d'un demi-siècle, partout dans le monde. Mais faute de preuves scientifiques publiques, massives et indiscutables, elle ne peut être tranchée une fois pour toutes. Pour autant, le dossier n'est pas vide, et contient une foule d'éléments qui se prête à un travail d'évaluation. Celui-ci est complexe car, en l'état des informations disponibles, la question des OVNI n'offre pas de réponse facile ni unique.

Parce qu'elle est récente et non conventionnelle, son accessibilité ressemble à celle d'une jungle. La masse d'informations disponibles est colossale, mais anarchique. Le meilleur y côtoie le pire, et l'utile l'inutile. De faux documents sont mélangés pêle-mêle aux vrais, et des

¹ (1. p11) Ces pourcentages sont ceux de la catégorie D des PAN, celle des phénomènes non identifiables, malgré l'abondance et la qualité des données, et ne correspondant à aucun phénomène connu. Selon le responsable du SEPRA, Jean-Jacques Vélasco, ils vont augmenter car le SEPRA, qui procède depuis 2001 à l'enregistrement et au classement des quelque 7 000 témoignages et 3 000 procès-verbaux figurant dans ses archives, s'apprête à intégrer les années 50 et 60, dont l'année 1954 qui fut la vague d'observations la plus importante ; communications privées de Jean-Jacques Vélasco, 2002-2004.

textes, parfois délirants, côtoient les analyses scientifiques rigoureuses, dans un invraisemblable bric-à-brac. Les pièges sont nombreux, et on se perd facilement.

En effet, contrairement aux disciplines académiques, ou sujets reconnus dignes d'intérêt, la question des OVNI ne bénéficie d'aucune prise en charge. Le curieux, qui souhaiterait en avoir une vue d'ensemble, serait bien en peine de trouver des ouvrages de présentation, ou d'introduction, faisant l'objet d'un consensus intellectuel. Les opinions règnent au détriment des réflexions. L'idéologie écrase les débats et les réduit souvent à des passes d'armes opposant différents camps.

La question des OVNI est une friche intellectuelle aux frontières de la clandestinité. On y vient donc généralement par accident. Face à une question déconcertante et semée de chausse-trapes, un solide esprit critique, armé de patience, s'impose. Il faut en effet des années pour en faire un premier survol. Évaluer et hiérarchiser les informations demande encore bien plus de temps, mais, surtout, de connaître les mécanismes de la désinformation car, en matière d'OVNI, toute information est vaine si on ignore qui l'émet et pourquoi. L'absence de preuve publique formelle permet, en effet, l'activation de logiques de guerre cognitive.

L'intérêt porté à ce sujet complexe par toutes sortes de gens et de pouvoirs, aux intérêts divergents, n'est pas sans conséquence. Si tous les États ne s'y intéressent pas de la même manière, les moyens mis en œuvre par certains brouillent considérablement la perception commune. La partie est dès lors inégale entre ces appareils étatiques et

les simples particuliers. La désinformation étant un instrument de pouvoir ordinaire, et le citoyen n'étant pas formé à la distinguer, l'opinion publique est le plus souvent ballottée comme un bouchon ivre sur un ruisseau.

Le terme de désinformation est unique, et n'a pas de synonyme, mais les situations et les procédés qu'il désigne peuvent être, on le verra, très différents. Aux États-Unis, la désinformation fait partie d'une stratégie globale de guerre de l'information, tandis qu'en France, elle est largement spontanée, car issue de la contradiction entre l'hypothèse OVNI et le système culturel français.

La complexité du phénomène et la désinformation rendent la question particulièrement difficile. Elle n'est pas pour autant inaccessible. Trois domaines de recherches permettent d'approcher la réalité :

- La déclassification et la communication d'anciens documents officiels, essentiellement américains, qui offrent une approche historique, et témoignent de l'implication des appareils d'État.

- Les études et les données d'ordre scientifique.

- Les observations et les témoignages de personnes qualifiées, notamment de pilotes, qui deviennent des preuves quand ils sont confirmés par radar.

La combinaison des trois permet d'évaluer et de hiérarchiser les hypothèses. On verra que toutes ne se valent pas. Loin de là. Bien qu'elles soient éparpillées, les informations publiques offrent une remarquable cohérence d'ensemble. Il n'est pas nécessaire de recourir à la spéculation intellectuelle, ni à des hypothèses hasardeuses,

pour proposer une interprétation rationnelle du phénomène OVNI. La somme des données disponibles suffit amplement. Si la réponse définitive à la question des OVNI relève, sans doute, de l'intime conviction, du moins par le particulier, il est possible de dégager des éléments de réponse solides.

Mais ces informations, en plus d'être dispersées et noyées sous des montagnes de données erronées, frauduleuses ou pauvres, sont dénaturées par leur environnement. Presque toutes sont rattachées à une opinion, un discours ou une interprétation qui les orientent. Ainsi, celles très probantes, contenues dans le plus gros rapport officiel jamais réalisé, le Rapport Condon (1969), commandé par l'armée de l'Air américaine à l'Université de l'Arizona, sont déformées par la conclusion et le résumé, placés au début des 1 000 pages du document, qui les contredisent. Les journalistes, n'ayant lu que ceux-ci, ils n'ont pas vu que près de 30 % des cas étudiés demeuraient inexpliqués. Le rapport fut ainsi présenté au public comme une réfutation scientifique du phénomène OVNI, et est toujours considéré comme tel, malgré les sévères critiques de l'Institut Américain d'Aéronautique et d'Astronautique.

Orienter la perception d'une information, en plaçant en amont une interprétation ou une opinion, est l'un des innombrables procédés de désinformation. Celle appliquée à la question des OVNI n'est guère différente des autres. *C'est une manipulation de l'opinion publique, à des fins*

*politiques, avec une information traitée par des moyens détournés.*²

Son caractère ordinaire indique que le sujet est bien réel, mais qu'il n'est pas le secret des secrets imaginé par certains, et qu'il n'est pas non plus traité par des moyens hors normes. Il n'en est pas moins un enjeu stratégique et un problème de sécurité nationale.

François Parmentier

² (1. p14) Vladimir Volkoff, *Petite Histoire de la désinformation*, Monaco, Éditions du Rocher, 1999, p. 33.

1. LES OVNI ET LES NOUVEAUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Contrairement à une idée reçue, les OVNI ne « débarquent » pas en 1947 mais se déploient à partir de cette année-là. Se montrent-ils plus aux États-Unis que dans les autres pays ? Ce n'est pas certain. Mais l'intérêt porté au phénomène par les Américains est plus prononcé qu'ailleurs et altère toute la question des OVNI en raison de la quête américaine de puissance.

1.1. Les OVNI entrent en scène

Le phénomène des OVNI paraît s'installer soudainement dans le nouveau paysage américain issu de la Seconde Guerre mondiale. Pendant l'été 1947, des dizaines d'observations sont relayées par la presse. Le large traitement médiatique de l'observation de l'homme d'affaires Kenneth Arnold, le 24 juin 1947, cristallise l'intérêt de l'opinion publique. Ce jour-là, à bord de son avion privé, il aperçoit au-dessus du Mont-Rainier, dans

l'État de Washington, une formation de neuf OVNI évoluant à très grande vitesse.

Cette même année, le 8 juillet 1947, les OVNI entrent dans l'histoire officielle. La base aérienne de Roswell (Nouveau-Mexique) annonce aux radios locales une nouvelle qui sera reprise dans le monde entier : une soucoupe volante a été récupérée par l'armée dans le désert. Cependant, l'armée de l'Air parvient, le jour même, à faire ressortir les OVNI indésirables de l'histoire Officielle, aussi vite qu'ils y étaient entrés, en inaugurant une politique de désinformation qui dure toujours.

1.1.1. Une histoire ancienne

Cette entrée des objets volants non identifiés par la grande porte de l'histoire avait été précédée de quelques brefs passages par la petite. Ainsi, en 1814, le Congrès des États-Unis s'était inquiété de l'apparition de lumières bleues non identifiées dans le ciel, lors d'une opération militaire contre les Anglais qui fut abandonnée pour cette raison³.

En Grande-Bretagne, c'est Winston Churchill, alors ministre de la Marine, qui fut interrogé à plusieurs reprises, en novembre 1912, à la Chambre des communes sur un

³ (1. p16) Le chercheur américain Barry Greenwood a été le premier à mentionner cette affaire qui fut débattue à la Chambre des représentants le 24 janvier 1824 et dont on peut consulter les actes sur : http://memory.loc.gov/cgi_bin/...

engin volant non identifié (*unidentified aircrart*) aperçu dans le Kent⁴.

Ces interrogations sans lendemain complètent un ensemble d'informations quant à l'ancienneté du phénomène OVNI. Si 1947 est une année exceptionnellement riche en observations, elle n'est cependant pas celle du débarquement, ni de l'apparition des OVNI. Elle marque en fait l'amplification d'un phénomène probablement ancien, et jusqu'alors discret.

Ce caractère ostentatoire se vérifie par l'étude statistique des observations d'OVNI effectuées de 1947 jusqu'aux années 60 : elles ont lieu majoritairement le jour, alors qu'elles sont depuis essentiellement nocturnes, et sont souvent assez rapprochées pour pouvoir distinguer la forme de l'OVNI, ainsi que sa surface, d'aspect généralement métallique⁵. Autant de caractéristiques faisant fortement songer à des engins qui s'exhibent.

La présence d'OVNI dans notre environnement est vraisemblablement très antérieure à la vague de 1947.

De très nombreux documents et objets du passé semblent en témoigner. Il est, certes, difficile et aléatoire d'interpréter des récits ou des productions issus de cultures et de systèmes de références différents des nôtres, mais plusieurs anachronismes intriguent.

⁴ (2. p16) David Clarke, Andy Roberts, *Out of the Shadows*, Londres, Judy Piatkus Ltd, 2002, p. 258

⁵ (3. p16) Don Berliner, Is There a Case for UFOs ?, Fond for UFO Research Inc, 2002 : <http://www.freedomofinfo.org/evidence1.html>.

Un des plus intéressants se trouve sur une peinture religieuse italienne de la fin du XV^e siècle, attribuée à Sébastien Mainardi (1460-1513), ou à Jacob de Sellaio (1442-1493), et exposée à Florence⁶. Représentant le Christ et saint Jean enfants en compagnie de Marie, elle comporte une bien curieuse scène en arrière-plan, sur fond de littoral marin. Un berger et son chien regardent un objet en forme de soucoupe semblant flotter au-dessus d'eux, dans une position légèrement inclinée. L'objet émet un rayonnement, et l'homme essaye de le distinguer, en se protégeant les yeux avec la main, tandis que le chien, qui regarde aussi l'objet, paraît aboyer. La représentation du berger et du chien n'est pas anachronique, et correspond à un standard de l'apparition céleste dans les scènes de nativité et d'adoration. Mais l'objet symbolique de la manifestation divine est parfaitement inconnu des thésaurus iconographiques des objets célestes, utilisés par les spécialistes en histoire de l'art, et ne peut être assimilé à un nuage divin. En revanche, ses formes, inclinaison et rayonnement correspondent aux caractéristiques d'un OVNI, que le peintre a peut-être observé et interprété comme un signe divin.

Mais ces documents muets ne prouvent rien, hormis l'hypothèse plausible d'un phénomène ancien. Les chroniques historiques, récits populaires et textes religieux regorgent de descriptions qui peuvent être interprétés à l'aune de l'hypothèse OVNI. Un mémorandum déclassifié du FBI de juillet 1952 rapporte *que les recherches de l'Air*

⁶ (1. p17) Florence, Palais Vecchio, Salle d'Ercole, Collection Loeser, inventaire n° 00292620.

*Force indiquent que les observations de soucoupes volantes remontent à plusieurs siècles*⁷, mais il convient cependant de rester extrêmement prudent. En revanche, on peut interroger l'histoire contemporaine, notamment celle qui précède immédiatement l'affaire de Roswell, car nous partageons les mêmes systèmes de références. En effet, les années de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre sont marquées par une rapide montée en puissance du phénomène OVNI.

1.1.2. « Foo fighters » et fusées fantômes

Pendant le dernier conflit, les pilotes alliés, et aussi probablement ennemis, sont confrontés au phénomène dit des *foo fighters*. De mystérieuses boules lumineuses, mais également quelquefois des *disques argentés*⁸, accompagnent les avions dans les airs. Ces derniers sont parfois pris en chasse par ces intrus, et ne parviennent pas à s'en dégager, en raison de l'extrême manœuvrabilité et de la vitesse des poursuivants. Ils semblent être inoffensifs mais, selon le journal *New York Times*⁹, ils harcèlent les pilotes. Après avoir été poursuivi au-dessus de la Somme,

⁷ (2. p17) Mémoire de V P. Keay à A.H. Belmont, 29 juillet 1952 ; Bruce Maccabee (Ph. D.), UFO FBI Connection, The Secret History of the Government's Cover-Up, St Paul, Minnesota, Llewellyn Publications, 2000, p. 295.

⁸ (1. p18) Clarke, Roberts, p. 16.

⁹ (2. p18) « *Balls of Fire Stalk US Fighters in Night Assaults over Germany* », The New York Times, édition du 2 janvier 1945.

en France, en décembre 1942 par deux boules lumineuses, le pilote anglais B.C. Lumsden fait un rapport qui s'ajoute à d'autres, et qui oblige la *Royal Air Force* à prendre position. Ne voulant pas inquiéter les pilotes, ni nier leurs observations, elle avance prudemment l'hypothèse d'une arme pyrotechnique allemande en cours d'élaboration, et elle baptise le phénomène de *the thing*, *the light* ou bien encore de *Phenomena*¹⁰. Était-ce le premier exemple de désinformation ? C'est probable car les documents officiels, exhumés par David Clarke et Andy Roberts, montrent que les experts ne croyaient pas à l'origine allemande des *foo fighters*. L'explication prend cependant auprès des opinions publiques anglaise et américaine et la presse s'en fait l'écho. Le *New York Times* écrit ainsi que *les objets étaient d'étranges armes aériennes expérimentales allemandes*¹¹.

On sait aujourd'hui que ces boules lumineuses, au comportement apparemment intelligent, n'étaient pas allemandes, mais aucune explication conventionnelle n'a été trouvée pour expliquer leur nature. Après la guerre, les espaces interdits de sites stratégiques américains, notamment celui de Los Alamos, seront violés à plusieurs reprises par de nouvelles boules lumineuses, cette fois de couleur verte (*Green Fire Balls*). Ces intrusions, confirmées

¹⁰ (3. p18) Clarke, Roberts, p. 6-21

¹¹ (4. p18) « *Balls of Fire Stalk US Fighters in Night Assaults over Germany* », The New York Times, édition du 2 janvier 1945.

par des documents officiels déclassifiés¹², font l'objet d'enquêtes et d'une conférence secrète qui se tient le 16 février 1948. Car si le phénomène ne semble pas être dangereux, il n'est cependant pas mineur en termes de sécurité nationale, dans le contexte de la guerre froide.

Les *foo fighters* ont-ils sensibilisé les militaires américains au problème des OVNI ? C'est fort possible. Le général James H. Doolittle, dirigeant la 8^e armée, conduit une enquête sur les *foo fighters*¹³, puis s'intéresse au second phénomène précédant la vague de 1947, celui des *fusées fantômes*.

Pendant l'été 1946, les cieux de la Suède, de la Scandinavie, et d'autres pays européens, sont traversés par des objets en forme de fusée aux comportements aberrants. Les fusées fantômes sont silencieuses, et semblent parfois changer de direction, piquer, exploser ou s'écraser. Le 14 août, les membres de l'équipage d'un bombardier B-18 suédois voient l'un de ces objets passer à droite de leur appareil¹⁴. Plus de 500 sont observés dans le ciel suédois pour le seul mois de juillet.

¹² (1. p19) Barry Greenwood, Lawrence Fawcett, *The UFO Cover-Up. What the Government won't say*, New York, Simon & Schuster, 1984, pp. 167-170.

¹³ (2. p19) Richard M. Dolan, *UFOs and the National Security State*, on Unclassified Hi. story, vol. 1 : 1941-1973, New York, Rochester, 2000, Keyhole Publishing Company, P.O. Box 92188, p. 30.

¹⁴ (3. p19) Dominique F. Weinstein, *Unidentified Aerial Phenomena, RO Years of Pilot Sightings*, NARCAP, 2001, p. 9 : <http://www.narcap.org/REPORTS/technical/reports.htm>.

L'hypothèse de missiles allemands capturés et testés par les Soviétiques est envisagée mais se révèle incompatible avec les caractéristiques observées. Les Américains s'inquiètent. Le colonel George Garrett, des services de renseignement de l'*Air Force*, fait état de *pressions énormes* subies par son service, de la part des responsables du Département de la Guerre, afin de savoir ce que sont les fusées fantômes¹⁵. Le général Doolittle se rend en Suède, officiellement pour affaires, tandis que l'Angleterre dépêche deux agents secrets pour évaluer la menace¹⁶, puis envoie des radars et des experts¹⁷.

Mais les enquêtes tournent court, car le nombre de manifestations du phénomène décline très rapidement à partir de septembre. L'affaire se clôt le 10 octobre, quand la commission d'enquête du ministère de la Défense suédoise déclare n'avoir pas d'explication finale, tout en précisant qu'elle dispose, dans 20 % des cas, de preuves écartant les possibilités d'un phénomène naturel, psychologique ou d'un avion¹⁸. Aucune explication ne s'est d'ailleurs imposée depuis. Les Soviétiques n'en ont jamais revendiqué la paternité, alors qu'il auraient pu chercher à bluffer et à intimider leurs nouveaux adversaires, et rien, dans les informations obtenues sous la Glasnost, et la levée

¹⁵ (1. p20) Mémorandum déclassifié du FBI du 19 août 1947 ; Maccabee, pp. 16-17.

¹⁶ (2. p20) Clarke, Roberts, p. 26.

¹⁷ (3. p20) *Ibid.*, pp. 29-30.

¹⁸ (4. p20) Dolan, p. 35.

progressive des secrets de la guerre froide, ne permet d'envisager l'hypothèse d'engins secrets.

Si on ignore quelle importance les Américains ont accordée à ces événements, ils semblent avoir surveillé les manifestations d'OVNI dans le monde. Un mémorandum secret rédigé en octobre 1947 par le général de brigade George Schulgen, chef adjoint du renseignement de l'armée de l'Air, et déclassifié en 1985, rapporte ainsi des observations de soucoupes volantes au Canada, en Hongrie, dans l'île de Guam et au Japon¹⁹. Mais ce qui ressemble à un prologue ou à une montée en puissance se joue également aux États-Unis mêmes.

1.1.3. Un prologue américain

Le 1^{er} août 1946, pendant l'épisode des fusées fantômes, l'équipage d'un avion C-47 de l'*Air Force*, croise dans le ciel américain un OVNI en forme de cigare de la taille de deux avions B-29, comportant une rangée de hublots, et filant à une vitesse prodigieuse²⁰.

L'observation d'un tel objet ressemblant à un engin ou à un véhicule n'a certainement pas été négligée par les autorités militaires américaines. Elle n'était pas la première du genre, et s'ajoutait à de nombreuses autres rapportées

¹⁹ (5. p20) Mémorandum secret du 28 octobre 1947 ; reproduit sur : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/schulgen.htm>.

²⁰ (6. p20) Weinstein, p. 9 ; Dolan, p. 40.

par les pilotes militaires américains sur tous les théâtres de la guerre. Si le nombre exact de ces rencontres aériennes n'est pas connu, Dominique Weinstein et l'organisation américaine *National Aviation Reporting Center on Anomalous Phenomena* (NARCAP) en ont recensé 23, entre octobre 1943 et août 1946, dont 4 aux États-Unis²¹. Et, autant les autorités ont pu se contenter d'explications insatisfaisantes pour les *foo fighters* et autres phénomènes lumineux d'apparence inoffensive, autant des observations, effectuées par des équipages militaires, d'objets s'apparentant à des engins inconnus, et dont les comportements dépassaient les capacités aéronautiques de l'époque, étaient alarmantes et exigeaient des réponses claires.

Les autorités militaires américaines n'ont pas pu traiter à la légère la possible présence d'engins inconnus dans leur espace aérien, surtout après le traumatisme de Pearl Harbor. Un étrange incident survenu quelques semaines après l'attaque japonaise confirme cette évidence. Dans la nuit du 25 février 1942, Los Angeles est survolé par plusieurs objets non identifiés, et livre une étrange bataille contre l'un d'eux, détecté au radar, et aperçu par des milliers d'habitants. La DCA tire en vain pendant une heure sur l'objet positionné au-dessus de la ville, éclairé par 9 projecteurs. Les tirs antiaériens engendrent la panique dans la population, causent indirectement la mort de civils²², détruisent plusieurs habitations, mais n'ont aucun

²¹ (1. p21) Weinstein, pp. 6-9.

²² (2. p21) « *Army Says Alarm Real Roaring Guns Mark Blackout* », Los Angeles Times, édition du 26 février 1942.

effet sur la cible, qui s'éloigne lentement sans même riposter. L'objet photographié par un journaliste du *Los Angeles Times* a une forme bien connue qui renforce l'hypothèse OVNI²³.

Si les causes de la *Bataille de Los Angeles* demeurent aujourd'hui encore inexpliquées, les réactions des autorités militaires et politiques sont symptomatiques. Frank Knox, secrétaire d'État à la Navy, déclare officiellement que l'incident était une fausse alerte due à une trop grande nervosité. Secrètement, le chef d'état-major des armées, le général George Marshall, adresse un mémorandum au président Roosevelt, déclassifié en 1974, dans lequel il avance prudemment que *des avions non identifiés, autres que ceux de et de la Navy, étaient probablement au-dessus de Los Angeles... et que l'enquête continue*²⁴.

Cette explication rend compte de la présence d'engins, mais pas de l'absurdité d'une opération aérienne interminable, si peu discrète, et menée sans même riposter aux tirs ni essayer de les esquiver. La version publique de l'incident est incohérente, et est d'ailleurs rejetée par les journalistes qui ont assisté aux événements. Le journal *Washington Post* du 27 février ne les accepte pas, tandis

²³ (3. p21) Voir l'analyse réalisée par I^e physicien de la Navy Bruce Maccabee (Ph. D.) sur son site : <http://brumac.8k.com/BATTLEOFLA/BattleofLA.html>.

²⁴ (1. p22) Mémorandum secret du général George Marshall en date 26 février 1942 adressé au président Roosevelt ; déclassifié et reproduit dans Greenwood, Fawcett, p. 238.

que le *New York-Times*, du 28 février, écrit que plus on examine l'affaire, plus elle paraît incroyable²⁵.

Peut-on parler de désinformation ? Certainement, mais ce traitement n'est pas spécifique aux OVNI, et fait partie de la politique mise en place par les autorités américaines pendant la guerre.

Entre décembre 1941 et septembre 1942, 292 navires de commerce sont torpillés, au large des côtes Est des États-Unis, par des sous-marins allemands. Des centaines de marins sont retrouvés morts sur les plages américaines sans que la population se doute de la présence ennemie. Une stratégie de désinformation a été mise en place pour empêcher l'opinion publique d'apprendre que les États-Unis, sanctuaire inviolé, étaient à portée de tir des sous-marins allemands, et qu'elle s'affole en conséquence. Les cadavres de marins américains échoués sur les plages sont imputés à des tempêtes à répétition et, pour éviter d'éveiller tout soupçon, on s'abstient même de demander aux navires d'éteindre leurs feux de navigation, qui sont pourtant autant de cibles faciles²⁶. Les protestations véhémentes du vice-amiral Adolphus Andrews, en charge de la côte atlantique, ne modifient pas cette décision.

D'une manière similaire, la réalité des ballons incendiaires, *Fu-Go*, que le Japon lance, entre décembre 1944 et avril 1945, et qui explosent, par milliers, sur la côte

²⁵ (2. p22) <http://vwwww.sfmuseum.org/hist9/aaf2.html>.

²⁶ (3. p22) Horner H. Hickam Jr, *Torpedo Juncton : U-Boat War Off America's East Coast*, Annapolis, Maryland. Naval Institut Press, 1989.

ouest des États-Unis, est tenue secrète jusqu'en mai 1945. Ces armes causent pourtant des morts et des dégâts²⁷.

Quelque temps plus tard, le 16 juillet 1945, la première bombe atomique expérimentale, baptisée *Trinity*, est testée à l'air libre, à Alamogordo, à l'insu de l'opinion publique, des journalistes et des parlementaires. Pour ce faire, le colonel Groves, chef du Programme Manhattan, a fait évacuer tout le secteur, détruire les citernes des fermiers récalcitrants, et décréter la loi martiale. L'éclair, visible à 200 kilomètres, est attribué avec succès à l'explosion d'un dépôt de Munitions²⁸.

Les autorités américaines ne sont donc pas démunies pour occulter les premières manifestations d'OVNI. Il est cependant difficile de savoir dans quelle mesure ce « prologue » les a sensibilisées et préparées au déploiement de 1947. Les traitements de l'observation de Kenneth Arnold et de Roswell laissent penser qu'elles ont été prises de court. En effet, l'amplitude médiatique donnée à l'observation d'Arnold n'est pas contrée, ni contrôlée, par des actions de communication de l'année. Il semble y avoir un flottement. C'est seulement onze jours après l'observation qu'un porte-parole de l'*Air Force* rejette le

²⁷ (1. p23) Robert C. Mikesch, *Japan's World War II Balloon Attacks on North America*, Washington DC, Smithsonian Institution Press. 1973.

²⁸ (2. p23) Robert Jung, *Brighter than a Thousand Stars : a Personnal History of the Atomic Scientist*, New York. Harcourt Brace Jovanovich, 1958, p. 202 ; Dolan, p. 108.

témoignage d'Arnold, de manière plutôt maladroite, en le trouvant peu réaliste, et en réfutant le phénomène OVNI²⁹.

Cette absence de réaction sera compensée plus tard par un acharnement à essayer de détruire cet événement fondateur de l'histoire moderne des OVNI. Ainsi l'astronome, Donald H. Menzel, lié à la CIA, à la NSA et à l'US Navy, et possédant une habilitation top secret³⁰, sacrifiera sa crédibilité en avançant successivement trois explications différentes pour tenter d'expliquer l'observation : des reflets du soleil dans des nuages (1953), un mirage d'altitude (1963) puis des gouttelettes d'eau sur le cockpit (1977).

Ce genre d'acharnement est qualifié de *debunking*, de l'anglais *to debunk* : déboulonner. Il consiste à avancer, coûte que coûte, jusqu'au ridicule et au sacrifice de soi, des explications conçues comme des contre-mesures. L'objectif du *debunking* n'est pas d'être crédible, mais de maintenir la contestation, d'entretenir une polémique pertinente et d'empêcher l'unanimité. Ainsi, Menzel disparu, c'est aujourd'hui l'Anglais James Easton qui a repris le flambeau, en y ajoutant l'humour britannique. Il affirme ainsi que les OVNI décrits par Arnold étaient des pélicans...

²⁹ (3. p23) Journal *Post Dispatch* de Saint Louis, édition du 3 juillet 1947 ; cité par David Jacob, *The UFO Controversy in America*, Bloomington, Indiana University, 1975 p. 42 ; Dolan, p. 49.

³⁰ (1. p24) Jerome Clark, *The UFO Encyclopedia : The Phenomenon from the Beginning*, Detroit, Omnigraphics Inc. 2^e édition, 1993, p. 637 ; Dolan, p. 85.

1.1.4. Roswell et la fin du prologue

Dans le cas de l'affaire de Roswell, l'annonce, faite à la presse de la récupération d'une soucoupe volante, laisse supposer que les responsables de la buse aérienne et l'officier des relations publiques n'avaient pas reçu préalablement de consigne particulière de la part de l'état-major.

Selon le capitaine de l'armée de l'Air Edward Ruppelt, l'état-major est alors dans un état proche de la panique³¹, et cherche probablement à évaluer dans l'urgence la nature des OVNI déferlant dans le ciel américain. Les rencontres de pilotes militaires avec des engins inconnus s'intensifient depuis juin 47, et une soucoupe volante est même détectée au radar, et photographiée, au-dessus du site nucléaire d'Oak Ridge, zone interdite et hypersensible³².

Face à cette situation de crise, l'état-major met logiquement plusieurs avions de chasse en état d'alerte, durant le week-end de la fête nationale du 4 juillet. Mais il n'envisage probablement pas la possibilité que l'un de ces insaisissables engins, à l'apparente supériorité technologique, puisse s'écraser. Cela peut expliquer l'initiative du colonel Blanchard, commandant du 509^e groupe de bombardiers de Roswell, d'annoncer la nouvelle du crash d'une soucoupe volante, et de sa récupération par l'armée. Mais d'autres hypothèses, plus complexes, sont

³¹ (2. p24) Edward Ruppelt, *The Report on Unidentified Flying Objects*, New York, Doubleday and Company, 1956, p. 6.

³² (3. p24) Greenwood, Fawcett, p. 171 ; Dolan, p. 45.

possibles, notamment celle d'une action délibérée pour détourner l'attention d'un autre crash³³.

Quoi qu'il en soit, l'annonce initiale est corrigée le jour même. La rapidité de cette contre-mesure prouve l'importance de l'affaire et la réactivité de l'état-major. Le général Roger Ramey, commandant la 8^e armée aérienne, organise, en soirée, une conférence de presse dans son bureau, au cours de laquelle il déclare aux journalistes que ce n'est pas une soucoupe volante qui s'est écrasée, mais un ballon météorologique. Pour compenser la faiblesse inhérente à tout démenti, il utilise le registre de la mise en scène en exhibant des restes d'un authentique ballon météo, mais sans rapport avec les véritables débris ramassés sur le site du crash. Cette substitution est un point essentiel de l'affaire, car elle est la preuve matérielle de la désinformation. Elle est révélée en 1978 par le major Jesse Marcel, chef du renseignement de la base de Roswell, qui avait ramassé les débris sur le site du confirmée, en 1991, par le général Thomas Jefferson DuBose³⁴, à l'époque colonel et adjoint du général Ramey.

Les images sont plus convaincantes que les mots. En donnant à voir aux journalistes les restes d'un vrai ballon météorologique, le général Ramey parvient à occulter les aberrations de son explication, qu'il répète le soir même, à une radio, pour mieux enfoncer le clou.

³³ (1. p25) Voir le nouveau livre de Gildas Bourdais, le meilleur connaisseur français de cette affaire très complexe : *Roswell, Enquêtes, secret et désinformation*, Agnières, JMG Éditions, 2004.

³⁴ (2. p25) Déclaration sous serment du 16 septembre 1991.

Personne ne s'étonne de le voir faire passer ainsi, publiquement, les officiers de Roswell sous ses ordres pour des imbéciles. Triés sur le volet pour diriger et protéger, en pleine guerre froide, la seule base de bombardiers porteurs d'armes atomiques au monde, ceux-ci auraient donc été incompetents, au point de ne pas reconnaître les restes d'un ballon météo, alors que la base disposait de son propre service météo, et assez stupides pour aggraver leur cas en diffusant la nouvelle aux médias ! Le major Jesse Marcel, chef du renseignement de la base, formé à la reconnaissance de tous les véhicules et objets aériens, aurait donc commis une grave erreur qui, non seulement, n'est pas sanctionnée, mais est suivie en fin d'année d'une promotion au Pentagone ! Cependant, ce qui ressemble à une compensation n'efface pas l'humiliation subie, laquelle n'est peut-être pas étrangère aux déclarations qu'il fera en 1978. Cette année-là, il révèle le pot aux roses au physicien nucléaire Stanton Friedman, rencontré par hasard, ce qui fera ressurgir l'affaire.

En attendant, l'action du général Ramey se révèle efficace car elle permet d'enterrer l'affaire de Roswell, et inaugure, après quelques semaines de flottement, une politique de désinformation qui dure toujours.

Elle révèle aussi que les OVNI sont devenus une question de sécurité nationale, et qu'ils seront dorénavant traités comme tels. Leurs violations aériennes, leur apparente supériorité technologique et le contexte de la guerre froide scellent leur statut. Celui-ci est clairement défini dans un mémorandum proposé par le directeur de la CIA, Walter B. Smith, au Conseil national de Sécurité, en

septembre 1952 : *Le problème des « objets volants non identifiés » est un **problème de sécurité nationale** concernant aussi bien les opérations militaires que le renseignement*³⁵ (NDLR : passage souligné par l'auteur).

L'affaire de Roswell marque la fin du prologue. Les OVNI sont maintenant pris en charge par un pays qui dispose de moyens considérables depuis qu'il a révolutionné ses infrastructures stratégiques.

Prendre la mesure de ces changements permet de comprendre pourquoi la question des OVNI est intrinsèquement biaisée depuis 1947, et la perception commune du phénomène, altérée par les voies de la désinformation.

1.2. Les nouveaux États-Unis d'Amérique

Engagés dans une stratégie globale de domination mondiale et dans la lutte contre la menace communiste, les États-Unis parient sur les atouts qui leur ont permis d'emporter la victoire, et renforcent les structures nées de la guerre. Ces choix révolutionnent les infrastructures stratégiques américaines, et offrent de nouvelles capacités

³⁵ (1. p26) Mémoire déclassifié de Walter B. Smith, directeur de la CIA, du 28 septembre 1952 ; conclusion du projet de mémorandum adressé au Conseil national de Sécurité.

de traitement des questions et des enjeux de sécurité nationale, dont fait partie celle des OVNI.

1.2.1. L'appareil militaro-industriel

La puissance militaire acquise par les États-Unis en 1945 est sans comparaison avec celle d'avant la guerre, et sera accentuée sous l'effet de la guerre froide. Comment ce pays, qui n'a ni tradition ni histoire militaire forte, et qui dispose de seulement une quinzaine de blindés à la veille de la guerre, a-t-il pu devenir la première armée du monde en l'espace de quelques années ? En ouvrant largement les portes de l'armement aux industries et aux capitaux privés, et en mobilisant les compétences scientifiques.

Face à la menace allemande, et après l'attaque de Pearl Harbor, les États-Unis font le pari de la supériorité scientifique et technologique. Ils s'engagent dans la science lourde ou *Big Science*, en augmentant considérablement les moyens de recherche en hommes (le *Signal Corps* de l'année américaine forme ainsi 30 000 physiciens, ingénieurs et techniciens pendant la guerre) et en matériel.

Priorité est donnée à la quête de l'arme atomique. L'idée est dans l'air et les cadres théoriques existent. Les Anglais et les Français de la France libre sont alors en avance sur les Américains, mais ceux-ci vont s'octroyer leur collaboration pour rattraper leur retard et être les premiers à disposer de la bombe atomique.

Le Programme Manhattan, qui a été conçu pour réaliser la première bombe atomique dans le plus grand secret, a ainsi modelé en profondeur l'actuel paysage militaire, économique, culturel et même social américain. Plus qu'un programme militaire et scientifique, il constitua, à travers l'organisation qu'il mit en place, un projet sociétal, dont plusieurs traits se reconnaissent dans l'actuelle société américaine³⁶.

Il a marqué la mise en place d'un nouveau système, fondé sur la concentration en un même lieu des moyens militaires, scientifiques et économiques. Il s'agissait, en les confinant dans un même espace, de les fondre en un alliage d'une puissance nouvelle. Certes, les relations de la science et du pouvoir sont anciennes (Archimède fabriquait déjà des armes pour le tyran de Syracuse), mais c'est la première fois qu'elles atteignent une telle intensité, et qu'elles sont amplifiées par la puissance industrielle. Cette fusion de compétences permet d'effacer la frontière entre science et activité d'ingénierie, entre science fondamentale et appliquée. Le secrétaire d'État à la Guerre Henry L. Stimson résume ainsi la nature de la nouvelle puissance américaine : *Les laboratoires de l'Amérique sont maintenant devenus notre première ligne de défense.*

Les réalisations architecturales du colonel Groves, qui fait bâtir le Pentagone et le complexe de Los Alamos, sont les creusets de cette fusion, et les symboles pharaoniques de ce nouveau pouvoir. Le Programme Manhattan devient

³⁶ (1. p28) Peter Bacon Hale, *Atomic Spaces : Living on the Manhattan Project*, University of Illinois Press, 1996.

logiquement un modèle et une référence malgré de nombreuses réticences. Dès 1946, James Phinney Baxter, dans son livre *Scientists Against Time*, craignait que le système ne se prolonge :

Ce fut notre chance, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'avoir une meilleure organisation de la science appliquée à la guerre que celle de nos amis ou ennemis. Il n'y a cependant aucune raison de croire que le Bureau de la Recherche Scientifique et du Développement – Office of Scientific Research and Development (OSRD) – est le modèle que nous devrions suivre à l'avenir pour l'organisation de la science à des fins militaires... Ce qu'il faut c'est organiser le travail scientifique dans les services armés afin d'attirer des scientifiques de premier pion et leur donner la liberté nécessaire pour qu'ils fournissent le meilleur travail³⁷.

Cette mise en garde était pertinente car le système ayant permis d'abrégé la guerre, et de donner la suprématie militaire aux États-Unis, allait être renforcé à l'issue du conflit. Le Pentagone qui, au lendemain de Pearl Harbor, avait ouvert ses portes aux entreprises privées, ne devait plus les refermer, laissant ainsi se développer le système militaro-industriel. Ce choix modifie la nature même de la puissance militaire américaine qui repose dorénavant sur la combinaison Pentagone-Science-Industrie. La recherche scientifique, désormais majoritairement financée par des budgets fédéraux et dirigée par des militaires adeptes du

³⁷ (1. p29) James Phinney Baxter, *Scientists Against Time*, Boston. Little Brown and Company, 1946, p. 449.

secret³⁸, s'en trouve elle aussi changée. On verra que l'implication de ce complexe militaro-industriel dans la question des OVNI est lourde de conséquences.

1.2.2. La stratégie du secret

Le Programme Manhattan ne représente pas seulement la réussite d'un programme titanesque mais aussi celle de la stratégie du secret. Car si la fission atomique était prévisible depuis les travaux de Joliot-Curie, la cacher au monde entier, pendant plusieurs années, même en temps de guerre, pouvait paraître impossible.

Ce succès historique est d'ailleurs aujourd'hui encore fièrement revendiqué par le gouvernement américain : *Le secret était si parfait que des centaines de milliers d'employés ne savaient pas sur quoi ils travaillaient jusqu'à ce qu'ils apprennent le bombardement d'Hiroshima, au Japon, le 6 août 1945. Le 12 août 1945, le président Truman rendait public le rapport Smyth. Ce rapport contenait des informations sur le Programme Manhattan mais ne dévoilait aucun secret atomique. Le public américain lut stupéfait d'apprendre l'existence d'une opération ultra-secrète comprenant une masse*

³⁸ (2. p29) Herbert Foerstel, *Secret Science : Federal Contrat of American Science and Technology* Westport, Praeger, 1993.

*salariale, des installations et des personnels comparables en taille à ceux de l'industrie automobile*³⁹.

Quelques aspects du programme permettent de comprendre cette fierté :

— Le projet Manhattan, initialement baptisé *S 1 Project*, puis *Manhattan Military District* fut lancé le 18 décembre 1941. Alors qu'il avait été estimé initialement à 100 millions de dollars, il dépassa les 2 milliards, soit plus de 26 milliards de dollars constants⁴⁰.

— Le programme put être financé sans en informer le Congrès, grâce à deux lignes budgétaires génériques et imprécises (*Engineer Service : Army ; Expediting Production*), votées sans poser de question par les représentants du peuple. En cela, le budget occulte du Programme Manhattan annonce les actuels *block budgets*, ou budgets occultes, dans lesquels disparaissent chaque année quelque 10 milliards de dollars⁴¹.

— Pour mener à bien ce projet, on fit surgir du désert du dans l'urgence et le secret absolu, une ville complète, avec toutes ses infrastructures. Los Alamos comptera presque 6 000 habitants mais son existence demeurera inconnue du public jusqu'à Hiroshima. Le secret y était tel que les

³⁹ (1. p30) Site internet du Département d'État Américain à l'Énergie : <http://www.dpi.angl.gov/dpi2/timelines/1940s.htm>.

⁴⁰ (2. p30) Tim Veiner, *Blank Check The Pentagon's Black Budget*, New York, Warner Books, Inc, 1990, p. 19.

⁴¹ (3. p30) Weiner, p. 20.

enfants qui y naissaient ne possédaient officiellement aucun lieu de naissance.

— 200 000 employés travaillaient pour le projet en 1945, soit autant que dans toute l'industrie automobile américaine, dans une quarantaine d'usines et de laboratoires privés.

— Harry Truman, pourtant vice-président des États-Unis, ne fut jamais informé du projet du vivant du président Roosevelt. Après la mort de ce dernier, le nouveau président devra patienter presque deux semaines avant d'être enfin briefé. Selon l'amiral Sidney Souers, secrétaire exécutif du Conseil national de Sécurité, il n'était pas non plus au courant des recherches sur la bombe à hydrogène (H), la *Super*⁴². Le président aurait été informé, à la suite de l'explosion de la première bombe atomique soviétique, en raison du souhait des militaires américains de révéler publiquement l'existence de la bombe H, de lancer ouvertement la course aux armements et d'impressionner l'URSS⁴³. Ainsi, celui qui aura le pouvoir de créer en 1952 l'agence la plus secrète au monde, la NSA, et de cacher son existence jusqu'en 1957, n'avait donc pas celui d'être informé de l'existence des bombes A et H !

— Aucun membre du Congrès n'eut connaissance du projet avant le 18 février 1944, date à laquelle Vannevar Bush et Henry Stimson révélèrent confidentiellement à

⁴² (1. p31) Richard G. Hewlett, Francis Duncan, *Atomic Shield 1947-1953*, vol. 2. Pennsylvania State University Press, 1969, p. 374 ; cité par Weiner, pp. 27 et 240.

⁴³ (2. p31) Weiner, pp. 27, 28.

trois leaders parlementaires quelques informations, soigneusement sélectionnées, et qui ne furent pas divulguées aux autres membres du Congrès. Cette levée partielle du secret avait été rendue nécessaire en raison des besoins de financement alors exorbitants du programme en 1944 : 2 millions de dollars par jour⁴⁴.

L'uranium 235 et le secret furent donc les deux composants de la bombe atomique américaine.

Mais si le gouvernement américain exhibe aujourd'hui fièrement le secret du Programme Manhattan, il se tait sur d'autres secrets, moins honorables, mais qui relèvent de la même stratégie globale du secret.

Ainsi, le *War Research Service* (WRS), créé en 1942 par le secrétaire d'État à la Guerre Stimson, put mettre au point des armes biologiques, dans le plus grand secret, jusqu'à la fin de la guerre⁴⁵.

Après la guerre, la très secrète *Commission de l'énergie atomique* (*Atomic Energy Commission*), l'héritière du Programme Manhattan, qui employa jusqu'à 140 000 personnes dans les années 50, sacrifia délibérément des Américains pour mesurer les effets de la radioactivité sur l'homme. En trente ans, 18 000 personnes servirent de

⁴⁴ (3. p31) Weiner, p. 20.

⁴⁵ (4. p31) Léonard A. Cole, *Clouds of Secrecy : The Army's Germ Warfare Tests over Populated Areas*, Rowman & Littlefield, 1988, pp. 33-34 ; Gordon Thomas, *Journey Into Madness : The True Story of Secret CIA Mind Control and Medical Abuse*, New York, Bantam Books, 1989, p. 160 ; cité par Dolan, p. 26.

cobayes⁴⁶. Depuis la présidence de Roosevelt jusqu'à celle de Gerald Ford, les différentes administrations ont laissé des chercheurs administrer clandestinement des cocktails radioactifs à des individus, y compris à des enfants. La Secrétaire d'État à l'Énergie, Hazel O'Leary, a publiquement reconnu les faits en 1993, et déclaré au journal *News-week* qu'ils faisaient penser aux horreurs de l'Allemagne nazie⁴⁷.

Cette aptitude au secret ne doit pas être perdue de vue quand on cherche à comprendre le problème OVNI. Sa juste appréciation permet d'écarter les théories relevant de l'imagination. L'histoire des bombes A et H nous apprend que le pouvoir militaire sait garder des secrets, aussi énormes soient-ils, y compris envers les dirigeants politiques. Or, l'*US Air Force*, qui est le corps d'armée le plus impliqué dans la question des OVNI, est aussi celle qui pratique le plus le secret. Née lors de la refonte des infrastructures stratégiques, en juillet 1947, elle applique dès ses débuts la dissimulation et la désinformation en enterrant l'affaire de Roswell. En 1994, elle reconnaît officiellement avoir menu depuis 1947 à ce sujet. Mise en difficulté, en 1994, par une enquête du *General Accounting Office* (GAO), sorte de Cour des comptes du Congrès

⁴⁶ (1. p32) Eileen Welsome (prix Pulitzer 1994), *The Plutonium File., America's Secret Medical Experiments in the Cold War*, New York, Dial Press, 1999.

⁴⁷ (2. p32) Voir la liste des expérimentations sur le site du Département d'Etat : <http://tis.eh.doe.gov/ohre/roadmap/experiments/0491doca.html>.
et les documents déclassifiés sur :
<http://tis.eh.doe.gov/ohre/roadmap/declass/index.html>.

américain, elle avance une nouvelle version reprenant la thèse d'un ancien agent de la CIA et directeur de centres d'essais au pentagone, Karl Pflock. Selon le rapport de 22 pages⁴⁸, rédigé par le colonel Richard Weaver, un spécialiste de la désinformation qu'il enseigne au personnel de l'*Air Force*⁴⁹, et le lieutenant James McAndrews, ce serait un train de ballons top secret (classé AAA) qui se serait écrasé à Roswell.

Le général Ramey aurait pratiqué la désinformation pour protéger le secret de ces ballons *Mogul*, destinés à détecter, par l'acoustique, les futures explosions atomiques soviétiques. Or cette nouvelle version présente trop d'incohérences et ressemble à un faux aveu destiné à conserver le secret de ce qui a réellement été récupéré à Roswell.

Pourquoi l'*US Air Force* serait-elle aujourd'hui plus « sincère » qu'en 1947 ? Comment croire à sa bonne foi quand le Congrès dénonce ses mensonges ? En 1999, ce dernier a ainsi accusé le Pentagone, et tout particulièrement l'*US Air Force*, de violer la Loi et la Constitution en dépensant des millions de dollars dans des programmes militaires n'ayant jamais été autorisés ou

⁴⁸ (3. p32) Department of the Air Force, *Report of the Air Force Research Regarding the « Roswell Incident »*, juillet 1994 ; <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/rosswel.pdf>.

⁴⁹ (4. p32) Stanton Friedman. *Top Secret / MAJIC*, New York, Marlowe & Company, 1996, pp. 112-113.

ayant été annulés⁵⁰. Dans un rapport accablant, *The House Appropriations Committee* dénonce sévèrement les manipulations de l'*Air Force*, accusée d'avoir illégalement détourné 800 millions de dollars pour financer l'achat non autorisé d'un satellite⁵¹. Même la très prudente revue *Jane's International Defence* constate que la crédibilité de l'*USAF* est sapée par le fait que le département de la Défense autorise la dissémination de fausses informations⁵² et trouve des indices sur l'existence, au sein de l'*USAF*, à côté des programmes officiels, d'un département fantôme des *Special Access Programs (SAP)*⁵³.

Si le secret est inhérent aux États, sa nouvelle amplitude affecte les modes de fonctionnement du pouvoir américain, et fait craindre à certains qu'elle en altère aussi la nature. Le sénateur Daniel Moynihan écrit ainsi, en 1998, que *la guerre froide nous a légué un vaste système du secret qui ne montre aucun signe de recul. Il est devenu la caractéristique de notre mode de gouvernement. Les*

⁵⁰ (1. p33) US Congress, *Department of Defense Appropriations Bill. Fiscal Year 2000*, 109th Cong., 2^d sess., House Report 106-244, Appropriations Committee, 22 juillet 1999.

⁵¹ (2. p33) Tim Weiner, « *Black Programs – Pentagon Defied Laws, Misused Fund* », New York Times, 23 juillet 1999 ; Gordon R. Mitchell, *Strategic Deception, Rhetoric, Science and Politics in Missile Defense Advocacy*, East Lansing, Michigan State University Press, 2000, pp. 230, 270, 288.

⁵² (3. p33) Bill Sweetman, *Hypersonic Aurora : A Secret Drawing ?*, Janes Defense Weekly, vol. 18, n° 24/25, 12 décembre 1992.

⁵³ (4. p33) Bill Sweetman, « *In Search of the Pentagon's Billion Dollar Hidden Budgets : How the US Keeps its R&D Spending under Wraps* », Janes International Defence Reporter, 5 janvier 2000.

*agences de renseignement ont proliféré et les budgets ont continué à augmenter alors même que l'importance de l'armée diminuait*⁵⁴.

Pour préserver la démocratie, l'État américain doit prendre des contre-mesures. Dans sa rivalité avec le pouvoir exécutif, le Congrès impose progressivement la *Loi sur la Liberté de l'information – Freedom of Information Act* (FOIA)⁵⁵ – qui oblige les administrations et agences de l'État américain à déclassifier et à communiquer copie de leurs documents, vieux d'au moins vingt-cinq ans, aux citoyens qui en font la demande. Tous les présidents, à l'exception de Jimmy Carter et de Bill Clinton, y sont hostiles mais sont plus ou moins contraints de le mettre en place. Son origine remonte aux années 50, quand l'administration Eisenhower renvoie des fonctionnaires soupçonnés d'être communistes, et qu'elle refuse de fournir des explications aux parlementaires démocrates. En 1966, Lyndon Johnson signe avec réticence le FOIA mais la loi n'a pas de pouvoir de contrainte. Après le scandale du Watergate, le Congrès passe outre le veto de Gerald Ford et fait passer un amendement, en 1974, obligeant à justifier devant la justice le refus de déclassifier et/ou de communiquer les documents tombant sous le coup du FOIA. Mais bientôt, la justice élargit le nombre et le champ des exemptions, liées à la sécurité nationale, restreignant ainsi progressivement sa portée. Les 196 917 demandes formulées en 2001 furent ainsi soumises à 9 exemptions.

⁵⁴ (1. p34) Daniel Patrick Moynihan, *Secrecy*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1998, p. 214.

⁵⁵ (2. p34) United States Code, Section 552, Title 5.

Le système du secret préoccupe également le Congrès, qui lui consacre pas moins de sept commissions d'études et de réflexions entre 1956 et 1997. Le rapport de la dernière commission officialise cette réalité en analysant les fondements de la *culture du secret*⁵⁶.

1.2.3. La révolution du renseignement

Le secret préside également à la révolution du renseignement américain, amorcée pendant la guerre, puis renforcée à son issue. Celle-ci est gigantesque, et il est remarquable qu'un pays, n'ayant pas la culture ni les traditions historiques des vieilles puissances européennes en matière de renseignement et de secret, s'adapte aussi vite aux exigences du monde moderne, et se donne les moyens de ses ambitions. Si les États-Unis n'étaient pas novices en matière de renseignement militaire, ils ne disposaient d'aucune agence civile en entrant en guerre⁵⁷.

Des moyens exceptionnels sont mis en place dès le début du conflit. En mai 1940, alors qu'ils ne sont pas encore en guerre, le président Roosevelt permet au FBI d'espionner

⁵⁶ (3. p34) Sénat des États-Unis d'Amérique. *Report of the Commission on Protecting and Reducing Government Secrecy*, Senate Document 105-2, United States Government Printing Office, Washington, 1997 : <http://www.dss.mil/seclib/govsec/appa8.htm>, et [secrecy.htm](#)

⁵⁷ (1. p35) Genovefa Étienne et Claude Moniquet, *Histoire de l'espionnage mondial*, Paris, Kiron, Éditions du Félin, 2001, p. 50.

les citoyens américains dont les activités sont susceptibles d'être contraires à l'intérêt national⁵⁸.

Dans les mois qui suivent, la Signal Security, Agency (SSA), ancêtre de la future NSA, est secrètement autorisée à espionner les individus, les entreprises et les gouvernements en interceptant les communications, y compris celles de la femme du président Roosevelt, grâce au programme Shamrock⁵⁹.

Une fois la guerre finie, la révolution du renseignement est amorcée. Après la *Loi sur l'énergie atomique (Atomic Energy Act)* de 1946, renforçant le secret sur le nucléaire, la *Loi de Sécurité nationale (National Security Act)* est le symbole le plus visible de cette métamorphose.

Dans un premier temps, le président Harry Truman, hostile comme ses compatriotes à la permanence de services secrets au sein de l'État fédéral, supprime, en 1946, l'*Office of Strategic Services (OSS)*, créé en 1941. On croit alors que les États-Unis vont revenir à leur situation d'avant-guerre et démanteler les structures mises en place pour les besoins de la guerre, comme ils l'avaient déjà fait en 1918, à l'issue du premier conflit mondial. Mais la Loi de Sécurité nationale du 26 juillet 1947 confirme, de manière spectaculaire, qu'ils entendent se donner les moyens de leurs nouvelles ambitions et responsabilités.

⁵⁸ (2. p35) Frank J. Donner, *The Age of Surveillance : The Aims and Methods of America's Political Intelligence Systems*, New York, Alfred A. Knopf, 1980, p. 292 ; cité par Dolan, p. 26.

⁵⁹ (3. p35) James Bamford, *The Puzzle Palace : a Report on NSA, Most Secret Agency*, New York, Houghton Mifflin, 1982, pp. 236-241.

Signée par le président Harry Truman, elle crée le Conseil national de Sécurité et officialise l'existence de la CIA. Les conditions dans lesquelles celle-ci est instaurée illustrent bien le nouvel état d'esprit qui préside désormais aux affaires de sécurité nationale.

Le prédécesseur de la CIA, le *Central Intelligence Group* (CIG), est créé en janvier 1946 par ordre présidentiel, sans en référer au Congrès, ce qui est illégal. Pour assurer son fonctionnement, des fonds sont secrètement détournés des budgets militaires. En le renommant CIA, la Loi de Sécurité nationale l'officialise, mais seulement à moitié. L'existence de l'agence n'est toujours pas entérinée par le Congrès, et elle continue à être secrètement financée, pendant deux ans, par le Pentagone⁶⁰. Alors que l'agence mène d'importantes Opérations clandestines à l'étranger, il faut attendre 1949 pour que le Congrès vote enfin, et à huis clos, son acte de naissance officiel.

Le secret qui entoure la naissance de la CIA annonce celui de la création de la *National Security Agency* (NSA). Elle est créée secrètement par Truman le 24 octobre 1952, mais son existence ne sera révélée qu'en 1957. Entre-temps, on put quand même ériger ses bâtiments, à Fort Meade (Maryland), une véritable ville surnommée Crypto City où travaillent aujourd'hui 38 000 employés, et disposant d'un

⁶⁰ (1. p36) Weiner, p. 114.

budget dépassant les 7 milliards de dollars en 2001⁶¹. Le secret y est tel qu'on l'appelle la *No Such Agency*, l'agence qui n'existe pas.

À nouveau système, nouvelles pratiques, mais certaines frisent parfois la schizophrénie. Ainsi le secret qui entoure le *National Reconnaissance Office* (NRO), eu charge des satellites espions, est tel que son existence, pourtant accidentellement révélée en 1973⁶², est niée jusqu'en 1992, et que son nom n'est alors jamais cité au Congrès ni écrit sur des documents autres que secrets⁶³. Avec 2 700 employés et un budget annuel de l'ordre de 6 milliards de dollars⁶⁴, ce n'est pourtant pas une petite officine.

La communauté du renseignement américain actuelle se compose officiellement, en 2004, de 14 institutions, civiles et militaires, coordonnées par le directeur du Renseignement Central – *Director of Central Intelligence* (DCI) – qui est également le directeur de la CIA⁶⁵. Mais cet organigramme, destiné à la communication et aux relations publiques, occulte une réalité plus complexe et moins transparente, celle d'une nébuleuse aux multiples petites structures, aussi souples que discrètes, et aux réseaux en

⁶¹ (2. p36) James Bamford, *Body of Secrets. Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency*, New York, First Anchor Books, 2002, pp. 481-482.

⁶² (1. p37) Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Paris, Lavauzelle, 1998, pp. 401-402.

⁶³ (2. p37) Weiner, p. 1.

⁶⁴ (3. p37) Jeffrey T. Richelson, « *The U.S. Intelligence Community* », 4^e édition, Boulder, Colorado, Westview Press, 1999, p. 40.

⁶⁵ (4. p37) <http://www.intelligence.gov/1~members.shtml>

étoile, telles que l'*Air Intelligence Agency* et le *Naval Security Group*⁶⁶.

Ces capacités de renseignement sont considérablement accrues par l'élargissement du pacte UKUSA (*United Kingdom-United States of America*), dont la teneur exacte n'est pas connue⁶⁷, à l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, ainsi qu'à des pays tiers : Norvège, Danemark, Allemagne, Turquie. Le système d'écoute *ECHELON*, comprenant ces pays plus le Japon, Taiwan et la Suisse, permet d'aspirer près de 3 milliards de communications par jour⁶⁸.

Les États-Unis ont aujourd'hui le plus puissant appareil de renseignements politiques, stratégiques et militaires qui ait jamais existé. Selon l'amiral Pierre Lacoste, ancien directeur général de la Sécurité extérieure, ils *disposent incontestablement d'un avantage presque absolu par rapport aux autres puissances mondiales depuis l'effondrement de l'URSS*⁶⁹.

Ils sont donc, *a priori*, bien armés pour traiter la question des OVNI en termes de renseignement, de contre-espionnage, mais aussi de désinformation. Les agences de renseignement ont longtemps nié toute implication dans la question des OVNI. Après une longue bataille juridique menée dans le cadre du *Freedom of Information Act*

⁶⁶ (5. p37) Étienne, Moniquet, p. 498.

⁶⁷ (6. p37) Baud, P. 577.

⁶⁸ (7. p37) Étienne, Moniquet, p. 500.

⁶⁹ (8. p37) Amiral (C.R.) Pierre Lacoste, François Thual, *Services secrets et géopolitique*, Paris, Lavauzelle, 2002, p. 23.

(FOIA), les preuves arrivent massivement à partir de 1978. Le FBI déclassifie et communique quelque 1 600 pages, suivi par la CIA avec un millier⁷⁰.

Ces déclassifications créent une nouvelle donne et obligent les agences à modifier leur discours qui peut maintenant se résumer ainsi : oui il y a bien quelques documents relatifs aux OVNI dans nos archives, mais leur quantité représente un pourcentage négligeable comparé à ceux des vrais sujets sensibles, et reflète l'aspect purement anecdotique de notre intérêt pour la question des OVNI.

Ce discours est contredit par le contenu même des documents déclassifiés. En 1976, la CIA affirme : *À aucun moment avant la mise sur pied de la Commission Robertson (janvier 1953), ni après la sortie de son rapport, la CIA ne s'est engagée dans l'étude du phénomène OVNI*⁷¹. Deux ans plus tard, l'un de ses documents déclassifiés, datant justement de 1976, fait référence aux experts en OVNI de l'agence : *La source cherche auprès des experts en OVNI de la CIA des avis sur*

⁷⁰ (1. p38) On peut écrire aux différentes agences pour demander ces documents qui sont facturés et envoyés par courrier après plusieurs mois d'attente. L'administration gouvernementale gérant les déclassifications est : Director Records Declassification Div (NND), Room 6350, The National Archives at College Park, 8601 Adelphi Road, College Park, MD 20740-6001. On peut également en télécharger une partie sur leurs sites Internet. – CIA : <http://www.foia.ucia.gov/> – FBI : <http://foia.fbi.gov/> – US NAVY : <http://foia.navy.mil/> – USAF : <http://www.foia.af.mil/> – NSA : <http://www.nsa.gov/docs/efoia/released/ufo.html>.

⁷¹ (2. p38) Lettre de la CIA du 26 mars 1976 à William Spaulding, *Ground Saucer Watch* (GSW).

*les éléments de son rapport qui devraient rester classifiés*⁷². (NDLR : passage surligné par l'auteur).

Cette position est également démentie par Victor Marchetti, l'ancien assistant du directeur adjoint de la CIA, qui révèle : *pendant les années que j'ai passées à la CIA, les OVNI n'étaient pas un sujet courant de conversation. Mais ils ne furent jamais traités de manière méprisante ou moqueuse, en particulier par les scientifiques de l'agence. En fait, le sujet était rarement discuté dans les réunions internes. Il semblait tomber dans la catégorie des « activités très sensibles », c'est-à-dire celle de la drogue et des opérations de contrôle mental, de l'espionnage intérieur et des autres activités illégales*⁷³.

Les informations contenues dans les documents déclassifiés se situant au-delà des hypothèses intellectuelles et des spéculations personnelles, on ne s'explique pas, malgré leur complexité, qu'elles soient si peu connues et encore moins étudiées. Si l'amiral Pierre Lacoste déplore que les *documents d'archives déclassifiés qui permettent d'avoir une connaissance précise de l'histoire contemporaine du renseignement américain* soient connus de seulement quelques rares universitaires, hauts fonctionnaires et hommes politiques français⁷⁴, que dire de ceux relatifs aux OVNI ?! Les *a priori* et la peur du ridicule semblent avoir un fort pouvoir dissuasif. De plus, si le *FOIA*

⁷² (3. p38) Document déclassifié de la CIA du 9 avril 1976.

⁷³ (1. p39) Victor Marchetti, « *How the CIA Views the UFO Phenomenon* », *Second Look*, vol. 1, n° 7, mai 1979, pp. 2-7.

⁷⁴ (2. p39) Lacoste, Thual, pp. 139-140.

est mal compris par une partie de la population américaine, qui le prend pour l'instrument des journalistes à scandale et des « conspirationnistes », il l'est encore plus en France, où règne une autre culture du pouvoir politique et des droits du citoyen. En fait, le FOIA est surtout utilisé par les cabinets juridiques, les chercheurs universitaires, les grandes entreprises privées et les intellectuels. Les particuliers qui y recourent sont très peu nombreux.

1.2.4. Désinformation et guerre psychologique

Si le secret est un outil indispensable aux puissances pour traiter les questions sensibles, il est aussi insuffisant. Le secret absolu sur une grande échelle n'est jamais parfaitement étanche, selon le principe qu'un secret partagé par 3 personnes (1+1+1) est voué à l'être par 111⁷⁵.

1.2.4.1. Le secret à grande échelle n'est pas étanche

Là encore, l'histoire du Programme Manhattan est riche d'enseignements. Les Soviétiques parviennent à dérober une partie des plans de fabrication grâce à leur programme d'espionnage *Enormous*, et notamment aux sympathies communistes de l'ingénieur Klaus Fuchs. Si le secret est

⁷⁵ (1. p40) Général (CR) G.D. C, « *X Files, MIB et Grande Muette, un peu d'histoire militaro-ufologique* », *Lumières dans la Nuit*, n° 357, p. 13.

efficace aux États-Unis, il est rapidement éventé à l'étranger. Les Soviétiques ont des doutes dès que cessent les publications sur la fission aux États-Unis et en Grande-Bretagne⁷⁶. En juillet 1944, le général de Gaulle est secrètement mis au courant du programme par des ingénieurs français travaillant aux États-Unis sur le projet⁷⁷.

Les faiblesses du secret à grande échelle doivent être compensées par la désinformation. Le secret imparfait du plan de débarquement des forces alliées en Normandie, le 6 juin 1944, est ainsi préalablement corrigé par le plan *Jaël-Bodyguard*, qui fait croire à Hitler que les Alliés débarqueront ailleurs et à un autre moment. Ce plan, d'une extrême complexité, comporte 36 subdivisions et une vingtaine de stratagèmes⁷⁸.

1.2.4.2. Trop de secret est contre-productif

En plus d'être insuffisant, le secret peut aussi se révéler contre-productif. Trop de secret freine les initiatives, la recherche et le progrès. Le *Report of the Defense Science*

⁷⁶ (2. p40) Bertrand Goldschmitdt, *Pionniers de l'Atome*, Paris, Stock, 1987, p. 39.

⁷⁷ (3. p40) Goldschmitdt, pp. 263-267.

⁷⁸ (4. p40) Général (CR) Pichot-Duclos et l'équipe d'Intelco/DCI, *Le Plan Jaël*, dans Christian Harbulot et Didier Lucas (dir.), *La Guerre cognitive, l'Arme de la connaissance*, Panazol, Lavauzelle, coll. « Renseignement et Guerre secrète », 2002, pp. 27-30.

Board Task Force on Secrecy de juillet 1970⁷⁹, après avoir souligné la difficulté de maintenir secrètes des informations classifiées au-delà de cinq ans, souligne *que dans de nombreux cas, la déclassification d'informations techniques eut un effet bénéfique au sein de notre système tandis que la classification de données eut des conséquences négatives*⁸⁰. Herbert Foerstel a étudié cette réalité et montré comment le Programme Manhattan en avait été affecté, et ses progrès ralentis par les contraintes du secret⁸¹. En revanche, on peut desserrer les freins en intensifiant proportionnellement la désinformation et les opérations psychologiques.

1.2.4.3. Les Américains à l'école de la vieille Europe

En matière de désinformation et de guerre psychologique, les Américains, qui sont un peuple jeune, ont beaucoup appris des Allemands et des Anglais pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le terme *guerre psychologique (psychological warfare)* apparaît pour la première fois en anglais, en 1941, d'après

⁷⁹ (1. p41) <http://www.fas.org/sgp/othergov/dsbrep.html>.

⁸⁰ (2. p41) Frederick Seitz, *Report of the Defense Science Board Task on Secrecy*, Office of the Director of Defense Research and Engineering, 1^{er} juillet 1970.

⁸¹ (3. p41) Foerstel.

l'expression allemande de *Weltanschauungskrieg*⁸² (4). Personne ne peut cependant revendiquer la paternité de la guerre psychologique. Ses principes sont déjà énoncés cinq siècles avant J.-C. dans *L'Art de la guerre* de Sun Tzu, et le ministre de la Propagande nazie, Joseph Goebbels, lui-même, s'inspire des méthodes anglaises, utilisées depuis cinq cents ans, pour gérer l'empire colonial britannique⁸³, et appliquées pendant la Première Guerre mondiale⁸⁴.

Les Américains ne sont toutefois pas des novices. Lors de la Première Guerre mondiale, le président Wilson crée les premières structures de guerre psychologique et de propagande, mais elles sont démantelées avec le retour de la paix⁸⁵. En 1941, le Département de la Guerre ne compte qu'un seul officier ayant quelque expérience en la matière⁸⁶. Aussi, cette même année, un personnage influent, et ami du président Roosevelt, lance les États-Unis dans la « course aux armements psychologiques ». Il s'agit du colonel William Donovan, chef du tout récent *Office of Strategic Services* (OSS). Il étudie et cherche à « américaniser » les

⁸² (4. p41) Christopher Simpson, *Science of Coercion. Communication Research and Psychological Warfare 1945-1960*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 24.

⁸³ (5. p41) Christian Harbulot, *Guerre par l'information : La Querelle des Anciens et des Modernes*, dans *La Guerre cognitive, l'Arme de la connaissance*, p. 27.

⁸⁴ (6. p41) Philipp Knightly, *The First Casualty : From Crimea to Vietnam : The War Correspondent as Hero, Propagandist, and Myth Maker*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1975, p. 102.

⁸⁵ (1. p42) Simpson, pp. 15-16.

⁸⁶ (2. p42) Simpson, p. 24.

techniques nazies de manipulation psychologique, et est convaincu de la nécessité, pour l'armée des États-Unis, de se doter d'un corps de guerre psychologique ayant les mêmes statut et importance que les grands corps de l'armée⁸⁷. Sachant que l'Armée des États-Unis compte aujourd'hui plusieurs régiments de guerre psychologique, Donovan apparaît comme un visionnaire.

Pour activer « l'ingénierie du consentement », selon l'expression de Donovan, six grands centres de guerre psychologique sont créés durant la guerre. Ils ne sont pas exclusivement militaires, et utilisent les compétences de douzaines de spécialistes civils des sciences sociales. Le général Eisenhower, responsable des opérations militaires en Europe, peut ainsi compter sur 460 spécialistes de la guerre psychologique⁸⁸.

L'efficacité des opérations psychologiques conduit les Américains à prolonger leur effort en la matière après la guerre. Signe de l'intérêt pour l'arme psychologique dans les années 50, le gouvernement fédéral affecte annuellement 1 milliard de dollars de crédits à son développement⁸⁹. Certaines applications révèlent le sens pratique des Américains. Ainsi, aux Philippines et au Vietnam, des commandos de guerre psychologique exploitent les superstitions locales pour terrifier l'ennemi,

⁸⁷ (3. p42) Alfred Paddock, *US Army Special Warfare : Its Origins*, Washington DC, National Defense University Press, 1982, pp. 5-8, 23-27.

⁸⁸ (4. p42) Simpson, pp. 24-25.

⁸⁹ (5. p42) Simpson, p. 9.

en se faisant passer pour des vampires ou des loups garous⁹⁰.

1.2.4.4. Les opérations psychologiques

Les opérations psychologiques – *Psychological Operations* (PSYOP) – sont des opérations prévues pour acheminer des informations choisies et des indications vers les audiences étrangères afin d'influencer leurs émotions, leurs mobiles, leur raisonnement objectif et, en définitive, le comportement des gouvernements, organisations, groupes et individus étrangers⁹¹.

L'emploi généralisé et systématique des opérations psychologiques nécessite une redéfinition de leurs termes dépassant le cadre restreint de la guerre. Plusieurs définitions et missions lui sont données, parfois même contradictoires.

Le 9 décembre 1947, le Conseil national de Sécurité émet une première directive, confidentielle, à destination du

⁹⁰ (1. p43) Guy Durandin, *L'Information, la désinformation et la réalité*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, pp. 108-109; Nicholas Redfern, Andy Roberts, *Strange Secrets. The Real Government Files on the Unknown*, Londres, Simon & Schuster, 2003, pp. 150, 168-172.

⁹¹ (2. p43) Joint Pub 3-53: http://www.iwar.org.uk/psyops/resources/us/jp3_53.pdf; Claude Rainaudi, A la recherche de la suprématie cognitive ou une Doctrine de la domination douce, dans *La Guerre cognitive, l'Arme de la connaissance*, pp. 63-64, 81.

public, définissant la guerre psychologique comme une mesure défensive contre des actions hostiles de l'étranger : NSC 4⁹². Ce même jour, il adopte une autre directive, classée top secret, laissant toute latitude pour définir les objectifs et les moyens : NSC 4-A⁹³. Ses dispositions secrètes écartent tout contrôle parlementaire, et préconisent que les activités soient secrètes et clandestines, de façon à ne pas engager la responsabilité du gouvernement et à pouvoir nier toute implication en cas de divulgation⁹⁴. En juin 1948, cette directive est remplacée par une nouvelle, plus explicite, la NSC 10/2, *accordant la plus haute approbation gouvernementale à une pléthore d'opérations secrètes... Préparées dans le plus grand secret, ces directives « adoptaient une conception étendue des besoins en sécurité de l'Amérique pour faire sien un monde essentiellement modifié à sa propre image »*⁹⁵.

On le voit, la désinformation débute à l'énoncé même de sa définition, laquelle est en réalité parfaitement extensive. Ainsi, les militaires définissent leur propre doctrine en 1948, dans un document qui reste top secret jusqu'à son

⁹² (3. p43) Conseil national de Sécurité, NSC 4 : *Coordination of Foreign Information Measures*, RG 273, US National Archives, Whashington DC, 9 décembre 1947.

⁹³ (4. p43) Conseil national de Sécurité, NSC 4-A : *Coordination of Foreign Information Measures*, RG 273, US National Archives, Whashington DC, 9 décembre 1947.

⁹⁴ (1. p44) Simpson, pp. 37-39.

⁹⁵ (2. p44) Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre culturelle*, Paris, Denoël Impacts, 2003, p. 51, citant Deborah Larson, *The Origins of Containment : A Psychological Explanation*, Princeton University Press, 1985.

obsolescence, à la fin des années 80, et qui autorise l'emploi de tous les moyens pour influencer l'ennemi⁹⁶.

D'autres définitions et concepts proches entretiennent le flou autour de la guerre psychologique.

Selon Christopher Simpson, les contradictions et les imprécisions de ces définitions sont destinées à autoriser différentes interprétations et à offrir toute latitude aux décideurs⁹⁷. Il est vrai que la désinformation n'appartient à personne, et que de nombreuses institutions de l'appareil d'État sont amenées à la pratiquer.

Cette souplesse est d'ailleurs une composante nouvelle et essentielle du nouveau système exécutif américain. Ainsi, les concepteurs ont eu l'intelligence de ne jamais définir clairement la notion de « sécurité nationale », un principe clé de la politique américaine depuis 1947.

1.2.4.5. Le concept élastique de sécurité nationale

Herbert Foerstel a souligné le flou du concept : *En plus de la menace militaire directe, le terme de « sécurité nationale » inclut désormais les risques de changements à long terme de l'équilibre militaire, économique, et politique entre les nations, or les capacités scientifiques et*

⁹⁶ (3. p44) US Department of the Army, *Joint Strategic Plans Committee, JSPC 826/3*, US National Archives, Washington DC, 15 juin 1948.

⁹⁷ (4. p44) Simpson, p. 41.

*technologiques qui leur sont liées sont considérées comme cruciales pour cet équilibre. La plupart des domaines de technologie industrielle avancée ayant des applications militaires potentielles, le leadership scientifique américain semble par conséquent devoir se traduire en avantage militaire*⁹⁸.

Cette définition à géométrie variable ôte toute limite à la protection de la sécurité nationale. Elle peut permettre à des décideurs peu scrupuleux d'utiliser tous les moyens disponibles, et d'engager des actions clandestines aussi bien à l'étranger que sur le territoire américain. En juin 1948, le Conseil national de Sécurité estime que *dans l'intérêt de la paix mondiale et de la sécurité nationale américaine, les activités étrangères ouvertes du gouvernement américain doivent être complétées par des opérations clandestines*⁹⁹.

À définition élastique, moyens extensifs. La CIA, que la Loi de Sécurité nationale autorise, d'une manière on ne peut plus vague, à mener des *opérations d'intérêt commun* secrètes et à remplir *toute autre fonction et obligation*¹⁰⁰, est placée au-dessus des lois. En décembre 2000, la loi de programmation des services de renseignement affranchit la CIA, et tous les membres du renseignement, des lois étrangères et de la Constitution américaine. L'article 308

⁹⁸ (1. p45) Foerstel, p. 11.

⁹⁹ (2. p45) Conseil national de Sécurité, *A Report to the National Security Council on Office of Special Projects*, 18 juin 1948 ; cité par Étienne et Moniquet, p. 172.

¹⁰⁰ (3. p45) Stonor Saunders, p. 44.

stipule, en effet, *qu'aucune loi fédérale établissant un traité ou un accord international qui serait votée à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi de programmation ne pourra être interprétée comme rendant illégale une activité du renseignement du gouvernement des États-Unis, ni de ses employés, ni de toute autre personne agissant pour le compte et sur instruction du gouvernement des États-Unis, à moins qu'une telle loi fédérale ne concerne directement ce type d'activité de renseignement*¹⁰¹.

Pour John Kelly, journaliste et président du Groupe d'études sur le Renseignement de l'Association des sciences politiques américaines, *la conception de la sécurité nationale aux États-Unis qui préconise d'exonérer la CIA – ou tout autre organe de l'État américain – de nos principes constitutionnels, a quelque chose de profondément néfaste*¹⁰².

Sans diaboliser les États-Unis, ni sombrer dans les représentations manichéennes décrivant le pays comme une démocratie en trompe l'œil gouvernée par des intérêts occultes, la prise en compte de ces excès peut être instructive. Dans la mesure où les dérapages sont inhérents à tout système de pouvoir, leur ampleur témoigne du gigantisme américain.

¹⁰¹ (4. p45) Loi publique 106-567, 106^e législature, 114 Stat. 2843 (27 décembre 2000) ; citée par John Kelly, *Pendant les massacres, le spectacle continue. La CIA hors la loi* ; dans Kristina Borjesson, *Black List*, Paris, Éditions des Arènes, 2003, p. 352.

¹⁰² (1. p46) Kelly, p. 369.

C'est au nom de la sécurité nationale que, selon James Bamford, l'état-major interarmées (*Joint Chief of Staff*) avait projeté de tuer l'astronaute John Glenn, en sabotant le premier vol humain de la fusée Gemini, en février 1962, afin d'accuser les communistes cubains et de pouvoir envahir leur île¹⁰³.

C'est toujours au nom de la sécurité nationale que la Cour suprême des États-Unis soustrait, en 1980, la NSA et les autres agences gouvernementales aux obligations du *FOIA*. Elles ne sont désormais plus tenues de déclassifier leurs documents relatifs aux OVNI quand ceux-ci contiennent des informations sensibles dont la communication peut porter atteinte à la sacro-sainte sécurité nationale. Celle-ci ne serait donc pas menacée par les OVNI, mais par la divulgation de certains documents s'y référant. Que de subtilités...

La sécurité nationale est officiellement un principe supérieur à celui de la liberté de créer et d'entreprendre, pourtant si cher aux Américains. La Loi sur le secret des inventions (*Invention Secrecy Act*) de 1951 permet au gouvernement fédéral de censurer les idées et les inventions soumises au Bureau des brevets et des marques déposées (*Patent and Trademark Office*), et susceptibles de compromettre la sécurité nationale. Fin 2002, le nombre de ces mises au secret s'élevait à 4 792¹⁰⁴.

¹⁰³ (2. p46) Opération Nortwoods ; Bamford, pp. 83-84.

¹⁰⁴ (3. p46) Federation of American Scientists, *Project on Government Secrecy*, *Invention Secrecy*,
<http://www.fas.org/sgp/othergov/invention/index.html>.

1.2.4.6. La guerre psychologique, un outil ordinaire

En un demi-siècle, la guerre psychologique s'est banalisée. Elle est devenue un instrument privilégié et ordinaire pour accroître et gérer le *nouvel empire global américain*, selon l'expression de Jean-François Tacheau¹⁰⁵. Elle est en fait utilisée de manière permanente, car les États-Unis *font la paix avec les puissances étrangères, comme ils leur feraient la guerre*¹⁰⁶. Parce qu'elle n'est pas circonscrite aux affaires militaires, mais appliquée à tous les domaines d'activité et intérêts, elle est dite intégrale¹⁰⁷. Son évidence est telle que les États-Unis ne cherchent même plus à la dissimuler :

Les opérations psychologiques sont une composante vitale de la large palette des activités politiques, militaires, économiques et idéologiques utilisée par le gouvernement américain pour assurer ses objectifs nationaux. Les opérations psychologiques – Psychological Operations (PSYOP) – consistent à propager des informations vraies

¹⁰⁵ (1. p47) Jean-François Tacheau, *Stratégies d'expansion du nouvel empire global*, Lausanne, Éditions L'Âge d'Homme, 2001.

¹⁰⁶ (2. p47) Rainaudi, pp. 63, 64.

¹⁰⁷ (3. p47) Tacheau, p. 29.

auprès des audiences étrangères pour obtenir leur soutien à la politique et aux objectifs américains¹⁰⁸.

Telle est la position officielle, et non dénuée d'humour quant aux informations « vraies », du commandement militaire américain sur les missions de ses régiments de guerre psychologique. On y apprend aussi que le 4^e groupe, basé à Fort Bragg (Caroline du Nord), dont on sait qu'il peut mobiliser jusqu'à 9 000 hommes¹⁰⁹, représente 26 % des effectifs militaires de guerre psychologique. L'armée américaine compterait donc plus de 34 000 militaires actifs et réservistes spécialisés dans les opérations de guerre psychologique.

Sachant que *les unités de PSYOP ne sont pas les seules à pratiquer l'action psychologique et (que), aux États-Unis, les militaires ne sont pas non plus les seuls à s'adonner à ces activités¹¹⁰*, on devine l'importance des moyens américains en la matière.

L'évidence de cette réalité a même conduit Donald Rumsfeld, Secrétaire d'État à la Défense, à vouloir imprudemment l'officialiser. En octobre 2001, il avait ainsi créé un bureau d'influence stratégique – *Office for the Strategic Influence (OSI)* – destiné à influencer les

¹⁰⁸ (4. p47) US Army Special Operations Command, *Psychological Operations Fact Sheet* : <http://www.iwar.org.uk/psyops/resources/us/psyops.htm>.

¹⁰⁹ (5. p47) Rainaudi, p. 61.

¹¹⁰ (1. p48) Rainaudi, p. 62. Lire également au sujet de l'utilisation des compétences civiles la remarquable étude de Christopher Simpson.

audiences étrangères¹¹¹. Les protestations de la presse conduisirent à dissoudre le bureau, mais celui-ci aurait été ensuite secrètement reconstitué au sein du Pentagone.

Devant de telles capacités, on comprend pourquoi, si les OVNI sont des engins aux performances révolutionnaires, leur existence n'a aucune chance d'être divulguée et toutes les probabilités d'être sujette au secret et à la désinformation. Cependant, la réalité de la dissimulation ne suffit pas à prouver que les OVNI sont des aéronefs car, quelle que soit la nature des objets volants non identifiés, ils ne peuvent échapper à la logique du secret et de la désinformation.

¹¹¹ (2. p48) Patrick Jarreau, « Le Pentagone a créé un bureau pour mener la “guerre” de l'information », Le Monde, édition du 22 février 2002.

2. UNE DÉSINFORMATION INÉLUCTABLE

2.1. La désinformation quoi que soient les OVNI

Les États-Unis ont développé une stratégie de contrôle des informations critiques, fondée sur le secret et la désinformation. Comme on l'a vu, l'affaire de Roswell, qui symbolise l'entrée du phénomène OVNI dans l'histoire officielle moderne, ne lui échappe pas. Avec elle, c'est toute la question des OVNI qui se trouve soumise à cette logique.

L'application du premier volet, celui du secret, apparaît clairement dans plusieurs documents officiels déclassifiés. Parmi ceux-ci, un mémorandum du FBI, daté de 1949, et adressé à son directeur, John Edgar Hoover, révèle que le sujet est top secret, et qu'il est discuté régulièrement lors de réunions de différents services de renseignement :

Lors de récentes réunions hebdomadaires entre le G-2 (contre-espionnage de l'armée), le bureau du renseignement de la Navy (Office of Naval Intelligence), du Bureau des enquêtes spéciales de l'Air Force (Office of Special Intelligence) et du FBI, dans les quartiers de la 4^e armée, les officiers du contre-espionnage militaire (G-2)

ont discuté du problème des « aéronefs non identifiés » ou « phénomènes aériens non identifiés » autrement connus sous les noms de « disques volants », « soucoupes volantes » et « boules de feu ». Ce sujet est considéré comme top secret par les officiers du renseignement de l'armée et des forces aériennes¹¹². (NDLR : passage souligné dans le document original).

L'existence de documents classés top secret devient significative quand on sait qu'environ seulement 2 % des documents classifiés par les autorités américaines, tous sujets confondus, atteignent ce niveau¹¹³. S'il existe de très nombreux documents déclassifiés sur toutes sortes de sujets, seules les questions importantes peuvent faire l'objet d'une telle classification. Il ne faut donc pas considérer les volumes, comme le suggère Pierre Lagrange¹¹⁴, mais la qualité des documents. En effet, *la surclassification (action de classifier plus haut que l'information ne l'exige) est dangereuse car elle conduit à multiplier le nombre de documents classifiés et réduit la valeur de la classification*¹¹⁵.

Le second volet, celui de la désinformation et de la guerre psychologique, est mis en avant par le directeur du

¹¹² (1. p49) *Protection of Vital Installations*, mémorandum déclassifié du FBI du 31 janvier 1949 ; Greenwood, Fawcett, p. 159.

¹¹³ (1. p50) En 1985, 881 943 documents ont été classifiés aux États-Unis, dont 17 789 top secret ; Baud, p. 111.

¹¹⁴ (2. p50) Pierre Lagrange, *La Rumeur de Roswell*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, pp. 75-77.

¹¹⁵ (3. p50) Baud, p. 111.

Bureau du renseignement scientifique de la CIA, *Office Scientific Intelligence (OSI)*, H. Marshall Chadwell, dans un mémorandum de septembre 1952, adressé au directeur de la CIA, Walter Smith. Chadwell considère que les OVNI présentent deux dangers en termes de sécurité nationale : *a) l'aspect psychologique et b) la vulnérabilité aérienne*. Dans l'aspect psychologique, dont on note qu'il précède en importance la défense aérienne, Chadwell propose de savoir si les observations d'OVNI *peuvent être utilisées sous l'angle de la guerre psychologique, soit offensivement soit défensivement*.

Plus loin, il insiste de nouveau sur l'importance de la question des OVNI en termes de guerre psychologique : *Une étude devrait être conduite pour déterminer si une utilisation et laquelle pourrait être faite de ces phénomènes par les planificateurs américains de la guerre psychologique et si des défenses et lesquelles devraient être planifiées en prévision de tentatives soviétiques d'utiliser ces phénomènes*¹¹⁶. (NDLR : passage surligné par l'auteur.)

Peu de temps après, le directeur de l'agence adresse un mémorandum au directeur du Comité stratégique des opérations psychologiques, *Psychological Strategy Board*, l'informant qu'il transmet au Conseil national de Sécurité un projet (de mémorandum) *concluant que les problèmes liés aux objets volants non identifiés paraissent avoir des implications en termes de guerre psychologique aussi bien pour le renseignement que pour les opérations militaires*.

¹¹⁶ (4. p50) Mémorandum déclassifié de la CIA du 24 septembre 1952 ; Greenwood, Fawcett, pp. 123-126.

À la fin du document, Smith reprend la proposition de Chadwell, et suggère *que nous discussions, lors d'une réunion anticipée, des possibles utilisations offensives ou défensives de ces phénomènes à des fins de guerre psychologique*¹¹⁷.

La présence, au sein de la direction du plus puissant groupe ufologique privé américain, le NICAP (*National Investigations Committee on Aerial Phenomena*), du colonel Joseph Bryan III, le fondateur et le premier chef du Bureau de la guerre psychologique à la CIA (de 1947 à 1953), confirme que les OVNI sont bien un objet de guerre psychologique¹¹⁸.

La désinformation dirigée contre l'ennemi soviétique n'est pas surprenante dans le contexte de la guerre froide. Plus inhabituelle est celle dirigée contre sa propre opinion publique. Celle-ci est clairement recommandée par la CIA en 1953. L'agence semble avoir pris la question des OVNI en charge après l'épisode du « Carrousel de Washington », qui vit la Maison Blanche, le Capitole et le Pentagone survolés en juillet 1952 par des OVNI en formation, et qui sera abordé plus loin.

Une commission de scientifiques, tous familiers des questions de sécurité nationale, et présidée par le physicien H.P. Robertson, lui-même membre de la CIA, propose de mettre en œuvre un *programme éducatif* (educational

¹¹⁷ (1. p51) Mémoire déclassifié de la CIA du 28 septembre 1952.

¹¹⁸ (2. p51) Todd Zechel cité par Terry Hansen dans *The Psychology of Dreamland*, 1995 :
<http://www.abovetopsecret.com/pages/dreamland.htm/>.

program) dont l'objectif de « déboulonnage » (« debunking aim ») pourrait entraîner une réduction de l'intérêt du public pour les « soucoupes volantes »¹¹⁹.

Cette recommandation ne peut être réduite à une banale campagne d'influence, ou de sensibilisation de l'opinion publique, sous couvert de la prophylaxie intellectuelle. La commission propose de recruter des scientifiques, psychologues, experts en psychologie de masse, astronomes amateurs et célébrités, c'est-à-dire des agents d'influence, et de solliciter les médias en tant que caisses de résonance.

Comme on le verra plus loin, il ne fait aucun doute que des agents d'influence ont été et sont toujours utilisés. Mais, à la différence de la propagande, qui affiche ses intentions et son origine, le caractère secret de cette collaboration indique qu'elle s'inscrit dans une stratégie de guerre psychologique. La véritable nature de ce programme est confirmée par le caractère explicite des termes employés, tel celui de *debunking*, et la classification top secret du rapport.

L'ancienneté de ces documents et des autres confirme que les stratégies de secret et de désinformation sont constitutives de la question des OVNI. Ce point est important car il explique pourquoi la perception de l'opinion publique est altérée depuis le début. Ceux qui s'imaginent que le sujet est « libre d'accès », qu'il peut être

¹¹⁹ (3. p51) Central Intelligence Agency, Office of Scientific Intelligence, *Report of Meetings of Scientific Advisory Panel on Unidentified Flying Objects Convened by Office of Scientific Intelligence*, 14-18 janvier 1953, pp. 19-20.

étudié d'un point de vue uniquement scientifique, ou être appréhendé par des causeries intellectuelles, se trompent lourdement. Cette ignorance se double souvent d'un dédain pour les questions de renseignement, accusées de manquer de noblesse intellectuelle. Cet *a priori* est, selon l'amiral Pierre Lacoste, particulièrement prononcé en France, en raison d'un déficit intellectuel et culturel en matière de renseignement¹²⁰.

Or, sous-estimer ou surestimer la logique du secret et de la désinformation, c'est en être victime. Ainsi, quand Pierre Lagrange fait l'amalgame entre l'affaire de Roswell et les théories de Thierry Meyssan sur les attentats du 11 septembre, il incite à confondre les notions de secret et de complot¹²¹. Selon lui, c'est la même logique qui conduit les ufologues à croire que le gouvernement américain cache toujours la vérité sur l'affaire de Roswell, et qui pousse Thierry Meyssan à écrire que le 11 septembre est le résultat d'un complot américain. La différence entre secret et complot est pourtant fondamentale et élémentaire. Le secret entourant le Programme Manhattan ne dissimulait pas une conspiration des États-Unis contre le monde, mais protégeait un atout stratégique. Le secret fait partie des moyens de contrôle ordinaires des États depuis que ceux-ci existent, tandis que le complot est illégitime et accidentel. Cette confusion amplifiante déforme la réalité.

¹²⁰ (1. p52) Lacoste, Thual, pp. 7, 55.

¹²¹ (2. p52) Interview de Pierre Lagrange réalisée par Béatrice Vallaeys, « *Le Sociologue Pierre Lagrange décrypte les mécanismes de « L'Effroyable Imposture » : La même rhétorique que le négationnisme* », Libération, édition du 30 mars 2002.

De nombreuses théories existent au sujet de la nature des OVNI. Elles ont été examinées par différentes enquêtes et commissions officielles et peuvent être, en termes de sécurité nationale, échelonnées entre deux hypothèses extrêmes. La première est celle d'engins extraterrestres, la dernière, celle d'un phénomène non réel. Si les conséquences de chacune sont très différentes, l'une comme l'autre appellent le secret et la désinformation.

2.1.1. Hypothèse haute : des engins extraterrestres

Dans ce cas de figure, il est probable que les Américains ont su très tôt à quoi s'en tenir, et que ce qu'ils ont récupéré à Roswell étaient bien les débris d'un engin extraterrestre. Les implications d'une telle découverte seraient énormes, et nécessiteraient d'être toutes soumises au secret et à la désinformation.

2.1.1.1. Des violations de l'espace aérien inavouables

Il faudrait tout d'abord traiter le problème des violations de l'espace aérien, symbole de souveraineté nationale et de puissance militaire. Cette réalité serait d'autant plus inavouable que les tentatives faites pour intercepter ou empêcher les OVNI de violer l'espace national, sont vaines

et révèlent l'impuissance du vainqueur de la Seconde Guerre mondiale à protéger son propre territoire. Dans le contexte de la guerre froide, où l'opinion publique découvre le danger des missiles atomiques et comprend que le ciel, autrefois clément, peut désormais lui tomber sur la tête, une telle impuissance devrait être absolument tenue secrète et paraître impossible.

On dispose de très nombreux documents et rapports sur des tentatives d'interception d'OVNI par des avions de chasse. Tous, sans exception, révèlent l'échec de ces tentatives ; généralement dues aux capacités aéronautiques supérieures des OVNI. Si les OVNI sont des machines qui manifestent leur supériorité dans l'espace aérien, c'est-à-dire précisément le domaine stratégique où les États-Unis ont gagné la guerre et comptent régner en maîtres, on comprend que toute incursion d'OVNI soit très mal vécue. Elle peut affaiblir la position des États-Unis dans le monde.

L'affaire dite du Carrousel de Washington a démontré que le phénomène OVNI pouvait nuire à la crédibilité et au prestige des États-Unis. Dans les nuits du 19 et du 20 juillet, puis dans celles du 26 et du 27 juillet 1952, la Maison Blanche, le Capitole et le Pentagone sont survolés par des OVNI en formation, qui sont aperçus par des centaines de témoins, détectés par des radars, et vainement pris en chasse par des avions militaires. Ces violations répétées de l'espace aérien de la capitale fédérale et des centres emblématiques du pouvoir américain portent d'autant plus atteinte aux États-Unis qu'elles sont largement relayées par la presse.

La contre-mesure ne se fait pas attendre. Après le deuxième épisode, les autorités font passer un message de fermeté : *Les pilotes des avions de chasse ont été mis en alerte 24 heures sur 24 contre les « soucoupes volantes » avec ordre de les abattre si elles refusaient d'atterrir. Il s'est avéré que les pilotes ont décollé plusieurs fois pour abattre les mystérieux objets mais qu'ils n'ont jamais pu s'en approcher assez près pour utiliser leurs armes*¹²².

Puis, l'*US Air Force* organise la plus grosse conférence de presse depuis la Seconde Guerre mondiale. Le général de division aérienne John Samford, directeur du renseignement de l'*Air Force*, et futur directeur de la NSA, en compagnie du général Ramey, l'acteur de la première opération de désinformation sur l'affaire Roswell, tente d'expliquer les observations visuelles et les enregistrements radar par des inversions de température.

L'honneur est sauf. L'espace aérien autour des places fortes du pouvoir américain n'a donc pas été violé, à plusieurs reprises, par des engins inconnus, mais a été le théâtre d'incroyables phénomènes météorologiques à répétition, contre lesquels on a, irrationnellement, lancé des avions de chasse.

Après l'erreur humaine, qui avait conduit à croire qu'une soucoupe volante s'était écrasée à Roswell, l'*USAF* utilise le registre de la complexité scientifique pour désinformer l'opinion publique. Si l'explication est alors entérinée par la presse, on relève qu'une étude technique de l'*Air Force*,

¹²² (1. p54) Information de l'*International News Service* le 28 juillet 1952, citée par Maccabee, 2000, p. 221.

réalisée en 1969, conclut que des inversions de température, assez fortes pour produire les effets de l'épisode du carrousel, sont tout simplement impossibles dans l'atmosphère terrestre¹²³.

2.1.1.2. Un problème de contre-espionnage

En plus d'être politiquement inavouable, la présence d'engins conçus et contrôlés par une intelligence étrangère pose un évident problème de contre-espionnage.

Dès les premières apparitions d'OVNI, le Service de contre-espionnage de l'Armée – *Counter Intelligence Corp* (CIC) – entre en action et interroge les témoins. Il est significatif que le major Jesse Marcel soit accompagné par un officier du contre-espionnage, le capitaine Sheridan Cavitt, lorsqu'il se rend pour la première fois sur le site du crash de Roswell. Cette prise en charge s'impose d'autant plus que les OVNI violent l'espace aérien, en général, et les zones interdites de sites stratégiques, en particulier.

En 1950, un mémorandum du FBI liste pas moins de 20 intrusions d'OVNI dans la zone interdite d'Oak Ridge de 1947 à 1950¹²⁴. Situé dans le Tennessee, Oak Ridge n'est pas un site stratégique parmi d'autres. C'est celui des essais de

¹²³ (1. p55) F.V. Menkello, *Quantitative Aspects of Mirages*, USAF Environmental Technical Application Center, 1969 ; cité dans *UFO Briefing Document*, Dell Publishing, New York, Random House, Inc, 2000, p. 62.

¹²⁴ (2. p55) Greenwood, Fawcett, pp. 171-172.

la Commission à l'énergie atomique, répertorié par le FBI comme *installation vitale*. C'est là qu'a été extrait l'uranium 235 de la première bombe atomique, et que l'on projette de construire des avions à propulsion nucléaire.

Alors que les États-Unis ont construit leur victoire et leur suprématie sur le secret protégeant le Programme Manhattan et ses installations, voici que des objets non identifiés violent impunément l'espace aérien national et pénètrent les périmètres interdits des sites nucléaires. Ces intrusions sont donc aussi des violations du secret stratégique, composante essentielle de la nouvelle puissance américaine.

Or celle-ci a déjà été mise à mal par le vol soviétique d'une partie des plans de fabrication de la bombe atomique. La paranoïa gagne les autorités quand l'ingénieur Klaus Fuchs est démasqué et arrêté en février 1953. Elle s'emballe avec l'échec des services de contre-espionnage à identifier un des physiciens espions du Programme Manhattan, surnommé *Perseus*, lequel était encore vivant en 1992, mais dont la véritable identité demeure inconnue¹²⁵. Elle devient pathologique avec la fièvre du maccarthysme.

Les Américains, qui ont perdu le monopole de la bombe nucléaire, et qui se lancent, à partir de 1950, dans la mise au point de la bombe H, vivent dans le traumatisme et la hantise d'un nouvel acte d'espionnage. On comprend donc que « l'intérêt apparent » des OVNI pour les sites

¹²⁵ (1. p56) Jeffrey T. Richelson, *A Century of Spies, Intelligence in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 139.

stratégiques pose un problème de sécurité nationale particulièrement aigu.

Le contre-espionnage (CIC) et le Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air – *Air Force Office of Special Investigations* (AFOSI) – dépêchent leurs enquêteurs à Oak Ridge. Le FBI, qui reçoit copie des rapports du CIC, et qui a la responsabilité de contrer les actions soviétiques de subversion et d'espionnage, s'inquiète. Hoover reçoit en janvier 1949, de l'un de ses agents envoyés sur place, un mémorandum au titre significatif : « *Soucoupes volantes* » *observées au-dessus du périmètre interne de sécurité d'Oak Ridge-X*¹²⁶. Le secret s'impose et, à la fin de ce même mois, Hoover reçoit un nouveau mémo, intitulé *Protection des installations vitales*, lui confirmant que le problème des OVNI est considéré comme top secret par les services de renseignement et de contre-espionnage (cf. 2.1.).

Grâce à cette politique du secret, l'opinion publique ignore tout du problème. Nul doute que sa perception du phénomène OVNI en aurait été modifiée si elle en avait eu connaissance.

¹²⁶ (2. p56) « *Flying Saucers* » *Observed over Oak Ridge Area Internal Security – X* ; Rapport déclassifié du 10 janvier 1949 ; Maccabee, pp. 63-64.

2.1.1.3. Des intrusions sur des sites de missiles atomiques

En 1967 et 1975, des bases de missiles atomiques et de bombardiers du *Strategic Air Command* (SAC) subissent ces intrusions et sont mises en état d'alerte. Pendant les mois d'octobre et de novembre 1975, des bases situées dans les États du Maine, du Montana, du Michigan, du Dakota du Nord, de la Floride et du Nouveau-Mexique et au Canada sont confrontées à des incursions répétées d'OVNI dans le périmètre des missiles nucléaires, et sont placées en état d'alerte (*Security Option 3*)¹²⁷. Un document du commandant en chef du NORAD (*North American Aerospace Defense Command*), en charge de la surveillance et de la défense de l'espace aérien nord-américain, fait état de 75 rapports d'*objets suspects* reçus depuis le 28 octobre 1975¹²⁸. Sur la base de Loring AFB (Maine), dans la soirée du 27 octobre, un OVNI tourne à moins de 100 mètres autour des silos de missiles¹²⁹.

Ces incidents sont aujourd'hui bien établis grâce aux nombreux documents déclassifiés et témoignages de militaires aujourd'hui à la retraite. Ils confirment ce que la presse locale avait alors avancé. Celle-ci avait eu vent de ces

¹²⁷ (1. p57) Richard H. Hall, *The UFO Evidence*, vol. 2, *A Thirty-Year Report*, Lanham, Maryland, The Scarecrow Press, Inc, 2000, p. 87.

¹²⁸ (2. p57) Message déclassifié du NORAD du 11 novembre 1975; Greenwood, Fawcett, p. 50 ; disponible sur <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/assortl.pdf>.

¹²⁹ (3. p57) Greenwood, p. 17 ; Hall, p. 88.

problèmes de sécurité militaire, car les OVNI avaient été aussi aperçus au loin par des civils et des policiers.

Mais la presse nationale ignore ces événements. Deux ans plus tard, ils sont enfin relatés par le journal populaire et à sensation *The National Enquirer*¹³⁰. Cette brèche dans le secret oblige l'*Air Force* à sortir du bois. Elle avance prudemment l'idée d'hélicoptères non identifiés. De manière étonnante, les grands journaux restent silencieux. Or, comment peuvent-ils ne pas s'émouvoir de la présence d'hélicoptères inconnus des militaires à proximité de missiles stratégiques nucléaires, ni de la mise en alerte de ces bases en pleine guerre froide ?! Et comment peuvent-ils admettre que des hélicoptères échappent à l'interception d'avions de chasse F-106, lancés le 8 novembre 1975, depuis la base de Malmstrom (Montana)¹³¹ ?! Encore une fois, seul *The National Enquirer* s'étonne. Il adresse une série de questions sur ces *mystérieux hélicoptères* au secrétaire de l'*US Air Force* qui reconnaît officiellement qu'il ne s'agit que d'une *hypothèse*¹³².

Ces événements illustrent la nécessité de conjuguer secret et désinformation face à un phénomène incontrôlable, et qui ne peut être tenu à distance de la population civile. Dans le cas d'engins extraterrestres, la désinformation se révèle d'autant plus nécessaire, et justifie l'emploi d'un argument aussi faible, et incohérent, que celui

¹³⁰ (4. p57) Bob Pratt, « *UFOs Spotted at Nuclear Bases and Missile Sites* », *The National Enquirer*, 13 décembre 1977.

¹³¹ (1. p58) Greenwood, Fawcett, pp. 32-33.

¹³² (2. p58) *Ibid.*, pp. 23-24.

d'hélicoptères non identifiés, que ces intrusions à répétition, sur des bases militaires ultra-sensibles, si elles avaient été médiatisées, auraient affaibli la position américaine sur la scène internationale. Peu importe ce que sont les OVNI. Le problème de sécurité militaire est tel qu'il doit absolument échapper à l'attention de l'opinion publique et à celle des puissances étrangères. C'est la crédibilité même de la dissuasion nucléaire américaine qui est ici enjeu.

2.1.1.4. Le syndrome de « La Guerre des Mondes » ?

Mais ce n'est pas seulement pour des raisons politiques et militaires que la réalité d'OVNI extraterrestres devrait être traitée par le secret et la désinformation. D'autres considérations entreraient également en jeu, notamment celle de l'impact qu'aurait sur la société l'annonce d'une présence étrangère dans notre environnement.

Les Américains ont déjà une expérience en la matière, celle de la célèbre émission radiophonique d'Orson Welles diffusant *La Guerre des Mondes* de Wells, en 1938. Mais cette expérience fut faussée, car ce n'est pas tant la présence extraterrestre que la dramatisation de l'invasion qui provoqua la panique. Un contact avec des extraterrestres peut être moins radical et plus complexe qu'une confrontation, et la relation, entre deux psychismes de niveaux différents, être incompréhensible ou mal

comprise par le moins évolué. On peut spéculer sans fin sur ces possibilités mais aussi envisager concrètement les conséquences d'un tel contact.

Plusieurs études sont réalisées aux États-Unis pour répondre à cette question, preuve que les Américains envisagent ouvertement l'hypothèse d'un contact avec une civilisation extraterrestre plus évoluée que la nôtre. Dès sa création, en 1958, la NASA commande un rapport à l'Institut Brookings, lequel préconise de se préparer à cette éventualité et de souligner : *Des sociétés sûres d'elles-mêmes se sont désintégrées lorsqu'elles ont été confrontées à une société supérieure, et d'autres ont survécu bien qu'elles aient changé. Il est clair que, mieux nous comprendrons les facteurs entrant en jeu dans de telles crises, mieux nous pourrions être préparés*¹³³.

Analysant le rapport, le Comité des questions scientifiques et astronautiques de la Chambre des représentants s'interroge sur le bien-fondé de communiquer ou de cacher au public des preuves d'une intelligence extraterrestre, si elles existaient¹³⁴.

En 1980, la NSA, harcelée par l'opiniâtre avocat Peter Gersten, a déclassifié une intéressante étude rédigée en

¹³³ (1. p59) Donald N. Michael, *Proposed Studies on the Implications of Peaceful Activities for Human Affairs*, Washington, Brookings Institution, 1960.

¹³⁴ (2. p59) US House of Representatives, Report of the Committee on Science and Astronautics, *Proposed Studies on the Implications of Peaceful Space Activities for Human Affairs ; Prepared for the NASA by the Brookings Institution*, 87th Congress, 1st Session, Report n° 242, 18 avril 1961, p. 216.

1968 par un de ses analystes : *Hypothèse OVNI et questions de survie*¹³⁵. Après avoir rapidement examiné les différentes hypothèses sur la nature des OVNI (canulars, hallucinations, phénomène naturel, prototypes secrets), le document s'arrête sur l'hypothèse extraterrestre, dont il précise que *les observations bien documentées au-dessus de Washington DC en 1952 renforcent considérablement cette opinion*¹³⁶.

Les conséquences d'un contact avec une civilisation techniquement plus évoluée sont ensuite envisagées. Elles sont alarmistes. S'inspirant de l'histoire des civilisations, elles pronostiquent la victoire du plus évolué, et l'absorption culturelle du plus faible par le plus fort. L'optimisme américain trouve cependant des raisons d'espérer dans l'exemple du Japon qui, contraint de s'ouvrir au monde à la fin du XIX^e siècle, alors qu'il était un pays encore féodal, a su rattraper son retard sur l'Occident, puis le dépasser dans le domaine technologique.

La thèse d'un effondrement de la civilisation est majoritaire chez les intellectuels et les chercheurs. Carl Jung pensait que nous nous retrouverions dans la situation critique des tribus primitives confrontées à l'Homme blanc, et que l'Humanité passerait de l'évolution à l'involution¹³⁷. Quelques-uns, cependant, tel le sociologue américain,

¹³⁵ (3. p59) *UFO Hypothesis and Survival Questions*, document secret déclassifié par la NSA, 1968 ; Greenwood, Fawcett, pp. 183-186.

¹³⁶ (1. p60) P. 5 du document original.

¹³⁷ (2. p60) Carl Jung, *Flying Saucers : A Modern Myth of Things Seen in the Psychology of Panic*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 134.

Robert L. Hall, sont moins pessimistes, et affirment que la réaction de panique ou l'effondrement relèvent du mythe médiatique¹³⁸.

Quoi qu'il en soit, la crainte de ces éventualités justifie à elle seule le secret et la désinformation dans le cas d'OVNI extraterrestres. Quel gouvernement serait assez inconscient pour risquer de déclencher des réactions incontrôlables et saper les fondements de son autorité ?! Car une telle révélation pourrait ôter confiance et légitimité aux pouvoirs en place. Cette dernière considération n'est pas négligeable. Pour Victor Marchetti¹³⁹, l'ancien cadre de la CIA, et le major R. King, de l'armée de l'Air¹⁴⁰, ce serait même la principale raison du secret et de la désinformation.

Mais le secret et la désinformation ne s'imposent pas uniquement pour contrer des effets négatifs. Des OVNI extraterrestres pourraient aussi être un facteur de puissance justifiant la guerre de l'information. Ils représenteraient en effet un potentiel et une opportunité stratégique à exploiter, et à exploiter seul.

¹³⁸ (3. p60) Robert L. Hall, *On Mass Panic and Other Favorite Myths*, MUFON 1990 International UFO Symposium Proceedings, Mutual UFO Network, 1990, Seguin, 1990, pp. 61-71.

¹³⁹ (4. p60) Marchetti, pp. 2-7.

¹⁴⁰ (5. p60) John R. King, *The UFO Problem : Time for a Reassessment*, thèse de 1968 de l'Air Command and Staff College, publiée par le FUFOR en 1995.

2.1.1.5. Un enjeu stratégique

Si les OVNI sont extraterrestres, la situation de l'après-guerre aux États-Unis peut se résumer ainsi : d'un côté, des engins qui déferlent dans le ciel américain et qui représentent des avancées technologiques potentielles ; de l'autre, un pays en quête de supériorité technologique et scientifique qui, dans le prolongement du Programme Manhattan, dispose des moyens et du savoir-faire pour réaliser secrètement des percées majeures. Dans ce contexte, la logique voudrait que les États-Unis envisagent la question des OVNI sous l'angle du gain technologique, et qu'ils cherchent à s'approprier seuls les éventuelles découvertes ou applications. On se souvient qu'ils ont obstinément refusé de partager leurs secrets atomiques avec l'Organisation des Nations unies, à l'époque où celle-ci prêchait pour la dissuasion mondiale.

Dans le cas d'engins extraterrestres, il paraît donc impossible que les États-Unis, avec leurs bataillons de scientifiques et d'ingénieurs, fassent l'impasse sur les performances aéronautiques des OVNI, et ce d'autant plus que les services de renseignement sont chargés de récolter les informations à ce sujet. Dans son mémorandum secret d'octobre 1947 abordé plus haut, le général Schulgen détaille ces performances (vitesse, immobilité, absence de son, extrême manœuvrabilité, absence de traînée d'échappement, furtivité, capacité à voler en formation très serrée, manœuvres évasives, brusques changements de direction, taille moyenne comparable à celle d'un avion C-

54 ou Constellation) et appelle à récolter des informations à travers le monde par les réseaux de renseignement¹⁴¹.

À ces capacités aéronautiques et d'armement s'ajoutent d'autres caractéristiques observées, tout aussi intéressantes en termes de gain technologique. Des coupures de courant électrique, arrêts des moteurs d'automobiles, brouillages des récepteurs de radio et de télévision sont souvent constatés à proximité d'un OVNI. Ainsi, en novembre 1957, dans les environs de Levelland, au Texas, au moins neuf véhicules tombent en panne à proximité d'un OVNI¹⁴². L'armée de l'Air invoque une tempête électrique alors que les relevés météorologiques contredisent cette version. Cette désinformation témoigne de son embarras, mais laisse aussi entrevoir l'intérêt de l'armée pour ces phénomènes. Nul doute que la paralysie locomotrice des témoins, parfois constatée lors d'une rencontre rapprochée, a retenu également son attention. L'utilisation de faisceaux à micro-ondes ou à particules semble d'ailleurs être une voie de recherches intéressante¹⁴³.

Si les OVNI sont des véhicules extraterrestres, on voit donc qu'il est tout à fait improbable que la question puisse être traitée par les voies ordinaires de l'information et qu'elle échappe aux logiques du secret et de la désinformation.

¹⁴¹ (1. p61) Mémoire secret du 28 octobre 1947 ; reproduit sur : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/schulgen.htm>.

¹⁴² (1. p62) R.H. Hall, vol. 1, p. 84 ; Dolan, pp. 286-287.

¹⁴³ (2. p62) COMETA, *Les OVNI et la Défense. À quoi doit-on se préparer ?*, Levallois-Perret, GS Presse Communication, 1999, pp. 37-38.

2.1.2. Des armes secrètes

Une hypothèse moins extraordinaire est celle de machines ou fabrications humaines. Elle est logiquement envisagée par les autorités américaines au début du phénomène. La guerre est encore dans les esprits, et on songe naturellement à une nouvelle arme secrète.

Dès juillet 1947, le général Schulgen informe le FBI que ses services mobilisent tous ses scientifiques sur le problème des OVNI, et que les recherches en cours intègrent les possibilités qu'ils soient un phénomène céleste ou *un objet étranger conçu mécaniquement et contrôlé*¹⁴⁴.

Les OVNI pourraient être des engins étrangers envoyés aux États-Unis par des ennemis de ces derniers. Mais par qui ? Le colonel Gasser, du commandement des services techniques de l'*Air Force*, penche pour l'hypothèse d'engins soviétiques. Tout en reconnaissant ne pas être dans le secret, il confie à un agent du FBI qu'il s'agit, selon lui, de véritables soucoupes volantes fabriquées par les Soviétiques ou de missiles à propulsion nucléaire capables de faire l'aller-retour entre les deux pays. Un mémorandum adressé au directeur du FBI en janvier 1949 résume ses idées¹⁴⁵.

¹⁴⁴ (3. p62) Mémorandum déclassifié du FBI du 10 juillet 1947; Greenwood, Fawcett, pp. 147-148.

¹⁴⁵ (1. p63) Mémorandum déclassifié du FBI du 10 janvier 1949; Maccabee, pp. 64-67.

Les Américains se tournent aussi du côté allemand. Ils n'envisagent certes pas la théorie aberrante, et qui a pourtant des partisans, selon laquelle les OVNI seraient pilotés par des survivants du Reich réfugiés on ne sait où, mais ils s'interrogent sur ce que les scientifiques et ingénieurs allemands ont pu mettre secrètement au point pendant la guerre. Ils se posent d'autant plus de questions qu'ils connaissent la valeur de ces hommes. L'opération *Paper Clip* a été, en effet, conçue pour s'arroger leurs compétences et organiser la plus grande fuite de cerveaux de l'histoire, conformément au principe stratégique de domination par la techno-science et le savoir.

Ainsi, dans un rapport adressé en janvier 1952 au général Samford, chef du renseignement de l'USAF, le général de brigade W.M. Garland écrit : *il est remarqué que certains développements allemands, en particulier l'aile Horten, la propulsion à réaction, et le ravitaillement en vol, combinés avec leur emploi intensif des V1 et V2 pendant la Seconde Guerre mondiale, accréditent la possibilité que les objets volants puissent être d'origine allemande ou russe*¹⁴⁶. On devine ici l'inquiétude que les Soviétiques aient pu s'emparer d'une technologie allemande révolutionnaire.

Parmi les ennemis des États-Unis, le Japon, bien qu'anéanti, est lui aussi un temps soupçonné. En mai 1949, un agent du FBI interroge la division du renseignement de l'armée à ce sujet qui lui répond : *aucune information*

¹⁴⁶ (2. p63) Mémorandum déclassifié de l'AFI du 3 janvier 1952; Nicholas Redfern, *The FBI Files, The FBI's UFO Top Secrets Exposed*, Londres, Simon & Schuster, 1998, pp. 199-200.

*concernant des soucoupes volantes japonaises n'a jamais été obtenue aux États-Unis*¹⁴⁷.

L'hypothèse de fabrications humaines n'a certes pas les mêmes conséquences que celle de véhicules extraterrestres, mais elle n'en appelle pas moins le secret et la désinformation. On se souvient comment avaient été traités la présence de sous-marins allemands au large des côtes américaines, et l'envoi des ballons incendiaires japonais vers les États-Unis. Le but serait de ne pas affoler l'opinion publique et d'essayer de s'emparer de ces engins.

2.1.3. Des phénomènes naturels ou psychologiques

L'hypothèse de phénomènes naturels est présente depuis les débuts de l'histoire moderne des OVNI. Ceux-ci seraient en fait des phénomènes inexplicables, inconnus ou rares. Ils ne représenteraient donc pas une menace militaire potentielle, mais n'en constitueraient pas moins un problème de sécurité nationale. En effet, ils révéleraient au monde entier, et aux ennemis des États-Unis en particulier, la fragilité de l'opinion publique américaine, sujette à l'hystérie collective, ainsi que le manque de fiabilité des personnels qualifiés militaires et civils qui se laissent abuser. Il serait donc impératif de dégonfler le problème en instaurant le secret et la désinformation autour du phénomène.

¹⁴⁷ (3. p63) Mémoire déclassifié du FBI du 26 mai 1949; Maccabee, p. 116.

En fait, la théorie de phénomènes naturels fait partie de celle, plus large, de l'hypothèse psychologique. L'hystérie collective pourrait naître d'erreurs d'interprétation mais être aussi alimentée par des canulars ou des opérations psychologiques ennemies. Cette dernière possibilité est prise très au sérieux et paraît d'autant plus plausible aux Américains qu'ils connaissent l'efficacité de la guerre psychologique. Aussi, le général Schulgen s'adresse-t-il au FBI, dès juillet 1947, pour savoir si les premières observations d'OVNI aux États-Unis n'auraient pas été rapportées par des sympathisants communistes dans le but d'engendrer l'hystérie et la peur d'une arme soviétique secrète¹⁴⁸.

La CIA soupçonne une relation causale entre le silence total de la presse soviétique au sujet des OVNI et l'absence de cas d'OVNI rapporté en URSS. On sait aujourd'hui que ce silence relevait de la censure et non de l'absence d'OVNI, comme on le verra plus loin, mais il est vrai que l'amplitude médiatique fonctionne comme une boîte de Pandore. Dans son mémo du 24 septembre 1952 (cf. 2.1), Chadwell écrit au directeur de la CIA, Walter Smith, *qu'une partie de la population américaine est mentalement conditionnée pour accepter l'incroyable*, et qu'elle est donc sujette à l'hystérie et à la panique¹⁴⁹.

¹⁴⁸ (1. p64) Mémorandum déclassifié du FBI du 10 juillet 1947; Greenwood, Fawcett, p. 148 ; Maccabee, p. 5.

¹⁴⁹ (1. p65) Mémorandum déclassifié de la CIA du 24 septembre 1952; Greenwood, Fawcett, p. 125 ; Maccabee, p. 251.

L'opinion publique pouvant échapper à tout contrôle, cela pose donc une nouvelle fois un problème de sécurité nationale. De plus, Chadwell pointe le danger d'une vulnérabilité aérienne qui, dans ce contexte psychologique, conduirait à prendre des missiles soviétiques pour des OVNI et donc à ne pas réagir en cas d'attaque.

Que les OVNI soient extraterrestres, un phénomène naturel ou un avatar psychologique ne change donc rien à la nécessité du secret et de la désinformation.

2.1.4. Un phénomène surnaturel

Le traitement de la question des OVNI doit également être envisagé sous l'angle d'une dernière hypothèse, celle d'un phénomène surnaturel. Bien que les documents officiels disponibles nous indiquent qu'elle n'a jamais été prise au sérieux par les autorités américaines, on peut néanmoins envisager quelles seraient ses conséquences. Par surnaturel, on doit entendre toutes sortes d'entités, qu'elles soient religieuses ou autres. Quelle que soit leur nature, les OVNI traduiraient donc l'intrusion de l'irrationnel dans une organisation fortement rationalisée. En contredisant la conception occidentale du réel, et en laissant entrevoir l'existence d'une réalité alternative ou d'un ordre supérieur, des OVNI surnaturels soulèveraient des questions sans fin dans l'opinion publique qui pourrait être amenée à remettre en cause l'organisation politique, économique et sociale. Même anodin et inoffensif, le phénomène n'en serait pas moins embarrassant. Il faudrait

le tenir secret, et la population devrait être désinformée en raison des risques de dérapage et de perte de contrôle.

Non, décidément, quoi que soient les OVNI, on ne voit pas comment ils auraient pu échapper aux logiques du secret et de la désinformation. Les autorités américaines avaient mille raisons de prendre en charge la question, et aucune de l'ignorer. Leur implication altère toute la question des OVNI et l'empêche de flotter librement dans le monde des idées. Sommes-nous pour autant condamnés à l'ignorance et à la confusion ? Non, car si toutes les hypothèses appellent le secret et la désinformation, toutes ne se valent pas au regard des informations disponibles.

2.2. – Toutes les hypothèses ne se valent pas

Beaucoup de personnes s'intéressant à la question des OVNI désespèrent de voir arriver la preuve absolue, définitive et irréfutable de la réalité des OVNI. Pourquoi, plus d'un demi-siècle après son entrée dans l'histoire moderne, le phénomène ne peut-il être définitivement confirmé comme le fut celui des météorites au début du XIX^e siècle ? Pour les sceptiques et les désinformateurs, la réponse est évidente : il n'y a pas de preuve disponible car les OVNI ne sont pas ce que l'on croit. L'argument est facile et totalement insuffisant.

La comparaison des OVNI avec les météorites est, on le verra, intéressante mais limitée car, les enjeux n'étant pas les mêmes, il est illusoire de croire que des preuves matérielles, si elles existent, puissent être communiquées au public ou aux puissances étrangères. De plus, une apparente malchance affecte l'étude des rares éléments susceptibles d'être des fragments d'OVNI. Ainsi, Jacques Vallée dit avoir perdu un des plus prometteurs, celui provenant d'Ubatuba (Brésil), dans les caniveaux de Paris, en 1968, lors d'une manifestation étudiante.

Enfin, il est peut être vain d'espérer trouver des éléments non terrestres dans ces hypothétiques fragments si ceux-ci sont fabriqués sur notre planète avec des composants terrestres, par d'éventuels étrangers vivant en autarcie dans des bases.

À vrai dire, la quête et l'attente de LA preuve sont légitimes mais ne doivent pas occulter l'ensemble, impressionnant et cohérent, des preuves secondaires qui font de l'hypothèse extraterrestre la plus crédible. À défaut de preuve scientifique, les pièces à conviction disponibles suffisent à établir la réalité des OVNI, et à comprendre que toutes les hypothèses ne se valent pas. Loin de là.

En effet, si, comme on l'a vu, les Américains sont assez ouverts pour envisager différentes possibilités quant à la nature et l'origine des OVNI, ils sont aussi suffisamment pragmatiques pour les évaluer et les hiérarchiser. Officiellement, cette évaluation fut effectuée par les différentes commissions d'enquête organisées par l'*Air Force* de 1947 à 1969 et qui, sans nier la réalité du phénomène OVNI sur le fond, ont disqualifié la question en

tant que problème scientifique ou de sécurité nationale. En réalité, et comme on le verra, ces commissions furent, à l'exception de la première, la Commission *Sign*, et des débuts du Projet *Blue Book* dirigé par le capitaine Edward Ruppelt, des opérations de communication publique et de désinformation. Là où les véritables évaluations ont très certainement été réalisées à l'écart de ces « grandes messes », suffisamment voyantes pour détourner l'attention du public et celle des puissances étrangères des véritables prises en charge. Selon les propres dires du professeur David Saunders, membre de la commission Condon, la commission Robertson de 1953 était destinée, entre autres, à mystifier les puissances étrangères¹⁵⁰.

2.2.1. Qui a traité les cas touchant à la sécurité nationale ?

Admettre que le traitement américain du problème des OVNI ait pu se limiter au travail de ces commissions, c'est croire que les Américains auraient confié une question de sécurité nationale à un panel de personnes extérieures, ne faisant pas partie du sérail des services spéciaux, et réunies pour la circonstance. C'est aussi supposer que les États-Unis n'auraient pas utilisé leurs moyens, pourtant gigantesques, en matière d'intelligence et de sécurité nationale, alors même qu'un mémo du Conseil national de

¹⁵⁰ (1. p67) David R Saunders, R. Roger Harkins, *UFOs ? Yes ! Where the Condon Committee Went Wrong*, New York, Signet Books, 1968, p. 105.

Sécurité, joint à un autre mémo, adressé en 1952, au directeur de la CIA, Walter B. Smith, établit *ce sujet comme question prioritaire pour l'ensemble des communautés du renseignement et celles de la recherche et du développement de la Défense*¹⁵¹.

Si, au contraire, on suppose logiquement que les infrastructures de l'ombre ne sont pas restées inactives, on peut également présumer que leurs traitements et travaux d'évaluation se sont faits selon les règles du secret et derrière le paravent des commissions officielles. Ces dernières ayant été délibérément tenues dans l'ignorance de tous les cas touchant à la sécurité nationale, c'est-à-dire les plus solides et intéressants, conformément aux dispositions officielles prises par l'armée de l'Air¹⁵², il faut bien que ceux-ci aient été traités par de véritables experts.

Le conseiller scientifique de l'*Air Force* pour le projet *Blue Book*, J. Allen Hynek, s'est lui-même demandé si ce projet n'était pas un *écran de fumée, une couverture* ; le *Programme Livre Bleu* n'étant qu'une *façade* tandis qu'un

¹⁵¹ (1. p68) Document déclassifié de la CIA du décembre 1952 ; Greenwood et Fawcett, p. XVI.

¹⁵² (2. p68) Directive *Air Force Regulation (AFR) 80-17* du 19 septembre 1966, précisant que les cas touchant à la sécurité nationale ne doivent pas être communiqués au public, ni à l'université du Colorado ; mémorandum du Brigadier General C.H. Bolender, *Air Forces Deputy Director of Development* en date du 20 octobre 1969 : « *Reports of Unidentified Flying Objects which Could Affect National Security are Made in Accordance with JANAP 146 or Air Force Manual 55-11, and are not Part of the Blue Book System* ».

autre département menait l'enquête et traitait l'information¹⁵³.

La synthèse de ces travaux n'est pas connue, mais plusieurs documents déclassifiés en offrent un aperçu et permettent de dégager des éléments clés. Dans cette reconstitution minimaliste, l'hypothèse extraterrestre s'impose par défaut, par l'élimination des autres hypothèses. Il serait trop long de relater l'ensemble des documents écartant celles-ci, mais un rapport du contre-espionnage militaire des États-Unis, *Counter Intelligence Corps (CIC)*, d'octobre 1949, à propos des intrusions d'OVNI à Oak Ridge, en offre un saisissant résumé :

Les avis des officiels de la division Sécurité d'Oak Ridge (Commission de l'énergie atomique), des services de sécurité de la division de l'Énergie nucléaire pour la propulsion des avions (NEPA), de la patrouille de sécurité d'Oak Ridge, du FBI de Knoxville, des escadrons de chasse et de radar de l'Air force de Knoxville, du Bureau des enquêtes spéciales de Knoxville, n'ont pas permis de trouver d'explication adéquate pour les OBJETS OBSERVÉS AU-DESSUS d'OAK RIDGE. Néanmoins, les possibilités de canular, d'hystérie collective, de ballons de toutes sortes, de vols d'oiseaux (avec ou sans toile d'araignée ou autres objets accrochés), de chutes de feuilles, d'essaims d'insectes, de conditions météorologiques particulières, de phénomènes de réflexion, de cerfs-volants, d'objets lancés depuis le sol,

¹⁵³ (3. p68) J. Allen Hynek, *Les Objets volants non identifiés : Mythe ou réalité*, Paris, Éditions J'ai Lu, 1979, p. 270.

d'objets amenés par le vent, de démente, et de nombreux autres événements naturels ont été rejetées en raison de la simultanéité des témoignages d'observation avec les observations radar rapportées ; en raison de la fiabilité des témoins ; en raison de la similitude des descriptions détaillées faites par différentes personnes ; et parce que c'est impossible¹⁵⁴.

La fin laconique de cet inventaire à la Prévert est particulièrement explicite. Il est tout simplement impossible d'expliquer les OVNI d'Oak Ridge de manière conventionnelle.

2.2.2. Des engins aéronautiques

Parallèlement aux réfutations des hypothèses classiques, la réalité des OVNI en tant que phénomène matériel semble être acquise, dès juillet 1947. Les services techniques de l'armée de l'Air, *Air Material Command* (AMC), c'est-à-dire les plus experts en matière d'aéronautique, écrivent :

Les « soucoupes volantes » ne sont pas du tout imaginaires ; elles ne s'expliquent pas par des phénomènes naturels mal interprétés. Quelque chose vole réellement¹⁵⁵.

¹⁵⁴ (1. p69) Mémorandum déclassifié du FBI du 16 octobre 1949; Maccabee, pp. 171-172.

¹⁵⁵ (1. p70) Document du FBI déclassifié sans signature ni date mais estimé de juillet, Maccabee, p. 15.

Deux mois plus tard, le 23 septembre 1947, le général Nathan Twining, chef des services techniques de l'armée de l'Air, adresse une lettre secrète à l'état-major du Pentagone, décrivant les OVNI comme des engins aéronautiques¹⁵⁶ :

a) Le phénomène rapporté est quelque chose de réel, qui n'est ni visionnaire, ni fictif ;

b) Ces objets, ayant la forme d'un disque, sont de dimensions comparables à celles d'un avion de conception humaine ;

c) Il est possible que certains incidents soient causés par des phénomènes naturels, tels des météores ;

d) Les caractéristiques rapportées, telles la vitesse ascensionnelle très élevée, la manœuvrabilité (particulièrement en tonneau), ainsi que certaines manœuvres d'évasion lorsque ces objets sont repérés par nos avions ou nos radars, évoquent la possibilité que certains de ces objets sont contrôlés soit manuellement, soit automatiquement ou à distance ;

e) La description faite communément de ces objets est la suivante :

1. Surface métallique ou réfléchissant la lumière.

2. Absence de traînée, sauf dans quelques cas rares où l'objet semblait opérer dans des conditions de hautes performances.

¹⁵⁶ (2. p70) Lettre reproduite dans le rapport Condon : University of Colorado, Daniel S. Gillmor (éd.), *Final report of the Scientific Study of Unidentified Flying Objects*, New York, Bantam Books, 1968, pp. 894-895.

3. *Forme circulaire ou elliptique, avec un fond plat et un dôme sur le dessus.*

4. *Selon plusieurs rapports, vols en formation bien tenue, réunissant de trois à neuf objets.*

5. *Habituellement aucun son n'est décelable, sauf dans trois cas où un grondement puissant a été noté.*

Des vitesses de vol courantes à l'horizontale ont été estimées à plus de 300 nœuds (environ 500 km/h).

Ces engins aéronautiques, aux caractéristiques détaillées avec précision, sont-ils des prototypes secrets ? Le général Twining envisage très sérieusement que ces objets soient *d'origine domestique, le produit de quelque projet hautement protégé inconnu de ce commandement*, et confirme, accessoirement, les nouvelles capacités et culture du secret du pouvoir américain.

Mais l'hypothèse d'un programme américain secret est rapidement écartée. Faire évoluer des prototypes secrets sans discrétion, et au risque de fragiliser l'opinion publique nationale, dans le contexte de la guerre froide, aurait été stupide. Au FBI, qui s'interroge sur une éventuelle origine domestique, le général Schulgen écrit, le 5 septembre 1947, à Hoover : *un examen complet des activités de recherches révèle que l'armée de l'Air n'a aucun projet avec des caractéristiques semblables à celles qui sont attribuées aux soucoupes volantes*¹⁵⁷.

Si on peut admettre que Schulgen n'était peut-être pas au courant de tous les projets secrets, ou qu'il a menti pour

¹⁵⁷ (2. p71) Document déclassifié du FBI du 5 septembre 1947.

protéger précisément un secret, il paraît impossible que des engins révolutionnaires aient pu être secrètement utilisés depuis plus de cinquante ans, sans jamais être divulgués. Cela impliquerait que les États-Unis disposent d'une technologie révolutionnaire, et donc d'un atout stratégique majeur, mais qu'ils n'exploiteraient pas en continuant à fabriquer et à utiliser des avions obsolètes. Cette hypothèse est contradictoire avec la stratégie américaine forgée par le Programme Manhattan qui veut que, lorsque l'on dispose d'un atout, on l'utilise ou on le fait savoir.

L'hypothèse de la piste étrangère est envisagée plus longtemps. Elle est aujourd'hui écartée pour plusieurs raisons.

— La durée dans le temps qui dépasse celui d'une opération secrète et ceux des conflits internationaux.

— L'absence de mobiles par rapport aux risques encourus.

— Le danger qu'il y aurait à exhiber des prototypes secrets au-dessus d'un pays étranger qui pourrait se les approprier.

Ainsi, en avril 1949, le directeur du renseignement de l'*Air Force*, dans un rapport adressé au Comité inter-renseignement, conclut : *il est peu vraisemblable qu'une puissance étrangère exposerait une arme aérienne supérieure par des pénétrations inefficaces et prolongées de l'espace aérien des États-Unis*¹⁵⁸.

¹⁵⁸ (1. p72) Rapport du directeur de l'*Air Force Intelligence* (AFI) du 27 avril 1949 ; Maccabee, pp. 95-97.

Quelques lignes plus haut, il écrit au sujet des *nombreux rapports émanant d'observateurs fiables et compétents*, que certains *impliquent des configurations et des descriptions de performance qui, on peut le concevoir, représentent un développement aérodynamique avancé*.

De fait, les performances aéronautiques des OVNI sont aussi une raison importante qui écartent l'hypothèse d'une origine humaine. En 1947 comme en 2004, ces performances sont impossibles à reproduire. Celles-ci sont clairement détaillées dès 1947 par le général Schulgen dans son mémorandum pour le secrétaire de l'*Air Force* à propos des « *soucoupes volantes* » type avion (« *aircraft* »). Le choix des mots est ici révélateur et confirme qu'il s'agit d'engins :

— *Absence de son à l'exception d'un ronronnement occasionnel dans des conditions particulières.*

— *Extrême manœuvrabilité et une capacité apparente à faire presque un vol stationnaire.*

— *Absence de traînée d'échappement sauf en de rares occasions.*

— *Capacité de disparaître rapidement par haute vitesse ou par désintégration complète.*

— *Capacité d'apparaître soudainement sans avertissement comme s'ils provenaient d'une altitude extrêmement haute*¹⁵⁹.

À l'exception de la furtivité, les capacités de vitesse, d'immobilité silencieuse, de brusques changements de

¹⁵⁹ (2. p72) <http://www.nicap.dabsol.co.uk/schulgen.htm>.

direction, et d'absence d'échappement demeurent inaccessibles à la technologie aéronautique actuelle.

2.2.3. La quête du gain technologique

Une telle supériorité technologique ne laisse évidemment pas indifférent le pays du Programme Manhattan et de la domination militaro-technologique. Une note, rédigée le 20 octobre 1947, par le colonel R.D. Wentworth, chef des opérations du contre-espionnage militaire, nous apprend que *les services techniques de l'armée de l'Air à Wright Field étudient actuellement le sujet et construisent des modèles destinés à être testés en soufflerie. Pour guider la construction de ces modèles, des descriptions de plusieurs personnes disant avoir observé ces objets ont été utilisées*¹⁶⁰...

L'Air Force construit donc des maquettes de soucoupes volantes pour les tester en soufflerie dès l'automne 1947. Cela contredit singulièrement les positions publiques qu'elle tient depuis plus de cinquante ans. Mais il est normal que les Américains cherchent à étudier, et à étudier seuls, ce qu'ils pensent être des engins aux capacités aéronautiques dépassant les leurs. À ce titre, les OVNI représentent un gain technologique potentiel, qui justifie pleinement la guerre de l'information. Si un transfert de technologie paraît très hypothétique, la possibilité que

¹⁶⁰ (1. p73) Maccabee, pp. 22-23 ;
<http://www.ufx.org/nepa/nepasign.htm>.

l'étude des OVNI puisse fournir des pistes de recherche suffit à en faire une question stratégique.

Le colonel Gasser, pour qui les OVNI étaient des engins soviétiques et qui prônait la mise au point d'avions à combustion nucléaire en s'inspirant d'eux, confia au FBI que *les observations de soucoupes volantes ont réellement influencé l'orientation des recherches de l'Air Force dans les domaines avancés de la propulsion et de la défense*¹⁶¹.

Ces informations éparses sont à rapprocher de celles transmises par l'ingénieur du ministère canadien des Transports, Wilbert Smith, à son gouvernement au sujet des recherches américaines sur les OVNI. Smith s'intéresse au géomagnétisme, comme source d'énergie possible pour les transports aériens, et soupçonne les OVNI de l'utiliser. Dans un mémorandum top secret du 21 novembre 1950, il écrit :

J'ai mené des enquêtes discrètes auprès du personnel de l'ambassade canadienne à Washington qui a pu obtenir et me fournir les informations suivantes :

a – Ce sujet est le plus haut classifié par le gouvernement américain, à un degré encore plus élevé que celui de la bombe H ;

b – Les soucoupes volantes existent ;

c – Leur modus operandi est inconnu mais un effort important est actuellement fourni par un petit groupe dirigé par le professeur Vannevar Bush ;

¹⁶¹ (2. p73) Mémorandum du FBI du 24 janvier 1949 de l'Assistant Director for Security, D.M. Ladd, à John Edgar Hoover ; Maccabee, p. 66.

d – Toute l'affaire est considérée par les autorités américaines comme étant d'une importance considérable¹⁶².

L'intérêt de ce document est aujourd'hui consolidé par la communication des archives de Smith¹⁶³, confirmant que l'ingénieur a bénéficié d'un droit de savoir (*need to know*) très élevé, et qu'il a entretenu des relations étroites avec les agences gouvernementales américaines, dont le Comité de coordination de la recherche et du développement dirigé précisément par le professeur Vannevar Bush. En tant que directeur du programme canadien *Magnet*, de recherche sur le géomagnétisme et les OVNI, Smith se voit ainsi proposer, en décembre 1951, de rencontrer les scientifiques américains travaillant sur le problème de la propulsion des OVNI. Cette relation s'inscrit dans le cadre de la collaboration plus qu'étroite liant le Canada aux États-Unis en matière de défense.

La question des recherches visant à percer les secrets technologiques des OVNI est délicate car déformée, comme on le verra plus loin, par une très importante désinformation amplifiante attribuant, entres autres, aux Américains, la réussite du transfert de technologie et la possession d'une science extraterrestre.

La quête du gain technologique indique clairement que pour les Américains, les OVNI ne sont pas des ectoplasmes,

¹⁶² (1. p74) Wilbert Smith, *Mémorandum to the Controller of Télécommunications*, Ottawa, 21 novembre 1950.

¹⁶³ (2. p74) François Parmentier, « Du Nouveau sur Wilbert Smith » : http://www.ufocom.org/pages/v_fr/m_articles/wilbertsmith.htm.

mais des engins qu'ils convoitent. Dans son mémorandum du 24 septembre 1952 au directeur de la CIA (cf. 2.1), Chadwell révèle d'ailleurs que *les plus grandes bases de l'Air Force ont reçu l'ordre d'intercepter les objets volants non identifiés*¹⁶⁴.

Résumons cette évaluation avant d'aborder le dernier point. Les OVNI sont donc des objets physiques, aux capacités aéronautiques impossibles à reproduire mais étudiées. On peut à présent ajouter une caractéristique supplémentaire, celle d'un phénomène intelligent et agissant de manière intentionnelle.

2.2.4. Un phénomène intelligent

Nous avons vu plus haut comment les sites de missiles et de bombardiers porteurs d'armes nucléaires du *Strategic Air Command* ont été « visités » en 1975 par des véhicules aériens non identifiés. Or, ces intrusions n'étaient pas fortuites.

Un télétype de la base de Loring, rapportant une des intrusions à répétition qu'elle a subies en octobre, précise, à propos de l'OVNI, tantôt rapporté comme un *avion inconnu* (unknown aircraft), tantôt comme un *hélicoptère*

¹⁶⁴ (3. p74) Mémorandum déclassifié de la CIA du 24 septembre 1952 ; Greenwood, Fawcett, p. 124.

*inconnu (unknown helicopter) qu'il a manifesté clairement un intérêt pour la zone de stockage des armements*¹⁶⁵.

Si l'*Air Force* n'a jamais précisé quel était cet « intérêt », on peut néanmoins deviner ce qu'il fut à partir d'un autre incident survenu en 1967, en pleine guerre froide et en plein conflit du Vietnam, sur la base de Malmstrom, AFB, Montana. Le 16 mars, aux premières heures de la journée, un OVNI rougeoyant, en forme de soucoupe, s'approche du site de contrôle des missiles nucléaires intercontinentaux Minuteman 1 de la base *Oscar*. Huit des dix missiles se retrouvent alors désactivés. À une centaine de kilomètres de là, sur le site *Echo*, un OVNI est aperçu par les commandos à la verticale des silos de missiles dont la totalité tombe alors hors service. Il faudra une journée complète pour remettre les missiles en service tandis que la cause de leur dérèglement demeure officiellement inexpiquée.

L'un des deux officiers de tir des missiles intercontinentaux de la base *Echo*, le lieutenant Robert L. Salas, a quitté l'armée en 1971 et, depuis, confirmé à plusieurs reprises cet épisode¹⁶⁶, en précisant qu'il estimait être aujourd'hui délivré du secret auquel il était alors soumis (Le lieutenant Salas dit n'avoir jamais été

¹⁶⁵ (1. p75) Document déclassifié du *National Military Command Center* (NMCC) ; <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/assortl.pdf>, p. 11 ; Greenwood, Fawcett, p. XVIII.

¹⁶⁶ (2. p75) Linda Moulton Howe, *Glimpses of Other Realities*, vol. 2 : *High Strangeness*, Los Angeles : New Orleans, Paper Chase Press, 1998, pp. 78-82 ; Steven M. Greer (M.D.), *Disclosure*, Charlottesville (Virginie), Carden Jennings Publishing Co., 2001, pp. 167-171.

débriefé¹⁶⁷). Il a également confié son interprétation de l'incident : *C'était une démonstration de force, sans nul doute pour nous montrer que nous sommes observés de près*¹⁶⁸...

Le caractère intelligent du phénomène est également confirmé par les nombreux cas d'accompagnement, ou de « prise en chasse », d'avions militaires et civils par des OVNI, et ceux d'évitement, qui ressemblent à des manœuvres d'intimidation¹⁶⁹.

2.2.5. L'hypothèse extraterrestre par défaut

Si on ignore donc comment les autorités américaines ont réellement évalué la question des OVNI, la somme des informations disponibles fait de l'hypothèse extraterrestre la plus vraisemblable. Elle est la plus apte à rendre compte de la présence d'engins aux performances aéronautiques, impossibles à reproduire en 1947 comme en 2004, et contrôlés par une intelligence. Les autres hypothèses, y compris celle d'une ancienne civilisation terrestre cachée, sont plus improbables par rapport au nouveau cadre des

¹⁶⁷ (1. p76) Greer, p. 170.

¹⁶⁸ (2. p76) Interview réalisée avec le concours de James L. Klotz (CUFON) et Thierry Wathelet (UFOCOM) ; *VSD* hors-série, n° 3, juillet 2001, pp. 26-27.

¹⁶⁹ (3. p76) Voir le chapitre 2, *Confrontations aériennes*, du livre de Bernard Thouanel, *Objets volants non identifiés*, Michel Lafont, 2003, pp. 102-204.

connaissances sur l'univers, l'existence de planètes extra-solaires et les probabilités de vie intelligente dans le cosmos. L'invocation des distances, présumées infranchissables dans l'univers, relève plus de la reculade intellectuelle que de considérations scientifiques.

La désinformation consistant souvent à inverser la réalité, ce n'est sans doute pas par hasard si la Commission Condon, mise en place par l'*Air Force* pour la débarrasser définitivement de la gestion publique du dossier OVNI, émet, en 1969, des conclusions finales prenant le contrepied des caractéristiques que nous venons de dégager :

— Aucun cas d'OVNI étudié ne présente de menace pour la sécurité nationale.

— Il n'y a pas de preuve que les OVNI représentent des principes technologiques ou scientifiques dépassant l'état actuel des connaissances scientifiques.

— Il n'y a pas de preuve que les OVNI sont des véhicules extraterrestres.

2.2.6. Roswell ?

On remarque que cette évaluation ne prend pas en compte l'affaire de Roswell. C'est que le dossier des OVNI est suffisamment solide pour faire l'économie de cette question, très controversée. Roswell est néanmoins une variable essentielle qui conditionne l'histoire réelle de la prise en charge des OVNI depuis plus d'un demi-siècle.

On peut envisager l'affaire de Roswell suivant deux hypothèses. Bien que contraires, elles ont paradoxalement des conséquences similaires et sont compatibles avec ce que l'on sait de la situation américaine.

2.2.6.1. Une preuve extraterrestre

S'il s'agit d'un engin extraterrestre, avec peut-être aussi ses occupants, qui a été récupéré par les militaires à Roswell, nul doute que les responsables ont su immédiatement à quoi s'en tenir sur la nature des OVNI. Mais s'ils détiennent la preuve définitive de leur origine extraterrestre, ils doivent aussi la protéger pour toutes les raisons évoquées précédemment.

Un très haut niveau de secret et un compartimentage très étroit des informations, sur le modèle du Programme Manhattan, ont pu être appliqués, ainsi que l'écrit Wilbert Smith. Dans cette logique, que nous détaillerons plus loin, les informations secrètes sont protégées par un double système : l'habilitation au secret, qui comporte plusieurs niveaux et qui respecte généralement l'organigramme hiérarchique, et le *need to know*, ou « besoin de savoir », limitant l'accès uniquement aux informations strictement nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les conséquences de ce système ont été expliquées par Bruce Maccabee, physicien de la *Navy*, et lui-même habilité

au secret¹⁷⁰. Les secrets de Roswell ne seraient connus que d'une très petite frange de personnes, et non discutés dans des correspondances ou des échanges de documents secrets. S'ils doivent être évoqués dans un document classifié simplement secret, et donc accessible à plusieurs personnes possédant une telle habilitation, alors ils le seront selon la version officielle, tandis qu'ils peuvent l'être en termes véridiques à des niveaux plus élevés ou par des canaux directs. Un rapport confidentiel peut dire le contraire d'un document top secret, comme le prouvent les deux directives prises par le Conseil national de Sécurité, en décembre 1947, au sujet de la guerre psychologique (cf. 1.2.4.4).

Le fait que les documents déclassifiés ne mentionnent pas d'engin extraterrestre récupéré, ou qu'ils affirment même parfois le contraire, n'est donc pas significatif. Si l'affaire de Roswell est vraie, il ne fait aucun doute qu'elle a été traitée comme telle, et il est donc logique de n'en trouver aucune trace dans les documents secrets déclassifiés.

De même, si le général Twining n'y fait pas allusion dans sa fameuse lettre secrète du 23 septembre 1947, et va même jusqu'à déplorer *l'absence de preuve physique sous la forme de débris récupérés dans un crash qui prouveraient de manière indéniable l'existence de ces objets*, infirmant par là même implicitement l'hypothèse du crash, c'est peut-être par mesure de sécurité ou par ignorance. Sur ce dernier point, on a vu qu'il reconnaissait lui-même ne pas

¹⁷⁰ (1. p78) Maccabee, pp. 21, 286-287.

avoir accès à tous les secrets en avançant la possibilité que les OVNI soient *le produit de quelque projet de haute sécurité inconnu du SC/AS-2 ou de ce commandement.*

L'hypothèse extraterrestre de Roswell est donc compatible avec ce que l'on sait des capacités américaines en matière de secret. Elle s'accorde aussi avec l'activité du renseignement américain à propos des OVNI. Les milliers de pages déclassifiées par les organismes de renseignement prouvent que la collecte d'informations au sujet des OVNI a été très importante, et posent question par rapport à l'éventualité de Roswell. En effet, pourquoi mobiliser l'appareil de renseignement, et essayer de savoir ce que sont les OVNI, si Roswell avait déjà fourni la réponse ? Plusieurs raisons peuvent être avancées. Avoir identifié les intrus ne dispense pas d'essayer d'en savoir plus, notamment sur les aspects technologiques, et de les surveiller, en rapportant toutes leurs manifestations. En outre, arrêter ou diminuer la collecte, pourrait éveiller les soupçons et éventer le secret.

2.2.6.2. Pas de preuve extraterrestre

Dans cette hypothèse, il ne se serait rien écrasé à Roswell, ou quelque chose sans rapport avec une origine extraterrestre. Les États-Unis ne sauraient donc pas ce que sont ces OVNI, qui continuent à violer leur espace aérien, et mobiliseraient donc leurs moyens en renseignement pour évaluer et traiter le problème.

On voit donc que l'activité globale et soutenue des services de renseignement au sujet des OVNI ne nous apprend pas grand-chose sur ce que savent et détiennent les États-Unis. Roswell, ou tout autre événement symbolisant la détention d'une preuve extraterrestre, est plausible à défaut d'être prouvé.

Cependant, là aussi, plusieurs indices permettent de hiérarchiser les probabilités.

2.2.7. Un curieux changement d'attitude

Tout d'abord un changement d'attitude des haut responsables, au Pentagone et au gouvernement, entre avant juillet 1947 et après. Le FBI, sollicité par l'USAF pour enquêter sur les témoignages d'OVNI, cherche à évaluer par lui-même le phénomène, et mène ses propres investigations. Il s'interroge sur l'attitude des différentes parties pour savoir qui possède les réponses. Or, un mémorandum interne adressé à Hoover, en août 1947, pointe une apparente contradiction dans le comportement des hauts responsables militaires. Il rapporte les propos du lieutenant-colonel George Garrett, du service de renseignement de l'*Air Force*. Celui-ci fait état de *pressions énormes*, subies par son service, de la part des responsables du Département de la Guerre, afin de savoir ce qu'étaient les *fusées fantômes* aperçues en Suède pendant l'été 1946, et ne comprend pas l'absence d'intérêt et de demande d'informations de ces mêmes responsables au sujet des

OVNI, lesquels déferlent pourtant au-dessus des États-Unis à partir de juin 1947¹⁷¹.

Comment expliquer que l'état-major se soit apparemment plus inquiété de ce qui se passait à l'autre bout du monde, en Suède, que des violations répétées de son propre espace aérien et des zones stratégiques ?

Pour Garrett, c'était que quelqu'un au gouvernement avait les réponses, et qu'il s'agissait probablement d'un programme secret. L'hypothèse de prototypes étant aujourd'hui abandonnée, il reste celle du crash et de la récupération d'un OVNI, ou de tout autre événement synonyme de preuve absolue. Dans ce cas de figure, la priorité n'aurait plus été de déterminer ce qu'étaient les OVNI, ni qui étaient les intrus, puisqu'ils étaient identifiés, mais de les prendre en charge.

Ce changement d'attitude est confirmé par un autre document de l'*Air Force*, de juillet 1947, transmis au FBI, selon lequel *le manque d'enquêtes de haut niveau, comparé aux demandes immédiates d'enquêtes des hautes autorités sur les premiers événements, donne un poids certain à la possibilité qu'il s'agit d'un projet intérieur connu du président*¹⁷².

Ces informations conduisent le FBI à vérifier la piste intérieure. Le général de brigade Schulgen, qui a sollicité l'aide du bureau fédéral, assure, en septembre 1947, que *l'Air Force n'a aucun projet avec des caractéristiques*

¹⁷¹ (1. p80) Maccabee, pp. 16-17.

¹⁷² (2. p80) Document déclassifié du FBI, non daté ni signé, mais estimé de juillet 1947 ; Maccabee, p. 16.

*semblables à celles qui sont attribuées aux soucoupes volantes. Mais le FBI découvre que l'armée de l'Air pratique le secret et la désinformation. Dès le mois de juillet, Hoover répond à la demande de Schulgen : Je le ferai mais il faut d'abord que nous ayons accès à tous les disques récupérés en se plaignant que, dans un autre cas, celui, énigmatique, de La (sic), que l'armée s'en est emparé et ne veut pas nous laisser l'examiner*¹⁷³.

En septembre, le directeur du FBI découvre une instruction secrète du lieutenant-général Stratemeyer, du renseignement de l'armée de l'Air, adressée aux différentes bases pour orienter les agents fédéraux sur de faux OVNI : *des couvercles de poubelles, des sièges de toilettes et autres machins du même acabit*¹⁷⁴. Il met fin brutalement à la collaboration entre les deux institutions, et dénonce la manipulation¹⁷⁵. Le FBI enquête désormais pour son propre compte, dans le cadre de ses missions, s'inquiétant ainsi de la *protection des installations vitales*.

Cet épisode illustre l'absence de concertation et de transparence, caractéristique de la gestion des OVNI aux États-Unis. Il témoigne aussi de la réalité et du poids du secret appliqué aux OVNI.

¹⁷³ (1. p81) Note manuscrite d'Edgar Hoover au bas du mémo du général Schulgen déclassifié par le FBI ; reproduite dans Maccabee, p. 292.

¹⁷⁴ (2. p81) Lettre du 3 septembre 1947 du lieutenant-général Stratemeyer ; Greenwood et Fawcett, p. 156 ; Maccabee, p. 31.

¹⁷⁵ (3. p81) Lettre du 27 septembre 1947 au général McDonald, responsable du renseignement de l'USAF ; Greenwood et Fawcett, p. 158.

Les principes de l'administration collégiale étant contraires à la pratique du secret, il n'est pas étonnant de voir l'*Air Force* poursuivre son intérêt particulier, au détriment de ceux des autres appareils d'État. Les OVNI représentent certainement un enjeu pour plusieurs institutions, et font sans doute l'objet de rapports de force entre elles. Dans ce contexte, et comme on le verra plus loin, l'USAF occupe une position prééminente, qu'elle défend âprement, et qui n'est peut-être pas étrangère à l'affaire de Roswell.

2.2.8. La Commission Sign

Si on ignore donc toujours aujourd'hui quelles furent les conclusions des véritables évaluations, il est intéressant de relever que l'hypothèse extraterrestre s'impose également par défaut, et rapidement, chez ceux qui sont amenés à enquêter sur les OVNI, sans avoir accès à tous les dossiers.

Ainsi, la première commission d'enquête mise sur pied par l'armée de l'Air, en décembre 1947, conclut dès septembre 1948 à la nature extraterrestre des OVNI. Officiellement, la commission *Sign* fut mise en place, à la suite des recommandations du général Twining, pour *collecter, rassembler, évaluer et distribuer aux agences concernées du gouvernement et aux contractants toutes les informations relatives aux observations et aux*

*phénomènes dans l'atmosphère susceptibles de concerner la sécurité nationale*¹⁷⁶.

Officieusement, sa création relevait d'une mesure de circonstance, et était un signal adressé à l'opinion publique, pour lui indiquer que l'armée s'occupait sérieusement, et dans un esprit d'ouverture, du problème des soucoupes volantes. Aussi la commission se voit-elle dotée de moyens humains, matériels et financiers insuffisants, et dérisoires par rapport à ceux de l'armée. Elle ne dispose pas non plus des habilitations au secret et du droit de savoir nécessaires pour accéder aux informations critiques. Elle se fonde donc uniquement sur les sources ouvertes, ainsi que sur les témoignages de scientifiques, de pilotes et de personnes crédibles pour procéder à son évaluation. Celle-ci est détaillée dans un rapport top secret, *Estimate of the Situation*, et résumée ainsi par le capitaine Edward Ruppelt : *La situation c'était la présence d'OVNI ; l'estimation c'était qu'ils étaient interplanétaires*¹⁷⁷.

On constate donc, que dès l'après-guerre, et même avec des moyens limités, une évaluation objective des informations disponibles et ouvertes conduit à retenir l'hypothèse extraterrestre. L'*Air Force*, qui avait peut-être sous-estimé la somme des données disponibles, ainsi que les capacités d'analyse des membres de la commission *Sign*, rejette le rapport. Le chef d'état-major, le général Hoyt S. Vandenberg, le récuse pour absence de preuves, ce

¹⁷⁶ (1. p82) Lettre du général Graigie, *director of Air Force Research and Development* du 30 décembre 1947 ; Maccabee, p. 27.

¹⁷⁷ (2. p82) Ruppelt, p. 41.

qui ne manque pas d'ironie, et condamne le rapport à l'incinérateur, tout un symbole.

La ligne de conduite des prochaines commissions et la position publique de l'USAF sur les OVNI s'en trouvent désormais arrêtées : tout sauf des engins extraterrestres. L'hypothèse extraterrestre est enterrée, mais comme l'ensemble des informations disponibles la créditent, cette inhumation doit être accompagnée d'une politique permanente de désinformation, visant à la ridiculiser et à la discréditer auprès de l'opinion publique.

Le rejet de l'hypothèse extraterrestre sera plus facilement accepté si on donne l'impression au public de l'avoir envisagé avant de l'écarter. Ce peut être obtenu en communiquant des documents déclassifiés créditant l'hypothèse extraterrestre, mais datés uniquement de l'immédiat après-guerre. Le contraste entre les positions de ces premiers documents, et ceux, plus récents, rejetant l'hypothèse extraterrestre, peut aider à la faire passer pour une théorie obsolète, une sorte d'erreur de jeunesse.

L'hypothèse extraterrestre est lourde de conséquences. Ses implications sont multiples et monopolisées par les États-Unis. La présence d'OVNI extraterrestres pose d'abord un problème de sécurité. Il importe de savoir quelles sont les intentions des éventuels visiteurs à notre égard. Une présence étrangère et technologiquement supérieure constitue un danger potentiel qu'il est déraisonnable d'ignorer. Malgré une relation d'un demi-siècle avec le phénomène, il n'est pas du tout certain que les États-Unis aient des réponses définitives. Au-delà de cette

inconnue, la question des OVNI représente un indéniable enjeu justifiant la guerre de l'information.

3. LES ÉTATS-UNIS OU LA GUERRE DE L'INFORMATION

Les États-Unis aspirent à gérer seuls la question des OVNI. Pour ce faire, ils appliquent une stratégie de guerre cognitive visant à contrôler et contrer, selon la distinction établie par l'amiral Pierre Lacoste au sujet des actions conflictuelles en géopolitique¹⁷⁸. Il est probable que les États-Unis ne traitent pas la question des OVNI par des méthodes extraordinaires, mais qu'ils l'intègrent dans une stratégie globale et intégrale de guerre de l'information.

La guerre de l'information peut se décomposer en trois volets, selon la typologie développée par Jean-François Tacheau¹⁷⁹, qui a fait école¹⁸⁰ :

— La guerre pour l'information : savoir.

¹⁷⁸ (1. p85) Lacoste, Thual, p. 17.

¹⁷⁹ (2. p85) Jean-François Tacheau, *Guerre économique et guerre de l'information*, Mémoire de DESS (ISAD-Paris II), 1996 : <http://mapage.noos.fr/empire.global/pages%20HT/GE%20GI.html>, Volkoff, p. 246.

¹⁸⁰ (3. p85) Colonel Jean-Luc Moliner, « *La Guerre de l'information vue par un opérationnel français* », *L'Armement*, n° 60, décembre 1997 – janvier 1998, p. 11.

— La guerre contre l'information : empêcher les autres de savoir.

— La guerre par l'information : faire tenir aux autres un savoir corrompu.

Savoir ce qui se passe partout dans le monde permet de contrôler la situation. Empêcher les parties adverses de savoir, et leur faire tenir un savoir corrompu, permet de les contrer et de les empêcher de contrôler la situation.

Les États-Unis sont les premiers à avoir compris l'importance stratégique de l'information dans le monde issu de la Seconde Guerre mondiale. Leurs experts considèrent que *ce n'est plus celui qui a la plus grosse bombe qui l'emportera dans les conflits de demain, mais celui qui racontera la meilleure histoire*¹⁸¹.

Les Américains ont fait de la guerre de l'information une priorité, et l'objet d'un consensus dans leur classe politique. Ainsi, même le très démocrate, progressiste et écologiste Al Gore soutient-il totalement les ambitions hégémoniques américaines : *Nous devons être certains que dans l'ère de l'information, c'est l'Amérique qui obtient de l'information sur le reste du monde et non le contraire*¹⁸².

Dominer l'information permet de contrôler l'environnement, et d'influencer les parties adverses dans un sens favorable aux intérêts nationaux.

¹⁸¹ (1. p86) John Arquilla et David Ronfeldt, chercheurs à la Rand Corporation (<http://www.rand.org/publications/MR/MR1382/>) cités par Francis Pisani, « Les Doux Penseurs de la cyberguerre », *Le Monde*, 9 juin 1999.

¹⁸² (2. p86) Étienne, Moniquet, p. 501.

Les instituts, privés ou publics, et les organismes, civils ou militaires, dédiés à ces questions sont innombrables aux États-Unis. La guerre de l'information s'est banalisée. Elle est devenue un moyen d'action ordinaire, mais essentiel, des sphères militaires, économiques, politiques et culturelles tournées vers l'étranger. La collaboration active de la CIA avec des entreprises privées, pour décrocher des marchés à l'étranger, révèle l'interpénétration des différents milieux au service d'une stratégie de domination globale. Parce qu'elle ne s'applique pas qu'à la chose militaire, elle est dite intégrale¹⁸³.

Il n'y a pas de différence de nature entre le traitement des intérêts secondaires et celui des questions vitales, seulement une variation dans l'ampleur des moyens mis en œuvre. Les principes sont les mêmes mais appliqués avec plus ou moins d'intensité.

La question des OVNI, en tant qu'enjeu multiple et problème de sécurité nationale, n'échappe pas à cette logique de guerre cognitive, mise en œuvre au détriment des autres puissances. En effet, *les États-Unis ne considèrent plus le monde comme composé d'alliés, de neutres, d'adversaires et d'ennemis, mais d'audiences étrangères, plus ou moins différenciées, qu'ils manipulent et influencent*¹⁸⁴.

¹⁸³ (3. p86) Tacheau, p. 29.

¹⁸⁴ (1. p87) Rainaudi, p. 55.

3.1. – La guerre pour l'information : savoir

Indépendamment de ce que les responsables du dossier OVNI savent ou ne savent pas, la collecte d'informations est un besoin permanent. Ce peut être pour surveiller les OVNI, en apprendre plus à leur sujet, savoir ce que connaissent les puissances étrangères et mesurer l'intérêt de celles-ci.

Les Américains disposent pour ce faire du plus puissant appareil de renseignements politiques, stratégiques et militaires qui ait jamais existé. Mais si plusieurs documents officiels confirment l'implication du renseignement américain, il est difficile d'estimer l'importance et la place de la question des OVNI par rapport aux autres enjeux.

3.1.1. La surveillance du phénomène OVNI

La collecte d'informations est d'abord organisée sur le territoire national. Le général Cabell, directeur du renseignement de l'armée de l'Air, signe un mémorandum en février 1949 sur les besoins en renseignement. Il détaille ces besoins dans un formulaire très précis, comportant entre autres les relevés d'échantillon et de trace en cas d'atterrissage d'OVNI, et ordonne que les rapports soient transmis au quartier général immédiatement après les

observations. Il demande, en outre, qu'aucune publicité ne soit faite à cette activité de collecte et d'analyse¹⁸⁵.

Les procédures de collecte et de transmission d'informations concernant les OVNI sont intégrées dans des règlements relatifs aux observations d'objets hostiles, suspects ou non identifiés. En 1950, l'armée de l'Air met en vigueur une procédure de rapport désignée sous le nom de *Cirvis (Communication Instructions for Reporting Vital Intelligence Sightings)*, puis, en 1953, édite un guide sur la façon de rédiger un rapport d'observation d'objets volants non identifiés (*Flyobrpts = Flying Object Report*)¹⁸⁶. L'*US Navy* adopte une procédure similaire en 1952, le *Merint (Merchantman Intelligence)* dont le manuel est illustré d'un dessin de soucoupe volante à la rubrique Objets volants non identifiés¹⁸⁷.

3.1.1.1. Une surveillance à l'échelle mondiale

Mais la surveillance des OVNI dépasse le cadre du territoire national. Elle est organisée au niveau mondial et s'appuie sur les puissantes infrastructures du renseignement américain. Elle vise à surveiller le

¹⁸⁵ (2. p87) Mémoire du 4 février 1949 ; Maccabee, pp. 60-61.

¹⁸⁶ (1. p88) Air Technical Intelligence Center, *How To Make Flyobrpts*, Wright-Patterson Air Force Base, Ohio, 25 juillet 1953.

¹⁸⁷ (2. p88) Jan Aldrich, « *Ordre de se taire* », *VSD* hors-série n° 3, juillet 2001, pp. 18-23.

phénomène OVNI, ses manifestations, à suivre ses caractéristiques et à enregistrer ses évolutions. La collecte est activée dès 1947. Le mémorandum secret du général Schulgen d'octobre enjoint aux membres du renseignement américain, dans le monde entier, de récolter et de transmettre toutes les informations relatives aux OVNI, ainsi que de fournir des descriptions détaillées. Distribué dans les pays étrangers, le document comporte en annexe un questionnaire précis sur les caractéristiques des OVNI, notamment sur leur système de propulsion¹⁸⁸. On trouve confirmation de l'existence de ce réseau dans le mémorandum de Chadwell (cf. 2.1.) qui rapporte qu'un *système pour obtenir des rapports du monde entier a été mis en place*¹⁸⁹.

Le réseau des agences, ambassades, bases militaires et entreprises privées permet de relayer efficacement les informations et les événements de l'étranger. La CIA collecte les observations d'OVNI sur tous les continents. On trouve ainsi, dans ses documents déclassifiés, de nombreux rapports concernant la France. Les observations d'OVNI rapportées dans la presse française sont soigneusement relayées jusqu'aux États-Unis. Face à cette collecte systématique, on aimerait croire que les services français ont montré le même intérêt que la CIA pour ce qui passait dans l'hexagone.

Un rapport, couvrant la période du 2 novembre 1953 au 27 janvier 1954, fait ainsi état d'observations, à Bordeaux,

¹⁸⁸ (3. p88) <http://www.nicap.dabsol.co.uk/schulgen.htm>.

¹⁸⁹ (4. p88) Mémorandum du 24 septembre 1952 ; Greenwood, p. 124.

Montluçon, Marignane, Lunéville, Dieppe et dans le Puy-de-Dôme¹⁹⁰. Le document ne relève pas d'une collecte aveugle car il procède à une évaluation des informations par recoupement. Ainsi, l'information que donne le journal *Le Figaro*¹⁹¹ à propos d'une observation de deux OVNI au-dessus de Peshawar, au Pakistan, le 21 décembre 1953, est-elle recoupée avec celle, semblable, du journal macédonien, *The Salonica*.

Un autre document déclassifié de la CIA, au sujet de la France, illustre parfaitement l'ampleur du monitoring américain. Il s'agit d'un mémorandum adressé au directeur adjoint de la CIA, en mars 1956, par le sous-directeur du renseignement scientifique. Ce dernier apporte des précisions sur un article de l'hebdomadaire français *Paris Match* à propos d'un OVNI. Il s'agit du « manège » d'un OVNI dans la nuit du 17 au 18 février 1956, pendant plus de deux heures, à proximité de l'aéroport d'Orly. Détecté au radar, l'objet alterna les phases d'immobilité et de brusques accélérations, et perturba considérablement le trafic aérien. Un DC-3 d'Air France dut changer de cap pour quitter la trajectoire de collision, et l'équipage put observer l'énorme objet flanqué de lumières rouges clignotantes.

Le document estime que l'article n'est pas assez sérieux, ni documenté, pour pouvoir enquêter. Il déplore, de manière très intéressante, que, *dans la plupart des cas*

¹⁹⁰ (1. p89) Document déclassifié de la CIA, *Information from Foreign Documents or Radio Broadcasts*, Report n° 00-W-29903 distribué le 20 avril 1954.

¹⁹¹ (2. p89) Édition du 23 décembre 1953.

d'observations à l'étranger il n'a pas été possible d'interroger précisément toutes les personnes impliquées, aussi dans de nombreux cas aucune identification n'a été possible.

Ce passage confirme que les Américains, non seulement surveillent les apparitions d'OVNI à l'étranger, mais qu'ils enquêtent aussi et interrogent les témoins ! Plus loin, le document précise que la CIA collabore étroitement avec le Centre technique du renseignement de l'*Air Force* sur les rapports d'OVNI provenant de l'étranger et des États-Unis : *Nous restons en relation étroite avec le Centre technique du renseignement de l'Air Force sur les rapports d'objets volants non identifiés. Cela inclut les rapports provenant des pays étrangers comme des États-Unis*¹⁹².

La DIA, l'organe de renseignements extérieurs du Secrétaire d'État à la Défense et de l'état-major interarmées (*Joint Chief of Staff*), s'intéresse particulièrement aux implications militaires des manifestations d'OVNI. L'incident spectaculaire de Téhéran, en 1976, fait l'objet d'un rapport détaillé qui est adressé à différentes agences gouvernementales, dont la CIA et la NSA, mais aussi au Secrétariat d'État à la Défense, et à la Maison Blanche. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, deux avions de chasse iraniens échouent à intercepter un OVNI. L'un perd le contrôle de ses instruments de vol et de communication lorsqu'il tente de s'en approcher. Le tableau de commande de tir, ainsi que les moyens de communication de l'autre deviennent inopérants quand il veut tirer un missile contre

¹⁹² (1. p90) Mémorandum déclassifié de la CIA du 26 mars 1956.

un objet ayant surgi de l'OVNI, et l'ayant pris en chasse. Le rapport de la DIA souligne que *les OVNI ont fait preuve d'une extravagante manœuvrabilité*¹⁹³.

Dix ans plus tard, la DIA relève un autre incident, impliquant des avions de chasse, cette fois-ci au Brésil. Le 19 mai, trois Mirage lancés à la poursuite d'une vingtaine d'OVNI évoluant en formation se retrouvent encadrés par eux. Le rapport de la DIA précise qu'*il y a ici trop de choses pour pouvoir les ignorer*¹⁹⁴.

3.1.1.2. Espionnage

Mais la collecte des informations étrangères dépasse le cadre des informations dites ouvertes. Elle passe également par l'interception illégale des communications, ou *Signal Intelligence* (SIGINT), l'activité la plus importante du renseignement américain. Celle-ci comprend deux composantes : la *Communication Intelligence* (COMINT) et l'*Electronics Intelligence* (ELINT). La première intercepte et analyse les communications standard des gouvernements et des organisations étrangères, tandis que la seconde cible les supports électroniques et

¹⁹³ (2. p90) Rapport déclassifié de la DIA du 31 août 1977 ; Greenwood, pp. 82-84.

¹⁹⁴ (3. p90) Rapport déclassifié de la DIA de mai 1986 ; Redfern, *A Covert Agenda*, pp. 282-283.

cryptographiques¹⁹⁵. Ces moyens, mis au service de la stratégie intégrale des États-Unis, sont employés dans tous les domaines stratégiques (militaire, économique, diplomatique, scientifique, culturel). Il est donc normal qu'ils soient aussi utilisés en matière d'OVNI. Cependant, la réalité de leur application au sujet des OVNI a été difficile à prouver.

Les organismes de renseignement ont d'abord nié vigoureusement s'intéresser aux OVNI. Puis, lorsqu'ils ont été contraints de déclassifier des documents prouvant le contraire, ils ont prétendu que leur intérêt pour les OVNI était anecdotique, et qu'ils n'espionnaient pas les pays étrangers à ce sujet.

De fait, leurs sélections de documents déclassifiés ne comportent pas d'éléments probants. Les informations étrangères qui y figurent sont essentiellement des collectes de sources ouvertes. Mais on sait que les organismes américains de renseignement pratiquent aussi la collecte ouverte, et qu'ils ont donc l'embarras du choix pour sélectionner ce qu'ils veulent bien communiquer. Tel n'est pas le cas, en revanche, de la NSA, vouée à écouter le monde entier, d'où son surnom d'*oreilles des États-Unis* (*Ears of America*).

Or, l'agence qui affirme *ne porter en aucune manière un quelconque intérêt aux OVNI*¹⁹⁶, et n'avoir donc aucun document à communiquer, se trouve dans une situation

¹⁹⁵ (1. p91) Richelson (4^e édition), p. 180.

¹⁹⁶ (2. p91) Lettre de la NSA adressée en 1976 au chercheur Robert Todd ; citée par Greenwood et Fawcett, p. 181.

inconfortable quand on découvre, sur des documents déclassifiés de la CIA, des références et des renvois à des dossiers qu'elle dit ne pas avoir. En janvier 1980, l'avocat Peter Gersten finit par obtenir la communication de deux documents, sans rapport avec des interceptions, mais se voit refuser la divulgation des autres au nom de la sacro-sainte sécurité nationale. Débute alors une longue bataille juridique, portée jusque devant la Cour suprême, au terme de laquelle la NSA se voit confortée dans son refus. Ce qui paraît être un échec est en fait un demi-succès car, pour justifier son refus de communiquer ses documents, la NSA reconnaît qu'il s'agit bien d'interceptions :

Les rapports COMINT actuellement non communiqués aux demandeurs sont tous établis à partir des interceptions de communications étrangères. La diffusion des ces rapports révélerait les communications qui ont été interceptées et exploitées pour les besoins en renseignement... (Ils) sont classifiés dans leur totalité pour protéger les sources et les méthodes de renseignement¹⁹⁷.

Curieusement, l'agence qui mène une bataille de tranchées en 1980 pour ne pas divulguer les 156 pages de rapport COMINT identifiées par les demandeurs du FOIA, se décide subitement, en 1997, à tous les communiquer. Bien que tous les passages susceptibles d'être intéressants aient été noircis, deux documents rapportent que des avions de chasse soviétiques ont été lancés contre des OVNI, dont un qui parle d'attaque (« for attacking »). Le

¹⁹⁷ (1. p92) Eugene Yeates, *NSA's Director of Policy, affidavit* du 30 septembre 1980 ; Greenwood, p. 187.

refus initial et inflexible de la NSA confirme, en tout cas, que la question des OVNI est bien une composante de la politique américaine de renseignement à l'étranger. Cette prise en charge est, somme toute, logique et n'est pas surprenante.

3.1.2. La surveillance des pays étrangers

Cette surveillance vise à savoir ce que savent ou cachent les puissances étrangères et à mesurer l'intérêt qu'elles portent à la question.

Il est douteux que des puissances étrangères aient sur les OVNI des connaissances dépassant celles des États-Unis. Les documents déclassifiés n'en font pas mention, et on n'y trouve pas d'indice révélant un quelconque intérêt américain pour de possibles secrets étrangers. Ils nous apprennent, en revanche, qu'au début du phénomène, dans les années d'après-guerre, les Américains ont logiquement soupçonné les OVNI d'être fabriqués à l'étranger, comme on l'a vu précédemment.

Il est à l'inverse patent que les États-Unis ont acquis une position prééminente, pour ne pas dire exclusive, dans tous les aspects de la relation au phénomène OVNI : prise en charge, surveillance, connaissances, recherches... Le maintien de cette supériorité passe, entre autres, par la surveillance de l'intérêt des puissances étrangères pour le sujet. La collecte d'informations permet d'évaluer leur

degré d'intérêt, et de déterminer, en conséquence, la désinformation à mettre en œuvre.

3.1.2.1. Collecte de sources ouvertes

Dans ce domaine, on ne dispose que de documents relevant de collecte d'informations ouvertes, mais il est peu vraisemblable que cette surveillance puisse être conduite sans espionnage. On peut raisonnablement avancer que les documents déclassifiés ne sont que la partie émergée d'une politique plus complète. Ils n'en sont pas moins significatifs, et rien moins que mineurs au regard de ce qu'a écrit le premier directeur de la CIA, Roscoe Hillenkoeter : *80 % du renseignement provient de sources ouvertes comme les livres, les magazines et les émissions de radio étrangères, et de la connaissance générale des gens familiarisés avec les affaires étrangères*¹⁹⁸.

Deux organismes assurent l'essentiel du renseignement ouvert, le *Foreign Broadcast Information Service* (FBIS) et le *Joint Publications Research Service* (JPRS) de la CIA. Le premier, créé en 1941, dispose de bureaux répartis dans le monde entier et collecte les informations dans les programmes télévisés et radiophoniques, ainsi que dans les livres et les journaux. Le second fonctionne de manière

¹⁹⁸ (1. p93) Roscoe H. Hillenkoeter, « *Using the World's Information Sources* », *Army Information Digest*, novembre 1948, pp. 3-6 ; cité par Richelson (4^e édition), p. 274.

similaire et fournit chaque semaine une compilation des informations étrangères, notamment sur les sujets nucléaires, scientifiques et technologiques. En plus de leurs activités respectives, les deux fournissent des études spécifiques aux analystes de l'ensemble de la communauté du renseignement américain¹⁹⁹.

Le suivi de la question des OVNI à l'étranger fait partie de leurs missions. Plusieurs centaines de documents déclassifiés communiqués à l'américain John Greenewald²⁰⁰, révèlent quatre centres d'intérêt :

- L'intérêt des États et les moyens qu'ils y consacrent.
- Les recherches technologiques en rapport avec les OVNI.
- Le traitement des médias et l'intérêt de l'opinion publique.
- L'activité des groupements ufologiques.

Il est intéressant de préciser que cette collecte, telle qu'elle apparaît à travers les documents communiqués, n'est pas faite à l'aveugle mais concerne uniquement les pays ennemis ou rivaux des États-Unis. Les pays membres du pacte UKUSA, ou sous influence américaine, n'apparaissent pas dans ces documents. On verra plus loin que cette absence s'explique par la relation de dépendance liant ces pays aux États-Unis sur la question des OVNI.

¹⁹⁹ (1. p94) Richelson (4^e édition), p. 277.

²⁰⁰ (2. p94) John Greenewald, *Beyond UFO Secrecy. The Story of the Black Vault's Pursuit of the Truth*, North Hollywood, Universe Publishing Inc, 2002.

3.1.2.2. La France sous surveillance

La France figure en très bonne place parmi les pays surveillés, en compagnie de la Russie, de la Chine et du Japon qui sont autant de rivaux ou d'ennemis potentiels, susceptibles de concurrencer les États-Unis dans la prise en charge des OVNI.

Un document envoyé depuis l'ambassade des États-Unis à Paris au Département d'État, en mai 1968, et déclassifié par la CIA, qui en a donc reçu copie, a pour titre *Pas d'étude sérieuse des OVNI en France*²⁰¹.

Bien qu'il y ait beaucoup d'amateurs intéressés, aucune étude sérieuse n'est en cours en France. Cette assurance m'a été fournie par M. Salion qui est responsable des relations étrangères de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques (ONERA). M. Salion a précisé qu'un travail de cette sorte patronné par le gouvernement français serait mené en coordination avec l'ONERA.

Le général R. Lehagre, qui coordonne les programmes de recherche militaire au sein du Secrétariat général de la Défense, a assuré qu'il n'y avait pas de projet militaire en cours pour étudier les OVNI.

²⁰¹ (3. p94) *No Serious Studies of Unidentified Flying Objects (UFO's) in France* ; document déclassifié de la CIA du 6 mai 1968.

On s'étonne que l'auteur, Woodruff Wallner, chef adjoint de mission à l'ambassade, donne par deux fois des assurances. C'est que le Département d'État avait des raisons de s'inquiéter. La France était, en effet, sur le point de lancer sa propre étude sur les OVNI, avec le soutien du général de Gaulle²⁰². La volonté gaullienne d'indépendance française se manifesta également sur la question des OVNI. Les propositions présentées par le colonel Jean-Luc Bruneau, et soutenues par le ministre de la Recherche, Alain Peyrefitte, avaient été acceptées en 1967, mais les événements de mai 1968, puis le départ du Président, firent avorter le projet.

Celui-ci fut cependant réalisé en 1977, avec la création du Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés (GEPAN), au sein du Centre national d'études spatiales (CNES). L'activité du GEPAN fit très certainement l'objet d'une importante collecte d'informations. On en trouve une faible trace parmi les documents déclassifiés et expurgés par la NSA. Un document dépourvu de toute indication fait état de la présentation des travaux du GEPAN à son conseil scientifique, en juin 1978. Le texte relève que le rapport est secret, et que l'une de ses conclusions avance que, *derrière le phénomène d'ensemble il y a une « machine volante... dont les modes de sustentation et de propulsion dépassent nos connaissances*²⁰³ ».

²⁰² (1. p95) Gildas Bourdais, *From Gegan to Sepra, The « Official » UFO Studies in France*, IUR, hiver 2000-2001.

²⁰³ (2. p95) P. 6 d'un document déclassifié de la NSA sans date, *French Government UFO Study*.

On constate donc que les Américains ont eu accès au rapport, alors que celui-ci n'a jamais été diffusé au public, et qu'ils ont su relever, parmi les 670 pages, les points qui les intéressaient.

Cet épisode confirme qu'à défaut d'intéresser les Français, les travaux du GEPAN/SEPRA sont bienvenus et appréciés aux États-Unis. Les informations françaises profitent ainsi largement aux Américains qui les reprennent dans de nombreux ouvrages et études²⁰⁴.

3.1.2.3. URSS, Chine et Japon

La possibilité que les ennemis soviétiques étudient les OVNI préoccupe aussi naturellement les États-Unis. On verra plus loin que l'URSS a hésité et tardé à étudier les OVNI, et que la désinformation américaine n'y est pas étrangère. Au pays du secret et des goulags, l'étude des OVNI se fait logiquement à l'abri de la curiosité publique et étrangère. Cependant, en 1967-1968, l'intérêt de scientifiques pour la question déborde dans les médias qui relatent la création d'une commission officielle dirigée par un ancien officier militaire, le major général Stolyarov. Cette bévue est corrigée dans la précipitation, et la presse

²⁰⁴ (1. p96) Voir par exemple le livre de Peter A. Sturrock, *The UFO Enigma, A New Review of the Physical Evidence*, New York, Warner Books, 2000 et *The UFO Briefing Document*.

annonce, sans explication, la dissolution de la commission à peine créée.

Cet événement n'échappe pas au renseignement américain. La page de présentation déclassifiée d'un rapport de la DIA, adressé depuis Moscou, en janvier 1968, par un officier de liaison, souligne à propos de la commission *qu'il est particulièrement intéressant de relever que les Russes ont d'abord divulgué l'existence de la commission et qu'ils prétendent maintenant qu'elle a été dissoute*²⁰⁵.

Depuis, toutes les informations relatives à d'éventuelles études sont systématiquement rapportées. Des 1 764 nouvelles pages déclassifiées par la CIA en 2000, et couvrant la période 1989-1993, presque la moitié concerne l'URSS. Ces collectes d'informations ouvertes relaient les moindres signes d'intérêt officiel pour les OVNI. On trouve ainsi, dans un document amputé et sans date, la nouvelle, reprise par la télévision moscovite, de la création de *la première organisation d'État pour l'étude des objets volants non identifiés... sous le contrôle de l'Académie des sciences de l'URSS et présidée par le docteur Vladimir Azhazha*²⁰⁶.

Les informations sont parfois rassemblées dans des synthèses de plusieurs dizaines de pages, portant des titres tels que *URSS : les médias rapportent une multitude d'observations d'OVNI*. Dans cette synthèse de 42 pages des actualités médiatiques, les analystes relèvent, entres

²⁰⁵ (2. p96) Rapport déclassifié de la DIA du 19 janvier 1968.

²⁰⁶ (1. p97) Rapport de la CIA du 15 avril 1990.

autres, le nouvel intérêt de la presse soviétique pour les OVNI, la création d'un centre de recherches à Moscou, et la déclaration de Gorbatchev pour qui le *phénomène OVNI est réel et nous devrions l'aborder sérieusement et l'étudier*²⁰⁷.

Le Japon, et surtout la Chine sont également étroitement surveillés. La volonté d'une petite ville japonaise balnéaire, Hakui, de créer un centre international d'études sur les OVNI fait ainsi l'objet d'un rapport aujourd'hui déclassifié par la CIA²⁰⁸. En Chine, les réunions ufologiques sont suivies de près, mais ce sont les aspects scientifiques et technologiques liés aux OVNI qui semblent le plus retenir l'attention des analystes. La question des OVNI occupe ainsi les dix premières pages de l'un des rapports d'informations scientifiques et technologiques régulièrement réalisés par le FBIS. Le *China Report Science and Technology* du 26 janvier 1981 analyse un article scientifique sur l'étude du phénomène OVNI en Chine et un autre sur les témoignages²⁰⁹.

En URSS puis en Russie, les développements aéronautiques liés de près ou de loin aux OVNI font l'objet d'une attention particulière. Ainsi, le projet du constructeur aéronautique Saratov de créer un véhicule aérien en forme de soucoupe volante, *Ekip*, fait l'objet de nombreuses transmissions d'informations en 1993 et 1994. De même, le *Joint Publications Research Service* (JPRS) consacre, en

²⁰⁷ (2. p97) Catalogue non daté de rapports de la CIA.

²⁰⁸ (3. p97) Rapport de la CIA du 7 janvier 1994.

²⁰⁹ (4. p97) *Foreign Broadcast Information Service* (FBIS), n° 79, 26 janvier 1981.

1993, un rapport de 10 pages aux recherches du lieutenant-colonel V. Maksimovskiy sur un véhicule en forme de soucoupe volante utilisant une nouvelle forme d'énergie, capable de reproduire certaines performances aéronautiques des OVNI²¹⁰.

La surveillance des pays étrangers permet aussi de savoir ce que ces pays pensent de l'implication des États-Unis dans la question des OVNI, d'adapter la politique de désinformation en fonction des besoins et de mesurer son efficacité en retour (*feed back*). C'est sans doute la raison pour laquelle on trouve un grand nombre d'articles de la presse étrangère sur la situation des OVNI aux États-Unis parmi les documents américains déclassifiés.

3.1.2.4. Renseignement humain

On voit donc que la collecte de renseignement, à partir de sources ouvertes ou fermées, permet aux États-Unis de suivre la question des OVNI chez eux et dans le monde entier. Mais cette collecte n'est qu'un aspect de la politique du renseignement. Le renseignement humain, *Human Intelligence* (HUMINT), l'activité la plus traditionnelle, occupe toujours une place essentielle. L'agent introduit peut à la fois être agent de renseignement et agent

²¹⁰ (1. p98) Catalogue de rapports du *Joint Publications Research Service* (JPRS), 1993.

d'influence²¹¹, récolter des informations et influencer l'activité des cercles d'ufologues. L'infiltration aux États-Unis des groupes ufologiques est bien établie. Elle est légitimée par la Commission Robertson, mise sur pied par la CIA, en 1953, considérant que ceux-ci ont une trop grande influence sur l'opinion publique, qu'ils sont irresponsables et qu'ils peuvent être utilisés à des fins subversives²¹².

L'infiltration de ces groupes est telle que l'on pourrait prendre l'ufologie pour un passe-temps d'agent secret. Ainsi, la plus puissante organisation ufologique américaine, le *National Investigations Committee on Aerial Phenomena* (NICAP), finit par ressembler à une annexe de la CIA.

Le premier directeur de la CIA (1947-1950), le vice-amiral Roscoe Hillenkoeter, fut, de 1957 à 1962, membre de son conseil d'administration. Nicolas de Rochefort, qui en sera vice-président, faisait partie du Bureau de guerre psychologique de la CIA. Le fondateur, et premier directeur du Bureau de guerre Psychologique, le colonel Joseph Bryan III, sera lui aussi membre du NICAP. Quant à Karl Pflock, l'ancien membre de la CIA, et, selon l'expression du capitaine Sheridan Cavitt, du contre-espionnage militaire,

²¹¹ (2. p98) L'agent d'influence est un individu manipulé par un service de renseignement qui exploite sa position pour influencer l'opinion publique ou les mécanismes décisionnels de façon à promouvoir les objectifs du pays pour lequel le service travaille selon la définition de Jacques Baud, p. 22.

²¹² (3. p98) Pp. 22-23 du rapport original.

le *meilleur debunker*²¹³, il dirigea l'antenne locale du NICAP, à Washington DC, au début des années 70²¹⁴. Si on sait que Bernard J.O. Carvalho et G. Stuart Nixon avaient eux aussi des liens avec la CIA, on ignore combien d'autres membres du NICAP ont caché leur appartenance à l'agence.

Cette infiltration permit de mettre en minorité, et de faire démissionner, le major Donald Keyhoe, le directeur du NICAP, en décembre 1969. L'organisation déclina dès lors très rapidement, et fut même dirigée par un agent retraité de la CIA, Alan Hall, à partir de 1978²¹⁵.

L'infiltration des groupements privés et des organismes publics à l'étranger n'a pas encore été démontrée. C'est donc qu'elle est soit inexistante, soit efficace. Considérant qu'il s'agit d'une pratique ordinaire, que la question des OVNI constitue un enjeu, et que le renseignement américain surveille les pays étrangers à ce sujet, la seconde hypothèse est la plus probable. Elle passe par le recrutement ou l'utilisation de personnes, dans la place visée, comme agent de renseignement et/ou agent d'influence. La France, qui a toujours été une cible majeure de la CIA en Europe de l'Ouest, et qui, en lançant sa propre étude sur les OVNI, est susceptible de concurrencer les États-Unis, est très certainement visée.

²¹³ (1. p99) Bourdais, *OVNI : La levée progressive du secret*, Agnières, JMG Éditions, 2001, p. 124.

²¹⁴ (2. p99) Selon Todd Zechel cité par Terry Hansen, *The Missing Times. News Media Complicity in the UFO Cover-Up*, Xlibris Corporation, 2000, p. 181.

²¹⁵ (3. p99) *Ibid.*

3.2. – La guerre contre l'information : empêcher l'autre de savoir

Empêcher la partie adverse de connaître ce que savent et font les États-Unis à propos des OVNI, et ce que sont les OVNI, est le deuxième volet de la guerre de l'information. C'est aussi la première mesure permettant de contrer l'adversaire.

Elle s'apparente de très près au concept de sûreté opérationnelle. L'Opération de Sécurité – *Operation Security* (OPSEC) – vise à empêcher la partie adverse de connaître les moyens, connaissances, forces et intentions. Cela implique d'identifier les informations critiques, les actions qui peuvent être observées par les renseignements adverses, de déterminer quelles indications ceux-ci peuvent acquérir et comment elles peuvent être interprétées, et, en conséquence, de réduire les vulnérabilités²¹⁶.

²¹⁶ (1. p100) *Field Manual 100-6*: <http://fas.org/irp/doddir/army/fm100-6> ; cité par Rainaudi, pp. 60, 81.

3.2.1. Protéger ses informations

Dans la guerre de l'information, la politique de renseignement doit être appuyée par une politique visant à empêcher la partie adverse de savoir, afin de créer une *asymétrie dans l'information, dans la connaissance, donc dans la compréhension ; une asymétrie qui constitue un avantage unilatéral à condition d'être soigneusement dissimulée aux yeux de l'adversaire*²¹⁷. Une collecte d'informations peut être vaine et inutile si l'autre partie en collecte autant.

Les Américains sont d'autant plus sensibles à cet impératif qu'ils ont été traumatisés par la collecte soviétique de leurs secrets atomiques, ce qui permit à l'URSS de développer la bombe atomique plus tôt que prévu, et de bouleverser l'échiquier international.

Dans le cas des OVNI, les États-Unis empêchent les parties adverses de savoir en protégeant leurs informations et en les décourageant.

3.2.1.1. « Clearance and need to know » ou habilitation au secret et besoin de savoir

La protection des informations passe d'abord par le secret. Comme on l'a vu, celui-ci est devenu une

²¹⁷ (2. p100) Lacoste, Thual, p. 19.

composante essentielle du système américain au point de devenir une culture du pouvoir.

Le système du secret appliqué aux États-Unis est très complexe, car il est à l'image de la décentralisation du pays. Chaque organisme, civil et militaire, possède ses normes, classifications et modes de fonctionnement spécifiques. Tous cependant s'inspirent de deux principes simples : l'habilitation et le besoin de savoir (*need to know*). Les informations sensibles sont ainsi protégées par un double système : la classification verticale et le compartimentage horizontal.

— L'habilitation au secret comporte plusieurs niveaux (confidentiel, secret, top secret et peut être au-delà) déterminés en fonction de la gravité des dommages que leur divulgation causerait à la sécurité nationale²¹⁸. L'habilitation respecte généralement l'organigramme hiérarchique, mais n'ouvre pas les coffres de toutes les maisons, lesquelles, par le cloisonnement, confinent les informations de manière stricte, afin de protéger leurs sources et leurs méthodes d'analyse²¹⁹.

— Le *need to know* ou « besoin de savoir » est un système de compartimentage des informations. L'information n'est pas classée telle quelle mais divisée, éclatée en plusieurs catégories (scientifique, technologique,

²¹⁸ (1. p101) William J. Clinton, *Classified National Security Information*, Executive Order 12958 du 12 avril 1995 ; Richelson (4^e édition), p. 425 ; disponible sur : <http://www.fas.org/irp/offdocs/eo12958.htm>.

²¹⁹ (2. p101) Baud, p. 117.

militaire, politique, etc.) ce qui permet de limiter l'accès aux données strictement indispensables à l'exercice des fonctions de la personne autorisée. Ainsi, Harry Truman n'avait pas été mis au courant du Programme Manhattan parce qu'il n'avait pas le *need to know* que possédaient les responsables scientifiques du programme. Ce système est également appliqué au sein de l'USAF. À la fin des années 70, le général George Sylvester, qui était pourtant le chef de la Division des systèmes aéronautiques de l'armée de l'Air, et responsable de tous les programmes aéronautiques, ignorait l'existence du très important programme secret *Have Blue* sur la furtivité²²⁰. Dans les années 90, le nombre de compartimentages au Pentagone était d'environ 10 000²²¹.

Par conséquent, une habilitation top secret n'autorise pas l'accès à tous les documents top secret.

Si la question des OVNI n'a jamais été désignée explicitement, par les ordres exécutifs, comme étant soumise au secret, elle entre cependant aisément dans plusieurs des catégories définies.

Les retombées en matière d'armement concernent la catégorie (a) de l'ordre exécutif de 1995, les *systèmes d'armement*²²². Celles dans les domaines de la propulsion,

²²⁰ (1. p102) Bill Sweetman, « *In Search of the Pentagon's Billion Dollar Hidden Budgets : How the US Keeps its R&D Spending under Wraps* », Janes International Defence Reporter, 5 janvier 2000.

²²¹ (2. p102) Foerstel, pp. 24-28.

²²² (3. p102) *Executive Order 12958, sec. 1.5. Classifications Categories*, pp. 5-6.

des matériaux, des structures et de la furtivité²²³, entrent dans la (e) : *les informations scientifiques et technologiques concernant la sécurité nationale*, tandis que les problèmes de sécurité nationale (violations de l'espace aérien, vulnérabilité des systèmes de défense, dangers potentiels pour l'aviation civile) peuvent être couverts par la (g) : *vulnérabilités ou capacités des systèmes, installations, projets ou plans concernant la sécurité nationale*.

Le secret appliqué aux OVNI ne fait pas de doute. On se souvient du mémorandum du 31 janvier 1949 informant Hoover que *ce sujet (des OVNI) est considéré comme top secret par les officiers du renseignement de l'armée et des forces aériennes*²²⁴.

On conserve à l'esprit l'information transmise par l'ingénieur canadien Wilbert Smith à son gouvernement selon laquelle *l'affaire est le sujet le plus hautement classifié du gouvernement américain, à un degré encore plus élevé que celui de la bombe H*²²⁵.

Ces éléments historiques se trouvent renforcés par les propos tenus par le vice-président Dick Cheney, le 11 avril 2001, en réponse à une question lui demandant, quand il respecterait la promesse électorale, faite par George W. Bush, de dire toute la vérité au sujet des OVNI : *Eh bien, si*

²²³ (4. p102) COMETA, p. 85.

²²⁴ (5. p102) Mémorandum déclassifié du FBI du 31 janvier 1949; Greenwood, Fawcett, p. 159.

²²⁵ (6. p102) Wilbert Smith, mémorandum du 21 novembre 1950.

*j'avais reçu des informations à ce sujet, je suis sûr qu'elles seraient classifiées et que je ne pourrais pas en parler*²²⁶.

3.2.1.2. Cover up

Empêcher l'autre de savoir, c'est aussi maintenir le secret vis-à-vis de son propre peuple. Il faut pour cela prévenir la diffusion d'informations sensibles vers l'opinion publique par une politique de *cover up*.

Les éventuels personnels militaires et civils en charge d'un aspect de la question OVNI peuvent être aisément soumis au secret dans le cadre des lois et des règlements existants. Les militaires non habilités et accidentellement confrontés au problème, tel le lieutenant Salas, y sont contraints, au moins pendant leur service actif.

Le contrôle des civils est plus compliqué. Ils peuvent recevoir des consignes et être soumis à des pressions. Des pilotes civils américains, dont les témoignages constituent des informations d'autant plus sensibles qu'ils émanent de personnes hautement qualifiées, protestèrent ainsi, en 1958, contre le traitement réservé aux pilotes témoins d'OVNI, et 450 d'entre eux signèrent une pétition la

²²⁶ (1. p103) Réponse à une question de Grant Cameron sur *Washington DC Public Radio Station WAMU*, 11 avril 2001.

dénonçant²²⁷. Ceux-ci étaient en effet systématiquement interrogés par l'armée de l'Air sur leurs observations, lesquelles, une fois enregistrées, étaient soumises à un règlement très contraignant. Bien que non spécifique aux OVNI, le JANAP 146 (*Joint Army Navy Air Force Publication*) faisait, de la divulgation d'un rapport officiel d'OVNI, un crime tombant sous le coup de la loi sur l'espionnage (*Espionage Act*), passible, entre autres, de dix ans d'emprisonnement. Cette épée de Damoclès poussa les pilotes à pratiquer l'autocensure.

Le contrôle des informations à la source est complété par celui des relais et des médias d'information. Il s'appuie sur la réticence généralisée, et entretenue, des journalistes à traiter des OVNI autrement que sur le mode humoristique ou sensationnel. Craignant pour leur image de marque, déconcertés par des témoignages parfois ahurissants, et incapables de discerner le vrai de la désinformation, la majorité est, vis-à-vis des autorités, enfermée dans une relation *don't tell, don't ask* (*pas de révélations, pas de questions*), selon le constat du journaliste Terry Hansen²²⁸.

Ce manque de curiosité est aussi entretenu par les relations des agences de renseignement avec la presse. On verra plus loin que celles-ci utilisent différents registres allant de la pression amicale jusqu'aux accords secrets.

²²⁷ (2. p103) John Lester, « *Pilots Ridicule AF Secrecy on Saucers* », *Newark Star-Ledger*, édition du 22 décembre 1958 ; cité par Hansen, p. 162.

²²⁸ (1. p104) Hansen, p. 163.

3.2.2. Décourager les parties adverses

La protection des informations par le secret et le *cover up* est une mesure concrète visant à empêcher les parties adverses de savoir ce qui se passe aux États-Unis, et de s'intéresser à la question des OVNI. Mais encore faut-il avoir un comportement cohérent qui ne donne pas de prise à la curiosité, et décourage les questions. En n'offrant aucun signe d'ouverture sur la question des OVNI, les États-Unis exaspèrent les ufologues, mais surtout, dissuadent les puissances étrangères de poser des questions et de remettre en cause le *statu quo*. Cette dissuasion est appliquée avec une belle constance depuis 1969 et la fin des enquêtes officielles sur les OVNI.

En décembre 1969, le rapport Condon est communiqué au public dans le cadre d'une opération de désinformation blanche, sur laquelle nous reviendrons plus loin. Les conclusions auxquelles est arrivée la commission disqualifient habilement le problème sans le nier et, surtout, permettent de faire sortir la question des OVNI des responsabilités et domaines de compétences de l'*Air Force*. Celle-ci peut enfin se dégager de la gestion publique des OVNI qui l'embarrasse depuis 1947.

Peu importe que le contenu du rapport Condon contredise les conclusions²²⁹, aucun journaliste n'a le temps

²²⁹ (1. p105) Parmi les 90 cas examinés par le comité, 30 demeurent inexploités.

d'éplucher un tel pavé (près de 1 000 pages), et se contente de lire le résumé, lénifiant et trompeur, de 44 pages, qui reconnaît, néanmoins, que la conclusion du rapport est *controversable*²³⁰.

Ce même mois, le secrétaire de l'Air Force, Robert Seamans, annonce la fin du projet *Blue Book*²³¹, qui en fait sera effective en janvier 1970, la cessation des enquêtes officielles, et arrête la position de l'armée sur la question des OVNI : le Département de la Défense n'est désormais plus concerné malgré l'absence d'explication satisfaisante²³². On ne peut pas suivre le colonel David Shea quand il qualifie la gestion par l'USAF de la question des OVNI, et la publication du rapport Condon, de *plus monumentale bourde depuis la bataille des Ardennes*²³³. En effet, l'objectif de *l'Air Force* n'est pas tant d'être crédible que de signifier à tous quelle sera désormais l'attitude des États-Unis : les autorités ne peuvent plus être sollicitées, ni questionnées, car le sujet est définitivement clos.

Cette ligne de défense est tenue sans faiblesse depuis 1969. Chaque demande d'information, à quelque institution que ce soit, est systématiquement renvoyée sur les dossiers du Projet *Blue Book*, déposés aux Archives

²³⁰ (2. p105) University of Colorado, Daniel S. Gillmor (éd.), p. 48.

²³¹ (3. p105) <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/asdpa1.pdf>.

²³² (4. p105) Sur les 12 618 cas étudiés par les différentes commissions et expurgés, c'est-à-dire, non soumis aux réglementations JANAP 146 et *AFM 55-11*, 701 demeurent inexpliqués.

²³³ (5. p105) Greenwood, *Just Cause*, n° 51, novembre 1997.

nationales (on archive les dossiers comme on enterre les problèmes), et est accompagnée d'un rappel, toujours utile, de la position officielle, dont les deux principaux leitmotiv sont :

— *Les OVNI ne sont plus étudiés par le Département de la Défense*²³⁴.

— *Aucune branche du gouvernement des États-Unis n'est actuellement impliquée ni n'a de responsabilité dans des études sur les possibilités de civilisations étrangères avancées sur d'autres planètes ou dans celles sur les objets volants non identifiés*²³⁵.

De nombreux courriers sont adressés directement au président des États-Unis pour essayer de rouvrir le dossier. Ces demandes furent particulièrement nombreuses après l'élection de Jimmy Carter pour des raisons qui seront précisées plus loin²³⁶. Il n'est pas anodin que ce soit l'USAF, et non la Maison Blanche, qui réponde à ces lettres. Le message est clair : tenter de passer par d'autres canaux est vain car, en matière d'OVNI, tous les chemins mènent à l'*Air Force*.

²³⁴ (6. p105) On peut consulter les communiqués officiels sur : <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/>.

²³⁵ (1. p106) Communiqué de presse de la NASA du 5 mars 2002 ; FS-2000-01-015-HQ ; NASA Headquarters, Public Affairs Office – Code P, 300 E Street SW ; Washington DC 20546.

²³⁶ (2. p106) Larry W. Bryant, *UFO Politics at the White House. Citizens Rally'Round Jimmy Carter's Promise*, Woodbridge, The Invisible College Press, 2001.

Cette ligne bleue, celle du rapport *Blue Book*, fut cependant menacée en 1977, quand l'administration Carter essaya de relancer les enquêtes. Le président Jimmy Carter s'étant très probablement heurté au mur du secret, il prit différentes initiatives pour essayer de le contourner.

C'est ainsi que son conseiller scientifique, Frank Press, proposa à la NASA de relancer les enquêtes, et de créer une commission réunissant des scientifiques tels que Carl Sagan. Une telle initiative risquait de créer une brèche dans le front du refus, et d'affaiblir la ligne de défense arrêtée en 1969. Il n'est donc pas surprenant que la NASA ait été fortement encouragée par l'armée de l'Air à ne surtout pas rouvrir le dossier²³⁷ et qu'elle ait pris le conseil de la CIA, qui pourtant, officiellement, se désintéresse du sujet. L'administration déclina donc, avec plus ou moins d'habileté, la proposition, tandis que Jacques Vallée fit savoir à l'assistant de Frank Press, le docteur Schneider, que la NASA ne lui semblait pas être un bon choix et que ni lui, ni le *Collège invisible*, un groupe privé de scientifiques étudiant les OVNI, ne participeraient à cette étude²³⁸. Depuis, la NASA, comme les autres institutions, est aux abonnés absents.

Cette politique de refus décourage les velléités et évite intelligemment de prêter le flanc à la curiosité des

²³⁷ (3. p106) Le colonel Charles Senn, chef des relations publiques de l'Air Force, écrit au lieutenant Duward Crow de la NASA : *J'espère sincèrement que vous réussirez à empêcher la réouverture des enquêtes sur les OVNI.*

²³⁸ (4. p106) Jacques Vallée, *Messengers of Deception : UFO Contacts and Cults*, Berkeley, CA : And/or Press, 1979, pp. 5-6.

puissances étrangères. Les arguments fondés sur l'obsolescence du rapport de 1969, la persistance du phénomène OVNI, et son évolution dans le temps, demeurent sans effet face aux fortifications de la ligne bleue.

Un autre type d'ouverture fut tenté dans le cadre des Nations unies. De 1975 à 1978, la délégation de la Grenade demande une coopération internationale sur la question des OVNI. En 1977, le Premier ministre, Sir Eric Gairy, propose de créer un organisme au sein de l'ONU dédié à l'étude du phénomène OVNI et à la centralisation des informations. On imagine l'hostilité des États-Unis qui avaient déjà refusé de partager leurs connaissances avec l'ONU dans un autre domaine stratégique, celui de l'arme atomique. L'opposition américaine apparaît dans plusieurs documents déclassifiés du Département d'État aux Affaires étrangères²³⁹. Dans les coulisses de l'ONU, les États-Unis mènent des tractations auprès d'autres pays pour faire échouer *la croisade OVNI de la Grenade*. Les États-Unis s'inquiètent de la prochaine réunion du Comité spécial politique de l'ONU, le 27 novembre 1978. Un document de la Mission américaine, demandant au Département d'État des instructions sur la conduite à tenir, rapporte que, l'année dernière, *l'officier de mission (NDLR : MISOFF = Mission Officer) a dû batailler ferme en coulisse pour atténuer la résolution et, en conséquence, faire repousser*

²³⁹ (1. p107) *State Department UFO Reports, range from 1973 to 1994* : <http://www.cufon.org/cufon/cufon-v.htm>.

*le vote d'un an*²⁴⁰. Bien que la Grenade ait mis de l'eau dans son vin, son nouveau projet de résolution *reste inacceptable pour les États-Unis*²⁴¹.

Lors de la réunion, chaque membre exprime son opinion. Les avis sont partagés. Jacques Vallée, invité à titre d'expert, déclare que *malgré l'absence de preuve concluante, le phénomène OVNI est réel parce que les gens croient que c'est réel*²⁴². Il attire l'attention sur la nouvelle croyance sociale en un contact avec des extraterrestres, et déclare que l'étude des aspects psycho-physiologiques du phénomène OVNI ne fait pas partie des missions de l'ONU et qu'elle n'est pas prévue dans son budget²⁴³.

Avec le renversement du gouvernement d'Eric Gairy, en 1979, la proposition de l'un des plus petits pays du monde finit logiquement par capoter. Elle fut la seule alerte pour les États-Unis. Aucun autre membre de l'ONU ne s'est depuis aventuré dans le domaine réservé des Américains, ni tenté de remettre en cause le statu quo implicite.

²⁴⁰ (2. p107) Rapport de la Mission des États-Unis à l'ONU du 18 novembre 1978, p. 2.

²⁴¹ (3. p107) Rapport de la Mission des États-Unis à l'ONU du 23 novembre 1978, p. 1.

²⁴² (4. p107) Rapport de la Mission des États-Unis à l'ONU du 28 novembre 1978, p. 2.

²⁴³ (1. p108) Déclaration de Jacques Vallée au Comité spécial politique de l'ONU le 27 novembre 1978 ; reproduite dans *Flying Saucer Review*, vol. 24, n° 6, avril 1979.

3.2.3. Ignorer les problèmes

La stratégie de dissuasion américaine est intelligemment renforcée par une politique de silence et de mutisme. La question des OVNI n'est pas figée et s'enrichit continuellement de nouveaux éléments. Pour certains, l'accumulation des preuves secondaires finira par atteindre le stade de la masse critique et à faire entrer le phénomène dans notre représentation consensuelle de la réalité. Dans l'immédiat, ces nouveaux éléments interpellent parfois directement le pouvoir américain. Ainsi, en est-il des révélations de Philip J. Corso, lieutenant-colonel à la retraite, et ancien responsable du bureau de la technologie étrangère au sein du Comité de recherche et développement de l'armée. Dans son livre de mémoires, paru en 1997, *Le Jour après Roswell (The Day After Roswell)*, il affirme, entre autres, la réalité du crash d'un engin extraterrestre à Roswell, en juillet 1947, et les efforts américains pour percer et s'approprier la technologie extraterrestre²⁴⁴.

L'attitude de l'armée et des institutions fut très instructive. Fidèle au principe élémentaire de désinformation, qui stipule que ce dont on ne parle pas n'existe pas, elles se gardèrent bien de démentir ou de commenter le livre, malgré une importante effervescence médiatique. Cette abstention est contraire à la politique générale de communication des autorités américaines, mais

²⁴⁴ (2. p108) Philip Corso, William Birnes, *The Day after Roswell*, New York, Simon & Schuster, 1997.

est logique en termes de désinformation. Toute intervention officielle aurait immanquablement attisé l'affaire et prolongé le débat.

Le silence de ces mêmes autorités, face aux critiques du COMETA envers la politique américaine de secret et de désinformation, peut aussi être interprété de la même manière. Nul doute qu'une prise de position aurait conduit la presse nationale à relater l'affaire et donc à attirer l'attention de l'opinion publique. En matière de désinformation, le silence est très souvent d'or.

3.2.4. Le déboutement juridique

Mais parfois, se taire ne suffit plus. Dans une société américaine fortement judiciarisée, la question des OVNI est aussi portée devant les tribunaux. On a vu que c'est la justice fédérale, puis la Cour suprême, qui, en 1980, exempta la NSA des obligations du FOIA.

En 1986, le juge de l'*US District Court* déboute deux plaignantes qui, depuis 1981, demandaient réparation pour des blessures et des problèmes de santé consécutifs à leur rencontre avec un appareil non identifié, en 1980. Dans la soirée du 29 décembre, alors qu'elles circulent sur une route du Texas, Betty Cash et Vickie Landrum, observent un OVNI en forme de diamant au-dessus de la route et ressentent une chaleur intense. L'engin est bientôt rejoint par une escadrille de 23 hélicoptères et le cortège s'éloigne

de la route²⁴⁵. Le soir même, les deux jeunes femmes qui souffrent de brûlures tombent malades. Betty Cash sera hospitalisée 25 fois, développera des cancers et finira par mourir en 1998, tandis que Vickie Landrum perdra, pour partie, la vue. Après avoir vainement entrepris des démarches auprès de l'armée, des agences gouvernementales et de deux sénateurs, pour savoir ce qu'était l'engin et d'où venaient les hélicoptères, les deux femmes intentent un procès. Elles sont défendues par l'avocat Peter Gersten, actuel président du groupement *Citizens Against UFO Secrecy (CAUS)* – Citoyens contre le secret sur les OVNI. Le gouvernement est accusé par les plaignantes d'avoir convoyé un engin extraterrestre, ou un prototype secret, responsable de leurs blessures et maladies. Malgré le témoignage d'un policier et de sa femme ayant vu les hélicoptères, les deux plaignantes perdent le procès au motif que le gouvernement ne peut pas être tenu pour responsable des dégâts causés par un appareil qu'il dit ne pas posséder. De fait, Peter Gersten est bien incapable de prouver l'origine américaine ou extraterrestre de l'engin. Mais que dire des hélicoptères également aperçus par le policier et sa femme ? Une escadrille de 23 d'entre eux peut donc évoluer sans ordre de mission et sans qu'aucun corps de l'armée ne soit au courant ?! Cette incohérence oblige à rendre un jugement ne mentionnant pas leur présence, et exonérant donc l'État américain de la responsabilité de ce qui vole dans son espace aérien !

²⁴⁵ (1. p109) Hall, pp. 226-229 ; Clark, pp. 174-177.

Ce déboutement a efficacement fermé la porte aux procédures judiciaires. Aucune autre affaire importante n'a, depuis, été portée devant les tribunaux, et si Peter Gersten continue à déférer les administrations en justice au sujet des OVNI, il n'obtient pas de résultat important.

3.3. La guerre par l'information : faire tenir à l'autre un savoir corrompu

Empêcher l'autre de savoir s'apparente au contre passif. Lui faire tenir un savoir corrompu relève de la contre-mesure offensive. Il s'agit d'influencer les attitudes de la cible adverse pour l'amener à agir dans un sens favorable.

C'est une stratégie planifiée sur le long terme, mais dont les opérations peuvent être organisées à court terme, pour répondre à des besoins immédiats et/ou non prévus. Le premier rapport de 22 pages de l'*Air Force* sur Roswell (cf. 1.2.2) ressemble ainsi à une contre-mesure précipitée.

Induire l'autre en erreur est une tactique ancienne, déjà énoncée par Sun Tzu cinq siècles avant J.-C., et utilisée couramment par les États dans les domaines militaires, technologiques, scientifiques, et maintenant économiques. Son emploi est encore plus facile sur une question aussi complexe et trouble que celle des OVNI.

3.3.1. Un complément au secret

Altérer la perception du phénomène OVNI permet aux États-Unis de poursuivre plusieurs objectifs.

Cela renforce la protection des informations sensibles et complète le second volet de la guerre de l'information : empêcher l'autre de savoir. La mystification est d'ailleurs considérée comme complémentaire à la stratégie de sûreté opérationnelle, *Operations Security* (OPSEC)²⁴⁶.

En effet, en cherchant uniquement à empêcher l'autre de savoir, on protège certes ses informations, mais dans un coffre-fort si solide et imposant qu'il peut attirer l'attention des parties adverses. On se souvient que celui du Programme Manhattan, malgré une protection maximale, avait fini par être violé.

En revanche, si on noie les informations critiques sous un flot de fausses données, elles sont comme un arbre dans une forêt. Aussi, chaque aspect de la question des OVNI est-il entouré d'une gangue de désinformation qui protège les véritables connaissances acquises par les Américains. Les recherches dans les domaines de la propulsion, des armes et des matériaux inspirées de l'étude des OVNI sont sécurisées par une désinformation attribuant aux États-Unis la possession d'une technologie d'origine extraterrestre. Cette stratégie faite de témoignages, faux documents et rumeurs a certainement intoxiqué et découragé plus d'un service de renseignement étranger.

²⁴⁶ (1. p111) Rainaudi, pp. 60, 81.

Comment prendre au sérieux la question des OVNI et évaluer sereinement la situation quand le complexe militaro-industriel répand lui-même des fariboles, et induit intelligemment chez l'autre l'idée, astucieuse, que les histoires d'OVNI relèvent d'une désinformation visant à dissimuler des programmes aéronautiques secrets²⁴⁷ ?

Répandre de fausses informations permet de mieux protéger ses données et de détourner efficacement la curiosité étrangère vers de fausses pistes. Mais désinformer permet aussi de pouvoir distinguer le signal du bruit, et donc de contrôler la question, ce qui nous ramène au premier volet de la guerre de l'information : savoir.

3.3.2. Distinguer le signal du bruit

En répandant de fausses informations sur les OVNI, en mélangeant le vrai et le faux, les États-Unis se mettent dans la position d'être les seuls à pouvoir distinguer les signaux authentiques du bruit de la désinformation.

Un rapport de l'ambassade américaine de Moscou, adressé au Département d'État, en mars 1968, et déclassifié par la NSA, témoigne de ce « filtrage » par la

²⁴⁷ (2. p111) Cette idée est précisément soutenue par la CIA dont l'historien, Gerald K. Haines, affirme dans un rapport publié en 1997, période de turbulences, que l'on avait favorisé la croyance aux OVNI pour protéger les vols secrets des avions U2 et SR-71 : <http://www.odci.gov/csi/studies/97/unclas/ufo>.

désinformation. Il s'agit de la traduction d'un article de la presse soviétique sur les soucoupes volantes et la situation des OVNI aux États-Unis, sans doute transmis pour des raisons de *feed back* évoquées plus haut²⁴⁸. Un passage de l'article fait écho à l'histoire, très douteuse, d'un crash d'OVNI, en septembre 1952, dans l'île norvégienne de Spitzbergen. Or ce passage a été entouré d'un trait de stylo, et annoté de l'inscription *PLANT*, preuve que l'analyste de la NSA savait que l'information était fausse, et qu'elle avait été « plantée » ou semée. Cette reconnaissance signe l'origine de la désinformation. Une telle opération permet de ne pas perdre de temps à évaluer cette information, contrairement aux parties adverses, en plus de discréditer et de protéger la question, sensible, de Roswell. Il n'est donc pas étonnant que les histoires de crash d'OVNI soient aussi nombreuses que suspectes.

Combien de faux rapports d'OVNI sont-ils ainsi fabriqués de toutes pièces pour occulter un cas authentique ? Logiquement beaucoup, car plus les États-Unis désinforment, mieux ils contrôlent la question, induisent en erreur les parties adverses et renforcent leur position dominante. La désinformation est donc un facteur de puissance d'autant plus grand, que les autres pays s'intéressent peu aux OVNI et ne pratiquent pas la désinformation.

²⁴⁸ (1. p112) Disponible sur le site de la NSA : <http://www.nsa.gov/docs/efoia/released/ufo/ufo21.pdf>.

3.3.3. Influencer les pays étrangers

Faute de pouvoir contrôler les OVNI et les empêcher de se manifester à l'étranger, les États-Unis s'emploient à prévenir toute prise en charge de la question par les puissances étrangères, en influençant les opinions publiques et les autorités.

Manipuler les dirigeants étrangers, en influençant les opinions publiques étrangères, fait partie des tactiques ordinaires et, pour tout dire, banales des grandes puissances. Si l'URSS a été la grande pionnière²⁴⁹, les États-Unis maîtrisent aujourd'hui parfaitement cette politique de « diplomatie publique », qu'ils appliquent à tous les domaines suivant leur concept de stratégie intégrale.

Il est logique que la question des OVNI fasse l'objet de pratiques d'influence. On sait qu'elle est un sujet sensible et stratégique pour les États-Unis, et on a vu que ces derniers surveillent l'intérêt porté par les nations étrangères.

Le contrôle des opinions publiques étrangères s'obtient par différents types d'opérations. Celles, dites tactiques et de consolidation²⁵⁰, préparent l'opinion publique à accepter la désinformation. Ce conditionnement préalable peut développer différentes idées selon les caractéristiques de l'audience étrangère ciblée. Celle de la prophylaxie

²⁴⁹ (1. p113) Voir Volkoff, 1999.

²⁵⁰ (2. p113) *Field Manual 33-5*, 1962 ; *Field Manual 33-1*, 1965 ; *Field Manual 33-1*, 1993 (<http://www.fas.org/irp/doddir/army/fm33-1>) ; Rainaudi, p. 63.

rationaliste est sans doute la mieux implantée dans les pays occidentaux. D'un côté, on induit l'idée que les OVNI relèvent de l'irrationnel ou de considérations non scientifiques, de l'autre, on encourage le rationalisme et la lutte contre la montée de l'irrationnel qui guette nos sociétés en crise. On crée ainsi les conditions d'un rejet intellectuel, culturel et scientifique. Ce conditionnement s'obtient par l'action d'agents et d'organisations d'influence, conscients ou inconscients, dont les travaux, écrits et prises de position verrouillent la question dans le sens désiré.

Une organisation américaine, le *Committee for the Scientific Investigation of Claims of the Paranormal (CSICOP)*, Comité pour l'examen scientifique des prétendus phénomènes paranormaux est fortement soupçonnée par certains de remplir cette fonction. Elle se définit elle-même comme une organisation de propagande rationaliste, luttant contre toutes les formes d'irrationnel, mais elle ne conduit aucune étude scientifique. Son manuel consacre dix-sept pages sur la façon de *gérer les relations avec les médias et le public* contre trois seulement aux aspects scientifiques²⁵¹. Les questions des OVNI et de la parapsychologie sont deux de ses principales cibles et, souligne le journaliste Terry Hansen, deux sujets qui, comme par hasard, intéressent la CIA²⁵². Marcus Allen relève, quant à lui, que *la structure du CSICOP a fini par*

²⁵¹ (1. p114) Hansen, p. 228.

²⁵² (2 p114). *Ibid.*

*ressembler aux organisations développées par la CIA pour masquer ses activités*²⁵³.

La CIA a une longue expérience de l'influence, par l'intermédiaire de groupements discrètement soutenus ou financés, et dont les membres ignorent souvent la filiation. De 1950 à 1967, le *Congrès pour la Liberté de la Culture*, secrètement dirigé par l'agent de la CIA Michael Josselon, manipula les milieux européens intellectuels, littéraires, artistiques et journalistiques pour lutter contre l'influence communiste. Grâce aux 10 millions de dollars injectés par la CIA, le Congrès disposait de *bureaux dans 35 pays, employait des douzaines d'équipes, publiait plus de vingt magazines de prestige, organisait des expositions artistiques, possédait un service d'information et de presse, organisait des conférences internationales de grand renom et récompensait musiciens et artistes par des prix et des spectacles*²⁵⁴. Ce « ministère de la culture », dirigé dans le plus grand secret par la CIA, eut un rôle prépondérant sur l'évolution des sociétés européennes, et en particulier sur celle de la France, pendant la guerre froide. *Les manipulations furent plus ou moins licites, plus ou moins apparentes : de Raymond Aron à Jackson Pollock, en passant par Arthur Koestler, Ignazio Silone et Igor Stravinski, de très nombreuses personnalités du*

²⁵³ (3. p114) Marcus Hallen, « *Behind the Hoaxers – Physicists, Scientist, Stompers and the Secret History of Circle Faking* », The Sussex Circular, n° 33, septembre 1994 : <http://www.greatdreams.com/faking.htm>.

²⁵⁴ (4. p114) Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, Paris, Denoël Impacts, 2003, p. 13.

monde littéraire et artistique ont été généreusement rémunérées, utilisées par les services secrets américains, soit directement par des officiers traitants, soit par l'intermédiaire de fondations²⁵⁵. Une composante vitale de cette entreprise était la « guerre psychologique » visant à amener le sujet dans la direction que vous désirez pour des raisons qu'il croit être les siennes²⁵⁶.

Le CSICOP utilise les arguments les plus bas, mais aussi les plus ravageurs pour discréditer la question des OVNI. Ainsi un de ses membres, le journaliste aéronautique Philip Klass, avança, en 1983, que s'intéresser aux OVNI c'était faire le jeu des Soviétiques, mettre en danger la république et, en définitive, être anti-américain²⁵⁷. De sérieux doutes quant à l'intégrité de membres du comité décidèrent l'un de ses fondateurs, Dennis Rawlins, à démissionner et à le faire savoir. Il dénonça la malhonnêteté de certains en avançant que si un OVNI atterrissait devant eux, ils le cacheraient au public²⁵⁸.

²⁵⁵ (1. p115) *Ibid.*, p. 514.

²⁵⁶ (2. p115) *Ibid.*, p. 16, citant la directive du Conseil national de Sécurité du 10 juillet 1950.

²⁵⁷ (3. p115) Jerome Clark, *The Debunkers vs. the UFO Menace ; Or is Ufology Tantamount to Communism ?*, 1992 : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/debunk1.htm>.

²⁵⁸ (4. p115) Dennis Rawlins, « Starbaby », *Fate Magazine*, n° 34, octobre 1981 : <http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/2002/jun/mo7-007.shtml>.

Avec un budget annuel de 11 millions de dollars²⁵⁹, son propre journal, *The Skeptical Enquirer*, et le contrôle de la maison d'édition Prometheus Books, publiant presque tous les ouvrages dénigrant la question des OVNI, le CSICOP dispose des moyens nécessaires pour diffuser ses idées. De plus, il consacre l'essentiel de ses activités et de ses ressources à créer des filiales à l'étranger, et à organiser des congrès, réunions et séminaires²⁶⁰.

3.3.4. Des actions ciblées

Les stratégies d'influence varient selon les cibles. L'opinion publique américaine n'est pas désinformée de la même manière que celle des autres pays. La désinformation à usage domestique, c'est-à-dire dirigée vers l'opinion publique américaine, semble en effet relever d'une subtile ingénierie sociale. Son objectif paraît être, comme on le verra plus loin, de la familiariser lentement avec l'idée d'une possible présence extraterrestre, suivant un processus asymptotique qui ne dévoile pas d'informations critiques.

Parmi les autres pays, il faut sans doute différencier les pays alliés des rivaux et des ennemis.

²⁵⁹ (5. p115) Dinitia Smith, « *A Vigorous Skeptic of Everything but Fact* », New York Times, édition du 19 juin 2002.

²⁶⁰ (6. p115) <http://www.csicop.org/resources/organizations.html>.

Cette distinction selon les pays s'applique aussi aux opérations d'influence ciblant directement les dirigeants. Les États-Unis pratiquent l'inféodation des pays alliés, et font valoir l'idée de « domaine réservé ». Ils cherchent à dissuader les autres en leur tenant un discours que l'on peut imaginer ainsi : nous avons étudié les OVNI. C'est très compliqué et c'est une source d'ennuis. Au lieu de vous lancer dans des études coûteuses qui ne vous apprendront rien de plus que nous ne savons déjà, et qui vous poseront des problèmes (voyez comme nous avons eu du mal à y mettre un terme), profitez plutôt de notre expérience et dites-nous ce que vous voulez savoir.

Cette offre de collaboration présente l'avantage d'enfermer le pays étranger dans une relation de dépendance qu'affectionnent particulièrement les États-Unis, et qu'ils appliquent également pour étendre le système d'écoute ECHELON dans le monde (acceptez l'implantation d'une base sur votre territoire et nous vous fournirons tous les renseignements dont vous avez besoin). Cela permet également d'injecter directement la désinformation au plus haut niveau des autorités étrangères.

3.3.5. Désinformation amplifiante et réductrice

Différents types de désinformation sont utilisés par les États-Unis pour faire tenir à la partie adverse un savoir corrompu. Le COMETA a établi une distinction très pertinente, ayant fait école, entre deux types : la

désinformation réductrice et celle amplifiante²⁶¹. La première permet de banaliser les cas en avançant toutes sortes d'explication, même invraisemblables, s'adressant à *ceux qui ne souhaitent pas admettre la possibilité de l'hypothèse extraterrestre*. On a vu plus haut que l'astronome Donald H. Menzel avait ainsi avancé successivement trois explications différentes, et contradictoires entre elles, pour rendre compte de l'observation faite par Kenneth Arnold le 24 juin 1947 (cf. 1.1.3).

La désinformation amplifiante vise à semer la confusion en noyant les vraies informations sous un flot de fausses, souvent délirantes ou inquiétantes, pour ridiculiser le sujet et déstabiliser les gêneurs.

3.3.6. Désinformation blanche, grise et noire

On peut également distinguer les opérations de désinformation selon leur origine. L'état-major militaire américain les différenciait ainsi dans les années 50²⁶² :

²⁶¹ (1. p117) 264 COMETA, p. 79.

²⁶² (2. p117) Gary L. Whitley, *PSYOP Operations in the 21st Century*, US Army War College Research Project, Carlisle Barracks, Pennsylvania 17013, 10 avril 2000, pp. 4-5 ; Armées des États-Unis d'Amérique, *Joint Chiefs of Staff, Doctrine for Joint Psychological Operations*, Washington DC, JCS Publication 3-53, 10 juillet 1996.

— La désinformation blanche est émise par une autorité ou une institution officielle, qui tire parti de sa légitimité pour rendre crédible le message qu'elle délivre.

— La grise provient d'une source non officielle, mais entretenant des rapports avec les institutions, auxquelles elle peut servir de paravent ou de masque, pour jeter le trouble et la confusion.

— La propagande noire est l'œuvre de faux informateurs répandant des mensonges souvent grossiers, pour saper le moral de l'adversaire.

La désinformation blanche correspond à la position des autorités américaines sur les OVNI depuis 1969 et la fin des enquêtes officielles. La grise est répandue, entre autres, par des agents de renseignement civils ou militaires, prétendant agir à titre privé, et faisant des révélations sur l'implication des autorités. La désinformation noire est activée par des opérations clandestines, et vise à créer un climat de psychose et de paranoïa.

Cependant, cette distinction est probablement aujourd'hui obsolète et dépassée, en raison des progrès réalisés par les Américains en matière de guerre psychologique depuis les années 50.

La guerre de l'information appliquée aux OVNI par les autorités américaines est donc complexe mais néanmoins ordinaire. Si la question des OVNI est atypique, les moyens employés pour son traitement semblent être conventionnels. C'est l'ignorance des stratégies et des méthodes de guerre cognitive qui conduit certains à

surestimer l'importance accordée à la question des OVNI et, paradoxalement, à altérer un peu plus la perception commune.

Les OVNI sont pour les Américains une question et un enjeu de sécurité nationale parmi d'autres, et donc traités comme tels. À ce titre, la question s'inscrit dans une stratégie globale. Elle est marquée par les rapports du fort au faible, développés aujourd'hui par l'hyper-puissance américaine envers les pays étrangers.

3.3.7. À quoi jouent les États-Unis ?

Cette guerre de l'information est riche car soutenue. L'actualité des OVNI est en permanence alimentée par des révélations spectaculaires qui tournent court, et des divulgations de documents explosifs se révélant ensuite être des faux habiles. Le vrai est souvent associé au faux, créant un mélange déconcertant. Pour certains, ce sont des fuites organisées, relevant d'une désinformation presque « pédagogique », afin d'acclimater progressivement l'opinion publique à la présence extraterrestre. Pour d'autres, au contraire, il s'agit d'une désinformation destinée à alimenter la croyance aux extraterrestres, pour faire diversion et camoufler d'autres secrets, bien terrestres.

De fait, l'évolution de la question des OVNI aux États-Unis, depuis 1969, est troublante. Alors que la question est officiellement enterrée en 1969, et que l'opinion publique

se désintéresse enfin des OVNI, lesquels continuent pourtant à se manifester, elle se trouve relancée à partir de 1973. Cette année-là, deux producteurs californiens de documentaires, Robert Emenegger et Allan Sandler, se voient proposer, par deux membres du Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air (AFOSI), un prétendu film réalisé par l'armée sur l'atterrissage d'une soucoupe volante et le débarquement d'extraterrestres²⁶³. Ils discutent même des modalités avec le chef des relations publiques à l'armée de l'Air, le colonel William Coleman²⁶⁴. Évidemment, les deux producteurs ne disposeront jamais du film promis, mais l'intérêt pour la question des OVNI se trouve relancé, et bientôt entretenu par les révélations et divulgations de documents évoqués précédemment et qui, depuis, n'ont pas cessé.

Pourquoi les États-Unis, et eux seuls, ont-ils ranimé un problème dont ils avaient mis si longtemps à se débarrasser ? Pour lever progressivement les secrets ? Les rumeurs d'une prochaine levée circulent depuis cinquante ans, et semblent plutôt relever d'une politique de désinformation visant, au contraire, à les faire perdurer. Déjà, au début des années 50, pour faire patienter leurs alliés, les États-Unis leur faisaient miroiter une prochaine révélation qui ne vint jamais. Dans une lettre secrète, datée

²⁶³ (1. p119) Clark, p. 301 ; Robert Emenegger, « *UFO's Past, Present and Future* », New York, Ballantine Books, 1974.

²⁶⁴ (2. p119) Billy Cox, « *Network Joins Search for "Truth". Sci-Fi digs for UFO info, but is it a hoax for ratings ?* », *Florida Today*, édition du 1^{er} novembre 2002 : <http://www.floridatoday.com/!NEWSROOM/peoplestoryA34252A.htm>.

de janvier 1951, adressée à l'ingénieur Wilbert Smith, du ministère des Transports canadien, le troisième secrétaire de l'ambassade du Canada à Washington, Gordon Cox, écrit : *La position officielle est toujours que personne à l'ambassade ne sait quoi que ce soit sur le sujet [des OVNI]* et qu'il est, avec l'ambassadeur, *particulièrement intéressé par toute indication sur une possible déclaration officielle du gouvernement américain*²⁶⁵.

La levée des secrets ressemble à une arlésienne qui maintient le public en haleine et permet de faire patienter les irréductibles. De plus, elle est, *a priori*, incompatible avec les objectifs de la guerre de l'information, et surtout avec la stratégie de domination des États-Unis.

On ne peut pas non plus admettre que les États-Unis entretiennent le phénomène OVNI, et la croyance qui en découle, pour dissimuler d'autres projets, sauf à supposer qu'ils seraient assez maladroits ou incompetents pour obtenir, avec une belle constance, depuis plus d'un demi-siècle, des résultats contraires qui empoisonnent nombre d'administrations, sapent la relation de confiance citoyen-État, et qui peuvent ouvrir des poursuites judiciaires pour avoir menti et incité le peuple à croire aux OVNI extraterrestres. Camoufler des prototypes secrets de l'armée de l'Air ne vaut pas de courir de tels risques. De plus, ce n'est pas l'opinion publique qu'il faut induire en erreur, mais les services étrangers, lesquels sont peu sensibles aux mythes populaires. Les États-Unis auraient plus de chances de sensibiliser les autres pays aux OVNI

²⁶⁵ (3. p119) <http://www.presidentialufo.8m.com/embassy.htm>.

s'ils ne démentaient pas aussi vigoureusement, et depuis si longtemps, tout intérêt pour la question.

Le pourquoi de la relance de la question des OVNI dans les années 70 tient probablement à la nature même de la guerre de l'information. Celle-ci oblige à anticiper en permanence afin de ne pas être pris au dépourvu, à créer ou orienter les événements pour mieux contrôler et contrer, à conserver l'initiative pour garder la main.

Cette relance a sûrement été conçue de manière stratégique. Peut-être pour parer au possible échec du rapport Condon, critiqué de toutes parts. À moins que ce ne soit par précaution, considérant que le silence et le calme plat sont fragiles, et qu'ils n'empêchent pas les apparitions d'OVNI, les témoignages d'anciens responsables travaillés par leur conscience, ni les initiatives de pays étrangers. La mainmise des États-Unis sur la question des OVNI pourrait être en effet menacée si le phénomène se déployait de manière spectaculaire. Plutôt que de laisser le phénomène OVNI engendrer une situation indésirable, les États-Unis ont, semble-t-il, choisi de lui offrir un environnement adapté, une pseudo-réalité destinée à l'intégrer et à le contrôler. Grâce à cette politique de « reformatage », les OVNI sont réels mais erratiques, et restent la propriété des États-Unis. En matière de désinformation, comme en matière d'influence, il convient de couvrir tout le spectre relatif au sujet, le pour, le neutre, son contraire, le rationnel et l'irrationnel. Ainsi, à chaque événement non contrôlé, on peut faire jouer la partition idoine.

4. LA FRANCE, UN PAYS DÉSINFORMÉ

La France est en matière d'OVNI le pays des paradoxes. La question des OVNI n'y possède pas de légitimité scientifique ou intellectuelle reconnue, alors qu'il existe, depuis 1977, une structure officielle d'enquête scientifique. Elle y est moins bien admise que dans d'autres pays, alors que nous disposons d'un ensemble de données de qualité souvent supérieure, validant la réalité d'un phénomène physique et inexplicable. La publication des enquêtes du GEPAN sous forme de notes techniques²⁶⁶, et les prises de position ouvertes, et néanmoins prudentes, du responsable du Service d'expertise des rentrées atmosphériques (SEPRA), Jean-Jacques Vélasco, sur la réalité physique des OVNI et leur supériorité technologique²⁶⁷, représentent une avancée qui, curieusement, n'atteint pas l'opinion publique française, acquise aux explications sociologiques,

²⁶⁶ (1. p121) Les notes sont aujourd'hui disponibles sur : <http://www.ldi5.net/ovni/sepra.html#pub> et <http://www.ufocom.org/pages/v fr/m invest/Gepan/gepan.html>.

²⁶⁷ (2. p121) Jean-Claude Bourret, Jean-Jacques Vélasco, *OVNI la Science avance*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 95. « Mon opinion, qui, je le souligne, n'engage que moi, est la suivante : il existe dans notre espace des objets qui échappent à tout contrôle de la part des autorités civiles et militaires et qui utilisent des technologies dépassant les nôtres. »

psychologiques et culturelles. Pire, cette recherche publique est sévèrement dénigrée par des opposants virulents.

4.0.1. Régression

Autrefois précurseur, la France a régressé dans la prise en charge de la question OVNI. Le GEPAN a été transformé en SEPRA, et ses moyens ont été réduits de manière drastique. Un récent article du Figaro révélait que le responsable du SEPRA devrait même probablement payer de sa poche le billet de train Toulouse-Paris pour aller rencontrer ses homologues péruviens²⁶⁸. Ce changement paraît s'inscrire dans une tendance générale lourde poussant certains responsables à choisir d'être sérieux et attentistes avant d'être intelligents et audacieux.

Alors que l'Assemblée Nationale abordait timidement la question des OVNI en 1954²⁶⁹, elle la réduit aujourd'hui à un phénomène de croyance : *L'ufologie est la croyance en la pluralité des mondes habités et à la réalité des visiteurs de l'espace : elle postule en d'autres termes l'existence*

²⁶⁸ (1. p122) Fabrice Nodé-Langlois, « OVNI : l'État doit y consacrer plus de moyens », *Le Figaro*, édition du 20 novembre 2002.

²⁶⁹ (2. p122) Question du 7 octobre 1954 de M. de Léotard à M. le secrétaire d'État aux Forces armées au sujet des instructions et de la prise en chasse des « soucoupes » ou « cigares », *Journal officiel* du 27 janvier 1955, débats parlementaires, question 13687.

*d'extraterrestres*²⁷⁰. La comparaison avec la prise en charge parlementaire britannique est édifiante. Le désintérêt et la peur du ridicule rendent muets les députés et les sénateurs français tandis que leurs homologues, de la Chambre des communes et de la Chambre des lords, en discutent régulièrement, et, comme on le verra plus loin, n'hésitent pas à poser des questions, parfois embarrassantes, au gouvernement²⁷¹.

Quand la presse nationale française ouvrait largement ses colonnes au phénomène OVNI, et pas toujours avec discernement, jusqu'aux années 70, elle ignore aujourd'hui superbement la publication du rapport COMETA, ou relaie essentiellement des critiques. Le document, rédigé par un collège d'anciens auditeurs de l'institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN) et d'experts de différents horizons, évalue les implications du phénomène OVNI en termes d'enjeu stratégique²⁷². De façon sobre et rigoureuse, le COMETA met en évidence la réalité physique des OVNI, et attire l'attention sur l'insuffisance des moyens consacrés à leur prise en charge.

²⁷⁰ (3. p122) Rapport n° 2468 fait au nom de la Commission d'enquête sur les sectes enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 22 décembre 1995 : <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-enq/r2468.asp>.

²⁷¹ (4. p122) Au moins 120 fois entre 1953 et 2001 selon le recueil *Hansard* compilant les débats parlementaires : http://www.smartgroups.com/vault/ufoinquiry/Hansard/ufo_hansard_extracts.doc.

²⁷² (1. p123) COMETA, 1999.

À données égales, la prise en charge de la question des OVNI paraît être en France inférieure à celle des autres grandes puissances. Le sujet est prisonnier d'un débat verrouillé et en vase clos, dont la toile de fond est le scepticisme passif de la communauté scientifique et intellectuelle.

Devant l'impossibilité de contrôler pleinement les OVNI en tant que sujet d'étude et d'expérimentation, les prises de position hostiles de certains scientifiques médiatiques orientent l'opinion générale de la communauté. Quand l'astronome André Brahic déclare, du haut de sa notoriété, que la question des OVNI est indigne des scientifiques²⁷³, il ne jette pas seulement un anathème, mais pratique l'intimidation intellectuelle visant à décourager toute velléité chez ses confrères qui, heureusement, ne le suivent pas tous.

Dans ce climat général de dogmatisme, un scientifique ne peut afficher son intérêt pour la question sans craindre pour son image et sa carrière, tandis que les rares voix prônant une étude sérieuse du phénomène ne parviennent pas à se faire entendre. Dans un livre, totalement passé sous silence par les médias, l'astronome Pierre Guérin a décrit l'hostilité de ses collègues, et les manœuvres de certains d'entre eux qui n'acceptaient pas ses prises de position ouvertes²⁷⁴.

²⁷³ (2. p123) André Brahic, *Enfants du Soleil, Histoire de nos Origines*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1999, pp. 312-313.

²⁷⁴ (3. p123) Pierre Guérin, *OVNI, les mécanismes d'une désinformation*, Paris, Albin Michel, 2000.

4.0.2. Rationalisme idéologique

Cette absence de légitimité scientifique est aggravée par le combat idéologique de certains groupes, se réclamant du rationalisme, pour qui la question des OVNI est l'ombre menaçante de l'irrationnel et de l'obscurantisme guettant nos sociétés en crise. Leur engagement est d'autant plus virulent qu'ils pensent protéger les crédules, comme d'autres défendent les faibles, et qu'ils se sentent investis d'une mission de prophylaxie intellectuelle. La question des OVNI étant un sujet en friche, non reconnu et sans repères, des charlatans et des groupes sectaires l'ont certes investi et doivent être dénoncés. Le pays du GEPAN/SEPPRA est aussi celui de Raël, alias Claude Vorillon, le fondateur français d'une secte internationale affirmant préparer la venue des extraterrestres, et prétendant avoir cloné des êtres humains.

Cependant, les opposants ne s'attaquent pas seulement à ces dangers mais à la totalité de la question OVNI, sans distinction, comme s'il s'agissait de combattre le mal et de le déraciner. Ainsi, pour mieux contrer l'essor des médecines parallèles et défendre l'orthodoxie médicale, ils livrent un combat scientifique aux disciplines médicales non académiques, comme l'homéopathie ou l'acupuncture qualifiées de fausses sciences²⁷⁵. Selon la même logique, ils

²⁷⁵ (1. p124) <http://www.zetetique.ldh.org/dossiers.html> et <http://www.unice.fr/zetetique/articles/articles.html>.

n'admettent pas l'existence du SEPRA et s'emploient à le déstabiliser. Récemment, trois figures prétendant défendre le rationalisme, attirèrent l'attention de plusieurs directeurs du CNES sur le message internet d'un irresponsable ou d'un malveillant, attribuant à Jean-Jacques Vélasco des propos selon lesquels le CNES était convaincu de la réalité extraterrestre des OVNI²⁷⁶. Feignant hypocritement de s'inquiéter pour la réputation et la crédibilité du CNES, ils s'adressèrent directement à la direction du CNES, alors que les propos étaient faux et qu'ils avaient été démentis presque aussitôt. La reprise et l'accélération d'une fausse information sont deux techniques de désinformation utilisées ici pour nuire au SEPRA et à son responsable.

Il est vrai que malgré sa prudence, sa discrétion et des moyens limités, ce service public contribue à légitimer la question des OVNI. Aussi, n'est-il pas surprenant que les enquêtes du GEPAN, vantées à l'étranger, soient dénigrées en France par plusieurs de ces groupes. Tout aussi navrante et révélatrice est l'attitude d'un journal à prétention scientifique comme *Science et Vie*. En 1980, il confie à des idéologues le soin de se prononcer sur le GEPAN. Le résultat est aussi prévisible que navrant. Sur huit pages, dans la rubrique *Parapsychologie* (!), le GEPAN est dénigré avec des mots d'esprit du genre

²⁷⁶ (2. p124) Message du 20 octobre 2002 sur la liste de discussion Magonie.

*GEPAN donc je suis, de même qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, le GEPAN ne fait pas la soucoupe*²⁷⁷.

Cette croisade intellectuelle, qui n'est pas surprenante dans un pays coutumier des combats idéologiques, est aveugle et déforme les données sérieuses de la question des OVNI.

Dans cet environnement défavorable, les particuliers s'intéressant au sujet le font généralement de manière isolée, et dans la plus grande discrétion, ou bien se regroupent dans de petits cercles, plus ou moins structurés s'inspirant du modèle des anciennes sociétés savantes. La question se trouve ainsi confinée dans une désespérante marginalité intellectuelle, dont cherchent à la faire sortir quelques rares esprits.

4.0.3. Pénurie d'informations et désinformation

La situation française présente deux symptômes : la pénurie d'informations relatives aux OVNI, et la déformation de celles qui arrivent jusqu'à l'opinion publique. Alors que l'actualité des OVNI est riche et soutenue²⁷⁸, rares sont les informations qui sont relayées par les médias français. Cette disproportion est spécifique à la France. Le sujet est traité communément dans la

²⁷⁷ (1. p125) Gérard Barthel, Jacques Bruckner, Michel Monnerie, « *GEPAN donc je suis* », *Science et Vie*, avril 1980, pp. 27-34.

²⁷⁸ (2. p125) Voir les bulletins hebdomadaires de George Filer sur <http://filersfiles.com> et de Ufo Roundup sur <http://ufoinfo.com/roundup>.

presse anglophone et régulièrement abordé dans les médias russes²⁷⁹. Même en Chine, où la presse n'est pas libre, les OVNI sont bien plus souvent évoqués qu'en France. La population chinoise est familiarisée avec les OVNI (le rapport COMETA a été traduit en chinois et amplement vendu), et les autorités semblent être intéressées par les implications technologiques.

À cette pénurie d'informations s'ajoute la déformation. Quand la commission d'enquête du GAO publie son rapport sur l'affaire de Roswell, en juillet 1995, les rares journaux français qui le mentionnent réussissent le tour de force de lui faire dire le contraire de ce qu'il contient. Alors qu'il refuse d'avaliser l'explication de l'armée de l'Air sur le train de ballons *Mogul*, et prend soin de préciser que *le débat sur ce qui s'est écrasé continue*, pour le journal *Libération*, la commission *met un coup d'arrêt à une vieille rumeur*²⁸⁰, et *admet la version de l'armée de 1994*²⁸¹. Il est encore plus navrant d'apprendre, grâce à Gildas Bourdais, que *L'Événement du jeudi*, du 24 août 1995, confond purement et simplement le rapport du GAO avec celui de l'*Air Force* (!) : *Le 28 juillet 1995, le rapport*

²⁷⁹ (3. p125) Consulter le site internet en anglais de la Pravda et taper « ufo » dans son moteur de recherche pour lire les articles sur les OVNI : <http://english.pravda.ru/>.

²⁸⁰ (1. p126) Pierre Lagrange, Fabrice Nodé-Langlois, « *L'Armée US dégonfle ses OVNI. Une commission du Congrès met un coup d'arrêt à une vieille rumeur* », *Libération*, 8 août 1995.

²⁸¹ (2. p126) Anne Taverne, « *La Casette de Pradel, un objet vendeur non identifié* », *Libération*, 31 août 1995.

*tombe. Oui, l'armée a menti, mais il s'agissait en réalité de cacher la présence d'un ballon top secret*²⁸².

La déformation des informations relatives aux OVNI est quasi permanente. Le dernier exemple criant date de 2001, avec l'annonce de la fermeture du Bureau britannique des soucoupes volantes (*British Flying Saucer Bureau*). Dans son édition du 23 avril 2001, le célèbre quotidien britannique *The Times* annonce : *Le bureau des OVNI ferme ses portes parce que les aliens boudent la Terre*²⁸³. L'information est ensuite reprise par plusieurs rédactions européennes et par presque tous les médias français. C'est, en effet, un bon produit médiatique : humoristique, anecdotique, illustrant l'excentricité britannique et renforçant l'aspect ridicule de la question des OVNI. Le journal *Le Figaro* fait ainsi de l'esprit : *Volante est la soucoupe, violente est son absence*²⁸⁴.

Mais derrière son apparence anodine, cette nouvelle présente plusieurs caractéristiques de la désinformation :

— La falsification de l'information : il s'agissait en fait d'une suspension normale d'activité pour congé estival, et non d'une fermeture définitive due à une quelconque baisse du nombre d'observations d'OVNI.

²⁸² (3. p126) Gildas Bourdais, *Sont-ils déjà là ?*, Paris, Presses du Châtelet, 1995, p. 199.

²⁸³ (4. p126) Simon de Bruxelles, « *UFO Bureau Shuts as Aliens Shun Earth* », *The Times*, 23 avril 2001, p. 7.

²⁸⁴ (1. p127) Guy Baret, « *Londres ferme le Bureau des soucoupes volantes* », *Le Figaro*, 24 avril 2001.

— L'amplification : alors que l'association s'est abstenue de tout communiqué et de toute déclaration, le journaliste du *Times*, Simon de Bruxelles, transforme un non-événement local en une nouvelle nationale, puis internationale.

— La disproportion entre l'amplitude médiatique donnée à cette information et la petitesse du bureau, une modeste association privée, créée en 1953, et inconnue de la plupart des ufologues.

— Le refus du journal *The Times* de donner un droit de réponse au président, Denis Plunkett, de publier son démenti, ou d'apporter une correction à l'article initial.

La fausse information marqua donc d'autant plus les esprits français qu'elle était séduisante, que l'appellation Bureau britannique faisait songer à un organisme officiel, et que l'association était trop modeste pour pouvoir réagir.

On reconnaît la bonne désinformation à ce qu'elle résiste au temps ainsi qu'aux démentis, et à ce qu'elle est souvent resservie à l'opinion publique, tel un plat réchauffé. Ainsi le quotidien régional *L'Indépendant* écrit, en été 2003 : *C'est une nouvelle qui est passé presque inaperçue alors qu'elle est sinon importante, au moins très significative : les Anglais ont fermé, il y a quelques semaines* (NDLR : c'était il y a plus de deux ans !), *leur bureau londonien d'étude et de surveillance des OVNI*²⁸⁵. Le temps et les démentis passent, la désinformation reste.

²⁸⁵ (2. p127) « *Quoi de neuf ?, OVNI* », *L'Indépendant*, édition du vendredi 27 juin 2003, p. 38.

Grâce à ce traitement disproportionné, les Français ont plus entendu parler de cette obscure organisation étrangère que du COMETA. Cette aberration résume à elle seule l'ampleur du problème français.

Faut-il pour autant en faire porter la responsabilité aux seuls États-Unis engagés dans la guerre de l'information, dont on a vu qu'elle cible, entre autres, la France ? Non, car celle-ci est d'abord victime d'elle-même. Plusieurs de ses particularités rendent en effet difficile la prise en charge de la question des OVNI et favorisent la désinformation.

4.1. Une culture étrangère

Bien que des OVNI soient aperçus aux quatre coins de la planète, le phénomène intéresse d'abord les pays anglophones, et surtout les États-Unis. En un demi-siècle, ceux-ci ont développé une connaissance et accumulé une documentation incontournables. À côté des études officielles et des documents déclassifiés, la recherche privée américaine, forte et structurée, a considérablement enrichi l'état des connaissances publiques. Ceci pose un problème d'accessibilité car les informations sont en anglais. C'est un handicap pour les Français qui s'intéressent à la question car peu d'entre eux maîtrisent l'anglais, et parce que les livres traduits en français sont

rares. Ainsi les ouvrages essentiels que sont celui du capitaine Edward Ruppelt²⁸⁶, le rapport Condon²⁸⁷, les synthèses de Richard H. Hall²⁸⁸, *The UFO Briefing Document*²⁸⁹, et celui de Barry Greenwood et Lawrence Fawcett sur les documents déclassifiés²⁹⁰ n'ont pas été traduits. À l'inverse un livre phare de la désinformation amplifiante, celui de William Cooper criant à la conspiration entre extraterrestres et dirigeants politiques, est disponible en français²⁹¹.

De ce constat, il ressort que la maîtrise de la langue de Shakespeare est malheureusement indispensable à toute étude sérieuse de la question des OVNI.

Sa prise en charge est donc freinée par ce problème d'accessibilité. Elle est aussi pénalisée par la forte empreinte culturelle américaine. En France, les OVNI sont un sujet sans racine intellectuelle ni culturelle profonde. Ils font référence aux fictions cinématographiques et

²⁸⁶ (1. p128) Edward Ruppelt, *The Report on Unidentified Flying Objects*, New York, Doubleday, 1956.

²⁸⁷ (2. p128) University of Colorado, *Scientific Study of Unidentified Flying Objects*, 1969.

²⁸⁸ (3. p128) Richard H. Hall, *The UFO Evidence*, 1964 ; *The UFO Evidence, a Thirty Year Report*, 2001.

²⁸⁹ (4. p128) Don Berliner, Marie Galbraith, Antonios Huneus, *Ufo Briefing Document*, The UFO Research Coalition, 1995, New York, Dell Publishing, 2000.

²⁹⁰ (1. p129) Greenwood, Fawcett, 1984.

²⁹¹ (2b. p129) Milton William Cooper, *Le Gouvernement secret*, suivi de *Opération Cheval de Troie*, Louise Courteau (éd.), C.P. 481 Lac St Louis Esr, Saint Zénon, Québec, Canada, 1989.

télévisées américaines, non à notre culture. Au moins les histoires de fantômes, sorcellerie, monstres et autres phénomènes surnaturels ne nous sont-elles pas étrangères, car elles font partie de notre patrimoine culturel. Tel n'est pas le cas des OVNI qui sont un thème récent et estampillé américain.

Au problème de sa nature étrangère s'ajoutent des considérations sur sa qualité. Pour les Français, les OVNI font partie du folklore culturel américain, synonyme de sous-culture ou d'absence de culture. Ce jugement est renforcé par les sentiments de supériorité qu'éprouvent beaucoup de Français vis-à-vis de la culture américaine. Les OVNI peuvent intéresser des mangeurs de pop-corn, mais pas abuser des Français trop civilisés pour être crédules. La condescendance culturelle est aussi renforcée par des explications d'ordre psychanalytiques, décrivant les Américains comme dominés par une psychologie infantine primaire, qui les pousserait vers le merveilleux, l'épopée et le mystère, par opposition aux Latins, et particulièrement les Français, qui seraient systématiquement dubitatifs et critiques²⁹².

La tendance générale en France est de considérer la question des OVNI comme un mauvais produit d'importation culturelle, et de réduire l'intérêt qu'elle suscite à une forme d'acculturation.

Mais les OVNI ne sont pas les seuls à porter l'empreinte des États-Unis. Le combat rationaliste mené en France

²⁹² (3. p129) Guillaume Faye, *Les Extraterrestres de A à Z*, Paris, Éditions Dualpha, 2000, pp. 98-99.

contre la question des OVNI a lui aussi des ramifications américaines. Toutes les grandes associations françaises, dites rationalistes, dénigrant la question des OVNI sont liées au très influent CSICOP américain : le Laboratoire de zététique, le Cercle zététique, l'Association française pour l'information scientifique (AFIS) et le Comité français pour l'étude des phénomènes paranormaux²⁹³. Même l'Union rationaliste, pourtant orientée politiquement à gauche, est également liée par l'intermédiaire de son ancien président, Evry Schatzman, et de son secrétaire, Yves Galifret, qui en sont membres²⁹⁴. Les liens sont parfois étroits. Le Laboratoire de zététique, du professeur Henri Broch, a été nommé par le CSICOP *Center for Inquiry – France*²⁹⁵, tandis que l'Américain James Randi, un des cofondateurs du CSICOP, est membre d'honneur du Cercle zététique²⁹⁶.

Faut-il pour autant réduire leur combat prétendument rationaliste à cette relation ? Certes pas. On relève, cependant, que si la zététique, dont se réclament le laboratoire et le cercle du même nom, est un art du doute fondé en Grèce quatre siècles avant Jésus-Christ, elle fut remise à la mode par le CSICOP, et servit même de titre à sa revue, *The Zetetic* rebaptisée depuis *The Skeptical*. La zététique internationale est aujourd'hui américaine avant d'être universelle, et donc, sans doute pas le meilleur moyen de défendre le rationalisme au pays de Descartes.

²⁹³ (1. p130) <http://www.csicop.org/resources/organizations.html>.

²⁹⁴ (2. p130) <http://www.csicop.org/about/fellows.html>.

²⁹⁵ (3. p130) <http://www.unice.fr/zetetique>.

²⁹⁶ (4. p130) <http://www.zetetique.ldh.org/cz.html>.

Quant à leurs positions sur la question des OVNI, elles épousent malheureusement celles de détracteurs américains acharnés, tels Philip Klass (celui qui insinue que les ufologues seraient communistes) et James Oberg (pour qui, on le verra, l'astronaute James MacDivitt a confondu en 1968 le propre étage de sa fusée avec un OVNI parce qu'aveuglé par des gouttes d'urine !). Il n'est donc pas étonnant que les signatures de ces derniers soient mêlées à celles d'Henri Broch, d'Evry Schatzman et de Yves Galifret dans la revue *The Skeptical Inquirer*, ni que leurs écrits soient cités sur leur sites²⁹⁷. Déjà, dans les années 50, Evry Schatzman faisait la promotion des idées de Donald Menzel, l'astronome lié à la CIA et la NSA qui chercha à « déboulonner » l'observation de Kenneth Arnold (cf. 1.1.3).

4.2. Une hérésie intellectuelle

L'astronome Pierre Guérin raconte, dans son livre, comment il fut accusé, lors d'une conférence, de commettre une grave régression intellectuelle en réintroduisant sur Terre les puissances du Ciel que la Science avait mis si longtemps à chasser²⁹⁸.

²⁹⁷ (1. p131) <http://www.unice.fr/zetetique/biblio.html>.

²⁹⁸ (2. p131) Guérin, p. 70.

Cet incident illustre le poids de l'humanisme anthropocentrique en France. Ce concept forgé par le philosophe américain Michael Zimmerman²⁹⁹, et souligné par le COMETA³⁰⁰, met en lumière les raisons qui incitent l'Homme à se croire seul dans l'Univers et les conséquences qui en découlent sur l'organisation de la planète.

En révoquant les dieux et en plaçant la condition humaine au centre de ses préoccupations, au nom de l'humanisme, la philosophie occidentale a érigé en principes les notions de libre arbitre et de souveraineté. Et si l'homme moderne a revu à la baisse l'étendue de son libre arbitre, en acceptant les déterminismes dévoilés par la psychanalyse et la sociologie, il n'est cependant pas prêt à renoncer à sa souveraineté. Il l'est d'autant moins que la Science l'a défini comme un accident cosmique, un produit du hasard, une exception dans l'univers. Il est ainsi passé du statut d'unique enfant de Dieu à celui du hasard. De création divine, il est devenu un accident naturel. C'est par ses yeux que l'univers prend conscience de lui-même selon la belle formule d'Hubert Reeves³⁰¹. C'est parce qu'il est seul que l'Homme peut déterminer ses droits et ses devoirs. Pour Zimmerman, disciple d'Heidegger, l'humanisme anthropocentrique serait ainsi la cause originelle du pillage des ressources naturelles, de

²⁹⁹ (3. p131) Dr. Michael E. Zimmerman, « *Are We Afraid ?* », *Quest For Knowledge Magazine*, vol. 1, n° 3, juillet 1997, pp. 38-39.

³⁰⁰ (4. p131) COMETA, p. 83.

³⁰¹ (1. p132) Hubert Reeves, *Patience dans l'azur*, Paris, Éditions du Seuil, 1981, fig. 32-33.

l'exploitation anarchique et abusive de la planète³⁰². Au-delà, il structure profondément les cadres de la pensée politique, scientifique, philosophique et religieuse. Ce rôle de pilier le rend nécessaire au maintien du système actuel, et donc réfractaire à l'hypothèse extraterrestre.

Le poids de l'humanisme anthropocentrique est alourdi en France par la douloureuse histoire de la séparation de l'Église et de l'État, au début du XX^e siècle. L'anticléricalisme virulent de la III^e République et de ses instituteurs, « les hussards noirs », a façonné les esprits de plusieurs générations, et renforcé l'aversion laïque contre toute forme de puissance céleste. Or, les OVNI sont généralement perçus comme la manifestation de telles puissances, ainsi que l'indiquent l'accusation faite à Pierre Guérin et les discours des témoins de rencontre rapprochée³⁰³. Ce n'est donc pas un hasard si certains invoquent la défense des valeurs républicaines pour rejeter la question obscurantiste des OVNI.

Sur le terrain de l'incompatibilité avec ces principes, d'autres vont beaucoup plus loin et recourent sans vergogne, au thème fédérateur de la démocratie en danger pour se livrer à des manœuvres et des outrances. Quand Pierre Lagrange compare insidieusement ceux qui

³⁰² (2. p132) Zimmerman, *Contesting Earth's Future : Radical Ecology and Postmodernity*, New York, Reprint Books, 1997.

³⁰³ (3. p132) Voir la réaction de l'épouse du témoin de l'affaire de l'amarante, en 1982 : « Les puissances étrangères se sont posées dans le jardin » ; CNES/GEPAN, note technique n° 17, Enquête 86/06, « *L'amarante* », 21 mars 1983 ; Toulouse, p. 30 ; disponible sur : <http://www.ldi5.net/pdf/gepan/nt17.pdf>.

contestent la version officielle des autorités américaines sur Roswell à des négationnistes³⁰⁴, et les accuse de *révisionnisme roswellien*³⁰⁵, il prouve qu'il a bien assimilé l'un des procédés essentiels, et terriblement efficace, de la subversion psychologique : charger la cible de valeurs négatives. Lorsque Jacques Tarnero écrit que, *sous la boule de cristal, les OVNI et autres colifichets pagano-chamanoïdes rampent l'inégalité naturelle, la biopolitique, la vision raciale du monde, la réhabilitation du nazisme*³⁰⁶, on se demande qui sont les véritables « conspirationnistes ».

En deçà de ces excès, le rejet global de la question des OVNI bénéficie du soutien passif des intellectuels français, préoccupés de l'hygiène intellectuelle de notre société, surveillant ses dérives et la propagation des idées dangereuses. Roland Barthes avait ouvert la voie, en 1957, en qualifiant les soucoupes volantes de mythe anthropomorphique petit-bourgeois³⁰⁷, ignorant par là même que la croyance aux extraterrestres existait déjà du

³⁰⁴ (4. p132) Lagrange, p. 181 ; Interview de Pierre Lagrange réalisée par Béatrice Vallaeys, *Libération*, édition du 30 mars 2002.

³⁰⁵ (5. p132) Pierre Lagrange, Clarisse Le Friant, Guillaume Godard, « *Sont-ils parmi nous ? La nuit extraterrestre* », Paris, Découvertes, Gallimard, 1997, p. 85.

³⁰⁶ (1. p133) Jacques Tarnero, « *Le Négationnisme, ou le symptôme des temps pervers* », *Revue d'Histoire de la Shoah*, n° 166, mai-août 1999 : <http://www.antirev.org/textes/Tarnero99a>.

³⁰⁷ (2. p133) Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Éditions du Seuil, 1957.

temps de Lucrèce, bien avant l'apparition de la petite et moyenne bourgeoisie³⁰⁸.

Dans une société aujourd'hui inquiète, l'intellectuel médiatisé est avant tout un défenseur des acquis républicains menacés de toute part, c'est-à-dire un conservateur. La question des OVNI n'ayant pas de légitimité reconnue et étant essentiellement perçue à travers ses dangers sectaires, il la rejette ou la laisse aux scientifiques. Or, en tant que magistère, la science n'est pas à même de prendre en charge la question des OVNI.

4.2.1. Le dogmatisme scientifique

La science s'est bâti un système de valeurs et de références qui s'appuie sur la mythification de certains événements illustrant sa lutte contre les pouvoirs politiques et religieux, et leurs représentations erronées de la réalité. L'affaire Galilée lui sert à cet égard de mythe fondateur. Mais, de même que l'interprétation symbolique de cet événement est très éloignée de la réalité³⁰⁹,

³⁰⁸ (3. p133) David Dubois, *Dieu et les extraterrestres*, Éditions Naturellement, 2002, pp. 14-17.

³⁰⁹ (1. p134) Le procès pour héliocentrisme voulu par le pape, ami de Galilée, permit en fait de ne pas le juger pour ses théories hérétiques sur la matière qui niaient la trans-substantiation, et donc l'eucharistie, et de contrer les jésuites qui souhaitaient sa mort. Le symbole de la science opprimée ne fut ni emprisonné ni interdit de recherches ou de publications, et ne prononça jamais la tirade célèbre *Et pourtant elle tourne*. Voir à ce sujet le livre de Pietro Redondi, *Galilée hérétique*, Paris, Gallimard, 1985.

reconnaissons que si l'autorité est l'ennemie de la science, la science s'est libérée de l'autorité religieuse et, dans une moindre mesure, politique, pour devenir elle-même une autorité dans la société civile. Et, en tant que telle, elle est passée d'une logique de contestation à une logique de conservation. Quand l'homme de science d'autrefois était en rupture avec la culture dominante, largement imprégnée de dogmes religieux qui étaient pour lui autant de contre-vérités scientifiques, le scientifique des temps modernes n'éprouve plus autant le besoin de combattre le système culturel. Ce dernier est en effet largement fondé sur les acquis scientifiques et reconnaît à la science un rôle et une responsabilité morale sans précédent dans la conduite de la société.

En tant que magistère, la science ne peut donc cautionner la question des OVNI. De ce fait, et comme le dit le professeur Auguste Meessen, *il ne suffit pas d'accumuler de plus en plus de témoignages et de données objectives pour modifier les attitudes de la communauté scientifique par rapport au phénomène OVNI*³¹⁰. Si l'hypothèse d'une intelligence extraterrestre est humiliante pour beaucoup de scientifiques, ainsi que le reconnaît Hubert Reeves³¹¹, que peut-il en être de celle d'une présence clandestine dans notre environnement ?! La possibilité que nous soyons étudiés ou observés à notre

³¹⁰ (2. p134) Auguste Meessen, « Où en sommes-nous en ufologie ? », *Infoespace*, n° 101, janvier 2001, p.10 ; disponible sur : <http://www.meessen.net/AMeessen/Ufologie>.

³¹¹ (3. p134) J. Heidmann, A. Vidal-Majar, N. Prantzos, H. Reeves, *Sommes-nous seuls dans l'Univers ?*, Paris, Fayard, 2000.

insu est insupportable au scientifique car elle inverse la nature de son rapport à la réalité (expérimentateur/sujet), et menace son autorité. Déjà, en 1961, le Comité des questions scientifiques et astronautiques de la Chambre des représentants estimait que *de tous les groupes, les scientifiques et les ingénieurs pourraient être les plus affectés par la découverte de créatures relativement supérieures car ces professions sont plus tournées vers la maîtrise de la nature que vers la compréhension et l'expression de l'homme*³¹².

Le comportement furtif des OVNI et leur apparente supériorité technologique sont synonymes d'une relation d'inégalité très déplaisante. Au moins le scénario de la détection par signaux d'une civilisation extraterrestre très éloignée de la Terre permet-il de maintenir les dieux à distance et de communiquer sur un pied d'égalité. À défaut d'être efficace, le programme SETI (*Search for Extraterrestrial Intelligence*) est diplomatiquement bienvenu et ménage les susceptibilités.

À la question de savoir ce qu'il ferait s'il apercevait un jour une soucoupe dans le ciel, le mathématicien et président de l'Association des écrivains scientifiques français François Le Lionnais répondit tranquillement qu'il détournerait la tête pour ne pas la voir³¹³. Même le

³¹² (1. p135) US House of Representatives, Report of the Committee on Science and Astronautics, *Proposed Studies on the Implications of Peaceful Space Activities for Human Affairs* ; prepared for the NASA by the Brookings Institution, 87th Congress, 1st Session, Report n° 242, 18 avril 1961, pp. 225-226.

³¹³ (2. p135) Guérin, p. 240.

grand Einstein, qui concéda que les gens voyaient beaucoup de soucoupes, sembla trouver le sujet trop dérangent. Il écrivit ainsi à propos des témoins et des OVNI : *Ces gens ont vu quelque chose. Ce qu'est ce quelque chose, je ne le sais pas et je ne veux pas le savoir*³¹⁴.

Si donc la question des OVNI est scientifiquement difficile, elle est philosophiquement périlleuse. Étudier la question des OVNI, c'est amorcer un changement de paradigme dont on sait qu'il est semblable aux révolutions³¹⁵.

4.2.2. Un précédent historique : le refus des météorites

L'histoire des aveuglements de la science prouve que celle-ci peut être prisonnière de considérations idéologiques, et en France plus qu'ailleurs, en raison du poids des idéologies et de leur influence sur les scientifiques.

Le refus d'étudier les OVNI est souvent comparé à celui d'admettre les météorites à la fin du XVIII^e siècle. Contrairement à ce que l'on croit, l'Académie des sciences n'a pas refusé de prendre en compte les preuves disponibles, mais a *invité les physiciens à faire de*

³¹⁴ (3. p135) Lettre d'Albert Einstein à L. Gardner du 23 juillet 1952, in *Pensées intimes*, Monaco, Éditions du Rocher, 2000, p. 191.

³¹⁵ (4. p135) T.S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1989.

*nouvelles observations sur ce sujet*³¹⁶. Néanmoins, le comportement général des scientifiques et des intellectuels de l'époque vis-à-vis des météorites présente des similitudes avec celui de ces mêmes élites envers les OVNI aujourd'hui. Ce sont :

— Le rejet des preuves testimoniales : ni la quantité ni la qualité des témoignages n'ont de prise sur le dogme. Les paysans de l'époque sont des témoins aussi peu qualifiés, et donc pas crédibles, que le public rapportant aujourd'hui des observations d'OVNI.

Le 30 août 1790, le maire, le procureur et tous les administrés de la commune de la Grange-de-Juillac, près d'Agen, témoignent par procès-verbal avoir assisté à une pluie de météorites dont certaines ont été ramassées et envoyées à Paris. Le *Journal des sciences utiles* écrit :... *combien [de lecteurs] ne gémiront-ils pas aujourd'hui en voyant une municipalité tout entière attester, consacrer par un procès-verbal en bonne forme, ces mêmes bruits populaires qui ne peuvent qu'exciter la pitié, nous ne disons pas seulement des physiciens, mais de tous les gens raisonnables... Toutes les réflexions qu'il suggère se présentent d'elles-mêmes au lecteur philosophe, en lisant cette attestation authentique d'un fait évidemment faux, d'un phénomène physiquement impossible*³¹⁷.

³¹⁶ (1. p136) Jean-Paul Poirier, *Ces Pierres qui tombent du ciel. Les météorites, Du prodige à la science*, Paris, Le Pommier-Fayard, 1999, pp. 37-38.

³¹⁷ (2. p136) *Ibid.*, pp. 41-43.

— L'analyse scientifique orientée et le recours aux conclusions de fortune : quand en 1768, une météorite portant des traces de vitrification est ramassée près de Lucé, l'Académie des sciences l'analyse, notamment Lavoisier, et conclut qu'il s'agit d'une pierre banale frappée par la foudre malgré les témoignages des paysans qui l'ont vu tomber³¹⁸.

— La disqualification du problème scientifique en croyance populaire : au XVIII^e siècle, le peuple croit voir des pierres tomber du ciel parce qu'il est superstitieux et qu'il veut y voir un signe céleste, tout comme la population contemporaine, influencée par l'imaginaire de la science-fiction, croit voir des OVNI.

— L'action d'influence et la leçon sur la science : le déni scientifique se transforme en une leçon sur la science dont *les idéologues apprennent au bon peuple crédule les règles de la rationalité scientifique*³¹⁹. Les correspondants régionaux de l'Académie des Sciences sermonnent les paysans d'autrefois comme les scientifiques raisonnent aujourd'hui l'opinion publique.

— La reculade intellectuelle : la France accepte tardivement (1803), après l'Allemagne et l'Angleterre, la nature extraterrestre des météorites, mais pas encore leur origine lointaine. Laplace, Biot et Poisson avancent

³¹⁸ (3. p136) *Ibid.*, pp. 33-35.

³¹⁹ (1. p137) Isabelle Stengers, *L'anomalie belge*, préface du livre *Vague d'OVNI sur la Belgique II, une énigme non résolue*, Bruxelles, SOBEPS, 1994, p. 8.

qu'elles proviennent de volcans lunaires contre l'avis des Allemands Chladni et Von Humbolt.

La comparaison avec la question des OVNI est donc pertinente mais limitée car les météorites ne sont pas intelligentes, ni ne représentent un intérêt stratégique. Cependant, pour Jean-Paul Poirier, auteur d'une très intéressante étude sur les météorites, *la comparaison souvent faite entre le cas des météorites et celui des OVNI n'a aucun fondement... car... les OVNI sont du domaine de l'expérience psychique*³²⁰. Les arguments soutenant cette position méritent d'être relevés tant ils sont symptomatiques de l'état de la question des OVNI en France. L'auteur avance que le phénomène OVNI repose uniquement sur des *témoignages vagues et discordants*. Cette affirmation contient à elle seule deux contre-vérités, et révèle que Jean-Paul Poirier ne s'est pas documenté sérieusement. Plus révélateur, il cite le rapport Condon comme une véritable et honnête évaluation, conduite par des scientifiques *sincères et soucieux de démontrer leur ouverture intellectuelle*, montrant que 90 % des cas relevaient de phénomènes physiques normaux. Passons sur l'erreur de pourcentage (70 % au lieu de 90 %), mais arrêtons-nous sur l'opinion qu'il a de cette commission. À l'évidence, il ignore tout de sa véritable nature et du contenu du rapport.

Il ne sait sans doute pas que l'un des membres de la commission, le professeur David Saunders, a révélé, dans

³²⁰ (2. p137) Poirier, pp. 9, 80.

un livre accablant, comment le travail de celle-ci avait été délibérément biaisé³²¹, ni qu'il avait été renvoyé de la commission pour avoir divulgué à la presse un mémorandum interne de Robert L. Low, administrateur de la commission, précisant comment parvenir à des conclusions négatives : *Notre étude sera conduite exclusivement par des personnes qui n'y croient pas et qui, même si elles ne pourront probablement pas prouver un résultat négatif, pourront fournir un ensemble impressionnant de preuves qu'il n'y a aucune réalité dans les observations. Le truc serait, je le pense, de présenter le projet de telle manière que pour le public, il apparaisse comme une étude tout à fait objective alors que pour la communauté scientifique il présenterait l'image d'un groupe de sceptiques faisant de leur mieux pour être objectifs mais avec un espoir pratiquement nul de trouver une soucoupe*³²².

Il doit aussi ignorer que la commission a travaillé uniquement sur les cas les plus fragiles et les moins intéressants, et que l'armée de l'Air ne lui a pas communiqué ceux touchant à la sécurité nationale³²³. Il n'a

³²¹ (1. p138) David R. Saunders et Roger R. Harkins, *UFOs ? Yes ! Where the Condon Committee Went Wrong*, New York, The New American Library Inc, 1968.

³²² (2. p138) *Ibid.*, p. 129.

³²³ (3. p138) « *Reports of unidentified flying objects which could affect national security are made in accordance with JANAP 146 or Air Force Manual 55-11, and are not part of the Blue Book system* », mémorandum déclassifié du général de brigade C.H. Bolender, Air Force's Deputy Director of Development en date du 20 octobre 1969.

sûrement pas eu non plus connaissance du rapport de l'Institut américain d'aéronautique et d'astronautique (AIAA), récusant le travail de la commission Condon pour son manque flagrant de rigueur, ainsi que pour la contradiction entre la conclusion négative, qui relève en fait d'opinions personnelles, et le nombre de cas irrésolus figurant dans le rapport, presque 30 %³²⁴.

Jean-Paul Poirier semble ignorer tout cela et c'est normal. Car ni sa formation scientifique, ni probablement son expérience professionnelle, ne l'ont préparé à envisager le rapport Condon sous la forme d'une opération de désinformation. On ne peut pas évaluer la question des OVNI comme celle des météorites car il y a, entre les deux, toute l'altération de la guerre de l'information. On peut certes regretter que la question des OVNI soit d'abord stratégique avant d'être scientifique et philosophique, et qu'elle ne soit pas seulement une affaire de savants³²⁵, mais la majorité de ceux-ci n'est pas formée à distinguer le signal du bruit de la désinformation. Si le professeur David Saunders a pu la déceler dans les travaux de la commission Condon, c'est parce qu'il l'avait déjà croisée, en tant que scientifique du programme Manhattan, dont il détaille quelques-unes des techniques de secret³²⁶, et en raison de sa formation de psychologue.

³²⁴ (4. p138) American Institut of Astronautics and Aeronautics, *Appraisal of the UFO Problem*, vol. 8, n° 11, novembre 1970, pp. 49-51.

³²⁵ (1. p139) Charles-Noël Martin, « *Les "Soucoupes" doivent être une affaire de savants* », Science et Vie, avril 1974, pp. 64-73.

³²⁶ (2. p139) Saunders, p. 105.

4.2.3. Une désinformation spontanée

Une idée n'est pas acceptée pour la part de vérité qu'elle contient, mais en fonction de sa capacité à être en phase avec les idées dominantes ou à la mode. Il a fallu que celles des camps d'extermination nazis et celle des goulags soviétiques déploient leur réalité de manière violente, et tragique, pour être enfin acceptées alors que des informations étaient disponibles depuis longtemps. On ne peut pas décemment comparer la question des OVNI à ces tragédies, mais les mécanismes de l'aveuglement sont similaires. Des informations existent mais ne sont pas prises en compte, car les OVNI ne nous affectent pas directement ni ne nous menacent. Ils demeurent discrets, erratiques et sous-jacents à la réalité. Ils peuvent donc être refoulés des consciences.

La propension à l'aveuglement face à des phénomènes perturbant les représentations consensuelles de la réalité génère une désinformation particulièrement pernicieuse. Parce qu'elle est issue de la contradiction entre l'hypothèse d'OVNI extraterrestres et nos conceptions, cette désinformation est spontanée, presque naturelle et invisible. Elle s'entretient elle-même en un cercle vicieux :

— L'hypothèse d'OVNI extraterrestres étant la moins recevable, on privilégie les explications alternatives.

— Celles-ci ne manquent pas car, les OVNI n'étant pas un objet scientifique conventionnel, la science en délègue implicitement l'étude aux chercheurs en sciences sociales.

— Les éclairages de ces derniers modèlent la question, orientent la perception commune et, en définitive, renforcent le rejet de l'hypothèse extraterrestre.

— Les médias servent de caisses de résonance, en traitant les rares incursions du sujet dans l'actualité sous cet aspect, et en élevant ces chercheurs au rang d'experts.

C'est ainsi que Pierre Lagrange, auteur d'une étude sociologique réductrice sur l'affaire de Roswell³²⁷, se prononce dans le quotidien *Libération* sur le rapport COMETA³²⁸. Or, indépendamment de son parti pris, le sociologue qu'il est n'a pas les compétences pour évaluer les implications scientifiques, militaires et stratégiques étudiées dans le rapport par de véritables experts (généraux, amiraux, ingénieurs, scientifiques). En offrant une pleine page à Pierre Lagrange, dans un contexte de pénurie d'informations, *Libération* a indiscutablement abusé ses lecteurs. Car l'article dépasse la simple critique, aussi virulente soit-elle, et fait la part belle à un procédé bien connu : l'inversion.

— Le rapport du COMETA ridiculiserait le sujet des OVNI pour le liquider, alors qu'il demande plus de moyens

³²⁷ (1. p140) Lagrange, 1996 ; voir la critique de son livre par Bourdais, Roswell et la Rumeur de Roswell : <http://www.ufocom.org/UfocomS/gildas991011.htm>.

³²⁸ (2. p140) Pierre Lagrange, « OVNI soit qui mal y pense », *Libération*, édition du 21 juillet 1999, p. 5.

pour sa prise en charge, ce qui permet à Lagrange de se poser intelligemment en défenseur des OVNI et des ufologues.

— Les auteurs du rapport sont accusés de pratiquer ce qu'ils dénoncent, la désinformation amplifiante, sans doute pour avoir ironiquement décrit Lagrange comme une *victime de la désinformation réductrice*³²⁹.

— Leurs compétences sont contestées, et mises en opposition, de façon démagogique, avec celles des *nouvelles catégories d'expert* : les ufologues et les spécialistes en sciences humaines.

— En prolongement, il appelle à *dépasser* les évaluations scientifiques et militaires sous couvert d'ouverture intellectuelle :

Rédigé de manière habile, et dans un style plaisant, l'article a certainement restreint la portée du rapport auprès du lectorat du journal. Incidemment, il se révèle moins brillant qu'il n'y paraît car, à abuser de l'inversion, on finit par dévoiler la réalité comme sur négatif photographique. Une fois connue cette grosse ficelle, il est facile de décoder Pierre Lagrange lorsqu'il plaide *pour une sociologie irréductionniste des OVNI* qui ne les réduirait plus à de simples phénomènes mentaux³³⁰, et pour une nouvelle approche susceptible d'amener les scientifiques à s'intéresser aux OVNI.

³²⁹ (1. p141) COMETA, p. 78.

³³⁰ (2. p141) Lagrange, « *Reprendre à zéro. Pour une sociologie irréductionniste des OVNI* », Inforespace, n° 100, juin 2000.

Depuis des années Pierre Lagrange tient un discours d'une remarquable élasticité qui invite à :

— Élargir le débat aux aspects sociologique, psychologique et épistémologique, au risque de perdre de vue les informations importantes et de les relativiser.

— Valoriser les « parasciences », au nom de la démocratisation des sciences dures, et y intégrer la question des OVNI, alors que celles-ci sont considérées comme des pseudo-sciences, ou des fausses sciences, par l'opinion publique et la majorité des scientifiques.

— Niveler par le bas les échelles de valeur pour donner à l'interprétation des sciences humaines autant de poids et de légitimité que ceux des sciences dures.

L'approche sociologique, indispensable, ne doit pas conduire à valoriser les aspects fragiles en dépréciant les plus solides. Certes, le phénomène OVNI a d'indiscutables dimensions sociologiques et psychologiques qui doivent être étudiées afin de les dégager des composantes physiques, de détacher le mythe du phénomène. Mais on s'étonne de voir le sociologue Pierre Lagrange sortir de ce sujet d'étude, et de son domaine de compétence, pour s'attaquer aux aspects matériels, et plus précisément à la possibilité qu'un engin extraterrestre ait été récupéré par l'armée américaine à Roswell.

Réduire l'affaire de Roswell à une rumeur et prétendre expliquer *comment un événement banal (le crash d'un*

train de ballons Mogul) devient un mythe soucoupique³³¹, revient à vouloir la faire passer, tout entière, par un trou de serrure, sociologique en l'occurrence.

On s'interroge quand le fin connaisseur qu'il est de l'affaire, déforme, ampute ou ignore des témoignages clés³³² et évacue avec empressement la question cruciale des matériaux récupérés. On sourit lorsqu'il exprime le souhait *d'enfin en finir avec Roswell* dans un numéro de sa revue *Anomalies* frappée du logo de l'*Air Force*³³³, et quand il présente l'ancien agent de la CIA, Karl Pflock comme celui d'*Anomalies*³³⁴.

Pierre Lagrange ne se contente pas d'écrire que *les OVNI sont une façon de faire de l'idéologie*³³⁵, il le prouve.

La réplique de Pierre Lagrange à la publication du rapport COMETA illustre la nécessité de monter rapidement au créneau médiatique pour contrer une information gênante. La première impression est toujours déterminante et il très difficile de la modifier par la suite. La publication, par *Libération*, d'un autre article positif

³³¹ (1. p142) Pierre Lagrange, « *Extraterrestres, la grande arnaque* », *Science et Vie*, n° 935, août 1995, pp. 90-91.

³³² (2. p142) Bourdais, *Roswell et la Rumeur de Roswell*: <http://www.ufocom.org/UfocomS/gildas991011.htm>.

³³³ (3. p142) *Anomalies*, n° 4, octobre 1998, p. 3.

³³⁴ (4. p142) *Anomalies*, n° 5, mars 1999, p. 3.

³³⁵ (5. p142) Lagrange, *La Rumeur de Roswell*, p. 76.

sur le rapport, cinq mois après celui de Lagrange, n'a pas pu corriger l'effet initial et est passé presque inaperçu³³⁶.

Sur un sujet aussi déconcertant, l'opinion publique, peu familière et mal documentée, fait naturellement confiance aux « experts » désignés et tend à réfléchir « par procuration ». De plus, quand l'expert en question est seul dans sa discipline, et qu'il présente les apparences de sérieux, d'objectivité et d'ouverture intellectuelle, son influence est grande et sa parole redondante. Ainsi l'hebdomadaire *L'Express* résonna-t-il des propos de Pierre Lagrange dans un article l'élevant au rang de *meilleur connaisseur de l'ufologie*, et amplifiant son opinion par une surenchère verbale : « *OVNI : un rapport délirant*³³⁷ ».

Le fossé qui sépare cet article de celui, ouvert et intelligent, publié vingt ans plus tôt par le même hebdomadaire sur les OVNI³³⁸, révèle à quel point la prise en charge de la question a régressé en France. Quand, en 1979, le journaliste Jérôme Dumoulin prenait la peine d'interroger le commandant Cochereau, de la Gendarmerie nationale, et le directeur du GEPAN, Alain Esterle, Marc Traverson se contente, en 1999, de reprendre et d'amplifier les propos de Pierre Lagrange.

³³⁶ (6. p142) Alain Leauthier, « *En Attendant E.T.* », *Libération*, édition des 25 et 26 décembre 1999, p. 33.

³³⁷ (1. p143) Marc Traverson, « *OVNI : un rapport délirant* », *L'Express*, 5 août 1999.

³³⁸ (2. p143) Jérôme Dumoulin, « *OVNI : mythe et réalité* », *L'Express*, n° 1466, 11-17 août 1979, pp. 58-62.

4.3. L'étrange exception française

Est-ce l'accueil favorable des médias français aux approches sociologiques, psychologiques et occultistes qui a orienté l'opinion publique française vers plus de scepticisme, à la fin des années 70 ? En d'autres termes, celle-ci est-elle devenue majoritairement acquise à ces théories en raison de leur pertinence ou de leur médiatisation ? La question mérite d'être posée, car les idées et les interprétations en vogue sur les OVNI révèlent un particularisme pour le moins étonnant.

Pour l'astrophysicien Pierre Guérin, qui était un juste, et que la malhonnêteté intellectuelle exaspérait au point de le rendre cinglant, les nouvelles têtes pensantes qui se saisissent de la question des OVNI à partir de la fin des années 70 sont de grands prestidigitateurs. En se concentrant uniquement sur les aspects subjectifs de la perception humaine, ils *évacuent la soucoupe des réalités matérielles, comme par un tour de passe-passe... (les psychologues et les sociologues), l'étudient uniquement sous l'angle de sa représentation par le discours... (tandis que les ethnologues, folkloristes) la réduisent à l'état de création psychologique née, par « incubation », d'un « univers imaginaire » qui serait celui de la croyance populaire aux extra-terrestres... Et non seulement ils*

finirent par oublier qu'elle se pose, mais ils en vinrent à rejeter l'idée même de la réalité de l'OVNI en tant qu'engin³³⁹.

4.3.1. Des finesses épistémologiques

En abordant le phénomène uniquement à travers ses rapports avec la psyché humaine, on finit par lui ôter toute existence propre. Les OVNI n'existent plus que dans le regard des hommes, et ne sauraient appartenir à une réalité extérieure à la nôtre. Ainsi, pour Pierre Lagrange, *c'est la presse, mais surtout les militaires qui, par leurs enquêtes, vont donner consistance à la réalité matérielle des observations, puis viennent les groupes amateurs d'ufologues dont l'activité, à partir des années 50, va expliquer la longue durée du phénomène³⁴⁰.* Avec un tel postulat, il devient aussi facile d'expliquer *comment on a inventé les soucoupes volantes³⁴¹* que de les faire disparaître, avec les preuves matérielles, en fermant les yeux.

Parallèlement à ce nouvel éclairage mêlant plusieurs disciplines des sciences humaines, l'approche

³³⁹ (1. p144) Guérin, pp. 196-197.

³⁴⁰ (2. p144) Jean-Pierre Defait, « Ces Astronomes qui croient aux OVNI », *Ciel et Espace*, avril 1992, p. 29.

³⁴¹ (3. p144) Interview de Pierre Lagrange par Jean-Philippe Pisanias, « *L'Invention des soucoupes volantes* », *Télérama*, n° 2473, 4 juin 1997, p. 74.

paranormale ou occultiste, sans être nouvelle, se développe et ouvre la porte des mondes parallèles et intemporels dont seraient issus les OVNI. Leur réalité matérielle n'est pas écartée, mais interprétée de manière symbolique, ce qui conduit Jacques Vallée à écrire qu'*un objet volant non identifié n'est en fait ni un objet, ni une chose volante*³⁴², et à le marteler au fil des ans : *Les phénomènes que nous appelons objets volants non identifiés ne sont à proprement parler ni des objets, ni volants*³⁴³.

On ne se hasarderait pas à essayer de synthétiser ces courants car ils sont riches et diversifiés. On y trouve la palette des différences et des nuances propre aux mouvements intellectuels. Ainsi, Bertrand Méheust n'exclut pas totalement la réalité physique des OVNI en tant que matérialisation momentanée de schémas mentaux, et considère qu'il reste un *résidu inexpliqué* de témoignages résistant au modèle explicatif. Sur ce dernier point, il est en désaccord avec le folkloriste Michel Meurger³⁴⁴, pour qui tous les témoignages sont le produit de la science-fiction passée à la culture populaire.

Mais dans l'ensemble, on peut être d'accord avec Pierre Guérin sur le processus intellectuel de dématérialisation

³⁴² (4. p144) Jacques Vallée, *Invisible College*, New York, Dutton, 1975, p. 44.

³⁴³ (1. p145) Jacques Vallée, *Autres Dimensions, Chronique des contacts avec un autre monde*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 203.

³⁴⁴ (2. p145) Michel Meurger, *Alien Abduction, l'Enlèvement extraterrestre de la fiction à la croyance*, Paris, Éditions Ancre, 1995.

des OVNI. D'engins volants non identifiés, aux capacités aéronautiques dépassant concrètement les nôtres et violant les espaces aériens, ils deviennent des concepts flous errant dans notre environnement culturel, ou l'émanation d'une réalité occulte. Leur réalité sociologique ou leur puissance symbolique transcende leur nature physique.

La mise au purgatoire épistémologique de la matérialité physique des OVNI, selon la recommandation explicite de Bertrand Méheust³⁴⁵, se révèle aberrante. Ces subtilités épistémologiques ne conduisent-elles pas à discuter de la nature des OVNI, comme on débattait autrefois de la matière subtile des anges ? La matière alourdirait-elle la réflexion ? Il est douteux que l'armée de l'Air et le colonel Giraud, dont le Mirage IV fut secoué par un OVNI, telle une voiture croisant un poids lourd sur une route départementale³⁴⁶, trouvent pertinente cette approche éthérée et précieuse.

De plus, ces interprétations sophistiquées du phénomène OVNI s'érigent parfois sur la base de postulats erronés. Quand Bertrand Méheust affirme que seuls les hommes adultes sont emmenés dans les OVNI et que les rares femmes qui le sont accompagnent leur mari, il énonce une contre-vérité flagrante, démentie par les

³⁴⁵ (3. p145) Bertrand Méheust, *En soucoupes volantes, Vers une ethnologie des récits d'enlèvements*, Paris, Édition de l'Imago, 1992, p. 13.

³⁴⁶ (4. p145) Général Denis Letty, Interview accordée à France Inter le 23 juillet 1999 ; disponible sur : http://www.ufocom.org/pages/v_fr/m_audio/index.html.

témoignages³⁴⁷ et les spécialistes. Mais elle lui permet d'induire l'idée selon laquelle le phénomène OVNI, en plus de coller aux mythes populaires véhiculés par la science-fiction, reproduirait aussi les critères moraux en cours, et serait par conséquent bien une sorte de rêve s'objectivant devant les témoins. Quand l'abstraction intellectuelle se nourrit de faits non vérifiés, elle conduit à bâtir des châteaux de cartes.

4.3.2. Un débat verrouillé

Ces approches qui, au départ, sont positives car elles donnent à réfléchir et élargissent la réflexion, déforment en définitive la question en perdant de vue l'essentiel et en l'enfermant dans une problématique abstraite.

L'exception française ne réside pas dans l'originalité des ces approches mais dans leur exclusivisme et leur persistance. Les théories psychosociologiques et paranormales existent également aux États-Unis mais elles ne verrouillent pas le débat comme en France. Est-ce le pragmatisme américain, matérialisme diront certains, qui conduit à ne pas oublier, ni à s'affranchir, de la question basique de la matérialité des OVNI ? Toujours est-il que l'un des chercheurs américains les plus respectés, Jerome Clark, après avoir défendu ces thèses, en dénonce aujourd'hui les insuffisances et les dangers. Il

³⁴⁷ (1. p146) Bertrand Méheust, *Science-Fiction et soucoupes volantes*, Paris, Mercure de France, 1978, p. 258.

constate qu'elles ont échoué à rendre compte adéquatement des indices de plus en plus nombreux d'un phénomène physique, technologique, et apparemment extraterrestre³⁴⁸, et qu'elles forment un système clos, duquel il est parfaitement impossible qu'un phénomène authentiquement nouveau et original puisse émerger³⁴⁹.

Comment ces théories parviennent-elles en France à résister à la contradiction et à verrouiller la question ? Tout d'abord parce qu'elles correspondent à certains traits de l'intellectualisme français : le goût de l'abstraction intellectuelle ; un rapport distancié au réel qui conduit à chercher l'idée derrière le fait quand l'anglo-saxon cherche le fait derrière l'idée ; une défiance teintée de mépris envers les évidences et les explications simples, et de surcroît populaires, par opposition à la noblesse de la complexité intellectuelle ; l'académisme, le snobisme et la suffisance ; un réflexe universaliste voulant intégrer tous les aspects du phénomène, y compris les plus étranges et contradictoires, dans une théorie unique ; un manque de culture scientifique chez beaucoup ; une propension à juger d'une idée en fonction de son intérêt et non de sa véracité, à faire passer le plaisir intellectuel avant l'exigence de vérité ; la peur du ridicule.

³⁴⁸ (2. p146) Clark, *The Fall and Rise of the Extraterrestrial Hypothesis*, communication au symposium annuel du MUFON en 1998.

³⁴⁹ (1. p147) Clark, p. 503.

4.3.3. Esprit es-tu là ?

Est-ce la prétention intellectuelle qui conduit à rejeter l'hypothèse extraterrestre ? Le refus de ceux qui la trouvent « trop facile », et pas à la hauteur de leurs attentes et de leurs capacités intellectuelles, est une chose. L'emploi de faux arguments pour la discréditer en est une autre.

Il est ainsi regrettable de lire chez Jacques Vallée que *c'est la règle ; plutôt que l'exception, de trouver des observations importantes [d'OVNI] qui sont précédées ou suivies par des anomalies telles que des poltergeists ou des lumières inconnues*³⁵⁰. Cette affirmation est en totale contradiction avec la base de données du GEPAN/SEPRA, constituée, en 2004, de 5 894 témoignages, correspondant à environ 2 600 cas recensés par la gendarmerie et la police nationales depuis 1937, et qui devrait atteindre les chiffres de 7 000 témoignages et 3 000 procès-verbaux, à la fin de l'enregistrement débuté en 2001³⁵¹. Selon Jean-Jacques Vélasco, il n'y a aucun cas de phénomène d'apparence paranormale ou surnaturelle dans la catégorie D, celle des phénomènes non identifiables, malgré l'abondance et la qualité des données, et ne correspondant à aucun phénomène connu. Le responsable du SEPRA précise en outre que les rares fois où il a été

³⁵⁰ (2. p147) Jacques Vallée, *Confrontations : A Scientist's Search for Alien Contact*, New York, Ballantines Books, 1990, p. 291.

³⁵¹ (1. p148) Communication privée de Jean-Jacques Vélasco à l'auteur, mai 2002.

contacté par des brigades de gendarmerie pour de tels phénomènes, il n'y avait aucun rapport avec des OVNI, et qu'il n'a donc pas donné suite. On sait également, grâce au commandant de gendarmerie Émile Tizané, qui a étudié les enquêtes de gendarmerie sur des cas de *poltergeist* ou d'esprits frappeurs, que ceux-ci sont sans rapport avec les OVNI³⁵².

Sur quelle base de données s'appuie Jacques Vallée pour affirmer que les OVNI appartiennent au monde des fées, elfes, fantômes, yétis et que leurs manifestations s'apparentent aux miracles, visions religieuses, expériences hors du corps, etc. ? Sur celle du Projet *Blue Book*³⁵³ ? Pas davantage. Le consultant scientifique du projet *Blue Book*, et mentor de Vallée, Hynek, n'a jamais évoqué l'existence de cas paranormaux dans les dossiers de l'armée de l'Air. Il a même supposé qu'une technologie plus évoluée que la nôtre pourrait produire des phénomènes d'apparence paranormale³⁵⁴.

Comment un scientifique comme Jacques Vallée peut-il proclamer une vérité réfutée par l'étude statistique, affirmer de surcroît que la science n'est pas adaptée à la question des OVNI, et même recommander de ne pas l'étudier ? Simplement, en revendiquant le droit de ne plus se comporter en scientifique face aux OVNI. Postuler que

³⁵² (2. p148) Commandant Émile Tizané, *L'Hôte inconnu dans le crime sans cause*, Paris, Éditions Tchou, 1977.

³⁵³ (3. p148) *Autres Dimensions*, p. 329.

³⁵⁴ (4. p148) J : A. Hynek, *A Symposium*, Proceedings of the First International UFO Congress, New York, Warner Books, 1980, p. 355.

le phénomène transcende les lois scientifiques permet de jeter la blouse. Mais récuser l'approche scientifique, comme chez Pierre Lagrange, par un séduisant discours d'ouverture intellectuelle invitant à la « dépasser », sur la base de postulats non vérifiés quant à la nature du phénomène OVNI, relève de l'irrationnel. Or les OVNI posent des problèmes parfaitement rationnels, qui ne sauraient être résolus par le simple jeu de l'abstraction intellectuelle ou de l'irrationalité.

Le discours de Jacques Vallée change radicalement et soudainement à partir de 1969. La publication de *Passport to Magonia* invite désormais à délaisser la question des OVNI. Au-delà de sa complexité et de ses évolutions, il soutient cinq arguments principaux et récurrents :

— C'est un phénomène de nature occulte et donc insaisissable.

— On peut l'étudier scientifiquement mais il ne peut être compris qu'à travers ses effets psychiques.

— Toute conclusion, dans un sens ou un autre, est une négation de son caractère complexe et global, et, par conséquent, on ne peut ni ne doit se prononcer.

— Il faut se contenter d'amasser les données et attendre que des scientifiques du futur les étudient.

— Il est dangereux de s'y intéresser car il est exploité par plusieurs types de manipulateurs (militaires, services secrets, groupes occultes...).

Jacques Vallée a beau reprocher à certains ufologues de lui prêter des opinions qu'il n'a pas et de déformer ses propos, son appel à la démission ressemble au

renoncement de la science à traiter des questions religieuses et de foi. De même qu'ils ne se prononcent pas sur les miracles et les aspects surnaturels des religions, les scientifiques doivent s'abstenir d'étudier cette forme de conscience spirituelle qui se déguiserait en OVNI. Comme l'a vu Schopenhauer, une qualité occulte, ou divine, n'admet plus au-delà d'elle aucune autre explication physique, seulement une métaphysique. L'occultisme tend à être absolutiste et à fonctionner comme un « aspirateur intellectuel ». Mais sanctuariser de la sorte la question des OVNI ne peut aider à sa prise en charge.

De plus, même en admettant que des phénomènes paranormaux entourent parfois les OVNI, ce qui reste à démontrer, ils pourraient être produits par une technologie plus évoluée que la nôtre, comme on l'envisage aujourd'hui³⁵⁵, ou être indépendants du phénomène OVNI. La réalité de ce dernier n'exclut pas celle d'autres phénomènes intelligents interférant entre eux dans une inextricable confusion. Si on soupçonne les OVNI d'avoir parfois mimé des phénomènes religieux, rien n'interdit d'envisager que d'hypothétiques puissances surnaturelles parasitent le phénomène OVNI.

Il est donc parfaitement abusif de déterminer la nature des OVNI en fonction de prétendues manifestations paranormales.

Le mythe des manifestations à haut degré d'étrangeté, du *festival d'absurdités*, selon l'expression d'Aimé Michel,

³⁵⁵ (1. p149) Jean Goupil, *Une Rencontre imaginaire, du type RRO*, LDLN n° 365, pp. 4-11.

a cependant bien pris en France, facilité le rejet de l'hypothèse extraterrestre et ouvert la porte aux hypothèses hautement spéculatives des sciences humaines et de l'occultisme. Il se maintient aujourd'hui encore, et est intégré dans une conception élargie de l'hypothèse extraterrestre dépassant le cadre des OVNI « en tôle et boulons ». Mais l'hypothèse extraterrestre, quelle que soit son extension, demeure mal venue dans le vase clos intellectuel français. Il est de bon ton d'affirmer que la croyance aux OVNI extraterrestres et à la politique du secret sont des erreurs de jeunesse et, qu'avec le temps et l'expérience, l'ufologue se rallie à l'ésotérisme, tel le sage à la connaissance secrète.

4.3.4. Le rire comme un refus de penser

La tonalité générale des traitements médiatiques confirme que le rire est parfois un refus de penser, selon l'expression de Paul Valéry. Le programme *La Nuit des extraterrestres*, diffusé par la chaîne Canal+, en juin 1996, ainsi que celui d'Arte, en août 1995, le prouvent. Dans le premier, le dénigrement systématique glisse sous la dérision et le grotesque, tandis que dans l'émission animée par Michel Polac, quelques beaux esprits ricanent de la crédulité humaine.

Le rire ouvre la porte au ridicule, une arme de désinformation amplifiante particulièrement efficace en France, une forme d'esprit critique facile qui dispense de réfléchir et forge les opinions de manière invisible.

On peut bien sûr rire des OVNI, et il y a souvent de quoi, mais uniquement s'en gausser indique qu'il n'y a actuellement pas de place dans les médias français pour un traitement sérieux, ouvert et circonspect. À l'inverse, les Américains, qui plaisantent abondamment des soucoupes volantes et des extraterrestres, n'évacuent pas la question sous les quolibets. Les blagues et les dessins de la presse américaine sur la question sont aussi courants que désopilants, et contribuent à son enracinement dans la société³⁵⁶.

En France, les rares débats sur la question opposent généralement les tenants de positions extrêmes. Le public français voit ainsi généralement s'affronter des scientifiques sceptiques, des rationalistes en croisade idéologique, des intellectualistes de l'approche sociopsychologique, des croyants aux OVNI, des ufologues pas toujours qualifiés, et des témoins aux récits stupéfiants. L'opinion publique française est ainsi condamnée à ne connaître la question des OVNI qu'à travers ses excès et la théâtralité médiatique.

4.3.5. Un terrain favorable à la désinformation amplifiante

La France baigne dans un microcosme qui empêche toute prise en charge sérieuse et favorise la

³⁵⁶ (1. p151) On peut voir de nombreux dessins sur : http://www.presidentialufo.8m.com/new_page_4.htm.

désinformation. C'est parce qu'ils sont déconnectés de l'étranger, et donc privés de références et d'éléments de comparaison, que le public et une grande partie des ufologues succombent à certaines idées rejetées par les autres pays. Ainsi, la thèse « Ummo », défendue en France par l'astrophysicien Jean-Pierre Petit, est toujours en vogue et seulement dans l'hexagone. Cette affaire a affecté l'Espagne, et surtout la France à partir de 1966. Des extraterrestres de la planète « Ummo », après avoir reçu un des premiers signaux radio émis en 1934 par un bateau norvégien, seraient arrivés sur Terre, en 1950, et auraient régulièrement adressé des lettres à plusieurs personnes en Espagne puis en France. Le contenu de ces lettres est étrange. Il mélange des données scientifiques d'un haut niveau avec des descriptions de la société « ummite » ressemblant au modèle communiste. La complexité des lettres, ainsi que leur durée dans le temps excluent l'hypothèse d'un simple canular et ouvrent celle d'une opération de désinformation.

Le KGB a été fortement soupçonné d'être à l'origine de cette affaire. En plus de provenir d'une planète d'apparence communiste, les ummites reprennent la rumeur attribuant la paternité du sida à un laboratoire américain³⁵⁷. Or, on sait depuis 1987 que c'était une opération de désinformation montée par le KGB³⁵⁸.

³⁵⁷ (1. p152) Jean-Pierre Petit, *Enquête sur des extraterrestres qui sont déjà parmi nous. Le Mystère des Ummites*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 130.

³⁵⁸ (2. p152) Volkoff, p. 124 ; Jean-François Revel, *La Connaissance inutile*, Paris, Grasset, 1990, pp. 293-297.

La particularité de « l'affaire Ummo » réside dans son ciblage. Depuis que la thèse du canular s'est imposée en Espagne, seule la France reste aujourd'hui concernée. Si la thèse Ummo a des sympathisants parmi les ufologues francophones, elle est totalement ignorée ou rejetée par les chercheurs étrangers. Cette affaire très complexe a été étudiée par Gildas Bourdais³⁵⁹.

Ceux qui en France en sont partisans, semblent croire que Jean-Pierre Petit peut avoir raison contre l'ensemble des chercheurs étrangers, et percer à lui seul tous les secrets de la question des OVNI. Ils sous-estiment également les risques de désinformation quand ils s'imaginent que des responsables américains auraient pu réellement lui confier les informations qui constituent la base de son dernier livre³⁶⁰. Après les révélations des extraterrestres ummites, Jean-Pierre Petit aurait reçu celles des Américains. D'après ce qu'il écrit dans le bulletin de son association³⁶¹, Alan Holt, alias Joe Black dans le livre, ingénieur de la NASA, responsable des projets spéciaux, et David Froning, rebaptisé *Penninger*, de la société aéronautique *Flight Unlimited*, lui auraient confié, autour d'une table de restaurant de Brighton, en Angleterre, que les États-Unis exploitent une technologie d'origine extraterrestre grâce à laquelle ils disposeraient

³⁵⁹ (3. p152) Gildas Bourdais, *Lumières dans la Nuit*, n^{os} 363 et 364.

³⁶⁰ (4. p152) Jean-Pierre Petit, *OVNI et armes secrètes américaines*, Paris, Albin Michel, 2003.

³⁶¹ (5. p152) Bulletin du Groupe d'études scientifiques des traces associées au phénomène OVNI (GESTO), Villa Jean-Christophe, Chemin de la Montagnère, 84120 Pertuis, 5 octobre 2001, pp. 7-11.

d'avions satellisables volant à 10 000 km/h, de sous-marins dépassant les 1 000 km/h et tirant des torpilles à plus de 2 000 km/h, d'armes à antimatière de la taille d'une balle de golf, de sondes spatiales évoluant à 200 km/seconde qui auraient déjà secrètement réalisé une exploration complète du système solaire, et d'une énergie propre qu'ils n'utilisent pas pour préserver l'industrie du pétrole³⁶². Au détour de leur conversation, Holt et Froning lui auraient également confirmé la réalité du crash d'un vaisseau extraterrestre à Roswell, et la présence d'extraterrestres dans les sous-sols de la zone 51, une base militaire située à Groom Lake, dans le Nevada...

Ces idées ne sont pas nouvelles et circulent depuis longtemps aux États-Unis où elles sont imputées à ce que les Américains appellent la *lunatic fringe*, frange lunatique ou extrémiste. Elles alimentent les rumeurs sur l'existence d'une supertechnologie secrète, d'origine extraterrestre, que les États-Unis auraient réussi à exploiter partiellement, et qui leur donnerait une puissance inégalable. Dans les années 80, un ancien ingénieur de la NASA, Robert Eschler, prétendait déjà avoir été conduit, dans un hélicoptère volant à plus de 1 000 km/h, sur un site secret où la NASA aurait construit une chambre anti-gravité avec une technologie extraterrestre³⁶³.

³⁶² (1. p153) Les vitesses énoncées dans le livre sont parfois deux fois inférieures à celles figurant dans le bulletin du GESTO. La raison de ces différences est laissée à la libre appréciation du lecteur.

³⁶³ (2. p153) Timothy Good, *Alien Liaison : The Ultimate Secret*, Londres, Century, 1991, pp. 202-204.

Le livre de Jean-Pierre Petit offre un condensé de certaines théories de la *lunatic fringe*. Le fait qu'elles arrivent seulement maintenant en France témoigne du retard et de l'isolement du pays³⁶⁴. Elles sont ignorées ou rejetées par certains spécialistes, car trop invraisemblables, et crues, sans être évaluées ni vérifiées, par un petit groupe de personnes. Or, entre le rejet intellectuel et la croyance aveugle, ces « révélations » méritent d'être mises en perspective avec la guerre de l'information américaine.

Car, si on ne parvient pas à croire que les deux responsables américains en question auraient été assez stupides, et las de vivre, pour divulguer de tels secrets à un scientifique français n'ayant pas sa langue dans la poche, ni que les services de contre-espionnage américains soient assez inefficaces pour les laisser faire, on relève, en revanche, que ces révélations correspondent parfaitement à l'un des thèmes de prédilection de la désinformation amplifiante visant à protéger les véritables recherches sur les OVNI, thème qui sera abordé plus loin. David Froning a vigoureusement démenti avoir révélé quoi que ce soit à Jean-Pierre Petit et précise qu'il *aurait été stupide de sa part de faire des divulgations à Jean-Pierre Petit car cela aurait ruiné sa réputation et sa carrière*³⁶⁵. Où situer la vérité entre ce démenti et la réalité de la guerre de l'information américaine ?

³⁶⁴ (3. p153) Cependant, Jimmy Guieu et d'autres auteurs avaient déjà popularisé certaines de ces théories dans les années 60.

³⁶⁵ (1. p154) Communication de David Froning à Bernard Thouanel et diffusée sur la liste de discussion *OVNI Science* le 2 février 2002.

Faute de recul, la France est incapable d'évaluer ce genre d'informations. Les services compétents peuvent, certes, juger certaines affirmations techniques, notamment en matière de MHD sous-marine, mais peuvent-ils situer les idées véhiculées et distinguer les mobiles ? Il faut pour cela disposer des outils permettant de les replacer dans leur contexte. Comprendre en quoi l'affirmation de Jean-Pierre Petit, selon laquelle le bombardier furtif américain B-2 serait une reconstitution du prétendu engin extraterrestre récupéré à Roswell, correspond à l'amplification et à la déformation d'une certaine réalité et suppose de maîtriser plusieurs sujets : l'affaire de Roswell, la question des aspects technologiques, la guerre de l'information américaine au sujet des OVNI, les théories de la *lunatic fringe* et de la désinformation amplifiante. Or, aucun ne semble faire l'objet d'un véritable suivi. Cela n'entre pas dans les missions ni les compétences du CNES, et la peur du ridicule semble en détourner les services de renseignement.

Ce type d'informations est donc condamné à n'émouvoir qu'une poignée de particuliers et à glisser sur les autorités. Mais cette absence d'évaluation se révèle pénalisante, car l'amalgame entre données sérieuses et désinformation discrédite la question des OVNI et freine sa prise en charge. En outre, ce peut être un vecteur de désinformation pour les puissances étrangères qui pourraient utiliser la question des OVNI pour masquer certaines activités, ainsi que prétend l'avoir fait la CIA au

sujet des vols secrets de l'avion espion U2³⁶⁶, et comme le craint un rapport réalisé en 1995 par un appelé au service militaire pour la Direction du Renseignement militaire (DRM)³⁶⁷.

4.3.6. Pas de preuve sans un contexte de la preuve

Sans repère ni suivi, la question des OVNI demeure inextricablement confuse et improbable. De même que des données scientifiques ne peuvent être comprises et acceptées sans leur cadre théorique, les informations relatives aux OVNI ne peuvent être assimilées s'il n'existe pas un environnement intellectuel et culturel apte à les intégrer.

C'est peut-être la raison pour laquelle les données fournies par le GEPAN sont « tombées à plat », et n'ont pas eu la portée escomptée. Elles se sont accumulées, sans s'additionner, et les études se sont succédé, sans aboutir à une véritable prise en charge. Ces données établissent, depuis plus d'un quart de siècle, la réalité d'objets utilisant des technologies dépassant les nôtres, mais elles ne sont pas significatives pour le public car, dans son état

³⁶⁶ (2. p154) Gerald K Haines, *CIA's Role in the Study of UFOs : 1947-90*, Studies in Intelligence, 1997. Également disponible sur <http://www.odci.gov/csi/studies/97/unclas/ufo>.

³⁶⁷ (1. p155) Ministère de la Défense, Direction du Renseignement militaire, sous-direction Armements/Prolifération, *Implications militaires du phénomène des OVNI*, 1995.

d'ignorance et d'idées fausses, il ne peut les intégrer. La communication des enquêtes du GEPAN avait pourtant été accompagnée de notes d'information publiques, retraçant l'histoire des OVNI et des enquêtes officielles, notamment aux États-Unis, mais elles n'ont rencontré qu'un public très restreint³⁶⁸.

Quand le travail du GEPAN/SEPRA, ignoré en France, est mis à l'honneur aux États-Unis, lors de la conférence de Pocantico, en 1997, et dans la presse américaine³⁶⁹, on se rend compte que ce ne sont pas les données de qualité qui manquent, ni le nombre d'observations d'OVNI³⁷⁰, mais leur diffusion et leur vulgarisation.

Le cas qui devait tout changer, selon Jean-Claude Bourret et Jean-Jacques Vélasco³⁷¹, celui de Trans en Provence³⁷², n'a en définitive pas modifié l'attitude générale qui reste prisonnière du scepticisme passif.

³⁶⁸ (2. p155) Notes d'Information n° 2, 3 et 4 sur *les Études de phénomènes aérospatiaux non-identifiés aux États-Unis*, GEPAN, CNES, 1981 ; disponibles sur : <http://www.lidi5.net/ovni/sepra.html#pub>.

³⁶⁹ (3. p155) Jim Wilson, *When UFOS Land*, Popular Mechanics, mai 2001.

³⁷⁰ (4. p155) Voir la carte européenne sur : <http://www.larryhatch.net/EURALL.html>.

³⁷¹ (1. p156) Bourret, Vélasco, p. 78.

³⁷² (2. p156) Le 8 janvier 1981, à Trans en Provence, près de Draguignan, un témoin voit atterrir puis décoller un OVNI qui provoque des « traumatismes biochimiques » sur des plants de luzerne. Voir la note technique n° 16 du CNES/GEPAN du 1^{er} mars 1983, *Analyse d'une Trace*, disponible sur : <http://www.lidi5.net/pdf/gepan/nti6.pdf>.

Cet échec relatif donne raison à Pierre Lagrange quand il écrit *qu'il n'y a pas de preuve en dehors d'un contexte de la preuve*³⁷³. Les détracteurs de la question des OVNI ont parfaitement assimilé cette lapalissade. Ils s'emploient à falsifier le contexte et à faire de chaque cas une anomalie isolée, c'est-à-dire une exception qui confirme la règle.

4.3.7. Le contre-exemple américain

La situation des États-Unis offre un contre-exemple saisissant. Tous les sondages pratiqués depuis les années 50 démontrent qu'une minorité importante du peuple américain, frôlant souvent les 50 %, pense que les OVNI sont réels, d'origine extraterrestre et que certaines autorités pratiquent le secret³⁷⁴. Mais au-delà de ces résultats, il ressort que l'opinion publique américaine est parfaitement familière du sujet, et que celui-ci bénéficie d'une importante prise en charge intellectuelle. Ces mêmes sondages révèlent d'ailleurs que plus leur niveau d'instruction et de qualification est élevé, plus les Américains admettent la réalité des OVNI et de leur origine extraterrestre, ce qui contredit certains préjugés.

³⁷³ (3. p156) Lagrange, p. 181.

³⁷⁴ (4. p156) John F. Schuessler, *Public Opinion Surveys and Unidentified Flying Objects, 50+ Years of Sampling Public Opinions*, Mutual UFO Network, janvier 2000, disponible sur : <http://www.nidsci.org/articles/articles1.html>.

Si, pour l'opinion publique française, les OVNI renvoient au folklore culturel d'outre-Atlantique et sont d'abord américains avant d'être extraterrestres, ils représentent pour les Américains une réalité étrangère, certaine, hypothétique ou impossible selon leurs convictions, mais bel et bien extérieure à la Terre. Depuis plus d'un demi-siècle que cette possibilité fait partie de leur environnement culturel, les Américains sont plus ou moins préparés à l'éventuel déploiement de cette réalité, en tout cas bien mieux que les Français. Que se passerait-il en France si la réalité d'une présence extraterrestre était publiquement établie ? Il est à craindre que les structures et les cadres intellectuels, qui n'ont jamais intégré cette éventualité et se sont même érigés sur le postulat contraire, ne soient dépassés et s'écroulent.

Rien ne permet de supposer que les OVNI pourraient se révéler prochainement, ni que des autorités reconnaîtraient leur existence, mais force est de constater que dans ce cas de figure, les États-Unis pourraient être beaucoup moins ébranlés que les autres pays. Les élites intellectuelles américaines pourraient sans doute intégrer cette nouvelle donne beaucoup plus facilement que les autres, car le sujet ne leur apparaît pas comme une impossibilité métaphysique et ne leur est pas étranger. On remarque que tous les secteurs d'activité de la puissance américaine comportent des membres qui sont familiarisés avec la question des OVNI : dirigeants politiques, militaires, services spéciaux, scientifiques, intellectuels, avocats, journalistes, artistes... Les États-Unis sont le seul pays au monde dont les présidents sont régulièrement questionnés au sujet des OVNI et des extraterrestres.

En France, seul le président Giscard d'Estaing fut interrogé, à l'improviste, sur la question par le journaliste Jean-Claude Bourret en 1977. Il fit une réponse évasive, se souvenant peut-être que, quelques années plus tôt, le ministre de la Défense, Robert Galley, avait suscité une incompréhension teintée de désapprobation pour avoir déclaré qu'il y avait des cas inexplicables dans les rapports de gendarmerie et qu'il fallait avoir l'esprit ouvert³⁷⁵. Que de propos extravagants ! On s'était rassuré en attribuant ces propos fantaisistes à l'originalité de Jean-Claude Bourret et en se moquant de celui-ci. Mais la question n'en demeure pas moins taboue car sans légitimité. Il est sidérant qu'aucun journaliste n'ait osé questionner le président Chirac ou le Premier ministre Jospin sur le rapport COMETA, alors que celui-ci avait été diffusé à plus de 70 000 exemplaires avec une manchette stipulant qu'il avait été remis aux deux têtes de l'exécutif. Tandis que les deux dirigeants sont interrogés sur toutes sortes de sujets n'intéressant pas toujours les citoyens, aucun journaliste n'a posé de question sur ce document atypique. Cela est d'autant plus incompréhensible que la presse est toujours à l'affût de coups médiatiques et d'informations originales. Comment se fait-il que *Le Canard enchaîné*, toujours prompt à exploiter les sujets embarrassants ou originaux, se soit seulement contenté de taxer le rapport *d'élucubrations de grosses têtes stratégiques* en mal d'ennemis depuis la chute du communisme³⁷⁶ ? C'est sans

³⁷⁵ (1. p157) France Inter, OVNI : *Pas de panique*, 19 février 1974.

³⁷⁶ (1. p158) « *Frappes chirurgicales contre les Martiens* », *Le Canard enchaîné*, édition du 21 juillet 1999.

doute parce que cela n'en valait pas la peine. En France, la question des OVNI n'est même pas originale. Elle est juste incongrue.

La comparaison avec les États-Unis se révèle pénible ou réjouissante, selon que l'on est favorable ou hostile à l'étude de la question. Outre-Atlantique, la familiarisation du public avec les OVNI va bien au-delà des programmes de fiction. S'il n'est pas reconnu de manière officielle, le sujet a une légitimité publique qui autorise certaines initiatives incompréhensibles vues de France. Il peut ainsi paraître choquant que l'un des plus grands médias américains, la chaîne de télévision ABC, propose aux enfants un programme éducatif sur les OVNI et les extraterrestres³⁷⁷. Nul doute qu'en France, on crierait à la secte. L'affaire de Roswell, la question du secret et la politique trouble de l'armée de l'Air sont évoquées sans détour ni parti pris, et le programme figure dans une longue liste de sujets conventionnels, preuve de sa banalité.

Cette imprégnation extensive est complétée par une prise en charge intellectuelle non moins surprenante. Celle-ci dépasse les seuls OVNI et s'attaque à des aspects périphériques et troubles de la question. Ainsi, la question très controversée, et sulfureuse, des enlèvements de personnes, qui seraient pratiqués par des OVNI, a même fait l'objet d'un ouvrage collectif d'universitaires et d'intellectuels publié aux Presses Universitaires du Kansas

³⁷⁷ (2. p158) <http://abcnews.go.com/abcnews4kids/kids/index.html>, archives de l'été 2001.

sous la direction de David M. Jacobs, professeur d'histoire à l'Université de Temple : *OVNI et enlèvements*. Si tous ne sont pas d'accord sur l'interprétation du phénomène, il est à noter qu'aucun ne le nie, ni ne s'emploie à « faire la leçon au peuple » sur les règles de la rationalité scientifique. La conclusion de Jacobs en témoigne : *La question n'est plus aujourd'hui de savoir si les extraterrestres sont là ni s'ils enlèvent des personnes, mais ce qu'ils font exactement et pourquoi*³⁷⁸ ? Imaginons un instant la parution aux Presses Universitaires de France d'un ouvrage similaire cosigné par des universitaires et des chercheurs. Pas de doute, nous sommes en plein *delirium tremens*. Mais si les États-Unis semblent avoir un pied dans la science-fiction, la France tient les siens hors de la réalité. Elle est sans doute trop raisonnable pour se ridiculiser, mais des deux pays, le plus prudent n'est peut-être pas le plus sérieux.

En 1968, le document secret de la NSA vu plus haut et au titre évocateur : *Hypothèse OVNI et questions de survie*, mettait en garde contre les dangers de l'aveuglement intellectuel face aux OVNI et l'impréparation lors d'un éventuel contact avec une civilisation extraterrestre plus évoluée que la nôtre. Les conséquences sont comparées à *d'autres exemples d'aveuglement ayant causé des défaites* : la disparition des Aztèques, l'échec de la ligne Maginot, Pearl Harbor, la

³⁷⁸ (1. p159) David M. Jacobs, *Ufos and Abductions. Challenging the Borders of Knowledge*. Presses Universitaires du Kansas, Lawrence, 2000, p. 214.

certitude des Allemands en un débarquement dans le Pas-de-Calais³⁷⁹...

Faut-il voir dans la prise en charge intellectuelle américaine de la question des OVNI une réponse à cette inquiétude ? Certes, tout se dit et tout s'écrit aux États-Unis, le plus sérieux comme le plus insensé, mais on remarque que l'opinion publique américaine n'est pas désinformée autant ni de la même manière que celles d'autres pays. Nombreux sont ceux qui pensent qu'elle est doucement et progressivement acclimatée à l'idée d'une présence extraterrestre. Des secrets, ne touchant pas aux informations critiques, seraient lentement levés mais mélangés à de faux éléments conçus pour être découverts à retardement et freiner un éventuel emballement de l'opinion publique. On désinformerait comme on vaccinerait.

De fait, les histoires d'OVNI arrivent jusqu'à l'opinion publique américaine comme des vagues qui, à la découverte des premiers éléments douteux, se retirent en laissant des sédiments qui s'ajoutent aux précédents et modifient l'environnement. De manière inverse, elles se retirent en France en emportant tout sur leur passage, y compris la couche des maigres dépôts précédents, comme en 1995, lors du scandale du film de l'autopsie qui sera évoqué plus loin. C'est la raison pour laquelle il faut repartir à zéro et tout expliquer à chaque rebondissement médiatique. Il n'y a pas de mémoire ni de culture

³⁷⁹ (2. p159) *UFO Hypothesis and Survival Questions* ; document déclassifié de la NSA ; Greenwood, Fawcett, p. 183.

françaises des OVNI. Peu de Français se souviennent de la grande vague de 1954 ou de celle, beaucoup moins importante, de 1978. L'amnésie collective favorise l'ignorance et le scepticisme.

4.4. – Comment en sortir ?

Il est très possible que les États-Unis cherchent à adapter leurs cadres culturels, intellectuels et psychologiques à la donne des OVNI au moyen d'une désinformation « pédagogique » et discriminante, et, qu'inversement, ils s'emploient à maintenir les populations des pays cibles dans l'ignorance et l'impréparation, par une désinformation systématique. Il serait logique, dans le cadre de leur politique de domaine réservé, que les États-Unis s'assurent la maîtrise intellectuelle et culturelle de la question des OVNI, et que cette stratégie de domination passe par l'aveuglement des autres puissances. De plus, en entretenant l'aversion des opinions publiques étrangères, ils interdisent toute recherche publique importante et au grand jour.

Si tel est le cas, on mesure à quel point il peut être difficile de susciter une véritable prise en charge intellectuelle de la question des OVNI en France. Dans un pays où la question indiffère tout le monde, ou presque, pareille démarche paraîtrait sans doute fantaisiste. Elle

n'en serait pas moins contraire à certains intérêts, et pourrait faire l'objet de contre-mesures. L'accueil réservé au rapport COMETA, prônant une prise en charge de la question des OVNI, ne nous en a-t-il pas donné un avant-goût ? Mais si celui-ci n'a pas pu toucher l'opinion publique, il a sensibilisé une partie des élites intellectuelles et scientifiques, où il a été bien reçu, et pour lesquelles il avait été, du reste, conçu. Considérant que le noyau dur des données du GEPAN/SEPRA n'a pas réussi à faire sauter le verrou intellectuel, ni à susciter une prise de conscience collective, c'est sans doute le bon choix pour initier une prise en charge mais à condition de ne pas abandonner l'opinion publique aux détracteurs et de contrer leurs opérations d'influence. En effet, il serait difficile et contre-productif de faire œuvrer d'éventuelles structures sur la question des OVNI si celles-ci craignent autant leur propre opinion publique que les actions étrangères. La partie n'est pas perdue. La bonne diffusion de certains livres, et le succès commercial des *VSD* hors-série consacrés aux OVNI, démontrent un intérêt certain du public derrière la façade du scepticisme. Cependant, les difficultés rencontrées par la seule revue effectuant un travail de fond austère et rigoureux, *Lumières dans la nuit*, confirment que l'étude sérieuse de la question demeure difficile.

Pour ce faire, une des premières tâches devrait être de faire sortir la question des OVNI du domaine idéologique pour lequel les Français ont une prédilection. Chacun peut vérifier que, curieusement, tout le monde a une opinion à propos des OVNI, et que ce sont généralement les gens les moins informés et documentés qui ont les idées les plus

tranchées. L'idéologie appauvrit et radicalise la question des OVNI. Le dogmatisme guette. Parce que l'on ne maîtrise pas le sujet, on se montre souvent plus soucieux de défendre sa position que d'évaluer les arguments contraires. Ceux qui s'intéressent aux OVNI sont ainsi sommés de choisir leur camp³⁸⁰.

Il devrait être possible de déverrouiller la question des OVNI en soulignant avec insistance et répétition la réalité des recherches en cours dans d'autres pays. On a bien réussi à dépassionner le débat, autrefois dogmatique, sur la vie extraterrestre et la place de l'homme dans l'univers sous l'effet des découvertes de planètes extra-solaires.

De plus, la prise de conscience que les États-Unis cherchent à acquérir des gains technologiques de l'étude des OVNI aiderait, peut-être, à lever les réticences et les hésitations de certains responsables français de la recherche à oser étudier les OVNI. En 1953, la *Revue mensuelle de l'armée de l'Air* ne craignait pas de s'interroger sur le mode de propulsion des soucoupes volantes³⁸¹, attirant ainsi l'attention de la CIA qui rapporte les échos de la presse, notamment du journal *Paris-Dakar* pour qui, la parution de l'article dans la revue de l'armée de l'Air s'apparente à une

³⁸⁰ (1. p161) Jean-Pierre Defait, « Ces Astronomes qui croient aux OVNI », Ciel et Espace, avril 1992, p. 28.

³⁸¹ (1. p162) Lieutenant Jean Plantier, « Une Hypothèse sur le fonctionnement des « Soucoupes volantes » », *Revue mensuelle de l'armée de l'Air*, n° 84, septembre 1953.

*reconnaissance officielle de la réalité des soucoupes volantes*³⁸².

4.4.1. Une voie étroite

Il conviendrait aussi de démarquer radicalement la question du sujet fourre-tout et fumeux de l'ésotérisme, du surnaturel et des para-sciences dans lequel certains s'emploient à l'enfermer³⁸³.

Ce ne sont pas des ectoplasmes, ni des anges que les pilotes aériens observent en vol, et les documents américains déclassifiés ne concernent pas les fantômes ni le Yéti³⁸⁴.

³⁸² (2. p162) Rapport déclassifié de la CIA sur les informations parues dans la presse étrangère entre le 12 décembre 1953 et le 12 janvier 1954 intitulé *Flying Saucer Theories and Experiments*.

³⁸³ (3. p162) L'auteur n'est pas opposé à l'ésotérisme, mais à la commercialisation d'ouvrages qui s'en réclament, alors qu'ils relèvent du surnaturel ou de l'occultisme, et qui sont généralement d'une médiocrité consternante. On n'a ainsi jamais vu la thèse de doctorat d'État de Claude Gaignebet sur l'ésotérisme de Rabelais (*À Plus Hault Sens, l'ésotérisme spirituel et charnel de Rabelais*, Paris ; Maisonneuve et Larose, 1986) dans les rayons des libraires. L'ésotérisme commercialisé propose trop souvent des réponses faciles et lénifiantes à ceux qui ne comprennent pas la réalité du monde moderne ou qui la refusent.

³⁸⁴ (4. p162) Toutefois, certains documents de la CIA concernent des questions plus atypiques, comme la recherche de l'Arche de Noé, et d'autres, de la *Royal Air Force*, évoquent des témoignages sur le prétendu monstre du Loch Ness. Mais ils sont très peu nombreux et aucun n'a été

Il ne s'agit pas de fermer les yeux sur d'éventuels phénomènes paranormaux, ni de les exclure, mais de se concentrer d'abord sur les données les moins subjectives, et d'envisager en premier les explications les plus rationnelles. Cela permettrait de faire l'économie de certaines discussions byzantines, telle celle du philosophe Paul Laberenne, qui rejette et condamne la question des OVNI parce que celle-ci appartiendrait à l'irrationalisme vulgaire et populaire, par opposition à l'irrationalisme respectable et élitiste, tel la Gnose de Princeton, laquelle, d'ailleurs, se révélera plus tard être un canular³⁸⁵.

Mais on ne peut franchir cette étape, ni établir la légitimité de la question des OVNI, sans évoquer la réalité de la guerre de l'information américaine. La marge de manœuvre est étroite. L'occulter c'est en être victime, mais la souligner peut faire sombrer le débat dans la paranoïa, la caricature et la désinformation amplifiante. Ce dernier risque est d'autant plus grand que les Français n'ont pas la culture du renseignement, et ont du mal à apprécier la dimension de cette activité qu'ils ne considèrent pas comme noble. De plus, la France n'a qu'une très faible et malheureuse expérience en matière de désinformation, celle organisée pendant la guerre d'Algérie. Elle est donc particulièrement démunie pour y faire face. Il y a plus de trente ans, Pierre Guérin avait

classifié secret. Voir à ce propos le livre de Nicholas Redfern et d'Andy Roberts, *Strange Secrets : Real Government Files on the Unknown*, Londres, Simon & Schuster, 2003, pp. 25-30, 257-267.

³⁸⁵ (1. p163) Paul Laberenne, « Irrationalisme pour l'élite et Irrationalisme pour le peuple », *La Pensée*, n° 192, avril 1977, p. 132.

déjà essayé d'attirer l'attention du public sur la politique trouble des autorités américaines et les actions de désinformation, dans un article d'une vingtaine de pages, en vain³⁸⁶. Les Français sont sans doute moins disposés que d'autres peuples à prendre en compte la désinformation, car celle-ci porte atteinte à une certaine tradition intellectuelle hexagonale fondée sur la toute-puissance du raisonnement et de l'abstraction, lesquels ne sauraient être pervertis ou manipulés. La désinformation étant synonyme du contraire, très peu d'intellectuels sont prêts à accepter cette limitation de leur souveraineté.

Sensibiliser l'opinion publique aux aspects de la désinformation appliquée à la question des OVNI serait d'autant plus compliqué que certains tiennent des discours contraires. Ainsi, à lire Jacques Vallée, le lecteur peu documenté pourrait croire que les États-Unis seraient ingénus face aux OVNI. Il inverse en effet la réalité, en suggérant que *le fait que les militaires américains fassent en secret leurs propres recherches, interrogeant des témoins et menant de discrètes analyses* montre combien ils en savent peu sur le sujet et non le contraire³⁸⁷. Selon lui, *le secret qui doit être protégé coûte que coûte, c'est que les services de renseignement [américains] ne savent rien malgré leurs dossiers*³⁸⁸.

³⁸⁶ (2. p163) Pierre Guérin, «*Il existe un problème*», *Sciences et Avenir*, n° 307, septembre 1972, pp. 697-714.

³⁸⁷ (1. p164) Vallée, *Révélation*s, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 108.

³⁸⁸ (2. p164) Vallée, *Messengers of Deception : UFO Contacts and Cults*, p. 4.

Pierre Lagrange reprend cette idée en écrivant que les documents déclassifiés prouvent que les militaires américains se sont posé les mêmes questions que l'opinion publique³⁸⁹, puis réduit la politique américaine de désinformation à l'action fantaisiste de quelques employés du gouvernement, agissant à titre privé, et à celle d'ufologues blagueurs³⁹⁰.

Il devient difficile d'évoquer la guerre de l'information américaine quand ce type de discours entre en résonance. Il est ainsi navrant de voir que deux spécialistes français des questions de renseignement, Guillaume Dasquié et Jean Guisnel, cautionner ces idées sans s'être documentés sérieusement sur la question des OVNI. Ils reprennent l'amalgame de Pierre Lagrange entre l'affaire de Roswell, qualifiée de *mère de toutes les rumeurs*, et les théories de Thierry Meyssan sur les attentats du 11 septembre 2001 : *Roswell – Meyssan, même combat*³⁹¹. En citant pour seule référence le livre de Pierre Lagrange, d'ailleurs publié par le même éditeur, c'est toute la question des OVNI que Dasquié et Guisnel réduisent à une marotte pour amateurs de secrets et de complots aimantés par l'extrême droite. Cet amalgame verrouille la réflexion. Il rend irrationnelles et immorales les questions de secret et de désinformation :

³⁸⁹ (3. p164) Lagrange, *Quand l'US Air Force croyait aux soucoupes volantes*, Anomalies, n° 1, octobre 1996.

³⁹⁰ (4. p164) Lagrange, *La Rumeur de Roswell*, p. 117.

³⁹¹ (5. p164) Guillaume Dasquié, Jean Guisnel, *L'Effroyable Imposture. Thèse et foutaises sur les attentats du 11 septembre*, Paris, Éditions La Découverte, 2002, pp. 115-116.

— En induisant l'idée que l'on peut tout prouver, même ce qui est faux ou ce qui n'existe pas, avec la théorie du complot, assimilée aux stratégies de secret et désinformation. Selon ce théorème, facilement assimilable par le public, quand on recourt aux arguments du secret et de la désinformation, c'est qu'il n'existe pas de preuve et que l'on veut donner corps à des fariboles.

— En les rendant irrecevables d'un point de vue moral, auquel les Français sont particulièrement sensibles. S'intéresser à la guerre de l'information américaine en matière d'OVNI revient à cautionner certaines dérives intellectuelles, qui vont du « conspirationnisme » au révisionnisme.

Avant la déclassification des documents américains, on reprochait à ceux qui s'intéressaient à la question des OVNI de n'être pas rigoureux et de manquer de preuves. Grâce à Pierre Lagrange, on peut maintenant les accuser du contraire, et affirmer qu'ils sont *hyper-rationalistes* parce que paranoïaques³⁹².

4.4.2. La France, une puissance aveugle ?

Dépasser les préjugés sera donc difficile. Il est pourtant urgent de réagir car l'avance acquise par les Américains sur la question des OVNI est considérable et s'accroît.

³⁹² (1. p165) Interview de Pierre Lagrange réalisée par Béatrice Vallaeys, *Libération*, édition du 30 mars 2002.

Quand un pays se désintéresse des OVNI qui traversent son espace aérien, ou est incapable de voir autre chose qu'une représentation conceptuelle et, par là même, de distinguer une présence étrangère, il est, par son aveuglement, plus proche d'une tribu primitive que d'une grande puissance.

L'histoire est remplie d'exemples de sociétés qui, soudainement confrontées à des objets ne faisant partie ni de leur environnement ni de leur imaginaire, ne pouvaient les percevoir.

La façon dont les Français ignorent les OVNI se rapproche dangereusement de celle que l'on attribue aux anciens habitants de la Terre de Feu, et dont on dit qu'ils ne prêtèrent pas d'attention au navire de Magellan en 1520, ni au *Beagle* de Darwin trois siècles plus tard, au large de leurs côtes, parce qu'ils ne correspondaient pas à un objet familier³⁹³.

L'évaluation scientifique et la spéculation intellectuelle ont différé en France toute prise en charge sérieuse du problème. On exige une confirmation irréfutable et massive du phénomène avant de s'en occuper. Cette logique est certes rationnelle, mais inadaptée à la question des OVNI. Les Américains l'ont très bien compris et inversé. L'auteur du rapport de la NSA *Hypothèse OVNI et questions de survie*, abordé plus haut, considère en 1968

³⁹³ (1. p166) Lyall Watson, *Histoire naturelle de la Vie éternelle*, Paris, Albin Michel, 1976, cité par Michel Picard, *OVNI laboratoire du futur. Du camouflage politique et socioculturel à l'hypothèse extraterrestre*, Orion, 1997, pp. 144-145.

que jusqu'à présent, l'approche purement scientifique a trop longtemps prévalu pour aborder la question des OVNI et insiste sur la nécessité d'agir avant de spéculer, de prendre des mesures de protection avant de dissenter³⁹⁴.

Aussi la question des OVNI peut-elle être discutée à loisir aux États-Unis, puisqu'elle est déjà prise en charge. John Mack, professeur de psychiatrie à Harvard, peut bien se concentrer sur les rapports entre OVNI et élargissement des consciences, et entrouvrir les portes de la spiritualité³⁹⁵, puisque des dispositions ont déjà été prises pour parer aux éventuels, mais très réels, dangers liés aux OVNI.

Ainsi le Guide de gestion des catastrophes des sapeurs-pompiers américains, le manuel le plus utilisé par les pompiers, approuvé par le *Fédéral Emergency Management Act (FEMA)*, traite concrètement le problème des OVNI dans le chapitre 13 consacré à la guerre et aux attaques sur le territoire américain : « L'attaque ennemie et le potentiel OVNI » (*Enemy Attack and UFO Potential*)³⁹⁶. Après avoir établi la menace OVNI

³⁹⁴ (2. p166) Document secret et déclassifié de la NSA de 1968, p. 6.

³⁹⁵ (3. p166) John E. Mack, M.D., *Abduction : Human Encounters with Aliens*, New York, Scribners, 1994 ; *Passport to the Cosmos : Human Transformation and Alien Encounters*, New York, Three Rivers Press, 1999.

³⁹⁶ (4. p166) William M. Kramer (Ph. D.), Charles W. Bahme (J.D.), *Fire Officer's Guide to Disaster Control*, Fire Engineering Books Department, Pennwell Publishing Company, Saddle Brook (NJ), 1992 rééd. 1998, pp. 439-473.

comme un fait (*The UFO Threat – A Fact*)³⁹⁷, les deux auteurs, dont l'un, Charles W. Bahme, a été témoin de la fameuse bataille de Los Angeles, le 26 février 1942, passent en revue certaines capacités technologiques imputées aux OVNI³⁹⁸ :

— Celle d'interrompre le trafic aérien et terrestre. Les systèmes de combustion des moteurs d'automobiles et d'avions sont apparemment affectés par des champs de force d'énergie assez puissants pour les arrêter ; les phares et les radios s'éteignent aussi.

— Celle de rendre inopérantes toutes formes de communication électronique, y compris celles qui contrôlent le lancement des systèmes de défense, est considérée comme faisant partie de la panoplie des OVNI.

— Celle d'effacer les mémoires informatiques comme les données des banques, de l'état civil, les fichiers du FBI, de la CIA et de la NSA, avec toutes sortes d'informations critiques, n'est pas du domaine de l'impossible.

— Celle de provoquer des pannes électriques géantes, de plonger dans l'obscurité une ville, un ou plusieurs États en exerçant un champ de force suffisant pour surcharger les circuits des installations des services publics et privés est mise en relation avec les gigantesques pannes électriques de New York, en 1965, du Brésil, en 1957 et 1959, de Rome, en 1958, et de Mexico, en 1965.

³⁹⁷ (5. p166) *Ibid.*, pp. 458-459.

³⁹⁸ (1. p167) *Ibid.*, pp. 465-467.

Après l'évaluation des risques viennent les recommandations pratiques : « OVNI – Mesures d'urgence » (UFO – *Emergency Action*)³⁹⁹. Le manuel insiste sur l'absence de cas avéré d'hostilité de la part des OVNI et recommande d'avoir une attitude non agressive face à eux, mais attire l'attention sur les dangers physiques et psychologiques. Les auteurs citent d'ailleurs la mise en garde de Frank Edwards dans son livre *Flying Saucers : Serious Business*⁴⁰⁰ :

Ne pas stationner sous un OVNI planant à basse altitude. Ne pas toucher ou essayer de toucher un OVNI au sol... S'éloigner rapidement et laisser les militaires s'en occuper. Il y a un risque de radiations dangereuses et on connaît des cas de personnes ayant été brûlées par des rayons émanant d'OVNI. Ne prenez pas de risques avec les OVNI !

Évidemment, aucune disposition similaire n'existe en France, où seule la spéculation intellectuelle tient lieu de prise en charge. On disserte, on s'interroge, avec d'ailleurs parfois beaucoup d'intelligence et de finesse, comme par exemple sur le glissement de l'adjectif au substantif « extraterrestre⁴⁰¹ », mais aucun chercheur universitaire n'étudie l'ensemble des données du SEPRA/GEPAN. Quelques beaux esprits pontifient dans

³⁹⁹ (2. p167) *Ibid.*, pp. 469-473.

⁴⁰⁰ (3. p167) Frank Edwards, *Flying Saucers : Serious Business*, New York, Lyle Stuart Inc., 1966.

⁴⁰¹ (1. p168) Jean-Bruno Renard, « La Croyance aux extraterrestres, Approche lexicologique », *Revue française de sociologie*, n°XXVII, 1986, pp. 221-229.

l'ignorance de quelque 7 000 témoignages et 3 000 procès-verbaux qui dorment dans un bureau du CNES. Mais qui veut se donner la peine de les étudier ? Quand Alfred Vidal-Madjar, directeur de recherches à l'Institut d'astrophysique, affirme que si *les extraterrestres ne se sont pas encore approprié la Terre qui a 4,6 milliards d'années, c'est qu'ils n'existent pas*⁴⁰², il prouve que certains préfèrent recourir à une dialectique spécieuse plutôt que de remonter leurs manches. À force d'avoir cherché l'idée derrière les faits, et d'y avoir été incité avec talent et assiduité par certains, on a fini par oublier les données et à s'en passer. Il est plus que temps d'inverser cette tendance.

⁴⁰² (2. p168) Alfred Vidal-Madjar, « *Sommes-nous seuls dans l'Univers ?* », *Marianne*, n° 328, 4-10 août 2003, p. 63.

5. QUI PRATIQUE LA DÉSINFORMATION ?

Dans leur dénonciation de la désinformation, beaucoup d'ufologues, ayant du mal à identifier ses origines, accusent par défaut les autorités. Des pétitions sont ainsi régulièrement lancées pour demander la levée du secret et revendiquer le droit des peuples à être totalement informés. La plus récente a été lancée en 2002 et était destinée au Secrétaire général des Nations unies. Quelques mois plus tôt, une jeune femme californienne, Lara Johnstone, avait fait une grève de la faim, pendant 44 jours, pour faire pression sur le président George W. Bush.

Les chefs d'État, les gouvernants et chefs d'état-major sont ainsi soupçonnés de cacher la vérité. Mais s'il est effectivement tentant, et logique au regard de l'organisation des pouvoirs, de supposer qu'ils sont au courant, rien n'est moins sûr. En matière d'OVNI, les réponses ne se trouvent peut-être pas au sommet des hiérarchies, mais réparties et fragmentées à des niveaux intermédiaires.

La réponse du président Giscard d'Estaing à Jean-Claude Bourret selon laquelle il connaissait mal le dossier a été très commentée. Beaucoup l'ont prise pour une preuve de la désinformation car, dans leur esprit, le chef

de l'État ne peut pas ne pas savoir, alors que son hésitation trahissait, à l'évidence, une méconnaissance.

Faut-il s'étonner de cette situation ? Probablement. Mais qui prendrait le risque d'attirer l'attention d'un dirigeant sur un problème, certes réel, mais qui ne présente pas de danger immédiat, qu'il ne maîtrise pas, et au sujet duquel il n'a pas de réponse satisfaisante ? Il est plus prudent de le porter à sa connaissance dans une présentation minimaliste que de passer pour un alarmiste irresponsable et de s'entendre dire « venez m'en parler quand vous aurez des réponses ».

Comme on l'a vu au sujet de la France, la désinformation n'est pas nécessairement une opération psychologique. Les rejets intellectuels et culturels suffisent à créer des actions de désinformation presque naturelles et spontanées.

Chercher systématiquement la main invisible du pouvoir derrière un article de presse démagogique ou un débat télévisé piégé est une erreur. La désinformation se pratique parfois sur ordre direct et dans l'urgence, mais elle est, en temps normal, plutôt initiée par suggestions et petites touches. À cet égard, les agents d'influence ont un sens très développé de l'initiative qui leur permet d'anticiper les demandes d'en haut, ce qui ne les empêche pas d'en faire, parfois, un peu trop.

Il n'en demeure pas moins que les agents d'influence ne sont que les relais d'opérations initiées à de plus hauts niveaux. La question de savoir qui pratique la désinformation pose également celle de qui sait quoi, car la désinformation varie en nature et en intensité selon le

degré de connaissances que l'on veut protéger. Les situations sont contrastées et les réponses parfois incertaines.

5.1. Les États

En tant que menace éventuelle et opportunité stratégique, la question des OVNI intéresse potentiellement tous les États, ou du moins le devrait. Les violations des espaces aériens sont, on l'a vu, politiquement inavouables. Aussi, quand le phénomène prend trop d'ampleur, notamment lors des grandes « vagues », et qu'il devient impossible de le nier, les États recourent à la langue de bois pour sauver les apparences et donner l'illusion qu'ils contrôlent la situation. En 1969, sans nier la réalité des OVNI, l'*Air Force* affirme qu'ils ne menacent pas la sécurité nationale et met fin aux enquêtes officielles. En 1990, en Belgique, au plus fort de la vague d'OVNI, le ministre de la Défense Guy Coëme fait état de sa *sérénité face à la non-agressivité du phénomène*⁴⁰³.

Les procédures d'interception des objets non identifiés, réalisées par les puissances militaires depuis plus de

⁴⁰³ (1. p171) Pascal Hubrecht, Léon Brening, « *La SOBEPS et l'État : entre pragmatisme sociétal et illusionnisme politique* », *Infoespace*, n° 105, décembre 2002 : <http://www.sobeps.org/Articles/sob-etat.htm>.

cinquante ans, ont certainement familiarisé les différentes armées de l'Air avec le phénomène. Précisons que les procédures d'interception aérienne n'ont rien d'exceptionnel et qu'elles s'appliquent à tout engin non autorisé ou non identifié. Le plus ancien rapport connu de tentative d'interception, en France, date de 1951. Le 25 juin, des chasseurs à réaction Vampire, de l'armée de l'Air française, tentent vainement d'intercepter un disque volant, dans le ciel d'Orange⁴⁰⁴.

Ce que deviennent les rapports de ces tentatives est une autre histoire. Qu'ils remontent l'organigramme du pouvoir, ou restent confinés dans des dossiers militaires, ces documents n'en sont pas moins incommunicables.

Si donc, en théorie, chaque pays est susceptible de pratiquer des formes de désinformation sur les OVNI, tous les États ne le font pas avec la même intensité.

L'intérêt porté aux OVNI est d'abord proportionnel au degré de puissance. On ne peut pas comparer la prise en charge réalisée par les grandes puissances militaires à celle des petits pays. Le Bénin, qui n'a pas de force aérienne, ne porte certainement pas le même intérêt aux OVNI que le Royaume-Uni. Il est également conditionné par le niveau de connaissances, pouvant être lui-même affecté par des opérations de désinformation étrangères.

Les situations sont donc très différentes entre les pays. Le cas, particulier, des États-Unis ayant déjà été abordé,

⁴⁰⁴ (2. p171) Rapport présenté par Jean-Jacques Vélasco lors de l'émission télévisée, *C'est au programme*, France 2, 20 décembre 2001.

on peut évoquer rapidement les situations de quelques autres pays.

5.1.1. L'URSS et la Russie

5.1.1.1. Pas d'OVNI chez les Soviets !

L'URSS s'est longtemps employée à faire croire qu'il n'y avait pas d'OVNI dans les Républiques communistes et qu'elle n'y portait aucun intérêt. Sa position officielle relevait d'une désinformation presque caricaturale :

Les OVNI sont les produits antisoviétiques des va-t-en guerre capitalistes décadents... Les astronomes qui étudient attentivement les cieux jour et nuit n'en voient pas. Les scientifiques qui étudient l'état et des conditions de l'atmosphère terrestre n'en rencontrent pas. La défense aérienne soviétique n'en observe pas⁴⁰⁵.

Toutefois, comme on le verra plus loin, la négation des OVNI s'est infléchie par deux fois, en 1967-1968, et pendant la période 1989-1994.

La politique soviétique de désinformation sur les OVNI semble avoir été guidée par plusieurs objectifs :

— Se protéger du monitoring américain.

⁴⁰⁵ (1. p172) E. Mustel, D. Marynov, V. Leshkovtsev, in *Pravda*, Moscou, 29 février 1968 ; Timothy Good, *Beyond Top Secret*, Londres, Pan Books, 1997, p. 238.

— Exploiter le phénomène à des fins de déstabilisation de l'opinion publique américaine.

— Savoir ce que savent et cachent les Américains.

La question de savoir ce que savaient les Américains a dû inévitablement se poser. Il est difficile d'imaginer que les Soviétiques aient pu ignorer l'affaire de Roswell, ne serait-ce qu'en raison de sa médiatisation mondiale. Les journaux du monde entier ont relaté l'annonce puis le démenti.

Ce que les Soviétiques en ont déduit n'est pas connu. Ont-ils accepté le démenti de Roswell ? Leurs services spécialisés ont-ils vraiment cru que des officiers, responsables de la sécurité de la seule base au monde de bombardiers porteurs d'armes nucléaires, aient pu confondre des restes de ballon avec un engin extraterrestre, et aggraver leur cas en communiquant la nouvelle ?!

Ont-ils su la vérité ? Rien n'est moins sûr. Certes, les espions soviétiques avaient été capables de dérober les secrets de fabrication de la bombe atomique, mais l'arme nucléaire représentait un enjeu plus important et immédiat que celui des OVNI. De plus, il est possible que la question des OVNI ait été mieux protégée que celle des bombes A et H, ainsi que l'affirme le mémo de Wilbert Smith (cf. 2.2.3).

Si ce que le docteur Valéry Bourdakov dit au sujet de Staline est exact, on peut admettre que les Soviétiques ne savaient pas à quoi s'en tenir au sujet des OVNI. Il rapporte, en effet, que Staline convoqua plusieurs

scientifiques, en 1947, afin d'obtenir des réponses sur ce que pouvaient être les OVNI. Après une étude rapide, ceux-ci lui auraient répondu qu'à leur avis, les soucoupes volantes ne présentaient pas de danger, qu'elles n'étaient pas une arme secrète de l'ennemi, mais que le phénomène existait et qu'il fallait l'étudier de près⁴⁰⁶.

L'URSS semble alors s'être lancée dans l'étude du phénomène, en créant les structures nécessaires à sa prise en charge. En 1968, dans sa réponse à une lettre collective, adressée par des constructeurs et ingénieurs de l'aviation, au président du Conseil des ministres, suggérant de créer un organisme dédié à l'étude des OVNI, l'État reconnaît implicitement qu'il s'occupe déjà de la question et que des instructions ont été données, dans ce sens, à différents organismes⁴⁰⁷.

Cette prise en charge s'est probablement heurtée à la guerre de l'information menée par les Américains à leur encontre. Parmi ses composantes, la désinformation grise a été employée avec un certain succès.

La publication en URSS, en 1962, du livre de Donald Menzel *À propos des soucoupes volantes*⁴⁰⁸ en est un bel exemple. Cet ouvrage, qui attribue toutes les observations

⁴⁰⁶ (1. p173) Boris Chourinov, *OVNI en Russie, les deux faces de l'Ufologie russe*, Paris, Guy Trédaniel Éditeur, 1995, pp. 26-27 ; G. Koltchine, *Le Phénomène OVNI, le point de vue de la Russie*, Leningrad, Société de Géographie de la Russie, 1994, p. 284 (non disponible en français).

⁴⁰⁷ (2. p173) Koltchine, pp. 284-294.

⁴⁰⁸ (3. p173) Chourinov, pp. 47, 347.

d'OVNI à des illusions d'optique, a été rédigé par un scientifique américain lié à la NSA, la CIA, et à l'*US Navy* où il possédait une habilitation top secret⁴⁰⁹. Ce livre est considéré, même par les sceptiques, comme une pure entreprise de désinformation et de *debunking*. Avoir réussi, en pleine guerre froide, à le diffuser en URSS et à en faire le premier, et pendant longtemps, le seul ouvrage disponible sur les OVNI, est un véritable tour de force. Selon l'ufologue russe, Boris Chourinov, il aura efficacement contribué à décourager les chercheurs soviétiques⁴¹⁰. Ceux-ci seront de nouveau désemparés, en 1981, par la lecture de l'ouvrage de Jacques Vallée, *Le Collège invisible*, selon lequel *un objet volant non identifié n'est en fait ni un objet ni une chose volante*⁴¹¹.

5.1.1.2. Guerre psychologique et « contactés »

Doit-on en déduire que les Soviétiques auraient été uniquement victimes de la guerre de l'information américaine ? Non, car ils semblent s'être intéressés au sujet à l'abri de la surveillance américaine, comme nous le verrons plus loin. Et puis les maîtres en subversion psychologique qu'étaient les Soviétiques ont dû considérer

⁴⁰⁹ (1. p174) Clark, p. 637 ; Dolan, *UFOs and the National Security State, an Unclassified History*, vol. 1 : 1941-1973, p. 85.

⁴¹⁰ (2. p174) Chourinov, p. 109.

⁴¹¹ (3. p174) Vallée, p. 44 ; cité par Chourinov, p. 109.

avec beaucoup d'intérêt les aspects médiatiques, sociologiques et culturels du phénomène aux États-Unis.

Au tout début de la vague d'OVNI sur le territoire des États-Unis, les Américains s'inquiétèrent du silence soviétique sur le sujet. Certains y voyaient la preuve de leur responsabilité. Seul Andreï Gromyko, s'exprima sur la question, en déclarant que les soucoupes volantes étaient l'œuvre des lanceurs de disques soviétiques s'entraînant pour les prochains jeux Olympiques⁴¹². Il est probable que ce trait d'humour n'a pas rassuré ses hôtes américains.

Curieusement, le début des années 50 voit le développement d'un nouveau phénomène aux États-Unis, celui des contactés, c'est-à-dire de personnes prétendant rencontrer régulièrement des êtres venus d'autres planètes. Pacifistes, ils font souvent des descriptions de leur monde évolué et supérieur qui ressemblent aux idéaux communistes.

Le plus célèbre d'entre eux est George Adamski, immigré polonais. Après avoir réussi l'exploit de vendre du vin, en toute légalité, sous la Prohibition, par l'intermédiaire d'un ordre religieux (l'Ordre Royal du Tibet) qu'il avait créé à cette fin, Adamski déclare, en 1952, avoir rencontré des Vénusiens qui l'auraient emmené visiter d'autres planètes. Ces « voyages d'études » lui permirent d'affirmer que la société vénusienne avait sur celle des hommes une avance inimaginable, et que leur gouvernement était de type communiste. Il affirma d'ailleurs que l'URSS allait bientôt dominer le monde et

⁴¹² (4. p174) *The New York Times*, 10 juillet 1947.

créer une paix de mille ans. Enfin, il déclara que l'URSS possédait déjà les bombes A et H, que San Diego serait bombardé dans les douze mois, et qu'il avait rencontré secrètement le président Kennedy en mai 1963⁴¹³.

Ce qui ressemblait fortement à des tentatives de déstabilisation de l'opinion publique américaine valut à Adamski d'être étroitement surveillé par le FBI, comme l'attestent plusieurs documents officiels déclassifiés⁴¹⁴. Il en alla de même pour les autres contactés, tels George W. Van Tassel, Truman Bethurum, George Hunt Williamson et Daniel Fry⁴¹⁵.

Furent-ils des agents d'influence, volontaires ou involontaires, au service de l'Union soviétique ? Beaucoup en doutent mais reconnaissons que s'ils ne l'étaient pas, d'authentiques agents n'auraient sans doute pas fait de meilleure propagande pour le modèle communiste, ni troublé autant les esprits.

Même si l'on ne dispose pas de preuve irréfutable, on peut donc raisonnablement soupçonner l'URSS d'avoir utilisé la question des OVNI comme arme psychologique. Le KGB a d'ailleurs tenté plusieurs ouvertures vers le NICAP (*National Investigations Committee on Aerial Phenomena*), la plus importante organisation privée

⁴¹³ (1. p175) Nicholas Redfern, *The FBI Files, The FBI's UFO Top Secrets Exposed*, Simon & Schuster, Londres, 1998, pp. 298-299.

⁴¹⁴ (2. p175) *Ibid.*, pp. 289-317.

⁴¹⁵ (3. p175) *Ibid.*, pp. 262-288.

américaine⁴¹⁶. En retour, la Commission Condon, créée par l'armée de l'Air, tenta, elle aussi, une ouverture à travers son président, Edward Condon, vers le Comité Stoliarov, une commission ufologique qui, à peine créée officiellement, fut aussitôt dissoute⁴¹⁷.

On peut également envisager la possibilité que les Soviétiques aient pu faire passer pour des OVNI ce qui étaient des prototypes militaires secrets. Cependant cet argument, également avancé pour les États-Unis, ne peut rendre compte de toutes les observations, contrairement à ce qu'affirme l'ingénieur de la NASA, James Oberg.

5.1.1.3. Des intrusions sur des sites militaires

Mais l'utilisation psychologique n'est certainement pas le seul intérêt que les Soviétiques ont dû trouver dans les OVNI. En tant que puissance militaire, et avec l'accumulation des rapports depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS n'a pas pu ignorer les incidents provoqués par les OVNI. Certains sont aujourd'hui bien documentés grâce à la déclassification, en 1991, de 124 pages de documents du KGB couvrant la période de

⁴¹⁶ (1. p176) Fawcett et Greenwood, p. 207.(1. p176) Fawcett et Greenwood, p. 207.

⁴¹⁷ (2. p176) Good, p. 238.

1982 à 1990⁴¹⁸ et à la vente, par le colonel Boris Sokolov, du ministère de la Défense, au journaliste américain George Knapp, de rapports militaires couvrant une période de dix ans (1978-1988)⁴¹⁹.

Parmi les cas saillants, figure un rapport militaire sur les évolutions de trois disques brillants au-dessus d'une base de missiles, située à Kaspoutine Yar, dans la région d'Astrakhan, lors de la nuit du 28 au 29 juillet 1989. L'un d'eux descendit au-dessus d'un dépôt de fusées et émit un rayon de lumière intense sur le bâtiment. Un avion de chasse tenta vainement d'approcher l'un des OVNI, lequel s'éloigna à une vitesse fulgurante⁴²⁰. Le silence des évolutions, les phases d'immobilité suivies de brusques accélérations, le faisceau lumineux balayant le dépôt des fusées et l'évitement de l'avion de chasse sont autant de caractéristiques, bien connues, impliquant un phénomène intelligent et une technologie supérieure à la nôtre, ou, en d'autres termes, une menace potentielle et un intérêt stratégique.

Un tel incident peut d'autant moins avoir été sous-estimé qu'il n'a probablement pas été unique. Les OVNI

⁴¹⁸ (3. p176) *Cas d'observation d'événements anormaux sur le territoire de l'URSS, 1982-1990*, Dossiers OVNI du KGB communiqués en 1991. Des extraits ont été traduits en anglais dans : *Classification : « Secret » – From the KGB Archives*, AURA-Z, n° 1, Moscou, mars 1993.

⁴¹⁹ (4. p176) George Knapp, *What the Russians Know About UFOs*, MUFON 1994 International Proceedings ; *KGB UFO Files*, ABC News prime Time Live, diffusée en Octobre 1994.

⁴²⁰ (1. p177) Chourinov, pp. 319-331 ; *UFO Briefing Document*, pp. 133-138 ; COMETA, p. 19.

semblant ignorer les frontières politiques, on ne voit pas pourquoi ils auraient limité leurs intrusions aux seules bases stratégiques américaines.

5.1.1.4. Censure et ouverture

La censure sur les OVNI, qui est allée de pair avec la désinformation, a connu deux périodes de répit : en 1967 et 1968, quand le pouvoir central laissa se créer le Comité Stoliarov. Entre 1989 et 1994, dans l'ancienne URSS puis la nouvelle Russie, quand est publié l'ouvrage du colonel G. Koltchine *OVNI, Faits et Documents*, et que le colonel général d'aviation Igor Maltsev, un des responsables de la défense aérienne soviétique, reconnaît la réalité des OVNI, ceci fait l'objet d'un rapport du *Foreign Broadcast Information Service* (FBIS) déclassifié par la CIA en 1991 : *Les grands journaux soviétiques ont continué à rapporter de nombreux rapports d'observations d'OVNI en Union soviétique... Cette couverture médiatique a franchi un degré supplémentaire quand l'édition du 19 avril du journal Rabotchaïa Tribouna⁴²¹ a consacré un long article à l'observation d'OVNI le 21 mars avec des commentaires du colonel général d'aviation Igor Maltsev, chef de l'état-major principal des forces aériennes soviétiques... Le journal a pu publier des extraits de seulement quelques-*

⁴²¹ (2. p177) « *Les OVNI sur les écrans radar de la DAT* », Rabotchaïa Tribouna, 19 avril 1990, p. 4 ; cité par Chourinov, pp. 237, 356.

uns des « plus de 100 cas d'observations visuelles » compilés par les commandants de plusieurs unités de défense aérienne de la région militaire de Moscou... L'article se termine avec les commentaires suivants du colonel général Maltsev : « Je ne suis pas un spécialiste des OVNI, aussi puis-je seulement confirmer les faits et exprimer mon propre avis... Il semble que l'OVNI était comme affranchi de la pesanteur. En d'autres termes, ils ont dû d'une manière ou d'une autre se débarrasser des lois de la gravité. À l'heure actuelle, des engins terrestres seraient bien en peine de reproduire de telles performances. » En commentaire, le journal Rabotchaïa Tribouna prend les déclarations du colonel général Maltsev pour une « confirmation officielle » que des OVNI pilotés par des êtres intelligents ont visité l'URSS⁴²².

Cette ouverture est réelle et suscite un vif intérêt de la part des ufologues, mais aussi des médias occidentaux. La vente d'archives officielles au journaliste George Knapp, ainsi qu'une escroquerie commerciale autour d'un film mettant en scène une fausse épave d'OVNI et une autopsie frauduleuse d'extraterrestre, font déraiser l'ouverture. Elle prend fin en 1994 et est « corrigée » par une opération de désinformation à destination de l'étranger. Un rapport de l'Académie des sciences est communiqué au public en 2000. Conçu pour refermer officiellement le dossier OVNI, il a été comparé, non sans raison, au projet *Blue Book*.

⁴²² (1. p178) FBIS, *UFO Sighting n° 2 – General Maltsev Comments*, 24 mai 1990, pp. 1-4.

5.1.1.5. Un « Blue Book » soviétique

Ce document nous apprend que l'URSS a mené une enquête de grande envergure sur 3 000 rapports d'observation, recensés entre 1978 et 1990, et étudié de manière approfondie 300 cas⁴²³. Les conclusions rejettent vigoureusement l'hypothèse extraterrestre en trouvant des explications rationnelles pour chaque cas, parfois au mépris des données enregistrées. Ainsi, l'observation spectaculaire par les habitants de Petrozavodsk, le 20 septembre 1997, d'une intense lumière pulsant dans l'obscurité est attribuée au lancement du satellite Kosmos-955 alors que la trajectoire de celui-ci ne correspond pas⁴²⁴.

On remarque également que le colonel Boris Sokolov, l'un des deux auteurs de ce rapport concluant à l'absence de cas significatifs, est aussi celui qui avait vendu au journaliste américain George Knapp des dossiers militaires pourtant, eux, très significatifs.

Cette opération de communication relève de la propagande blanche mais il n'est pas sûr qu'elle incarne la position actuelle des autorités russes sur la question. Une évolution semble se dessiner ces dernières années. Tandis que la *Pravda* publie des articles extravagants sur les

⁴²³ (2. p178) Dr. Yuliy Platov, colonel Boris Sokolov, *Vestnik Rossiiskoi Akademii Nauk*, vol. 70, n° 6, Moscou, 2000, pp. 507-515.

⁴²⁴ (1. p179) Chourinov, pp. 69-79.

OVNI⁴²⁵, un responsable russe est arrivé récemment sur la scène ufologique internationale et a fait des révélations qui sentent la désinformation. Valéry Uvarov, qui prétend appartenir au *Department Head of Russia's Department of National Security Academy*, déclare que les autorités de son pays sont ouvertes sur la question des OVNI, ce qui est encourageant. Les choses se gâtent quand il confie qu'il existe une base extraterrestre automatisée en Sibérie, dont le tir aurait détruit un astéroïde en 1908 et provoqué l'explosion de Tugunsk, et qu'il fait allusion à des bases et des soucoupes nazies en Antarctique⁴²⁶... Ces « révélations » marquent-elles le retour de la Russie dans la partie ufologique internationale de poker menteur ou bien sont-elles des initiatives isolées ? Il est trop tôt pour le dire.

5.1.1.6. Une coopération minimale ?

Mais au-delà du rapport de force existant entre l'URSS et les États-Unis, on peut supposer qu'il existe une forme d'entente minimale pour gérer les risques communs engendrés par le comportement des OVNI. Ceux-ci peuvent en effet être perçus sur les écrans radar comme une attaque ennemie. La très officielle revue *Soviet Military Review* s'en est inquiétée en 1989 :

⁴²⁵ (2. p179) Consulter le site internet en anglais de la *Pravda*.

⁴²⁶ (3. p179) *UFO Magazine* (Royaume-Uni), avril 2003, pp. 6, 60-61.

Nous croyons que le manque d'informations sur les caractéristiques et les effets des OVNI augmente les risques d'erreur d'identification. Ainsi, des trajets d'OVNI le long des trajectoires proches de celles des missiles de combat pourraient être interprétés par les ordinateurs comme une attaque. En automne 1960, tous les bombardiers de la base aérienne de Travis aux États-Unis ont été placés en alerte rouge pour attaquer l'Union soviétique après que les radars de la base eurent détecté des « cibles » volant au-dessus du Pôles nord vers le territoire américain⁴²⁷.

L'inclusion d'une clause sur les objets non identifiés dans l'accord bilatéral, de 1971, sur les moyens de réduire les risques de guerre nucléaire entre les États-Unis et l'URSS, en est peut-être l'illustration :

Article 3 : Chaque partie s'engage à prévenir l'autre immédiatement en cas de détection, par les systèmes d'alerte de missiles, d'objets non identifiés, ou en cas de signes d'interférences avec ces systèmes ou avec leurs réseaux de communications, s'ils peuvent présenter un risque de déclenchement de guerre nucléaire entre les deux pays⁴²⁸.

⁴²⁷ (1. p180) Alexandre Kuzovkin, Alexandre Semyonov, « *UFOs and Security* », *Soviet Military Review*, n° 6, juin 1989, pp. 38-39.

⁴²⁸ (2. p180) *United States Treaties and Other International Agreements*, vol. 22, part 2, 1971, Union of Soviet Socialist Republics, *Measures to Reduce the Risk of Nuclear War Outbreak*, UFO Briefing Document, pp. 223-224.

Elle témoigne d'une préoccupation dépassant l'antagonisme américano-soviétique et s'apparente à une reconnaissance officielle de la réalité des OVNI.

5.1.2. Le Royaume-Uni

La relation du Royaume-Uni avec les OVNI est ancienne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses pilotes de chasse sont confrontés au phénomène dit des *foo fighters*, déjà évoqué. Après la guerre, plusieurs événements conduisent les autorités à prendre en charge la question. Il existe ainsi, au sein du ministère de la Défense britannique (MoD), une cellule officielle d'étude des OVNI : Sec (AS) 2a.

La position officielle du Royaume-Uni sur la question des OVNI n'est guère différente de celle des États-Unis. Les autorités ne nient pas la réalité du phénomène. Elles se retranchent derrière l'argument selon lequel les informations disponibles ne leur permettent pas d'arriver à des *conclusions fermes*, et estiment que les OVNI *sont sans gravité pour la Défense*⁴²⁹.

Officiellement, le Royaume-Uni ne s'intéresse pas aux OVNI. Cette affirmation, répétée à loisir devant les parlementaires qui s'en étonnent, paraît d'autant moins crédible que les autorités usent d'une finesse statistique, un

⁴²⁹ (1. p181) Réponse du ministre de la Défense, M^r Soames, à la Chambre des communes, le 24 juillet 1996, *Unidentified Craft*, col. 424 : <http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/cm199596/cmhansrd/v0960724/text/60724w28.htm>.

peu trop grosse, pour se justifier. En effet, elles mélangent dans la même catégorie les cas trop pauvres en données pour pouvoir être évalués et ceux, bien documentés, qui ne peuvent être expliqués⁴³⁰. Il est ainsi impossible de prouver la réalité statistique des cas d'OVNI résistant à l'analyse malgré l'abondance et la qualité des données disponibles (catégorie PAN D du SEPR), ce qui justifie de ne pas étudier, officiellement, les OVNI.

Différentes formes de censure et de désinformation semblent être pratiquées dans le Royaume-Uni pour minimiser ou déformer la réalité du phénomène. Celles-ci sont d'autant plus nécessaires que le sujet est populaire et non rejeté par la communauté intellectuelle. Il existe une prise en charge qui ne peut être réduite à une forme d'excentricité toute britannique. Le recueil *Hansard*, compilant les actes du Parlement, fait apparaître que la question des OVNI a été évoquée plus de 120 fois, à la Chambre des communes ou à celle des lords, entre 1953 et 2001⁴³¹. Les questions adressées au gouvernement portent sur le nombre d'observations, les statistiques, la

⁴³⁰ (2. p181) Statistiques présentées par le ministre de la Défense, Merlin Rees, à la Chambre des communes, le 22 janvier 1968, pour la période 1959-1967, selon les catégories suivantes : *satellites, ballons, corps célestes, phénomène météorologiques ou naturels, avion, divers, inexpliqué ou informations insuffisantes* ; House of Commons, vol. 757, col. 40 ; cité par Issac Koi.

⁴³¹ (3. p181) Issac Koi, *Working Document Relating to Hansard Extracts, Results Section, Preliminary Drafts*, 28 mai 2003 : http://www.smartgroups.com/vault/ufoinquiry/Hansard/ufo_hansard_extracts.doc et <http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/2003/aug/m05-003.shtml>.

classification des rapports, les procédures militaires, la politique américaine et la coopération avec les États-Unis, les risques de collision aérienne, les recherches, la position officielle des autorités. On découvre aussi, sans surprise, que la création et l'activité du GEPAN ainsi que les propos tenus par le ministre français de la Défense, Robert Galley (cf. 4.3.7), en 1974, ont fait l'objet d'un plus grand intérêt et de plus de discussions qu'au sein même du Parlement français... À la Chambre des lords, un groupe d'une trentaine de membres, conduit par Lord Hill-Norton, Amiral de la Flotte, et ancien chef d'état-major des Armées, interpelle régulièrement le gouvernement au sujet des OVNI, et plus particulièrement à propos de l'affaire de Rendlesham⁴³².

5.1.2.1. Rendlesham

Il s'agit d'un incident majeur et de l'un des cas militaires les mieux documentés, avec de nombreux témoignages et des enregistrements radar. Rendlesham est le nom d'une forêt bordant deux bases de l'OTAN, aujourd'hui fermées, qui comportaient alors des personnels anglais et américains : celle de Woodbridge, où étaient stockées des armes nucléaires, et celle de Bentwaters.

⁴³² (1. p182) Pour en avoir un aperçu, aller sur le site internet du parlement britannique et taper « Rendlesham Forest Incident » dans le moteur de recherche.

Dans la nuit du 26 au 27 décembre 1980, un OVNI triangulaire est aperçu au sol, dans la forêt, par deux soldats américains en patrouille. Quand ils s'en approchent, l'engin manœuvre entre les arbres, s'éloigne puis disparaît. Plus tard dans la nuit, des phénomènes lumineux sont observés dans la forêt et dans le ciel. Le lendemain, on trouve trois empreintes là où l'objet était posé, et on relève des taux de radioactivité dix fois supérieurs à ceux de la campagne anglaise.

L'OVNI revient ensuite deux nuits plus tard. Une équipe de soldats dirigée par le colonel américain Richard Halt, qui consignera l'événement dans un mémorandum officiel, aujourd'hui déclassifié, tente alors de s'en approcher.

Curieusement, cette affaire qui s'est déroulée sur le territoire du Royaume-Uni, entre deux bases de l'OTAN, est prise en main par les Américains, ce qui amène Lord Hill-Norton à demander des explications au gouvernement⁴³³. Après avoir été totalement ignorée par la presse britannique, l'affaire fait l'objet d'opérations de désinformation quand les médias en ont vent. Ceux-ci se font l'écho de rencontres physiques entre militaires et extraterrestres dans les bois⁴³⁴. Nous verrons plus loin que le ministère de la Défense a complété cette désinformation en plaçant sur son site internet de documents déclassifiés un faux rapport faisant état d'une telle rencontre.

⁴³³ (1. p183) 16 octobre 2001, col. WA 84 : <http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/ld199900/ldhansrd/pdvn/1ds01/text/11016w01.htm>.

⁴³⁴ (2. p183) Greenwood et Fawcett, p. 217.

Les enquêteurs privés sont eux aussi ciblés par les opérations de désinformation⁴³⁵. L'enquêtrice américaine Linda Moulton Howe apprend du sergent James Penniston que l'OVNI transportait des voyageurs temporels en provenance du futur, puis deux agents secrets du Pentagone lui révèlent que c'étaient des entités non humaines, et lui recommandent la lecture des livres de Jacques Vallée⁴³⁶. Ce dernier écrit que l'OVNI est un appareil militaire américain destiné à la guerre psychologique⁴³⁷, argument servi également au prêtre anglican, Ray Boeche, par les deux mêmes agents⁴³⁸.

Cette affaire pose la question des relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Liée en matière d'espionnage et de renseignement par le pacte UKUSA, secrètement conclu pendant la guerre et prorogé en 1947-48, l'Angleterre collabore aux trois volets de la guerre de l'information menée par les Américains.

Comme l'expliquent Georgina Bruni et Nick Pope, ancien responsable de la cellule OVNI au sein du MoD, le rapport de force s'est inversé entre les deux nations au sortir de la guerre, et l'Angleterre s'est retrouvée dans une

⁴³⁵ (3. p183) Voir le texte de Gildas Bourdais, *Note sur l'Affaire de Rendlesham, décembre 1980. Agents secrets, témoins manipulés*, mai 2003.

⁴³⁶ (4. p183) Howe, pp. 123-127, 199-211.

⁴³⁷ (5. p183) Jacques Vallée, « Révélation », Paris, Robert Laffont, 1992, pp. 190-191.

⁴³⁸ (6. p183) Georgina Bruni, *You Can't Tell the People. The Definitive Account of the Rendlesham Forest UFO Mystery*, Londres, Sidgwick & Jackson, 2000, pp. 356-359.

position d'allégeance, y compris en matière de renseignement⁴³⁹. Et, de même que les Américains ont mystifié leurs alliés britanniques à propos de la bombe atomique puis de la bombe à hydrogène, en vertu de l'*Atomic Energy Act* voté en 1946, ils semblent avoir dissuadé le gouvernement anglais de s'intéresser de son propre chef à la question des OVNI.

5.1.2.2. « The Flying Saucer Working Party »

Aussi, quand le Comité d'études des soucoupes volantes (*Flying Saucer Working Party*) est secrètement mis en place en 1950, l'Américain Marshall Chadwell, directeur du Bureau du renseignement scientifique de la CIA, propose ses conseils aux cinq membres, et vient personnellement assister à au moins une des réunions. Le groupe remet, en juin 1951, ses conclusions en huit pages (!) qui épousent le discours américain. Tous les phénomènes peuvent être expliqués par des causes naturelles. Curieusement, les *foo fighters* n'apparaissent nulle part dans le rapport et le nom de Roswell n'est même pas mentionné. Dans un bel élan final, la commission demande à être immédiatement dissoute et recommande,

⁴³⁹ (1. p184) Georgina Bruni et Nick Pope, « *The Secret History of the British Government's Early Involvement in the UFO Issue* », *UFO Magazine*, avril 2002, pp. 4-26.

très fortement (*very strongly*), qu'il n'y ait plus à l'avenir d'étude officielle sur les OVNI⁴⁴⁰.

Le Premier ministre Churchill n'est pas mis au courant de la création du *Flying Saucer Working Party*, mais ses conclusions négatives lui sont présentées quand il demande au secrétaire d'État à l'Armée de l'Air de lui fournir des explications sur *toutes ces histoires de soucoupes volantes*⁴⁴¹.

Ce que savent les dirigeants politiques britanniques est incertain. Georgina Bruni a eu l'occasion de s'entretenir en tête à tête avec Margaret Thatcher lors d'un dîner de charité, en mai 1997, et de l'interroger sur les OVNI. Selon elle, la réponse de l'ancien Premier ministre fut sèche et courte : *Vous devez posséder les preuves et vous ne pouvez rien dire au peuple*⁴⁴².

La collaboration des Britanniques avec les Américains s'inscrit très certainement dans une relation de dépendance et d'un partage inégal des résultats, mais néanmoins certainement intéressant.

Pour les autorités britanniques, une telle relation suppose d'être protégée par des opérations de

⁴⁴⁰ (2. p184) Document disponible sur le site du MoD : http://www.mod.uk/linked_files/publications/foi/ufo/ufowpr7.pdf.

⁴⁴¹ (3. p184) Billet manuscrit du 28 juillet 1952 adressé à Lord Cherwell : « *What does all this stuff about flying saucers amount to ? What can it mean ? What is the truth ? Let me have a report at your convenience* », Prime Minister's Personal Minute, Serial n°m 412/52 ; reproduit dans Clarke et Roberts, p. 103.

⁴⁴² (1. p185) Bruni, pp. 2-3.

désinformation. Les publications du livre de Georgina Bruni, du rapport du Comité d'études des soucoupes volantes, et des articles coécrits par Georgina Bruni et Nick Pope éclairant cette relation, ont entraîné des ripostes médiatiques. En décembre 2000, l'agence de presse du MoD, *D News*, a ainsi publié, dans son journal interne, *Focus*, un article intitulé « Pas d'extraterrestres, pas de dossiers⁴⁴³ », ce qui amena Lord Hill-Norton à interpellier, une nouvelle fois, le gouvernement⁴⁴⁴. Selon l'article, le ministère de la Défense aurait conclu, il y a deux ans, et après un demi-siècle d'enquêtes, qu'il n'y avait pas d'extraterrestres, du moins sur Terre : L'article justifie aussi la disparition de documents par la destruction des archives sans intérêt.

On remarque que cette prise de position est en contradiction avec les écrits de Nick Pope, pourtant lui aussi employé du MoD, et ancien responsable de la cellule OVNI. Celui-ci s'est abstenu de commenter cette opération de désinformation blanche.

La presse britannique sert ponctuellement de caisse de résonance à de telles opérations de désinformation. L'affaire de la fausse fermeture du Bureau britannique des soucoupes volantes, déjà étudiée, en est l'exemple récent le plus manifeste. Mais la presse est parfois aussi soumise à des pressions et à des formes de censure déguisée.

⁴⁴³

(2.

p185)

<http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/2002/may/m03-002.shtml>.

⁴⁴⁴

(3. p185)

<http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/ld200001/ldhansrd/v0010508/text/10508w06.htm#column WA171>.

La Notification D (*D-Notice*) est une *lettre formelle de demande, adressée confidentiellement à la presse écrite, orale et audiovisuelle, les priant de considérer un sujet donné comme étant d'une importance particulière pour la sécurité de l'État et de ne rien publier à ce sujet*⁴⁴⁵ qui peut être couvert par l'*Official Secrets Act*.

Cette disposition est en fait peu utilisée car les rédacteurs la précèdent en pratiquant l'autocensure sur les informations sensibles. Un événement comme celui de Bentwaters, impliquant deux bases militaires stratégiques, entre peut-être dans ce cas de figure, ce qui expliquerait le silence relatif des médias britanniques sur ce sujet.

Le caractère secret des informations relatives aux OVNI a été confirmé par Nick Pope lui-même. Il a récemment précisé que des passages de son livre *Open Skies, Closed Minds*⁴⁴⁶, avaient été censurés. Travaillant au ministère de la Défense et étant soumis à l'*Official Secrets Act*, Nick Pope savait qu'il devait soumettre son livre à un organisme de contrôle et qu'il ne pouvait pas le publier sans autorisation. Il avait donc pris soin de n'inclure aucune information classifiée. Malgré cela, et à sa grande surprise, on lui demanda de retirer un nombre considérable de pages, ce qu'il fit. L'ironie veut qu'il devint membre, quelques années plus tard, du comité de contrôle des publications relatives à la première guerre du Golfe. Cela lui permit de constater qu'il était plus facile d'écrire

⁴⁴⁵ (1. p186) Baud, p. 193.

⁴⁴⁶ (2. p186) Nick Pope, *Open Skies, Closed Minds*, Londres, Simon & Schuster, 1996.

un livre sur les opérations des forces spéciales en Irak que sur les OVNI⁴⁴⁷. En fait, Nick Pope admet implicitement la possibilité que la question des OVNI soit couverte par un secret le dépassant et prise en charge à un niveau auquel il n'a pas accès.

5.1.3. La France

Si la France est victime de la guerre de l'information, est-elle pour autant passive ? Bien que la désinformation fasse partie des instruments ordinaires des grandes puissances, la France fait plutôt figure d'exception. Elle n'a pas de tradition historique ni de culture de la désinformation. Sa seule expérience remonte à la guerre d'Algérie avec les tentatives d'Action psychologique, nées de la formulation, par le ministère de la Défense nationale, en 1957, d'une *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*⁴⁴⁸. Ce fut un échec qui dissuada la classe politique française, déjà peu familière du renseignement et guère convaincue de son utilité, de s'y risquer à nouveau – encore que le traitement du nuage de Tchernobyl ressemble fort à une entreprise de désinformation – laissant ainsi les autres grands pays distancer la France.

⁴⁴⁷ (3. p186) Nick Pope, message du 3 septembre 2003 sur la liste de discussion UFO Updates : <http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/2003/sep/m03-019.shtml>.

⁴⁴⁸ (1. p187) Durandin, p. 51.

On ne connaît pas de cas d'opération planifiée et orchestrée de désinformation en matière d'OVNI. Mais certains s'interrogent sur l'attitude du Centre national d'études spatiales (CNES) lors des événements survenus en France le 5 novembre 1990.

5.1.3.1. L'affaire du 5 novembre 1990

Ce jour-là, en soirée, des centaines de témoins observent des phénomènes insolites. Or, pendant cette même soirée, un petit élément d'une fusée russe Proton entre dans l'atmosphère et se désintègre pendant une minute. Si certains témoignages peuvent s'expliquer par cette rentrée atmosphérique, quantité d'autres, décrivant des objets de grande taille, souvent triangulaires, évoluant lentement et silencieusement, parfois même sous les nuages, ne s'accordent pas. C'est pourtant la version de la rentrée atmosphérique qui est retenue par le Service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique (SEPRA).

Cette explication officielle a créé un malaise. Ceux qui pensent que des OVNI ont « profité » de la rentrée atmosphérique d'un élément de la fusée russe pour se manifester à grande échelle, n'acceptent pas la version du SEPRA. Certains dénoncent même une opération de désinformation. Sans aller jusque-là, il semble bien que les rapports parvenus au SEPRA étaient compatibles avec la thèse de la rentrée atmosphérique, ou qu'ils n'étaient pas

assez significatifs pour avancer publiquement l'hypothèse OVNI. Si beaucoup de gens semblent avoir observé des OVNI ce jour-là, on sait que le pourcentage de témoins allant déposer auprès des gendarmeries est traditionnellement très faible. Plus de 90 % des observations ne seraient pas rapportées.

De plus, l'autorité scientifique qu'incarne le CNES est logiquement opposée à toute médiatisation inconsidérée des OVNI, pouvant faire déraiper la question hors du champ scientifique. Si la simple violation de l'espace aérien est politiquement inavouable, que pouvaient bien dire les autorités de ce qui ressemble à une mise en scène de la part des OVNI ? L'envisager publiquement, sans preuves formelles, aurait été déraisonnable, sauf à courir le risque d'un emballement médiatique, avec les risques inhérents de perte de contrôle de l'opinion publique et de discrédit. Le SEPRA a suffisamment d'ennemis, jusque chez les ufologues, pour ne pas agir à la légère et s'attirer des problèmes inutiles.

S'il y a eu désinformation, ce fut sans doute plus par manque de données suffisantes ou par embarras que par goût du secret. Du reste, la publication des notes techniques du GEPAN ne correspondait vraiment pas à une politique de censure ou de désinformation, et témoignait, au contraire, d'une réelle ouverture. Dans ce domaine, la France a été pionnière. Son exemple est aujourd'hui suivi par d'autres pays, qui créent à leur tour des structures officielles pour étudier les OVNI, et prennent parfois publiquement position en faveur de leur réalité. Le Chili et le Pérou ont ainsi adopté une ligne de

conduite contraire à la politique de secret et de désinformation menée par d'autres pays. Certains considèrent que c'est en raison de leur statut de petite puissance militaire, et de leur méconnaissance du sujet, que ces pays adoptent une attitude ouverte, et pronostiquent que celle-ci cessera dès qu'ils auront pris la mesure de l'intérêt stratégique du sujet.

5.1.3.2. Une politique française du secret ?

La France n'est cependant pas épargnée par les critiques, notamment de la part des ufologues français qui pointent trois problèmes :

— La durée de classification des procès-verbaux de gendarmerie relatifs aux OVNI qui est de soixante ans, car *mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la défense nationale* (art. 6 et 7 de la loi n° 79-18 du 3 août 1979)⁴⁴⁹ alors qu'elle est de 30 années pour toutes les autres affaires.

— L'accessibilité des données du SEPRAL limitée aux chercheurs universitaires.

— L'absence de collaboration entre recherche publique et ufologues privés, par opposition au « modèle belge » qui

⁴⁴⁹ (1. p189) Lettres de la direction de la Gendarmerie nationale et du ministère de la Défense adressées à Jean Sider et reproduites dans *Ultra Top-Secret, ces OVNI qui font peur*, Île Rousse, Axis Mundi, 1990, pp. 429-431.

vit les autorités belges collaborer avec un groupe ufologique privé, la SOBEPS, lors de la vague de 1990, mais non sans ambiguïtés⁴⁵⁰.

Mais ces restrictions ne peuvent être confondues avec une véritable politique du secret. Ne pas pratiquer la guerre de l'information n'implique pas d'être transparent, ni de rendre toutes ses informations accessibles. S'il n'existe pas en France de disposition similaire au FOIA, c'est sans doute parce que sa situation n'est pas comparable à celle des États-Unis. Tout positif qu'il soit, le FOIA n'est qu'une contre-mesure politique au poids démesuré du secret dans le système politique américain. La France n'en est pas là. Pour avoir négligé la question des OVNI, elle n'a probablement pas de connaissances secrètes ni d'atouts stratégiques à dissimuler. Inversement, si certains de ses sites stratégiques ont subi des intrusions d'OVNI, comme ce fut le cas aux États-Unis et en URSS (les missiles français valent bien les autres), le public n'en saura sûrement jamais rien. On sait en France garder des secrets.

⁴⁵⁰ (2. p189) Pascal Hubrecht, Léon Brening.

5.2. Qui au sein de l'État américain ?

S'il est entendu que les États-Unis se livrent à une guerre de l'information au sujet des OVNI, il reste à déterminer qui, au sein du vaste appareil d'État américain, pratique la désinformation.

Le traitement de la question des OVNI aux États-Unis est à l'image du système politique et exécutif, éclaté entre différents acteurs. C'est ainsi que l'armée de l'Air, les agences de renseignement, la NASA et le complexe militaro-industriel sont amenés, dans le cadre de leurs activités, à traiter le sujet et à pratiquer la désinformation. Chacun semble agir selon ses intérêts. L'idée selon laquelle ces différents traitements seraient coordonnés ou concertés entre eux reste à démontrer.

Cependant, beaucoup pensent que l'ensemble du dossier OVNI serait géré directement par les plus hauts sommets du pouvoir exécutif, tandis que d'autres penchent pour l'existence d'un pouvoir parallèle. Les premiers accusent les présidents se succédant à la Maison Blanche de connaître la vérité et de mentir au peuple. Les seconds affirment qu'ils ne contrôlent rien et que le véritable pouvoir de décision appartient à un gouvernement occulte dirigeant secrètement le monde.

Ce sont là deux visions extrêmes des différentes théories de complot qui circulent et qui sont elles-mêmes alimentées par des opérations de désinformation amplifiante.

5.2.1. « Majestic 12 »

Entre ces deux théories se trouve celle du MJ-12. Un groupe ultra-secret, le *Majestic 12*, aurait été mis en place, après le crash de Roswell, pour gérer le problème des OVNI et des extraterrestres. Ce groupe de douze membres comprendrait des hommes politiques, des militaires et des savants placés sous la seule autorité du président des États-Unis.

L'histoire de cette théorie est une véritable saga remontant aux années 80 et qui continue toujours. Plusieurs chercheurs reçoivent des documents prétendument officiels et secrets relatifs au MJ-12. La nature des « informateurs » est pour le moins suspecte. L'Anglais Timothy Good dit avoir reçu le premier document (*Opération Majestic 12 pour le président élu Dwight Eisenhower*) d'un agent de la CIA, tandis que les ufologues américains, William Moore, Jaime Shandera, Linda Moulton Howe ainsi que le physicien nucléaire Stanton Friedman, ont eu comme informateur l'agent spécial Richard Doty, du Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air (AFOSI).

La question de l'authenticité de ces documents, qui forment aujourd'hui une masse considérable (plus de 2 000 pages), a ouvert toutes sortes d'hypothèses. Pour les uns, ces informations sont vraies et relèvent de fuites organisées. Pour d'autres, au contraire, ils servent la désinformation.

Il est aujourd'hui acquis que ces documents sont des faux habiles dépassant les limites du canular et de l'action individuelle. Ont-ils été conçus pour acclimater progressivement et sans emballement l'opinion publique à l'existence d'un groupe secret ? Dans cette optique, les faux éléments auraient été intentionnellement glissés pour être découverts à retardement, et freiner un éventuel emballement de l'opinion publique. Ou bien leur finalité est-elle au contraire de ridiculiser l'idée d'un groupe secret pour mieux le protéger ? Ou bien encore sont-ils les supports d'une opération de désinformation visant tout simplement à faire s'égarer les ufologues dans des conjectures sans fin et à les plonger dans le désarroi ? On constate, que ces documents ont eu pour conséquence de diviser les ufologues, et de les absorber. Quant à l'hypothétique existence d'un groupe secret, elle n'est pas impossible, mais peut-être pas sous le nom de MJ-12, ni sous la forme d'un pouvoir occulte et parallèle à celui des institutions.

5.2.2. La « lunatic fringe »

Une autre variante de la théorie des complots est celle de la frange lunatique – *lunatic fringe*. Plusieurs personnages, très douteux, sont arrivés sur la scène ufologique, à la fin des années 80, pour dénoncer la collaboration qui aurait été secrètement conclue entre le gouvernement américain et des extraterrestres. En échange de leur technologie, les extraterrestres auraient

été autorisés à enlever des Américains, à des fins d'expérimentation, afin de revivifier leur capital génétique déclinant. Le gouvernement américain se serait rendu compte, trop tard, qu'il avait été dupé et serait entré en conflit ouvert avec les extraterrestres.

On peut évidemment rire ou être affligé par ce discours, mais il importe de réaliser qu'il cible efficacement une frange de l'opinion publique américaine hostile au pouvoir fédéral, accusé de « vendre l'Amérique » à l'étranger.

Les origines de cette forme extrême de désinformation amplifiante sont troubles et incertaines. Délires personnels ou inspirés ? On relève que l'un des protagonistes, John Lear, fils du constructeur Lear Jet, a longtemps travaillé pour la CIA, au Vietnam et en Amérique centrale, et qu'un autre, William Cooper, auteur du livre traduit en français, *Le Gouvernement secret*⁴⁵¹, a été sous-officier dans les services de renseignement de la Marine américaine.

Ces théories extrêmes impliquant toutes les branches du pouvoir américain peuvent paraître ridicules, pour qui connaît un peu la question, mais leur efficacité en termes de désinformation amplifiante tient précisément à leur simplisme. Elles permettent de faire l'amalgame entre les notions de secret et de complot.

⁴⁵¹ (1. p192) Cooper, *Le Gouvernement secret* suivi de *Opération Cheval de Troie*, 1989.

5.2.3. Qui sait quoi ?

Loin des théories paranoïaques et désinformatrices, l'observation des remous provoqués par la question des OVNI dans les coulisses du pouvoir est instructive.

En avril 1952, le Secrétaire d'État de la *Navy*, Dan Kimball, en route vers Hawaï, voit deux disques volants depuis les hublots de son avion. Les OVNI font deux fois le tour de l'appareil puis se dirigent vers un autre avion de la Marine, transportant l'amiral Arthur Radford, dont ils font également le tour avant de s'éloigner. À son arrivée, Kimball adresse naturellement un rapport détaillé à l'*Air Force* mais n'a droit à aucun retour. Bientôt, il apprend que l'armée de l'Air a exigé, de manière agressive, que lui soient remis tous les rapports des témoins de la *Navy* relatifs à cette observation.

Face à cette attitude, Kimball encourage alors la *Navy* à mener ses propres enquêtes. Celle-ci est bientôt en possession d'un film spectaculaire réalisé dans l'Utah, le 2 juillet 1952, et au sujet duquel ses services spécialisés concluent à *des objets inconnus sous contrôle intelligent*. L'USAF et la CIA craignent alors que Kimball le fasse connaître au public. La première cherche à empêcher sa diffusion et la seconde prépare des contre-expertises prêtes à être communiquées au public. Mais le secrétaire d'État à la Marine ne franchit pas le pas et est remplacé à

la suite des élections de novembre et de la victoire d'Eisenhower⁴⁵².

Cet épisode indique que la question n'est pas gérée de manière collégiale et qu'elle fait l'objet de rapports de force entre ses membres. Dans le cas de Kimball, si la concertation n'a pas été possible au sein de l'armée américaine, entre l'*Air Force* et la *Navy*, c'est peut-être parce que chacun jalouse l'autonomie de l'autre, et qu'il s'est arrogé des domaines de compétence, en l'absence de coordination au niveau supérieur.

Cette situation ne semble pas avoir évolué. La rivalité entre l'armée de l'Air et la Marine sur le dossier OVNI est toujours perceptible. En octobre 1988, dans l'émission télévisée *UFO Cover Up ? Live !* diffusée en prime time, le capitaine Robert Collins, chef direct de Richard Doty au sein du Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air (AFOSI), cherche à minorer le rôle de son corps d'armée en affirmant, sous le pseudonyme de *Condor*, que la *Navy* joue un rôle très important dans la prétendue collaboration du gouvernement américain avec les extraterrestres.

⁴⁵² (1. p193) Major Donald Keyhoe, *Flying Saucers from Outer Space*, p. 50 ; *Flying Saucers : Top Secret*, pp. 85-86 ; *Aliens from Space*, p. 80 ; Dolan, pp. 163-164.

5.2.3.1. Des présidents désinformés ?

Derrière cette question provocatrice se cache un vrai problème. Ce que savent les présidents obsède depuis longtemps les ufologues. Il leur paraît inconcevable que le personnage le plus puissant de la planète ne soit pas totalement et parfaitement informé d'un sujet qu'ils considèrent comme capital.

Si le président des États-Unis ne sait pas tout, c'est qu'on le lui cache, et qu'il y a donc une conspiration du silence orchestrée à différents niveaux du pouvoir exécutif. Des membres du Conseil de Sécurité, des chefs d'état-major, des directeurs des agences de renseignement et des fonctionnaires haut placés dissimuleraient la vérité au président, élu par les hasards de l'histoire, et de passage pour quatre ou huit ans, à la Maison Blanche. Cette vision des choses se rapproche dangereusement des théories « conspirationnistes ».

Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à de telles extrémités pour pouvoir rendre compte de la situation. En tant que question de sécurité nationale, les OVNI font l'objet d'une politique du secret, certes sévère, mais qui ne peut être assimilée au complot.

Plusieurs raisons peuvent expliquer le fait que le président des États-Unis est peu ou pas informé de la question :

— La question n'entre pas dans son domaine de compétences.

— Le principe du *need to know* lui interdit le libre accès au dossier.

— Le dossier peut être géré sans intervention ni décision présidentielle. La politique et les programmes arrêtés il y a longtemps sont toujours en cours et ne nécessitent pas de nouvelle décision.

— Le président n'a pas le désir ou le temps de s'informer.

5.2.3.1.1. Harry Truman, le premier président confronté aux OVNI ?

On sait aujourd'hui que Harry Truman était tenu informé oralement, tous les trois mois, par son aide de camp pour l'*Air Force*, Robert B. Landry, de l'évolution du dossier OVNI⁴⁵³. Consacrer quatre réunions par an à cette question peut paraître insuffisant à certains, mais témoigne de l'importance du sujet lorsqu'on le compare au traitement d'autres problèmes. Quand Harry Truman fut enfin informé de l'existence de la bombe atomique, alors qu'il était président depuis presque deux semaines, il se plaignit de la longueur excessive du mémo que le secrétaire d'État à la Guerre, Henry Stimson, lui avait préparé à cet effet. Il faisait 24 pages⁴⁵⁴...

⁴⁵³ (1. p194) Dolan, pp. 103-105.

⁴⁵⁴ (2. p194) Frank Kofsky, *Harry Truman and the Great Scare of 1948*, St. Martin's Press, 1993 ; Weiner, p. 21.

Truman fut le premier président à être confronté au problème OVNI et à s'exprimer publiquement dessus : *Je peux vous assurer que les soucoupes volantes, à supposer qu'elles existent, ne sont construites par aucune puissance sur la Terre*⁴⁵⁵. Certains pensent qu'il est celui qui a placé la question sous le boisseau.

5.2.3.1.2. Eisenhower et le complexe militaro-industriel

Il ne fait guère de doute que son successeur, le général Eisenhower, connaissait tout ou partie de la situation. En juillet 1947, à l'époque du supposé crash de Roswell, il était chef d'état-major des Armées. C'est au début de sa présidence que le général Douglas MacArthur fit une déclaration étonnante, laissant à penser que le problème OVNI préoccupait certains haut responsables :

*À cause des développements de la science, tous les pays de la Terre devront survivre et faire front commun contre les attaques de peuples d'autres planètes. La politique du futur deviendra cosmique ou interplanétaire*⁴⁵⁶.

⁴⁵⁵ (3. p194) Président Harry Truman, conférence de Presse à la Maison Blanche, Washington. 4 avril 1950.

⁴⁵⁶ (1. p195) *The New York Times*, 8 octobre 1955 ; *UFO Briefing Document*, p. 154.

C'est peut-être sous Eisenhower que la gestion du dossier OVNI connaît ses premiers dérapages. Certaines questions militaires commencent en effet à échapper partiellement au pouvoir politique. Malgré ses quatre étoiles de général et son passé glorieux, Eisenhower semble perdre le contrôle absolu de l'arsenal nucléaire américain⁴⁵⁷. Il se heurte au général Curtis Le May, commandant du *Strategic Air Command*, partisan de frappes nucléaires massives contre l'URSS, et qui cherche à affranchir leur déclenchement de l'autorisation présidentielle. Après des demandes réitérées et des pressions de toutes sortes, Eisenhower a enfin accès, en novembre 1960, quelques semaines avant la fin de son mandat, au contenu détaillé du plan d'attaque nucléaire SIOP (*Single Integrated Operational Plan*) prévoyant la mort de 500 millions de personnes et la destruction de 10 pays, ce qui l'aurait horrifié.

Peu de temps après, lors de son discours d'adieu du 17 janvier 1961, il dénonce les dangers du complexe militaro-industriel pour la démocratie.

⁴⁵⁷ (2. p195) Weiner, pp. 19-45.

5.2.3.1.3. Jimmy Carter et ses promesses non tenues

Beaucoup d'histoires et de rumeurs circulent à propos des présidents suivants, mais c'est sous Jimmy Carter que le dossier OVNI prend une nouvelle tournure.

Jimmy Carter a lui-même observé un OVNI, en 1969, et témoigné auprès du NICAP, dont il a rempli un rapport d'observation. En 1976, lors de la campagne présidentielle, il promet de rendre disponibles les informations au sujet des OVNI s'il devient président. Une fois élu, il cesse de s'exprimer sur la question et ne tient pas sa promesse, ce qui lui vaut un abondant courrier de protestations. S'il ne donna jamais d'explication sur son silence, son chargé de communication, Walter Wurfel, le fit à sa place, un mois seulement après l'élection : *Il pourrait y avoir dans certaines observations des aspects qui concernent la défense et qui ne doivent pas être divulgués*⁴⁵⁸.

Si Jimmy Carter n'a pas respecté son engagement, c'est aussi peut-être parce qu'il n'a pas réussi à obtenir de réponse. Différentes informations laissent supposer que le président Carter s'est vu refuser l'accès aux informations sensibles concernant les OVNI, par le Directeur de la CIA de l'époque, George Bush. Lors de leur rencontre en tête à tête, ce dernier aurait répondu au nouveau président que

⁴⁵⁸ (1. p196) Déclaration du 28 février 1977 : <http://www.presidentialufo.8m.com/jimmy.htm>.

la curiosité présidentielle ne justifiait pas de violer le principe du *need to know*.

Certes, cette histoire demeure invérifiable en l'état, mais plusieurs indices la rendent vraisemblable.

Tout d'abord, le renvoi expéditif de George Bush de son poste de directeur de la CIA, chose qui ne s'était plus vue depuis Eisenhower. Ensuite, le fait que les deux hommes, qui se détestent cordialement, ont toujours refusé de commenter cette version alors qu'ils auraient pu facilement la démentir. Et puis enfin l'aveu de Jimmy Carter, en 1995, de son ignorance de certains programmes et actions de la CIA quand il était président⁴⁵⁹.

Carter a-t-il été, sur la question des OVNI, un président sous-informé ou désinformé ? Il semble en tout cas avoir cherché à déverrouiller le secret entourant la question.

Nous avons vu que l'administration Carter a proposé à la NASA, par l'intermédiaire de son conseiller scientifique, Franck Press, en septembre 1977, de relancer les enquêtes sur les OVNI, officiellement closes par l'armée de l'Air, depuis 1969. Mais, sur le conseil de la CIA et l'encouragement de l'*Air Force*⁴⁶⁰, l'administration a refusé (cf. 3.2.2).

⁴⁵⁹ (2. p196) Il confia en 1995 qu'il n'avait pas été informé du programme SCANATE de la CIA cherchant à utiliser les capacités psychiques de vision à distance de certains sujets (*remote viewers*), créé en 1970 et rebaptisé STARGATE en 1991 : <http://www.fas.org/irp/program/collect/stargate.htm>.

⁴⁶⁰ (1. p197) Le colonel Charles Senn, chef des relations publiques de l'*Air Force*, écrit au lieutenant Duward Crow de la NASA : *J'espère*

Dans le cadre du rapport de forces l'ayant opposé à ces administrations, on remarque également que Carter assouplit considérablement les procédures de déclassification des documents officiels instaurées sous Gerald Ford. En 1978, la CIA est ainsi amenée à rendre publiques quelque 1 000 pages de documents relatifs aux OVNI, tandis que le FBI en communique 1 600 aux demandeurs du FOIA. Interrogé en 1997 par une chaîne de télévision britannique sur la déclassification de ces documents, l'ex-président confie que, si beaucoup d'informations ont été libérées, il ignore combien demeurent classées⁴⁶¹.

5.2.3.1.4. Ronald Reagan et la menace extraterrestre

Si Jimmy Carter fut le président des OVNI, Ronald Reagan fut celui de la menace extraterrestre. Aujourd'hui encore, on s'interroge sur le sens de ses déclarations répétées au sujet d'une invasion extraterrestre. La première date du 19 novembre 1985, lors du sommet américano-soviétique de Genève. Il dit devant Mikhaïl Gorbatchev :

sincèrement que vous réussirez à empêcher la réouverture des enquêtes sur les OVNI.

⁴⁶¹ (2. p197) *The Paranormal World of Paul McKenna*, ITV, émission du 15 janvier 1996 : <http://www.presidentialufo.8m.com/jimmy.htm>.

*Combien sa tâche et la mienne seraient facilitées dans ces réunions que nous avons s'il y avait soudain une menace sur ce monde provenant d'une autre planète de l'univers. Nous oublierions les petites différences locales séparant nos pays et nous comprendrions, une fois pour toutes, que nous sommes réellement tous les mêmes êtres humains solidaires ici sur cette Terre*⁴⁶².

Quelques semaines plus tard, le 4 décembre 1985, il délivre un discours au lycée de Fallston, dans le Maryland, dans lequel il reprend ses propos de Genève :

*Je n'ai pas pu m'empêcher de lui [Gorbatchev] dire combien sa tâche et la mienne seraient facilitées s'il y avait soudain une menace sur ce monde provenant d'autres espèces sur une autre planète de l'univers. Nous oublierions toutes les petites différences qui séparent nos pays et nous comprendrions, une fois pour toutes, que nous sommes réellement tous les mêmes êtres humains réunis ensemble sur cette Terre. Eh bien je ne pense pas que nous puissions nous attendre à ce qu'une race étrangère surgisse et nous menace, mais je crois, entre nous, que nous pouvons provoquer une telle chose*⁴⁶³.

En 1987, il confirme que ces déclarations n'étaient pas accidentelles, en récidivant devant l'Assemblée générale des Nations unies :

⁴⁶² (3. p197) *Daily Telegraph*, Londres, 5 décembre 1985 ; *Le Monde*, édition du 6 décembre 1985, p. 5.

⁴⁶³ (1. p198) Ronald Reagan, *The Public Papers of President Ronald W. Reagan*, The Ronald Reagan Library : <http://www.reagan.utexas.edu/resource/speeches/1985/120485a.htm>.

Dans notre obsession des antagonismes du moment, nous oublions souvent combien sont unis tous les membres de l'humanité. Peut-être avons-nous besoin de quelque menace universelle venant de l'extérieur pour nous faire prendre conscience de ce lien. Il m'arrive parfois de penser que toutes nos différences dans ce monde s'évanouiraient soudainement si nous étions confrontés à une menace étrangère extérieure à la Terre⁴⁶⁴.

À Chicago, le 4 mai 1988, à une question posée lors du National Strategy Forum : Selon vous, de quoi les relations internationales ont-elles le plus besoin ?

Je me suis souvent demandé ce qui arriverait si nous tous dans ce monde découvririons que nous sommes menacés par une puissance extérieure, une puissance de l'espace intersidéral, d'une autre planète. Ne trouverions-nous pas tout d'un coup qu'il n'y a pas de différences entre nous, que nous sommes tous des êtres humains, des citoyens du monde, et ne nous unirions-nous pas pour combattre cette menace particulière⁴⁶⁵ ?

Ces prises de position publiques ne peuvent être imputées au hasard ni à un accident. Ronald Reagan, qui avait été membre de l'*Air Force Intelligence* durant la Seconde Guerre mondiale, informateur du FBI à Hollywood, et dont chaque discours était soigneusement

⁴⁶⁴ (2. p198) Organisation des Nations unies, 42^e Assemblée générale, compte rendu des débats A/42/Provisional Verbatim 4, p. 26, 21 septembre 1987.

⁴⁶⁵ (3. p198) *Chicago Tribune*, 5 mai 1988.

préparé et écrit des semaines à l'avance, par une équipe de cinq rédacteurs, pouvait certes commettre des gaffes dans le costume présidentiel, mais pas à répétition.

On doit donc s'interroger sur le sens de ces propos. A-t-il cru réellement au danger d'une invasion ? Si tel avait été le cas, on aurait dû constater des remous dans les sphères militaires et politiques internationales, ou découvrir leur existence *a posteriori*. Or, rien de tel.

On sait, en revanche, que Ronald Reagan a été le président du complexe militaro-industriel. C'est la compagnie d'armement Général Electric qui le lance dans la politique et le soutient financièrement. En retour, Ronald Reagan augmente les budgets secrets d'armements de 1 400 %, lors de sa première année à la Maison Blanche⁴⁶⁶, lesquels atteignent 36 milliards de dollars⁴⁶⁷.

Nous reviendrons plus loin sur le pourquoi et le sens de ces déclarations.

5.2.3.1.5. Bill Clinton

Bill Clinton semble avoir été, après Jimmy Carter, le second président à s'être heurté au mur du secret.

⁴⁶⁶ (1. p199) Gordon R. Mitchell, *Strategic Deception, Rhetoric, Science and Politics in Missile Defense Advocacy*, East Lansing, Michigan State University Press, 2000, pp. 229-230.

⁴⁶⁷ (2. p199) Tim Weiner, *Blank Check : The Pentagon's Black Budget*, New York, Warner Bros Books, 1990.

Contrairement à son prédécesseur, George Bush, qui était bien introduit dans la communauté du renseignement pour avoir été directeur de la CIA, Bill Clinton n'a pas d'expérience ni de goût pour ces questions. De plus, il avait fait la promesse électorale de réduire les dépenses des treize agences de renseignement de 7 milliards de dollars en cinq ans, ce qui lui valut l'hostilité et la méfiance de ces agences, qui avaient été entre les mains des Républicains pendant les douze dernières années.

Comme Jimmy Carter, il place un homme à lui à la tête de la CIA et des agences de renseignement, James Woolsey. Celui-ci n'est pas issu de la communauté du renseignement et n'a qu'une très faible expérience en la matière. Il est d'autant plus mal accueilli par celle-ci que, à peine nommé, il dit publiquement le souhait, de l'administration Clinton, de renforcer le champ d'application du FOIA dans *un esprit d'ouverture*.

Cette volonté présidentielle d'alléger la politique du secret se concrétise rapidement avec la signature, le 17 avril 1995, du décret-loi 12958, qui oblige toutes les administrations à déclassifier et à communiquer au public les documents relevant de la sécurité nationale vieux de plus de 25 ans. Parmi les exceptions figurent cependant tous les documents relatifs à la Zone 51, lesquels demeurent classés top secret.

Si la démarche de Clinton ressemble à celle de Carter, a-t-elle un lien avec la question des OVNI et l'impossibilité d'obtenir des informations ? On relève que Bill Clinton

paraît chercher des réponses en dehors des circuits classiques et habituels de l'appareil d'État.

Webbster Hubbell, qui fut le numéro trois au sein du Département de la Justice (*Associate Attorney Général of the United States*), rapporte, dans ses Mémoires, les propos que Bill Clinton lui a tenus avant de le nommer : *Si je vous mets à la Justice, je veux que vous trouviez pour moi les réponses à deux questions. Premièrement, qui a tué John Fitzgerald Kennedy ? Et deux, y a-t-il des OVNI ?* Et Hubbell de préciser que Clinton était absolument sérieux. J'ai cherché pour les deux mais n'ai pas été satisfait des réponses obtenues⁴⁶⁸.

Bill Clinton semble essayer plusieurs voies pour obtenir des réponses. La première est celle de son conseiller scientifique, le docteur Jack Gibbons. Celui-ci collabore avec le groupe dirigé par le milliardaire Laurance Rockefeller, *Human Potential Foundation*, militant pour la levée du secret sur les OVNI. Cette relation a pu être établie grâce à la déclassification, par l'*Office for Science and Technology Policy (OSTP)*, en janvier 2001, de la correspondance entre les deux parties, et au travail de Grant Cameron, à qui nous devons une grande partie des informations sur les présidents américains⁴⁶⁹. On y découvre l'organisation régulière de réunions, entre 1993 et 1995, et surtout la décision, prise en février 1994, de

⁴⁶⁸ (1. p200) Webbster Hubbell, *Friends in High Places*, William Morrow & Co, 1997 ; Deborah Orin, « Bill wanted UFO Probe : Hubbell Book », *New York Post*, 23 novembre 1997.

⁴⁶⁹ (1. p201) Ces documents peuvent être téléchargés sur le site internet suivant : <http://www.konsulting.com/pdf docs.htm>.

s'attaquer au secret entourant Roswell. Le choix de cet objectif très sensible entraînera le départ de deux membres du groupe, Jacques Vallée et Richard Farley.

Cette correspondance permet aussi de se rendre compte que Laurance Rockefeller préparait de la documentation destinée au président Clinton. Rockefeller avait décidé de passer à l'offensive après les opérations de désinformation menées par l'*Air Force* pour protéger le secret de Roswell.

Mais ces velléités présidentielles sont bientôt contrariées par le début de l'affaire Monica Lewinski, qui va dégénérer en scandale et affaiblir considérablement le président. Cependant, Bill Clinton fait une déclaration équivoque, le 30 novembre 1995, à Belfast, lors d'un voyage officiel :

*Et à tous ceux d'entre vous qui n'ont pas perdu le sens de l'humour, je dis merci. J'ai reçu une lettre d'un garçon de 13 ans, Ryan, de Belfast. Eh bien Ryan, si tu es dans la foule ce soir, voici la réponse à ta question. Non, **autant que je le sache**, un vaisseau spatial étranger ne s'est pas écrasé à Roswell, au Nouveau-Mexique, en 1947. Et Ryan, si l'armée de l'Air américaine a récupéré des corps étrangers, **ils ne me l'ont pas dit non plus et je veux savoir**⁴⁷⁰. (NDLR : passages surlignés par l'auteur)*

De l'humour à l'autodérision typiquement anglo-saxonne, il n'y a parfois qu'un pas. Bill Clinton a-t-il voulu plaisanter à propos de Roswell ou de sa condition de

⁴⁷⁰ (2. p201) *National Archives and Records Administration, Public Papers of the Presidents of the United States*, discours disponible sur le site officiel : <http://www.gpoaccess.gov/index.htm>.

président ? On remarque que le président des États-Unis admet implicitement ne pas tout savoir. Compte tenu de la longue préparation précédant les interventions présidentielles et de la rigoureuse sélection des questions, on ne peut imputer cette déclaration au hasard.

5.2.3.1.6. Une affaire de Républicains ?

Au vu de ce qui a été parcouru, on peut se demander si la question des OVNI n'est pas d'abord une affaire de Républicains. La présidence de George W. Bush renforce cette question. Interrogé pendant la campagne électorale sur la question, le gouverneur Bush avait promis, lui aussi, de dire la vérité s'il était élu en désignant Dick Cheney comme l'homme de la situation : *Vous pouvez en être sûr. Lui il sait. Il a été secrétaire d'État à la Défense, et un fameux*⁴⁷¹.

5.3. L'» US Air Force »

L'armée de l'Air des États-Unis est, depuis 1947, directement confrontée au problème des OVNI. Elle est,

⁴⁷¹ (1. p202) 29 juillet 2000, Kentucky, États-Unis.

de toutes les autorités et administrations américaines, la plus impliquée, et la désinformation qu'elle pratique est proportionnelle à son engagement.

L'*US Air Force* dispose d'un statut et d'une autonomie particuliers au sein de l'Armée américaine. Créée en juillet 1947, elle est d'abord une entité indépendante du *National Military Establishment*, qui devient le Département de la Défense (DoD) en 1949, et dispose d'un secrétaire au sein du DoD.

La question des OVNI la concerne comme menace potentielle pour ses pilotes, pour la sécurité nationale et en tant que technologie étrangère. J. Allen Hynek, l'ancien conseiller scientifique du Projet *Blue Book* confirme que l'activité du renseignement en matière de technologie étrangère entre directement dans les attributions de l'armée de l'Air, et notamment dans celles de la Division de la technologie étrangère⁴⁷². Le manuel des services de renseignement de l'*Air Force* est encore plus explicite : une de ses illustrations met en scène un avion, apparemment surpris par trois soucoupes volantes, et qui est accompagnée du commentaire suivant : *Le Centre de renseignement technique de l'armée de l'Air est responsable de la prévention des surprises technologiques*⁴⁷³.

L'armée de l'Air doit faire face dans l'urgence au problème des OVNI car ceux-ci entrent soudainement

⁴⁷² (2. p202) Hynek, p. 264.

⁴⁷³ (1. p203) *Air Force Intelligence Manual*, AFM 200-3, chapitre 9, p. 3 : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/ncp-home.htm>.

dans l'histoire officielle, le 8 juillet 1947, quand la base aérienne de Roswell annonce aux radios locales une nouvelle qui fait le tour du monde : un disque volant s'est écrasé dans un ranch et des débris ont été récupérés.

Le jour même de cet événement, l'*Air Force* inaugure une politique de désinformation qui dure toujours. Bien que précipitée, cette opération de désinformation enterre cependant l'affaire de Roswell pour trente ans, et permet à l'USAF de se concentrer sur d'autres urgences. Les OVNI continuent en effet à se manifester sur tout le territoire des États-Unis, l'obligeant à conjuguer censure et désinformation. Le capitaine de l'armée de l'Air, ancien responsable du projet *Blue Book*, Edward Ruppelt, a restitué l'ambiance tendue de l'époque :

À la fin de 1947, le verrou de la sécurité était fermé à double tour. Les quelques journalistes qui enquêtaient sur les agissements de l'Air Force ont reçu le même traitement que vous subiriez aujourd'hui [NDLR : en 1956] si vous enquêtiez sur le nombre d'armes thermonucléaires stockées dans les arsenaux atomiques américains. Personne, en dehors de quelques officiers de haut rang au Pentagone, ne savait ce que pensaient les gens dans les hangars entourés de barbelés qui abritaient le Centre technique de l'armée de l'Air⁴⁷⁴.

Cette tension est aggravée, en juillet 1952, par l'épisode du « Carrousel de Washington » qui voit les lieux emblématiques du pouvoir politique américain survolés par des OVNI. La réaction de l'armée de l'Air est

⁴⁷⁴ (2. p203) Ruppelt, p. 22.

proportionnée à la gravité de l'événement. Elle organise la plus grosse conférence de presse depuis la Seconde Guerre mondiale pour faire avaliser l'argument fallacieux des inversions de température (cf. 2.1.1.1).

Si elles illustrent bien la capacité de l'*Air Force* à pratiquer la désinformation, ces opérations offrent une image incomplète de sa politique. Ce sont en effet des actions défensives, mises en œuvre pour contrer des événements qu'elle ne contrôle pas. Or, une véritable politique de désinformation se doit d'anticiper, et de prendre des initiatives pour conserver le contrôle de la situation.

5.3.1. La saga des commissions

La succession de différentes commissions d'enquête, mises sur pied à grand renfort de médiatisation, est le volet le plus visible de cette politique qui relève de la désinformation blanche.

La première, dénommée *Sign*, est un échec pour l'*Air Force*. Malgré des moyens limités, ce n'est pas la commission fantôme qu'espérait probablement l'armée de l'Air pour donner le change à l'opinion publique. Logiquement, elle conclut à l'origine interplanétaire des OVNI. Le rejet et la destruction de son rapport enterrent l'hypothèse extraterrestre et arrêtent la ligne de conduite des prochaines commissions (cf. 2.2.8).

Démotivés, les membres partisans de l'hypothèse extraterrestre, dont le directeur, le capitaine Robert R. Sneider, quittent la commission. Le renouvellement des membres permet de redéfinir les tâches de la commission, laquelle est rebaptisée, le 11 février 1949, d'un nom étrange et, pour certains, significatif, Rancœur (*Project Grudge*). Pour préparer et conditionner l'opinion publique à ses vues négatives, la commission Rancœur utilise discrètement la plume complaisante de quelques journalistes, dont celle de Sidney Shallet du journal *Saturday Evening Post*⁴⁷⁵.

En août 1949, elle remet un rapport de 600 pages dans lequel on trouve déjà les arguments qui seront utilisés, en 1969, par l'armée de l'Air, pour clôturer officiellement les enquêtes :

— *Il n'y a pas de preuve que les objets en question soient le produit d'un développement scientifique avancé étranger ;*

— *et par conséquent, ils ne représentent pas une menace directe pour la sécurité nationale*⁴⁷⁶.

Ce sont des réponses périphériques, qui éludent habilement la question de savoir si les OVNI sont des engins volants inconnus aux capacités surpassant celles de l'aéronautique. La commission peut d'autant moins y

⁴⁷⁵ (1. p204) Sidney Shallet, « *What You can Believe About Flying Saucers* », *The Saturday Evening Post*, 30 avril et 7 mai 1949.

⁴⁷⁶ (2. p204) Clark, p. 746.

répondre par la négative qu'elle est obligée d'admettre que 23 % des cas restent inexpliqués⁴⁷⁷.

Cependant, l'*Air Force* peut espérer se dégager enfin de la gestion publique du problème OVNI. Elle prépare l'opinion publique en annonçant, fin décembre 1949, son intention de dissoudre la commission, laquelle tombe en léthargie. Mais des observations spectaculaires et des enregistrements radar d'OVNI près de la base militaire de Fort Monmouth (New Jersey), en septembre 1951, l'obligent à la ranimer.

Le lieutenant, et futur capitaine, Edward Ruppelt, est nommé à la tête du groupe, qui prend le nom de *Blue Book*. Cet officier entend bien étudier sérieusement les OVNI. Sous son impulsion, la commission semble être sur le point de changer de cap, quand intervient l'épisode du « Carrousel de Washington », en juillet 1952. Si l'opération de désinformation blanche de la conférence de presse est un succès, l'événement est d'une gravité extrême en termes de sécurité nationale.

Sa médiatisation provoque une intensification et une radicalisation de la politique de désinformation : La CIA, dont le rôle sera étudié plus loin, se mêle alors au problème, et insiste sur la nécessité de pratiquer une politique de désinformation à grande échelle (Commission Robertson), tandis que l'USAF décide d'instrumentaliser le Projet *Blue Book* à des fins de désinformation. Découragé, le capitaine Ruppelt démissionne en août

⁴⁷⁷ (1. p205) Clark, p. 746.

1953. Il écrira en 1956 un livre éclairant sur les manœuvres de l'armée de l'Air⁴⁷⁸.

L'objectif de l'*Air Force* demeure de se dégager officiellement de la question, mais elle ne peut clôturer le Projet *Blue Book*, car les observations d'OVNI persistent et attirent, par ricochet, l'attention de l'opinion publique sur les travaux de la commission. Le Congrès lui-même s'y intéresse, et certains de ses membres, tel le speaker John McCormak, déclarent que les OVNI sont réels et critiquent ouvertement le projet *Blue Book*⁴⁷⁹.

Pour sortir de cette impasse, l'armée de l'Air décide de faire appel à des compétences scientifiques et civiles, lesquelles seraient perçues par l'opinion publique comme étant extérieures à l'armée et donc impartiales. En 1966, elle commande à l'Université du Colorado une étude du phénomène OVNI afin d'évaluer, de manière objective et indépendante, sa réalité. Mais la véritable commande, officieuse, de l'*Air Force*, est celle de conclusions négatives pour pouvoir enfin clore toute étude officielle. Pour paraître crédibles, ces conclusions devront s'appuyer sur une étude exhaustive des cas d'OVNI, et intégrer les travaux des précédentes commissions. Il est, en effet, plus facile de mettre fin à une politique après en avoir fait le bilan.

Un comité de scientifiques est mis en place sous la direction d'Edward Condon. Ce dernier a les qualités

⁴⁷⁸ (2. p205) Edward Ruppelt, *The Report on Unidentified Flying Objects*, New York, Doubleday, 1956.

⁴⁷⁹ (1. p206) Clark, p. 735.

nécessaires pour conduire l'opération de désinformation. Il est, pour le public, un éminent professeur de physique de l'Université du Colorado, et, pour les militaires, un ancien responsable du Programme Manhattan, habitué aux secrets stratégiques⁴⁸⁰.

La médiatisation de la commission est proportionnée à son objectif de désinformation. On la croira d'autant plus transparente et ouverte qu'elle communiquera. Un mémorandum interne de Robert L. Low, l'administrateur de la commission, précise comment réussir l'entreprise de désinformation et décrit le *truc* à employer pour tromper le public (cf. 4.2.2). La divulgation de ce document, par le professeur David Saunders, entraîne son renvoi de la commission Condon pour « insubordination ».

Avec de telles dispositions, l'armée de l'Air est en droit d'espérer la fin de ses problèmes. Elle le peut d'autant plus que le matériel de travail qu'elle fournit au comité respecte la directive *Air Force Regulation (AFR) 80-17* du 19 septembre 1966, précisant que les cas touchant à la sécurité nationale ne doivent pas être communiqués au public, ni à l'Université du Colorado⁴⁸¹. Un mémorandum déclassifié du général Carroll. H. Bolender, directeur adjoint des programmes de développement de l'*Air Force*, daté du 20 octobre 1969, confirme cette procédure :

Les rapports d'objets volants non identifiés qui pourraient affecter la sécurité nationale sont faits

⁴⁸⁰ (2. p206) Hansen, p. 223.

⁴⁸¹ (3. p206) *AFR 80-17*, Département de l'*Air Force*, Washington DC, 19 septembre 1966, paragraphe 12, alinéa 5 ; Dolan, p. 406.

conformément à la directive JANAP 146 et au manuel 55-11 de l'Air Force, et ne font pas partie du système Livre Bleu⁴⁸².

5.3.2. Un enterrement en grande pompe

Le rapport Condon est communiqué en décembre 1969. Malgré de très nombreuses accusations et critiques, y compris même au sein de l'Institut américain d'aéronautique et d'astronautique⁴⁸³, sa publication se révèle être une action de communication et de désinformation blanche réussie.

Les conclusions permettent de faire sortir la question des OVNI des attributions et des domaines de compétence de l'Air Force. Son secrétaire, Robert Seamans, annonce publiquement la fin du Projet *Blue Book*, le 17 décembre 1969, en reprenant les conclusions du rapport Condon⁴⁸⁴ :

— Aucun cas d'OVNI étudié ne présente de menace pour la sécurité nationale.

— Il n'y a pas de preuve que les OVNI représentent des principes technologiques ou scientifiques dépassant l'état actuel des connaissances scientifiques.

⁴⁸² (1. p207) Général C.H. Bolender, *Unidentified Flying Objects (UFO)*, mémorandum déclassifié du 20 octobre 1969, p. 2.

⁴⁸³ (2. p207) American Institut of Astronautics and Aeronautics, *Appraisal of the UFO Problem*, vol. 8, n° 11, novembre 1970, pp. 49-51.

⁴⁸⁴ (3. p207) <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/asdpal.pdf>.

— Il n'y a pas de preuve que les OVNI sont des véhicules extraterrestres.

L'USAF peut donc enfin se dégager publiquement du problème et clore officiellement toute investigation.

UFOs are no longer being investigated by the Defense Department : Les OVNI ne sont plus étudiés par le département de la Défense.

Si depuis 1969, cet énoncé revient, de manière récurrente, dans tous les communiqués et prises de position de l'armée de l'Air⁴⁸⁵, c'est peut-être parce que les mots, que nous avons surlignés, sonnent la délivrance que l'armée de l'Air avait tant espérée depuis vingt longues années.

Peu importe que cette position soit contredite, jusqu'au ridicule, par les faits et les documents, car elle ne cherche pas à convaincre, mais à libérer, une fois pour toutes, l'armée de l'Air de la gestion publique et encombrante du problème. C'est énorme, mais efficace. Même la déclassification du mémo du général Bolender, vu plus haut, est sans effet. Les conclusions de 1969 sont inébranlables, et continuent à être invoquées aujourd'hui, malgré leur obsolescence, car elles permettent de disqualifier le phénomène OVNI sans le nier.

Cette technique avait déjà été utilisée, en 1949, par les membres de la Commission Rancœur (*Grudge*). Les conclusions du rapport Condon, comme celles du rapport

⁴⁸⁵ (1. p208) On peut les consulter sur : <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/>.

Grudge, n'offrent que des réponses périphériques, mais néanmoins habiles, à la question de savoir si les OVNI sont des engins volants extraterrestres.

5.3.3. L'affaire de Roswell exhumée

L'*Air Force*, qui a pris le soin d'annoncer la fin des enquêtes officielles dans les derniers jours de l'année 1969, entre dans les années 70 en croyant avoir définitivement tourné la page des OVNI. Cependant, elle doit bientôt déchanter.

L'affaire de Roswell, qui avait été enterrée aussi vite qu'elle avait surgi, devait sortir de l'oubli, à partir de 1978, et obliger, une nouvelle fois, l'*Air Force* à venir sur le devant de la scène médiatique. La nouvelle campagne de désinformation va être d'autant plus intense que la question de Roswell demeure très sensible et intouchable pour l'armée de l'Air.

L'affaire ressurgit lorsque le physicien nucléaire Stanton Friedman retrouve par hasard, en 1978, le major Jesse Marcel, qui lui confirme que les débris présentés par le général Ramey lors de la conférence de presse n'étaient pas les bons (cf. 1.1.4). L'enquête redémarre alors, accumule plus de deux cents témoignages, la plupart sous serment, et met l'armée de l'Air dans une position délicate, au début des années 1990, quand plusieurs livres solides sortent. Jusque-là, l'USAF s'est tue, fidèle au principe

suivant lequel ce dont on ne parle pas n'existe pas (pas de démenti ni de commentaire).

Mais son mutisme se révèle être un mauvais calcul car, faute d'obtenir des réponses à ses questions, le représentant du Nouveau-Mexique, Steven Schiff, demande au *General Accounting Office* (GAO), fin 1993, une enquête sur la façon dont ont été gérés les documents relatifs au crash de Roswell.

L'affaire prend d'autant plus mauvaise tournure pour l'*Air Force* que, parallèlement à l'enquête du GAO, le président Clinton semble chercher des réponses, et que deux lobbies distincts travaillent à la levée du secret.

Le premier, autour du milliardaire Laurance Rockefeller et de Marie Galbraith, l'épouse de l'ancien ambassadeur des États-Unis en France, se concerte avec le conseiller scientifique du président, le docteur Jack Gibbons, pour s'attaquer au secret de Roswell, tandis qu'un document de synthèse, destiné à sensibiliser les dirigeants et les personnalités du pays, est en préparation.

Le second groupe, *Center for the Study of Extraterrestrial Intelligence* (CSETI), dirigé par le docteur Steven Greer, s'emploie à briefer les dirigeants qui le souhaitent, et récolte des témoignages officiels.

Craignant de se retrouver bientôt dans une position défensive et de perdre le contrôle de la situation, l'USAF choisit de reprendre la main. Précédant les résultats de l'enquête du GAO, le Secrétariat d'État à l'*Air Force* publie, le 8 septembre 1994, un rapport sur Roswell, *Report of the Air Force Research Regarding the Roswell*

Incident. Ce rapport, préparé à la hâte par le colonel Weaver, ne fait que 22 pages⁴⁸⁶.

Oui, le général Ramey a menti et les débris de ballon météo qu'il a présenté n'étaient pas ceux qui ont été ramassés. Mais il l'a fait pour protéger le secret de ce qui s'est vraiment écrasé à Roswell, un train de ballons *Mogul* censé détecter de manière acoustique les futures explosions nucléaires en URSS. Telle est la nouvelle version de l'armée de l'Air. Aucune preuve n'est apportée, et cette thèse n'abuse pas les spécialistes du dossier, ni le COMETA, lequel écrit dans son rapport : *Le rapport tronque les affidavits de certains témoins pour que les débris étranges qu'ils décrivent apparaissent comme des débris de ballon Mogul. Il ne mentionne pas la carcasse et attribue les « témoignages de bonne foi » sur les humanoïdes au « brouillard » du temps*⁴⁸⁷.

Si ce nouveau rapport n'est pas crédible sur le fond, sa forme est également suspecte. L'*Air Force* a en effet repris à son compte la thèse développée quelques mois plus tôt par Karl Pflock, ancien directeur de centres d'essais au sein du DoD et ex-agent de la CIA. De plus, l'auteur du rapport, le colonel Richard Weaver, est un spécialiste de la désinformation qu'il enseigne au personnel de l'armée de l'Air⁴⁸⁸.

⁴⁸⁶ (1. p209) <http://www.defenselink.mil/pubs/foi/ufo/roswell.pdf>.

⁴⁸⁷ (1. p210) COMETA, p. 77.

⁴⁸⁸ (2. p210) Stanton Friedman, *Top Secret / MAJIC*, pp. 112-113 ; cité par Hansen, p. 242.

L'USAF sait cependant que ce changement de version risque de ne pas suffire à étouffer l'affaire, malgré l'accueil favorable que réserve la presse à son rapport. C'est alors que surgit le film sur l'autopsie d'un prétendu extraterrestre, à Roswell en 1947.

Un petit producteur anglais de musique, Ray Santilli, à la recherche de documents sur Elvis Presley, se voit proposer un film supposé avoir été tourné par un cameraman de l'armée américaine. Sur des images en noir et blanc semblant surgir des années 50, des hommes pratiquent l'autopsie de ce que l'on suppose être le cadavre d'un extraterrestre. Les images sont aussi impressionnantes que vaines, car on ne peut prouver leur authenticité et elles ne révèlent aucun lien avec l'affaire de Roswell. Leur diffusion en pleine effervescence de l'affaire va pourtant provoquer l'amalgame.

Ce même été 1995 voit donc la communication du rapport du GAO sur Roswell, et les débuts de la diffusion du film, par une trentaine de chaînes de télévision dans le monde. Ce remarquable synchronisme, qui implique une préparation de longue main, provoque un engouement déraisonnable et une médiatisation internationale qui se transforment en scandale de même ampleur, quand les doutes sur l'authenticité du film sont intelligemment mis en avant. Ce revirement, sans doute programmé, permet de discréditer tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'affaire de Roswell. Il dissuade également les médias, qui se sont compromis en diffusant le film, de traiter à l'avenir la question des OVNI.

5.3.4. « Il y a des coïncidences qui frisent la causalité »

On n'a jamais pu prouver qu'il s'agissait d'une opération de désinformation, conçue pour agir comme une grenade défensive et engendrer un effet de souffle suffisant pour éteindre l'incendie de l'affaire Roswell. On doit donc admettre que l'armée de l'Air est protégée par la « providence » car, la publication, le 28 juillet 1995, et sans effet de manche, du rapport du GAO passe inaperçue au milieu de l'effervescence médiatique du film, désormais scandaleux, de l'autopsie.

Nul doute que s'il avait été rendu dans un contexte médiatique moins agité, il aurait placé l'*Air Force* dans une position publique très inconfortable. Les enquêteurs du GAO refusent, en effet, d'avaliser la nouvelle version de l'USAF sur le ballon *Mogul*, et prennent le soin d'écrire que *le débat sur ce qui est réellement tombé à Roswell continue*. Bien que formulée en des termes neutres, cette phrase, qui apparaît dès la première page du rapport, n'en est pas moins l'expression d'une défiance vis-à-vis de l'armée de l'Air. Et pour bien faire comprendre qu'ils ne sont pas dupes de ses manœuvres, les enquêteurs précisent « l'anomalie » suivante :

Tous les documents administratifs de la base pour la période mars 1945 – décembre 1949 ont été détruits, et tous les messages radio envoyés par la base d'octobre 1946 à février 1949 ont été détruits. Le bordereau de

*destruction ne mentionne pas quand, et sur l'ordre de qui, cette destruction a été effectuée*⁴⁸⁹.

Cette destruction inexplicable, et inexpiquée, des archives de la première base au monde de bombardiers porteurs de bombes nucléaires, concernant précisément la période du supposé crash, ne fait l'objet d'aucun commentaire de la part de l'USAF. Il est vrai qu'elle a gagné la bataille décisive et qu'elle peut donc rester sur sa réserve.

Afin d'enfoncer le clou, elle sort, en octobre 1995, un nouveau rapport reprenant et détaillant sa nouvelle version⁴⁹⁰. C'est sans doute pour compenser la maigreur du premier faisant 22 pages, que l'armée de l'Air livre, cette fois, un « pavé » de 800 pages.

Le député Steven Schiff a beau diffuser un communiqué de presse, dans lequel il attire l'attention sur la disparition des archives (*Pour moi, ces messages envoyés étaient des archives permanentes qui n'auraient jamais dû être détruites*)⁴⁹¹, il lui faut bien admettre que la pression politique est vaine vis-à-vis de l'*Air Force*.

⁴⁸⁹ (1. p211) United States General Accounting Office, Report to the Honorable Steven H. Schiff House of Representatives. Government Records : *Results of a Search for Records Concerning the 1947 Crash Near Roswell, New Mexico*, juillet 1995.

⁴⁹⁰ (1. p212) Headquarters United States Air Force, *The Roswell Report. Fact versus Fiction in the New Mexico Desert*, US Government Printing Office, Washington, 1995.

⁴⁹¹ (2. p212) Steven Schiff, « *News Release : Schiff Receives, Releases Roswell Report* », Washington Office : 2404 Rayburn Building ; 28 juillet 1995 ; cité par Michael Hesemann et Philip Mantle, *Beyond Roswell*, New York, Marlowe & Company, 1997, p. 178.

D'ailleurs, un autre personnage politique influent avait déjà essayé, dans les années 60, d'obtenir des informations auprès de l'armée de l'Air. Il s'agit du sénateur de Virginie Barry Goldwater, président du Comité sénatorial sur le Renseignement, membre du Comité sénatorial sur les Armements, général de réserve de l'*Air Force*, et ami du général Curtis Le May, chef du *Strategic Air Command*. Il a reconnu publiquement n'avoir jamais rien pu obtenir de l'USAF, en précisant que le sujet était hautement classifié et protégé. Il confia également qu'il n'avait jamais vu le général Curtis Le May autant s'emporter que le jour où il lui demanda l'autorisation de visiter une certaine zone de la base de Wright-Patterson, où étaient supposés être stockés des éléments d'OVNI. Les propos énervés du général méritent d'être rapportés : *Bon Dieu non ! Je ne suis pas autorisé à y aller, vous n'êtes pas autorisé à y aller et ne me demandez plus jamais cela*⁴⁹² ! On y trouve une illustration du principe du *need to know* évoqué précédemment.

L'armée de l'Air peut donc retourner à ses occupations. Cependant, elle est contrainte de revenir sur le devant de la scène médiatique en 1997, pour parer à différentes menaces potentielles.

Tout d'abord, le cinquantième anniversaire du supposé crash de Roswell, fixé au 4 juillet, risque de la replacer sous les feux de l'actualité. La petite ville de Roswell

⁴⁹² (1. p213) Larry King TV special, *UFO Coverup ? Live From Area 51*, 1^{er} octobre 1994 ; Hesemann et Mantle, pp. 136-137 ; Good, p. 503.

prépare activement la célébration, et des manifestations sont prévues un peu partout dans le pays pour demander la levée du secret. Et puis une bombe médiatique est sur le point d'exploser, avec la parution, programmée en juillet, du livre du colonel à la retraite Philip J. Corso, *The Day After Roswell* affirmant la réalité du crash d'un engin extraterrestre à Roswell⁴⁹³.

Ces menaces potentielles poussent l'*Air Force* à agir de manière préventive. Elle les anticipe par la publication, en juin, d'un nouveau rapport sur l'incident de Roswell, accompagnée d'une conférence de presse, à Washington : Le titre du rapport révèle ses intentions : *The Roswell Report : Case Closed*⁴⁹⁴. L'armée de l'Air ne change pas de version, mais apporte des compléments au rapport de 1994, qui avait fait l'impasse ou déformé les témoignages au sujet des cadavres. Pour l'*Air Force*, les témoins étaient de bonne foi, mais ont confondu et mélangé leurs souvenirs avec des mannequins utilisés pour des essais de parachute (*dummy*).

Cette fois, la désinformation tombe à plat car on découvre rapidement que ces essais de parachute n'existaient pas à l'époque et qu'ils ont été mis en œuvre seulement à partir de 1953. Même la presse nationale ironise et tourne en ridicule ces nouvelles explications. L'USAF essuie un revers et se retire discrètement de la scène médiatique.

⁴⁹³ (2. p213) Corso, Birnes, 1997.

⁴⁹⁴ (3. p213) Headquarters United States Air Force, *The Roswell Report, Case Closed*, 1997.

Faut-il considérer que cette dernière tentative de désinformation était une erreur et que l'armée de l'Air l'avait mal préparée ? Peut-être pas. Comme on l'a déjà vu, la réussite des opérations de communication publique ne dépend pas tant du fond, ni de la cohérence des arguments exposés, que de la forme médiatique et du cérémonial entourant l'événement. La désinformation blanche tire sa force du prestige et de la légitimité de l'institution qui la délivre. De plus, l'opinion publique attend d'un discours officiel qu'il émette un signal clair et arrête une position. Dans ce domaine, on peut dire que l'*Air Force* a plutôt bien réussi.

Ces opérations de désinformation blanche sont les plus visibles mais pas les plus nombreuses, ni les plus efficaces. Les opérations ciblant les ufologues sont discrètes, non médiatisées, mais ravageuses. Elles fonctionnent sur le mode de la désinformation grise et noire, et sont souvent personnalisées (cf. 3.3.6).

5.3.5. Le drame Moore-Bennwitz

Des agents de l'USAF nouent des relations avec la cible, sans faire mystère de leur appartenance à l'armée, mais en précisant qu'ils ne la représentent pas, et qu'ils agissent à titre privé. Ils peuvent avancer différentes raisons pour justifier leur entreprise, la plus courante étant de faire croire qu'ils sont contre le secret excessif et qu'ils ont des informations à révéler. La victime est d'autant plus convaincue de la bonne foi de l'agent que celui-ci lui

dévoile son identité, alors qu'en fait, il use de ce stratagème pour gagner sa confiance. Bref, ces agents travaillent à visage découvert pour mieux désarmer leur cible et dissimuler leur véritable mission.

Dans un contexte de censure militaire et de pénurie d'informations, les pseudo-révélation de ce genre d'*insiders* sont très efficaces. Le cas le plus significatif implique l'armée de l'Air.

Dans les années 80, débarque dans les milieux ufologiques un personnage qui va alimenter les chercheurs en informations et documents aussi explosifs que douteux. Il s'agit de l'agent spécial Richard Doty, membre du Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air (AFOSI), en poste à la base de Kirtland, dans le Nouveau-Mexique. Les actions de Doty présentent les différentes caractéristiques de la désinformation grise :

— Le ciblage et l'infiltration : l'ufologue William Moore se fait approcher par un informateur anonyme qui lui laisse entendre qu'il est haut placé dans l'administration gouvernementale. Une fois sa cible accrochée, cet informateur lui propose, au bout de quelques mois, de rencontrer des agents de renseignement et des services secrets, dont Richard Doty⁴⁹⁵.

— Les révélations et les prétendues fuites organisées : Doty lui révèle qu'un groupe travaille à la levée des secrets, et qu'il sert d'intermédiaire sous le nom de code *Sparrow* (moineau). Moore reçoit bientôt différents documents secrets provenant essentiellement de l'AFOSI,

⁴⁹⁵ (1. p215) Hesemann, Mantle, p. 93.

et portant, entre autres, sur des atterrissages de soucoupes volantes.

— L'extension des contacts et la recherche de nouvelles caisses de résonance :

✧ Au chercheur Bruce Maccabee, il fournit un rapport officiel de l'AFOSI signé de sa main, et contresigné par son chef, le major Edwards, rapportant des atterrissages d'OVNI sur la base de Kirtland (!)⁴⁹⁶.

✧ À la journaliste et productrice de télévision Linda Moulton Howe, enquêtant sur les mutilations animales, il montre un *briefing pour le président des États-Unis* faisant état de plusieurs crashes d'OVNI, d'extraterrestre vivant gardé à Los Alamos, de manipulations de l'ADN humain par les extraterrestres depuis 25 000 ans et de la création d'un être par ces mêmes extraterrestres, il y a 2 000 ans, pour enseigner aux hommes l'amour et la non-violence...

✧ À l'avocat Peter Gersten, directeur du groupe *Citizens Against UFO Secrecy (CAUS)*, qui accule les administrations devant les tribunaux pour les obliger à déclassifier des documents, il dit que la NSA a déjà établi des contacts avec les extraterrestres, que des laboratoires secrets travaillent sur la technologie extraterrestre, et qu'un programme éducatif est en cours, visant à

⁴⁹⁶ (2. p215) Bruce Maccabee, *UFO Landings near Kirtland AFB, or Welcome to the Cosmic Watergate*, 1985, Fund for UFO Research (FUFOR), Mount Rainier, Maryland, USA.

acclimater progressivement l'opinion publique à la présence des extraterrestres⁴⁹⁷.

— L'intoxication et la mise hors jeu des chercheurs gênants : le physicien Paul Bennewitz, dont le cas sera abordé plus loin, s'intéresse de trop près à des phénomènes de micro-ondes enregistrés sur la base de Kirtland, et qui relèvent, peut-être, de recherches sur des armes à micro-ondes⁴⁹⁸. Richard Doty, aidé de Moore, conforte Bennewitz dans sa croyance que ces ondes participeraient d'un système mis au point par les extraterrestres, pour contrôler certaines personnes qu'ils enlèveraient et à qui ils poseraient des implants. Submergé par ces révélations, Paul Bennewitz est hospitalisé dans un établissement psychiatrique et disparaît de la scène ufologique.

— La compromission et le scandale : William Moore, qui est à l'origine de l'affaire Doty, est aussi celui qui causera sa perte. Il avoue en effet publiquement le 1^{er} juillet 1989, lors d'un symposium du MUFON, avoir collaboré au travail de désinformation de Doty, notamment à l'encontre de Paul Bennewitz, dont il surveillait la dégradation de l'état psychologique. Il avance comme excuse d'avoir accepté de collaborer pour voir comment fonctionnait la désinformation. En fait, il semble avoir été fasciné par le monde des services spéciaux puis aspiré par celui-ci.

⁴⁹⁷ (3. p215) Hesemann, Mantle, pp. 109-112.

⁴⁹⁸ (1. p216) COMETA, p. 79.

Si le scandale a contraint l'agent spécial Doty à se retirer de la scène ufologique, de même que William Moore, les résultats de son entreprise de désinformation ont été durables. Nombreux sont ceux qui s'interrogent encore sur ces révélations, et sur la part de vérité qu'elles contiennent. À défaut d'avoir fait progresser l'état des connaissances, elles ont eu pour effet de déstabiliser et de diviser un peu plus les ufologues, dont certains se perdent dans des conjectures sans fin. Ce résultat manifeste signe l'opération de désinformation.

5.4 – Les services spéciaux américains

L'attitude de la communauté du renseignement américaine sur la question des OVNI paraît relever de la schizophrénie. D'un côté, elle nie officiellement s'y intéresser, de l'autre, l'ufologie est à ce point infestée d'agents de renseignement que l'on pourrait croire qu'il s'agit d'une activité de détente pour agent de la CIA ou d'un hobby pour retraités de la NSA (*cf.* 3.1.2.4).

La désinformation développée par les différentes agences pour traiter le problème à leurs niveaux respectifs peut prendre plusieurs visages mais découle de la stratégie arrêtée par la Commission Robertson en 1953.

5.4.1. La CIA

Quand la CIA prend en charge le problème des OVNI, probablement à la suite du « Carrousel de Washington »

de 1952, elle met sur pied la Commission Robertson en collaboration avec l'armée de l'Air. La stratégie, qu'elle qualifie pudiquement de *programme éducatif* (*educational program*), dont la stratégie de déboulonnage (*debunking aim*) permettrait de faire diminuer l'intérêt du public pour les « soucoupes volantes »⁴⁹⁹, présente toutes les caractéristiques de la désinformation :

- La sollicitation d'agents d'influence (scientifiques, psychologues, astronomes amateurs et célébrités).

- Le recours aux conseils d'experts en psychologie de masse.

- L'emploi de caisses de résonance (télévision, cinéma, presse populaire) et l'utilisation d'entreprises privées habituées à collaborer avec le gouvernement (Jam Handy Co., Walt Disney).

- L'appel à la neutralisation des groupes ufologiques privés.

- La demande de collaboration de la part des agences de sécurité nationale⁵⁰⁰.

Les objectifs de ce programme, formulés il y a cinquante ans et classifiés alors top secret, correspondent partiellement à l'état actuel de l'opinion publique américaine. La censure, la désinformation et le

⁴⁹⁹ (1. p217) *Report of Meetings of Scientific Advisory Panel on Unidentified Flying Objects Convened by Office of Scientific Intelligence, CIA*, 14-18 janvier 1953, pp. 19-24.

⁵⁰⁰ (2. p217) *Ibid.*, p. 26.

conditionnement ont permis de créer une pseudo-réalité dans laquelle les OVNI sont présents mais marginalisés, réels mais erratiques.

5.4.2. Le contrôle des journalistes

Envers l'opinion publique, la désinformation passe par la presse et les médias. Dans ce registre, la CIA a un rôle prééminent. Les liens entre la CIA et les journalistes sont anciens et riches.

Il y a d'abord les relations amicales entre des membres des deux communautés, telles celles du président de la chaîne de télévision CBS et du directeur de la CIA, Allen Dulles, qui valent aux journalistes et correspondants de la chaîne d'être invités, une fois par an, pendant les années 50 et 60, à des briefings et dîners privés de la CIA⁵⁰¹. Le registre des relations amicales est utile pour dissuader les journalistes de traiter telle ou telle affaire. Victor Marchetti explique dans son livre que la pression se révèle souvent plus efficace quand elle est pratiquée de manière amicale.⁵⁰²

Est-ce la raison pour laquelle les intrusions d'OVNI sur les bases de missiles ICBM et de bombardiers porteurs d'armes atomiques en 1975, dont est au courant la CIA et qui sont confirmées par de nombreux documents

⁵⁰¹ (1. p218) Hansen, p. 64.

⁵⁰² (2. p218) Victor Marchetti et John Marks, *The CIA and the Cult of Intelligence*, New York, Laurel Books, 1980, p. 82.

déclassifiés, sont passées sous silence ? Les grands médias ignorent superbement ces événements alors qu'un journal à sensation, le *National Enquirer*, en parle abondamment, fournissant des précisions et des détails que les autres journaux pouvaient facilement vérifier et exploiter. En fait, la presse américaine éprouve, comme les autres sphères d'activités américaines, un réel patriotisme, un fort sentiment d'appartenance communautaire pouvant la conduire à une certaine docilité, quand l'argument de l'intérêt, ou de la sécurité, national est mis en avant par les autorités. Si l'affaire du Watergate a pu aller jusqu'à son terme, c'est sans doute grâce au talent des deux journalistes du *Washington Post*, mais aussi en raison de l'affaiblissement du patriotisme américain dans les années 60 et 70. Ce dernier s'étant depuis revigoré, malheur au journaliste qui s'écarte des rangs quand la bannière étoilée est hissée. Le livre *Black List*⁵⁰³, de 15 grands journalistes américains, enfants du Watergate, ostracisés pour avoir enquêté où il ne fallait pas, en est l'illustration. En raison de son intérêt pour l'affaire de l'explosion du vol TWA 800, dont les causes comportent de nombreuses zones d'ombre, la journaliste Kristina Borjesson, *Emmy* de la meilleure enquête télévisée, s'est abîmée dans la « broyeuse », cette machine impitoyable gardienne des secrets d'État qui étouffe les vérités embarrassantes et détruit la réputation des journalistes trop curieux⁵⁰⁴.

⁵⁰³ (3. p218) Kristina Borjesson, *Black List*, Éditions des Arènes, Paris, 2003.

⁵⁰⁴ (1. p219) *Ibid.*, p. 125.

Un autre registre permet, en plus du *cover up*, de répandre sciemment de fausses informations, c'est celui des accords secrets passés entre journalistes et les agences de renseignement. Selon Carl Bernstein, l'un des deux journalistes qui avaient révélé l'affaire du Watergate, plus de 400 journalistes américains ont conclu de tels accords et ont été rémunérés depuis la fin de la guerre jusqu'aux années 70⁵⁰⁵. David Attlee Philipps, ancien chef des activités clandestines de la CIA dans l'hémisphère Ouest, et lui-même ancien journaliste, a admis que c'était une pratique courante⁵⁰⁶. D'ailleurs, les États-Unis, puissance financière s'il en est, semblent avoir une prédilection pour recruter ses agents d'influence contre de l'argent.

La CIA peut ainsi compter sur ce réseau pour lancer, en 1997, année du cinquantième anniversaire du supposé crash de Roswell, une opération de désinformation blanche à destination de l'opinion publique. L'agence publie un rapport sur son implication dans la question des OVNI, rédigé par Gerald K. Haines, historien de la CIA et du NRO. Le rapport attribue plus de la moitié des observations d'OVNI aux États-Unis, dans les années 50, aux vols secrets des avions espions U2 et Oxcrat (SR-71), et laisse entendre que l'on a favorisé la croyance aux OVNI pour mieux protéger le secret de ces vols⁵⁰⁷.

⁵⁰⁵ (2. p219) Carl Bernstein, *The CIA and the Media*, Rolling Stones, 20 octobre 1977, pp. 55-56.

⁵⁰⁶ (3. p219) *Ibid.*

⁵⁰⁷ (4. p219) Gerald K. Haines, *CIA's Role in the Study of UFOs : 1947-90*, Studies in Intelligence, 1997. Également disponible sur <http://www.odci.gov/csi/studies/97/unclas/ufo>.

S'il ne fait aucun doute que des armées ont cherché à mettre sur le dos des OVNI certains essais ou opérations secrètes, systématiser cette explication relève de la désinformation amplifiante. Aujourd'hui comme hier, aucun engin aéronautique n'est capable de reproduire toutes les caractéristiques des OVNI (vitesse, immobilité, manœuvrabilité, silence, furtivité, accélération). De plus, ce n'est pas contre le peuple américain qu'il faut protéger le secret des prototypes, car celui-ci n'est guère intéressé et n'a pas les moyens de savoir, mais contre les services étrangers. Or il est très improbable que ceux-ci puissent être « contaminés » par la croyance populaire américaine aux OVNI extraterrestres.

Dans leur ensemble, les journalistes réservèrent un accueil très favorable au rapport de Haines mais sans faire de vérifications. Or, non seulement le rapport fourmille de contre-vérités, mais les sources et références citées les plus importantes n'existent pas ou sont classées secrètes. De plus, le rapport n'explique pas ce que serait l'autre moitié des observations – ni d'ailleurs pourquoi seulement la moitié – ni à quoi attribuer celles faites aux quatre coins du monde. Haines cite comme source un livre de la CIA sur l'avion U2, classé secret, et donc invérifiable⁵⁰⁸. Mais sa déclassification récente permet de constater que cette affirmation a pour seul argument une *information transmise par James Cunningham*, l'un des responsables

⁵⁰⁸ (1. p220) Gregory W. Pedlow, Donald E. Welzenbach, *The CIA and the U2 program*, 1954-1974, History Staff Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, 1998.

du programme U2⁵⁰⁹. Comme le souligne Barry Greenwood, cette curieuse façon de travailler pose des questions sur la crédibilité des historiens de l'agence⁵¹⁰.

Envers les autres journalistes de la presse nationale, n'ayant aucun lien avec les agences de renseignement, et qui restent majoritaires, les agences peuvent compter sur la répugnance des journalistes à traiter des OVNI. Ils reculent en effet devant les histoires souvent ahurissantes à propos des OVNI et se sentent incapables de discerner le vrai de la désinformation. Ils sont, vis-à-vis des autorités, enfermés dans une relation *don't tell, dont ask* (pas de révélations, pas de questions), ou « procédure silence ».

5.4.3. Le contrôle des canaux de diffusion

La désinformation est plus facile à répandre dans l'opinion publique quand on peut contrôler soi-même les canaux de diffusion.

La General Electric Corporation (GE), dépendant largement des contrats d'armement du Pentagone, possède la chaîne de télévision NBC. Westinghouse, un autre marchand d'armes, détient CBS. ABC appartient à Walt Disney et CNN à Time Warner, lesquels entretiennent des relations étroites avec le gouvernement américain depuis la

⁵⁰⁹ (2. p220) Ibid., pp. 72-73 : <http://www.cia.gov/csi/books/U2/u2.pdf>.

⁵¹⁰ (3. p220) Barry Greenwood, « *Hard Evidence of Government UFO Misinformation* », *UFO Historical Revue*, n° 10, février 2003, pp. 6-7.

Seconde Guerre mondiale. Il n'est donc pas étonnant que ces médias servent régulièrement de diffuseurs ou de caisses de résonance aux opérations de désinformation.

Il existe cependant un point noir dans ce système de contrôle, celui de l'édition du livre. Le livre a une importance stratégique car, comme l'a écrit, en 1961, le chef de la *covert propaganda* de la CIA, *les livres diffèrent de tous les autres médias de propagande parce qu'un simple livre peu modifier plus profondément l'attitude et le comportement du lecteur que ne peut le faire n'importe quel autre média*⁵¹¹.

Mais l'éclatement de l'industrie du livre rend difficile le contrôle en amont. La CIA a échoué, en 1972, devant les tribunaux à empêcher la parution du livre de Marchetti, *The CIA and the Cult of Intelligence*⁵¹². De même, la NSA n'a pu obtenir le retrait que de deux chapitres du livre, *The Codebreakers*, écrit par l'historien David Kahn, sur la cryptologie, son domaine de prédilection⁵¹³.

Faute de pouvoir interdire l'édition de livres indésirables, on cherche à en détourner les lecteurs, en recourant à des agents d'influence chargés de les dénigrer et en publiant des livres contraires servant ses intérêts.

⁵¹¹ (1. p221) Morton Halperin, Jerry Berman, Robert Borosage, Christine Marwick, *The Lawless State, The Crimes of the US Intelligence Agencies*, Penguin Books, 1976, p. 47.

⁵¹² (2. p221) Jeffrey T. Richelson, *The US Intelligence Community*, Boulder, Colorado, 3^e édition, Westview Press, 1995, p. 31.

⁵¹³ (3. p221) David Kahn, *The Codebreakers : The Story of Secret Writing*, New York, Simon & Schuster, 1996 ; Hansen, p. 87.

La CIA a ainsi fait éditer plus de 1250 livres, entre 1947 et 1975, en dissimulant leur origine⁵¹⁴. Pour certains, la maison d'édition Promotheus Books liée au CSICOP remplirait cette fonction. Terry Hansen relève qu'en plus de publier presque tous les ouvrages de désinformation sur les OVNI, elle édite également des livres sur le sadomasochisme, la prostitution et la pornographie, et fait le rapprochement avec les pratiques de certaines officines de la CIA qui se financent par des activités commerciales clandestines ou immorales⁵¹⁵.

5.4.4. Les autres agences

Si la CIA joue un rôle majeur, et peut être même fédérateur, dans la désinformation, elle n'en a cependant pas le monopole. Parce qu'elle est prééminente et au centre de tous les soupçons, elle a tendance à servir de paravent et à occulter l'action des treize autres institutions officielles, ainsi que celle des petites structures officieuses composant la communauté du renseignement américain.

Leur degré de prise en charge du problème OVNI semble être très variable. S'en faire une idée d'après le nombre de documents déclassifiés par chacune est aléatoire car, si l'on dispose de très peu de documents de la NSA, ce n'est sans doute pas parce qu'elle est moins

⁵¹⁴ (1. p222) Halperin, Berman, Borosage, Marwick, p. 47.

⁵¹⁵ (2. p222) Hansen, p. 229.

impliquée que la CIA ou le FBI, mais parce qu'elle a été exemptée par la Justice des obligations du FOIA.

5.5. La NASA

Créée le 1^{er} octobre 1958, à la suite de la crise provoquée par le lancement réussi de *Spoutnik*, la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*) est, depuis longtemps, dans la ligne de mire des ufologues. En raison de la nature même de ses missions, ceux-ci pensent qu'elle a été obligatoirement confrontée au problème OVNI et qu'elle dissimule des preuves.

Il est vrai qu'elle s'est dotée d'une étrange réglementation, prévoyant la détention et la mise en quarantaine des personnes ayant été en contact avec des formes de vies extraterrestres, et des peines d'un an de prison et de 500 000 dollars d'amende en cas de refus de se soumettre⁵¹⁶. Si l'argument sanitaire peut être invoqué, l'avocat de la Nasa, Neil Hosenball, a précisé que cette disposition s'appliquait également aux personnes en contact avec des engins spatiaux ne provenant pas de la Terre.

⁵¹⁶ (1. p223) Code of Federal Regulations, 14 CFR 1211 ; cité par Greenwood et Fawcett, p. 214.

Bien qu'étant une agence civile, la NASA dispose d'une réglementation d'inspiration militaire et de procédures de classification *Top Secret*, *Secret* et *Restreint* de ses informations⁵¹⁷. Ses liens avec l'armée, qui finance un nombre croissant de ses missions, sont étroits, et ses principaux contractants (McDonnell Douglas, Lockheed-Martin, Boeing) sont aussi ceux du Département de la Défense.

Face au problème OVNI et aux soupçons des ufologues, la NASA pratique la stratégie du mutisme et de la rétention d'informations, compensée par une politique de communication intensive, synonyme d'ouverture et de transparence.

Sa position officielle sur les OVNI, bien qu'elle se veuille sans appel, est ambiguë :

*Aucune branche du gouvernement des États-Unis n'est actuellement impliquée ni n'a de responsabilité dans des études sur les possibilités de civilisations étrangères avancées sur d'autres planètes ou dans celles sur les objets volants non identifiés*⁵¹⁸.

On remarque qu'elle ne nie pas les OVNI et qu'elle ne répond pas en son nom propre. Comme l'*Air Force*, elle fait une réponse périphérique qui lui évite d'être catégorique et d'être prise en défaut. Elle se « réfugie »

⁵¹⁷ (2. p223) Subpart B (NASA Information Security Program) of Part 1203 ; cité par Hansen, p. 164.

⁵¹⁸ (3. p223) Communiqué de presse du 5 mars 2002 ; FS-2000-01-015-HQ ; NASA Headquarters, Public Affairs Office – Code P, 300 E Street SW ; Washington DC 20546.

d'ailleurs derrière la ligne bleue, celle du projet *Blue Book* clôturé à la suite du rapport Condon :

La décision de mettre fin aux études sur les OVNI s'est fondée sur une évaluation du rapport préparé par l'Université du Colorado...

Cette défense est cependant fragile et doit être renforcée par une politique de désinformation qui vise, d'une part, à dissimuler sa « cohabitation » avec les OVNI et, d'autre part, à protéger certains programmes de recherche.

5.5.1. La « cohabitation » avec les OVNI

Au cours de plusieurs missions spatiales, les astronautes de la NASA ont fait état de phénomènes non explicables immédiatement ; cependant dans chaque cas la NASA a estimé que les observations ne pouvaient pas être qualifiées « d'anormales » dans l'environnement spatial⁵¹⁹.

La NASA n'aurait donc jamais été confrontée à des OVNI alors que ceux-ci sont observés partout dans le monde. Il est difficile de croire que les OVNI, qui montrent un intérêt particulier pour les sites stratégiques et les zones sensibles, ne se soient jamais manifestés dans l'environnement de la NASA.

Cette absence officielle de cas n'est pas crédible et alimente de très nombreuses rumeurs, que la NASA laisse

⁵¹⁹ (1. p224) *Ibid.*

intelligemment courir. On prête ainsi aux astronautes des propos sensationnalistes qu'ils n'ont jamais tenus et que l'agence s'abstient de commenter. Les prétendues conversations radio de l'équipage d'Apollo 11, sur la présence de vaisseaux spatiaux sur la Lune, et autres histoires sensationnelles, permettent d'occulter les déclarations, moins spectaculaires mais réelles, des astronautes Gordon Cooper⁵²⁰ et Edgar Mitchell⁵²¹ sur la réalité des OVNI et la politique américaine du secret.

La position de la NASA est d'autant plus douteuse que l'on connaît au moins un cas avéré d'observation. Le 4 juin 1965, les astronautes James McDivitt et Edward White observent, depuis leur capsule Gemini en orbite, plusieurs *objets étranges* comportant des éléments qui ressemblent à des *bras*. Les astronautes les photographient mais les clichés ne seront jamais communiqués au public et sont même considérés aujourd'hui comme perdus !

Le contrôleur de vol James Oberger expliqua, le plus sérieusement du monde, que des gouttes d'urine flottant dans l'atmosphère de la cabine avaient brûlé les yeux des astronautes les empêchant ainsi de reconnaître le second étage de leur propre fusée Titan II ! C'est sans doute parce qu'il ne voulait pas passer pour un imbécile que McDivitt confirma plus tard publiquement par deux fois son

⁵²⁰ (2. p224) Gordon Cooper, *Leap of Faith*, New York, Harper Colins, 2000.

⁵²¹ (3. p224) Interview de mai 1998 reproduite dans le livre de Steven M. Greer (M.D.), *Disclosure*, Charlottesville (Virginie) Carden Jennings Publishing Co., 2001, pp. 61-64.

observation⁵²². La désinformation par l'urine ne prit pas non plus auprès du FBI, dont un mémo déclassifié, du 2 septembre 1965, fait état d'informations sensibles détenues par la NASA concernant les observations d'OVNI réalisées par des astronautes⁵²³.

La NASA semble ne pas tant redouter les OVNI que la publicité faite autour d'eux, et les questions qui en découlent. Une précédente observation faite par un autre équipage Gemini, le 8 avril 1964, de quatre objets accompagnant leur capsule pendant toute une orbite est rapportée dans le magazine *True*, et conduit des membres du Congrès à demander une enquête : Après avoir nié l'incident, la NASA doit alors reconnaître que des objets étaient bien présents sur ses enregistrements radar mais prétend que c'étaient des débris de fusées⁵²⁴.

C'est sans doute pour éviter ce genre de problème public, vis-à-vis de l'instance parlementaire qui vote son budget, que la NASA dissimule les traces de sa « cohabitation » avec les OVNI.

Si les astronautes Gordon Cooper et Edgar Mitchell parlent ouvertement des OVNI, les autres refusent de s'exprimer. Beaucoup sont des militaires, donc assujettis au secret. Quant aux astronautes civils et au personnel de la

⁵²² (1. p225) Dolan, p. 373.

⁵²³ (2. p225) Mémoire du 2 septembre 1965 (noms du destinataire et de l'auteur censurés ainsi que le titre) ; Redfern, p. 133.

⁵²⁴ (3. p225) Dolan, p. 362 ; Vallée, *Passport to Magonia*, pp. 296-297 ; Frank Edwards, *Flying Saucers : Serious Business*, New York, Lyle Stuart Inc., 1966, pp. 206-207.

NASA, ils sont soumis au devoir de réserve. À la NASA comme dans les autres administrations, il n'existe probablement pas de règlement interdisant spécifiquement de parler des OVNI, car une telle disposition serait un aveu. Mais la classification top secret ou secret, le statut de « sécurité nationale » ou d'« enjeu technologique », ainsi que le souci de préserver sa retraite, suffisent à rendre le sujet tabou.

Il est difficile d'apprécier la marge d'autonomie de la NASA en matière d'OVNI. Étant une agence civile, elle a probablement un pouvoir de décision restreint sur les questions de sécurité nationale dont fait partie celle des OVNI. On se souvient qu'elle s'est tournée vers la CIA quand l'administration Carter lui a demandé de rouvrir les études sur les OVNI.

Plusieurs indices prouvent que la NASA pratique le secret ou la rétention d'informations.

En 1992, *the House Investigations Subcommittee of Science, Space and Technology*, alors qu'il enquête sur un programme de réacteur nucléaire faisant partie de celui de la *Guerre des Étoiles*, met la main sur un document interne de la NASA, expliquant comment échapper aux obligations du FOIA et ne pas communiquer des informations sensibles. Les instructions, qui auraient été rédigées par Lawrence Ross, directeur du centre de recherche Lewis de la NASA basé à Cleveland, recommandent entre autres de

réécrire les documents, de les détruire ou de les mélanger à d'autres⁵²⁵.

La NASA est également accusée par beaucoup de censurer et même de trafiquer certaines images. Plusieurs scientifiques et enquêteurs ont souligné la curieuse politique de l'administration en matière de communication de clichés spatiaux. Pour l'astronome Thomas van Flandern, l'informaticien Mark Carlotto, Richard Hoagland (Ph. D.), et le philosophe Stanley McDaniel, auteur d'un rapport célèbre dénonçant le comportement de l'agence⁵²⁶, la NASA censure ou retouche certains clichés. De fait, face à un phénomène intelligent, dont les manifestations semblent indiquer un certain goût pour les mises en scène, l'administration peut craindre d'être trahie par ses propres images.

Les retransmissions vidéo, depuis les navettes spatiales en orbite terrestre, ont posé de nouveaux problèmes à la NASA. En 1991, elle décide de suspendre la diffusion, en direct et en continu, des images transmises par les caméras des navettes spatiales lors des missions. Un événement embarrassant s'était en effet produit le 15 septembre 1991, pendant le vol STS 48. Les caméras de la navette *Discovery*, qui filmaient en continu la Terre, avaient révélé la présence de plusieurs objets entrant et sortant de l'atmosphère, dont un fit un virage à 180° et accéléra. Bien embarrassée, la

⁵²⁵ (1. p226) Kate Doyle, « *Hiding Space. NASA's Tips For Avoiding Scrutiny* », *Columbia Journalism Review*, juillet-août 1992 : <http://www.cjr.org/year/92/4/nasa.asp>.

⁵²⁶ (2. p226) Stanley V. McDaniel, *The McDaniel Report*, Berkeley, North Atlantic Books, 1993.

NASA dépêcha James Oberg, sur le plateau de l'émission de télévision *Larry King Live*⁵²⁷, pour expliquer qu'il s'agissait de particules de glace et de déchets, flottant à proximité de la navette, et qui auraient été mis en mouvement par les gaz d'échappement des propulseurs. Cette version fut facilement balayée par le docteur John Kasher, physicien et professeur d'astronomie à l'Université du Nebraska, qui fit remarquer, entre autres, que la mise au point de la caméra étant alors réglée sur l'infini, il ne pouvait s'agir que d'objets énormes et très éloignés. Le professeur Kasher s'est livré à une étude scientifique très poussée de l'enregistrement vidéo, et a conclu à des aéronefs. Ses conclusions ont été rejetées par la NASA mais jamais réfutées⁵²⁸.

5.5.2. Il n'y a pas d'OVNI mais on les étudie

L'autre volet de la désinformation mise en œuvre par la NASA vise à protéger certains de ses programmes de recherche.

Les OVNI ne sont pas seulement un problème difficile à gérer, mais présentent aussi un intérêt scientifique évident pour une agence vouée aux vols spatiaux. Si le rapport

⁵²⁷ (1. p227) Émission du 26 juin 1992.

⁵²⁸ (2. p227) Jack Kasher (Ph. D.), *A Scientific Analysis of the Videotape Taken By Space Shuttle Discovery on Shuttle Flight STS-48*, Symposium du MUFON, PO Box 369 Morrison, Colorado 80465-0369 ; *Ufology : A Historical Perspective*, Austin, Texas, 1994.

Condon affirme et répète, avec insistance, que *le phénomène OVNI ne constitue pas un domaine favorable à des découvertes scientifiques majeures*, c'est sans doute pour mieux dissuader les autres pays de s'y intéresser.

Les recherches scientifiques et technologiques de la NASA s'inspirant des OVNI sont de ce fait très discrètes. Il n'y a pas de programme officiel et visible de recherche, mais on a eu connaissance d'un projet officieux, basé à Houston, *Project VISIT (Véhicule Internal Systems Investigative Team)*, qui regroupait des scientifiques et des ingénieurs de la NASA. On sait très peu de choses de ce programme si ce n'est que ses membres considéraient les OVNI comme des véhicules extraterrestres et préconisaient d'interroger les témoins pour recueillir des données techniques⁵²⁹.

Un des membres de ce programme, l'ingénieur de la NASA Alan Holt, a écrit en 1979 dans un texte intitulé *Concept de propulsion par champ de résonance (Field Resonance Propulsion Concept)* :

Les systèmes de propulsion des OVNI semblent impliquer des processus électromagnétiques ou hydromagnétiques comme le prouvent les effets de radiation sur l'environnement tels que brûlures, déshydratation, arrêt des moteurs d'automobiles, interruptions des postes de télévision et des radios, fusion ou altération du sol et des revêtements routiers, coupures électriques, phénomènes d'électricité statique... Des relevés approfondis des radiations émises par les OVNI seraient

⁵²⁹ (1. p228) Clark, p. 666.

*extrêmement utiles pour avoir un aperçu de la physique et de la technologie des OVNI... La régression mémorielle sous hypnose devrait être amplement utilisée pour recueillir de l'information technologique exploitable auprès de ceux qui ont fait des rencontres rapprochées d'OVNI*⁵³⁰.

Parce qu'il est très explicite, ce document officiel de la NASA est précédé d'une introduction affirmant que l'administration n'est pas impliquée dans l'étude des OVNI. Cette précaution permet de préserver les apparences en dégageant la responsabilité de l'administration. Ses ingénieurs étudient les systèmes de propulsion d'OVNI qui n'existent pas, mais la NASA n'est pas concernée. On doit donc admettre qu'ils ne sont pas encadrés et qu'ils peuvent vaquer à leur marotte aux frais du contribuable américain.

L'interdiction officieuse d'impliquer publiquement la NASA dans la question OVNI semble être bien comprise de tout son personnel. Un autre de ses membres, Richard F. Haines, a créé une organisation scientifique enregistrant et étudiant les observations d'OVNI rapportées par les pilotes de l'aviation civile américaine, le *National Aviation Reporting Center on Anomalous Phenomena* (NARCAP). Officiellement, le docteur Haines s'intéresse aux OVNI à titre personnel et privé.

Quant à Paul Hill (1909-1990), qui fut *Scientist Manager* au Centre de recherche de la NASA de Langley,

⁵³⁰ (2. p228) JSC-16073 (NASA-TM-80961), *Field Resonance Propulsion Concept* (NASA), N80-19184 13 p HC A02/MP A01 CSCL 21 C G3/20 14761, août 1979, NASA Lyndon B. Johnson Space Center.

on dut attendre que sa fille découvre son manuscrit, après sa mort, pour que l'un des ouvrages scientifiques les plus élaborés sur les OVNI soit publié, en 1995 : *Objets volants non conventionnels, une analyse scientifique*⁵³¹.

Si officiellement il n'existe pas de programme de recherche sur la technologie des OVNI, peut-on trouver dans les projets en cours un quelconque rapport avec les OVNI ?

Dans le cas de l'antigravitation, il est difficile de ne pas voir de relation de cause à effet entre l'observation d'OVNI, semblant se jouer des lois de la pesanteur, et les recherches lancées autour de ce concept alors que les cadres théoriques n'existent pas. Le Dr Hermann Oberth, qui travailla avec Werner von Braun pour la NASA, a clairement affirmé, et à plusieurs reprises, que les OVNI semblaient utiliser l'antigravitation artificielle⁵³².

La magnétohydrodynamique (MHD) permet de propulser un véhicule par des forces électromagnétiques agissant sur l'air qui l'entoure, et d'annihiler son frottement dans l'environnement. Des recherches sont en cours depuis plus de 25 ans un peu partout dans le monde, et également à la NASA. Or le comportement de certains OVNI semble témoigner d'une maîtrise évoluée de la propulsion MHD⁵³³.

⁵³¹ (1. p229) Paul R. Hill, *Unconventional Flying Objects, a Scientific Analysis*, Hampton Roads Publishing Cie, 1995.

⁵³² (2. p229) Dr Hermann Oberth, « *Flying Saucers Come From a Distant World* », *The American Weekly*, 24 octobre 1954 ; *Fate Magazine*, mai 1962 ; Keyhoe, *Les Étrangers de l'Espace*, pp. 62-63 ; Timothy Good, *Beyond Top Secret*, pp. 440-441.

⁵³³ (1. p230) Bourret, Vélasco, pp. 169-186.

On ne peut cependant pas en déduire que cette technologie s'inspire directement des OVNI, ni que l'ingénieur américain S. Way, considéré comme l'un des pères fondateurs de la propulsion MHD, aurait eu l'idée de placer deux électrodes sur sa maquette de sous-marin, en 1966, après avoir observé un OVNI. Mais, comme on a vu plus haut, il n'a pas échappé à Alan Holt que les systèmes de propulsion des OVNI paraissent utiliser des forces électromagnétiques. Dans le cas de la MHD, il semble que les OVNI ne soient pas à l'origine des recherches, mais qu'ils viennent s'inscrire dans un cadre théorique préexistant.

Les recherches sur la MHD sont prometteuses à court et moyen termes⁵³⁴. C'est sans doute pourquoi la NASA, comme les laboratoires de recherches du complexe militaro-industriel pratiquent la désinformation amplifiante à son sujet. On se rappelle que selon Jean-Pierre Petit, Alan Holt (alias Joe Black) lui aurait confié à Brighton que les États-Unis disposeraient d'une technologie révolutionnaire et secrète, en rupture avec tous les concepts connus de la physique, et donc transcendante (*cf.* 4.3.5). Le bluff technologique est assez simple et repose sur le principe de la persuasion psychologique qui veut que plus c'est incroyable, plus c'est crédible.

⁵³⁴ (2. p230) COMETA, pp. 35-36.

5.6. L'appareil militaro-industriel

Né avec le Programme Manhattan, l'appareil militaro-industriel est un facteur essentiel de la nouvelle puissance américaine. Mais la concentration des moyens militaires, scientifiques et économiques menace l'équilibre traditionnel des pouvoirs. Le président Eisenhower est le premier à en dénoncer les dangers lors de son célèbre discours d'adieu du 17 janvier 1961. *Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette conjonction menacer nos libertés ou les processus démocratiques. Nous ne devons rien considérer comme acquis. Seules une vigilance et une conscience citoyennes peuvent garantir l'équilibre entre l'influence de la gigantesque machine industrielle et militaire de défense et nos méthodes et nos buts pacifiques, de sorte que la sécurité et la liberté puissent croître de pair.*

Certains ont fait remarquer, à juste titre, qu'il y avait une contradiction entre sa dénonciation et son action politique. En effet, la politique internationale offensive d'Eisenhower et la course aux armements ont sciemment favorisé le développement du complexe militaro-industriel. Pour l'historien William D. Hartung, Eisenhower était, au contraire, bien placé pour formuler cette inquiétante mise

en garde puisqu'il était du sérail⁵³⁵. Ce n'est pas un homme politique issu de la société civile, et peu familier des affaires militaires, qui fait ce discours alarmiste mais un général quatre étoiles (il en obtiendra une cinquième après son mandat), et l'un des acteurs principaux de la Seconde Guerre mondiale.

Or, malgré son statut de président militaire, Eisenhower semble avoir été partiellement dépossédé du contrôle de l'arsenal nucléaire américain. Peut-être vit-il dans la surproduction des armes de destruction massives et l'attitude du général Curtis Le May, commandant du *Strategic Air Command*, l'influence des intérêts du complexe militaro-industriel dont il avait favorisé la croissance.

Ceux qui ont écrit le discours d'adieu du 17 janvier 1961, Ralph Williams et Malcolm Moos, avaient proposé de dénoncer le complexe militaro-industriel-parlementaire (*military-industrial-congressional complex*), mais Eisenhower avait estimé qu'il ne revenait pas au président de critiquer le Congrès⁵³⁶. La critique, pourtant fondée, est toujours d'actualité. En 1997, les cinq principales firmes contractantes du Pentagone, Lockheed Martin, Boeing, Northrop, Raytheon et TRW ont reçu du Pentagone 54 milliards de dollars de contrats et versé aux partis

⁵³⁵ (1. p231) William D. Hartung, « *Eisenhower's Warning: The Military-Industrial Complex Forty Years Later* », *World Policy Journal*, vol. 18, n° 1, printemps 2001 : <http://www.worldpolicy.org/journal/hartung01.html>.

⁵³⁶ (2. p231) Lars Erik-Nelson, *Military-Industrial Man*, New York Review of Books, 21 décembre 2000.

républicain et démocrate 2,5 millions de dollars à des fins de lobbying. Pour Sanford Gottlieb, spécialiste des questions d'armement et ancien analyste au Pentagone, les États-Unis sont victimes d'une « *dépendance aux armements* », une *frénésie de dépenses militaires nourrie par l'ardeur des membres du Congrès à obtenir des contrats militaires et des usines pour leurs circonscriptions*.⁵³⁷

Cette convergence d'intérêts entre les pouvoirs militaire, économique et politique a transformé le marché de l'armement en un « capitalisme de copains » (*crony capitalism*), et favorisé le développement des programmes et budgets secrets (*black programs and budgets*) échappant à tout contrôle politique.

En 1997, 150 de ces *Special Access Programs* (SAP) avaient été rapportés aux quatre comités du Congrès en charge de ces questions. Mais on ignore combien de ces programmes non reconnus (*Unacknowledged SAP*) sont cachés au pouvoir politique⁵³⁸. La situation est telle que le Congrès s'en offusque régulièrement. *The House Appropriations Committee* a ainsi accusé, en juin 1999, le Pentagone de violer la Loi et la Constitution en dépensant des millions de dollars dans des programmes militaires n'ayant jamais été approuvés, dont un programme ultra-

⁵³⁷ (1. p232) Sanford Gottlieb, *Defense Addiction : Can America Kick the Habit ?*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1997, p. 9 ; Mitchell, p. 236.

⁵³⁸ (2. p232) Bill Sweetman, « *In Search of the Pentagon's Billion Dollar Hidden Budgets : How the US Keeps its R&D Spending under Wraps* », *Janes International Defence Reporter*, 5 janvier 2000.

secret de l'armée de l'Air. Les membres du Comité ont fait part de leur stupeur et de leur colère en découvrant l'existence de programmes qu'ils ignoraient totalement et au sujet desquels les militaires refusent de fournir la moindre explication. Le rapport du Comité révèle ainsi que, pour financer l'achat non autorisé d'un satellite, l'*Air Force* a illégalement détourné 800 millions de dollars d'un autre programme⁵³⁹. Plus grave, on apprend que le Pentagone continue de dépenser des millions de dollars pour un programme de la *Guerre des Étoiles, Medium Altitude Air Defense* (MEADS), qui a été annulé par le Congrès et qui est officiellement clos, en détournant des fonds d'autres programmes⁵⁴⁰.

L'implication du complexe militaro-industriel dans la question des OVNI fait l'objet de fantasmes et de rumeurs qui voilent la réalité. On peut cependant distinguer deux types de désinformation. La plus opaque concerne la menace d'une invasion extraterrestre. La plus visible protège les recherches sur les OVNI.

⁵³⁹ (3. p232) US Congress, *Department of Defense Appropriations Bill, Fiscal Year 2000*, 109th Cong., 2^d sess., House Report 106-244, Appropriations Committee, 22 juillet 1999.

⁵⁴⁰ (1. p233) Tim Weiner, « Black Programs – Pentagon Defied Laws, Misused Funds », *The New York Times*, 23 juillet 1999 ; Mitchell, pp. 230, 270, 288.

5.6.1. La menace extraterrestre

On se souvient des petites phrases du président Reagan sur la possibilité d'une invasion extraterrestre. Considérant le nombre de fois où il a publiquement évoqué cette menace, on doit écarter l'hypothèse d'une déclaration fortuite. Les archives disponibles font apparaître qu'il s'agissait d'un thème de prédilection de Ronald Reagan, désigné sous le terme *fantasy* (*fantaisie*). Un projet du discours prononcé par le président aux Nations unies, le 21 septembre 1987, révèle que Reagan avait demandé à l'un des rédacteurs, Clark S. Judge, de rajouter sa « fantaisie »⁵⁴¹. Peut-on pour autant réduire ces petites phrases à des déclarations fantasques consternant son entourage ? Non, car cette explication simpliste oublie la *Guerre des Étoiles*.

Le programme *Strategic Defense Initiative* (SDI) surnommé *Star Wars* est lancé publiquement par le président Ronald Reagan le 23 mars 1983. Il vise à doter les États-Unis d'un bouclier spatial constitué de satellites, pouvant détruire tout missile lancé contre le territoire américain et tout intrus violant l'espace aérien américain.

Le projet est sévèrement critiqué par la communauté internationale, mais aussi aux États-Unis. En 1985, Ronald Reagan doit aller le défendre au Sénat. Quelques semaines

⁵⁴¹ (2. p233) Ronald Reagan Presidential Library, *Address to the United Nations General Assembly* (Judge) (Waldron) September 21, 1987 : <http://www.reagan.utexas.edu/resource/findaid/speechdr.htm> et http://www.presidentialufo.com/reagan_ufo_story.htm

plus tard, il commence à distiller ses petites phrases. La première est prononcée le 19 novembre dans un contexte bien particulier, celui du sommet de Genève. Le président américain y rencontre pour la première fois le nouveau maître du Kremlin, Mikhaïl Gorbatchev, et le teste. L'URSS et son Secrétaire général étant radicalement opposés au programme SDI, on doit donc se demander si Reagan n'a pas invoqué la menace extraterrestre pour mieux le « vendre ». Afin d'essayer de faire passer le projet auprès de la communauté internationale, l'administration Reagan usait alors d'une rhétorique le présentant, non comme une arme américaine mais comme un bien commun à tous les peuples libres, *un bouclier et non pas un glaive* selon l'expression d'Edward Teller, bref un système de protection généreusement offert à l'Humanité.

Différentes formes de désinformation ont été développées pour promouvoir le programme SDI. Quelques mois avant sa première allusion à la menace extraterrestre, Ronald Reagan avait signé une directive imposant l'autorisation préalable à tout commentaire, déclaration ou communication relatif au programme *Guerre des Étoiles*⁵⁴². Cette disposition a permis de mettre en place la désinformation, dont l'existence est confirmée par un mémorandum de 1987 de l'état-major interarmées (*Joint Chiefs of Staff*), récemment déclassifié : *Le Pentagone doit*

⁵⁴² (1. p234) National Security Decision Directive 172, *Presenting The Strategic Defense Initiative*, 30 mai 1985 ; Mitchell, p. 71.

*améliorer et mettre à jour ses plans de leurre couvrant le programme de défense anti-missile.*⁵⁴³

La désinformation par la menace extraterrestre a-t-elle pu être soufflée à Ronald Reagan par le Pentagone ? C'est possible car le secrétaire d'État à la Défense, Caspar Weinberger, est un adepte de la désinformation systématique vis-à-vis de l'étranger : *Vous essayez évidemment de tromper vos adversaires et de vous assurer qu'ils ne connaissent pas les faits réels*⁵⁴⁴.

Si tel était le dessein des allusions publiques de Ronald Reagan, ce fut un échec car Gorbatchev répondit poliment que la menace d'une telle invasion ne lui semblait pas imminente. Reagan réitéra ses propos pendant quelques années puis abandonna. Seuls les studios cinématographiques d'Hollywood résonnèrent de cette inquiétude et sensibilisèrent, par là même, les audiences étrangères.

L'hypothèse d'une tentative de désinformation est d'autant plus crédible qu'il existe une relation entre le programme Guerre des Étoiles et la question des OVNI. Elle passe par un nom célèbre : Edward Teller. Celui-ci n'est pas seulement le père de la bombe H, c'est aussi l'un des principaux instigateurs de la Guerre des Étoiles. Physicien de renommée mondiale, familier des programmes militaires les plus secrets, il est l'une des têtes pensantes de l'appareil militaro-industriel et l'un de ses

⁵⁴³ (2. p234) Joint Chiefs of Staff Memorandum, *Special Plans Guidance – Strategic Defense*, avril 1987 ; Mitchell, pp. 71-72.

⁵⁴⁴ (3. p234) Mitchell, p. 72.

dirigeants. Dans les années 80, il dirige les Laboratoires Livermore, justement spécialisés dans les rayons laser, et en quête de juteux contrats militaires.

Le lobbying de Teller envers Reagan pour le programme SDI est ancien. Dès 1967, Teller sensibilise le gouverneur Reagan aux rayons lasers lors de sa visite aux Laboratoires Livermore. Quand le gouverneur devint président, Teller, devenu très influent, fait nommer l'un de ses protégés comme conseiller scientifique du Président, George Keyworth, lequel sera accusé plus tard d'avoir déshonoré son poste en validant des résultats falsifiés de tests SDI⁵⁴⁵. Après avoir installé Keyworth, Teller se fait le porte parole d'un groupe représentant les intérêts des plus grandes entreprises contractantes du Pentagone, *High Frontier*, pour faire la promotion du programme auprès de la Maison Blanche⁵⁴⁶.

Or, le nom d'Edward Teller est lié à la question des OVNI. Officiellement, son implication se limite à une participation à la conférence secrète du 16 février 1948, à Los Alamos, au sujet des *green fireballs*, ces fameuses boules vertes lumineuses qui survolaient alors ce site stratégique et d'autres zones interdites. Officieusement, son implication pourrait être beaucoup plus large, et couverte de désinformation. On relève ainsi que plusieurs documents faisant partie de la saga MJ-12 lui attribuent un rôle occulte majeur dans la gestion du problème OVNI.

⁵⁴⁵ (1. p235) Mark Goodman, *Physics Today*, American Institute of Physics (AIP), 1987, p. 110.

⁵⁴⁶ (2. p235) Mitchell, p. 51.

Parmi ceux-ci, un prétendu mémo de Teller presse le président Reagan de lancer le programme SDI pour faire face à une menace extraterrestre⁵⁴⁷. Il convient, bien sûr, de n'accorder aucun crédit à ce document, mais sans l'écarter pour autant car il semble être, comme les autres documents de la famille MJ-12, un faux habile conçu par des experts en désinformation, exploitant la thématique de la menace extraterrestre pour résonner avec les petites phrases du président Reagan.

La théorie du bouclier spatial tourné contre des extraterrestres n'est pas nouvelle. Elle est lancée dès la fin des années 70 par Colman Von Keviczky⁵⁴⁸, puis popularisée par le colonel à la retraite de l'armée de Terre des États-Unis, Philip J. Corso. Dans son livre, *The Day After Roswell*⁵⁴⁹, celui-ci écrit que la lutte contre les extraterrestres et les OVNI, contre lesquels serait menée une guerre secrète, est le véritable objectif caché du programme SDI.

Le péril extraterrestre fait probablement partie des faux arguments développés pour justifier le programme SDI et la militarisation de l'espace. Carol Rosin soutient cette thèse à plusieurs titres. En tant qu'ancienne *corporate manager* d'une entreprise du complexe militaro-industriel, Fairchild Industries, et consultante, pour différentes

⁵⁴⁷ (1. p236) Le document peut être téléchargé sur : <http://www.majesticdocuments.com/documents/1970-present.html>.

⁵⁴⁸ (2. p236) UFO, *The Science and Phenomena Magazine*, mars 2002, vol. 17, pp. 54-57.

⁵⁴⁹ (3. p236) Corso, Birnes, *The Day After Roswell*, 1997.

agences gouvernementales, sur les questions de missiles et d'espace, elle révèle que, dans les années 70, les compagnies d'armement projetaient déjà de militariser l'espace et, pour ce faire, se cherchaient des ennemis potentiels⁵⁵⁰.

En tant que porte-parole de Werner Von Braun, de 1975 jusqu'à sa mort, Carol Rosin dit avoir reçu les confidences de celui-ci sur les projets pharaoniques du complexe militaro-industriel visant à placer des armes en orbite terrestre. Von Braun lui aurait confié que différents ennemis et dangers seraient inventés pour justifier les programmes, dont la menace extraterrestre : *La dernière carte est la carte de l'extraterrestre* (« alien »). *Nous allons être obligés de construire des armes placées dans l'espace contre des étrangers et tout cela est un mensonge*⁵⁵¹.

Cela ne résonne-t-il pas avec les petites phrases de Ronald Reagan ? Gordon R. Mitchell fait un parallèle entre l'acteur et le président. Dans l'un de ses films de série B, intitulé *Murder in the Air*, l'acteur Ronald Reagan protège une arme américaine à rayon laser contre une bande d'espions communistes et l'utilise même contre l'avion qui les transporte. Quarante-trois ans plus tard, il se fait à nouveau le champion de l'arme laser. Dans les deux cas,

⁵⁵⁰ (4. p236) Mitchell, p. 125.

⁵⁵¹ (1. p237) Steven Greer, « *Disclosure* », Charlottesville (Virginie), Carden Jenings Publishing Co, 2001, pp. 256-261.

selon Mitchell, il n'a fait qu'interpréter un rôle dont on avait écrit le script et certains des dialogues⁵⁵².

55 milliards de dollars ont été engloutis dans le programme *Guerre des Étoiles*, soit déjà trois fois plus que dans le Programme Manhattan. Peut-on s'étonner d'apprendre en 1999 que des millions de dollars continuent d'être dépensés illégalement pour un programme SDI refusé par le Congrès et officiellement clos ? Pour Sanford Gottlieb, la réponse est clairement non : *Tout changement fondamental dans l'industrie de l'armement est impossible tant que le seul acheteur (le Pentagone) et les vendeurs (les sociétés d'armement) seront amenés à traiter seulement entre eux*⁵⁵³.

5.6.2. La supertechnologie

Le 7 avril 1948, le président Harry Truman déclarait : *Nous sommes sur le point de faire une découverte qui rendra obsolète tout ce qui est actuellement fabriqué*⁵⁵⁴.

Quelle était donc cette découverte imminente qui devait tout changer et dont, finalement, on ne vit rien venir ? Depuis cinquante ans, le complexe militaro-industriel grouille de rumeurs sur de spectaculaires découvertes

⁵⁵² (2. p237) Mitchell, p. 47.

⁵⁵³ (3. p237) Sanford Gottlieb, 1997, p. 166.

⁵⁵⁴ (4. p237) *The New York Times*, 7 avril 1948, propos rapportés par le journaliste Arthur Kroch ; Kofsky, p. 174.

scientifiques et révolutions technologiques qui ne se vérifient jamais. L'avion de chasse furtif F-117, fleuron de l'armée de l'Air, représente certes un progrès technologique, mais non une révolution. On est loin des soucoupes volantes qui seraient fabriquées à partir de la technologie extraterrestre dans des complexes souterrains ultra-secrets. Et pourtant la désinformation prend. Il faut dire qu'elle est soutenue et alimentée par des révélations.

Ainsi, des personnes ayant toutes des liens avec le monde des agences de renseignement et des services secrets, viennent régulièrement sur le devant de la scène ufologique pour révéler qu'elles ont travaillé dans des laboratoires souterrains à la mise au point d'appareils révolutionnaires utilisant la technologie des OVNI. Le thème comporte plusieurs variantes allant de la récupération d'OVNI accidentés, ou abattus, à la collaboration avec des extraterrestres dans des bases mixtes. Dans tous les cas, l'*Air Force* disposerait d'appareils révolutionnaires, secrètement développés dans les enceintes du complexe militaro-industriel.

Mais y croire ne suffit pas. Il faut aussi les voir. L'autre volet de cette désinformation vise donc à les mettre en scène en s'attribuant certaines manifestations d'OVNI, conformément à l'argument développé par la CIA (cf. rapport Haines, 5.4.2).

5.6.2.1. Des OVNI américains dans le ciel belge

C'est ainsi que l'on parvint à désinformer l'opinion publique à propos de la vague belge de 1990. De la fin 1989 à celle de 1993, avec un pic en 1990-1991, de grands OVNI triangulaires sont observés par des milliers de témoins, photographiés, enregistrés par les radars et poursuivis par des avions de chasse de l'armée de l'Air belge. Une importante médiatisation appelle la désinformation. Face aux soupçons établissant un rapprochement entre la forme triangulaire des OVNI et celle des avions furtifs américains F-117 A, une déclaration ministérielle belge annonce qu'aucun avion « du type F-117 A » n'a été signalé au plus fort de la vague⁵⁵⁵. Si cette déclaration n'exclut pas l'hypothèse d'autres types d'avions ou de prototypes américains, c'est sans doute parce que les autorités belges n'ont pas réussi à obtenir de leurs homologues américaines un démenti catégorique et exploitable. De fait, les Américains paraissent jouer un jeu subtil. Sommés de répondre, ils affirment ne pas être impliqués mais le font avec suffisamment de retenue et de discrétion pour laisser courir les rumeurs qui s'élargissent au catalogue imaginaire des avions secrets américains⁵⁵⁶. Celles-ci s'amplifient quand l'Américain Richard C. D'Amato, membre de l'un des sous-comités sénatoriaux aux programmes militaires,

⁵⁵⁵ (1. p238) Hubrecht, Brening, *Inforespace*, n° 105, décembre 2002.

⁵⁵⁶ (1. p239) Jean Debal, *L'Hypothèse aéronautique dépassée*, in *Vague d'OVNI sur la Belgique, vol. 2, Une Énigme non résolue*, Bruxelles, SOBEPS asbl, 1994, pp. 301-321.

et très impliqué dans la recherche sur les prototypes secrets, se rend en Belgique pour rencontrer le major-général Wilfried de Brouwer, chef d'état-major adjoint de l'année de l'Air belge, et des responsables de la SOBEPS, dont le professeur Auguste Meessen.

Finalement, les rumeurs résonnent dans plusieurs journaux, notamment dans *Science et Vie*, qui, en novembre 1991, publie un article intitulé « Les avions espions qu'on prend pour des OVNI », se moquant des Belges qui ne savent pas reconnaître l'avion américain F-117 A. Elles trouvent leur aboutissement dans un article du journal britannique *Sunday Times*, le 11 août 1996⁵⁵⁷. Il y est affirmé que les OVNI triangulaires de la vague belge étaient un prototype militaire américain secret, dont la NASA venait de révéler publiquement l'existence, le *LoFlyte*. Cette information fut reprise par les médias européens, acceptée par l'opinion publique et, dans l'esprit de celle-ci, mit un terme à toute l'affaire. Or, en 1996, le *LoFlyte* existait seulement sous la forme d'une maquette en bois, présentée sur la base d'Edwards, et n'était même pas dans les cartons en 1990, à l'époque des observations d'OVNI. De plus, il se révélera par la suite incapable de reproduire les caractéristiques aéronautiques des OVNI de la vague belge. Les journalistes qui ont relayé cette information n'ont même pas relevé la stupidité qu'il y aurait eu à faire évoluer un prototype secret au-dessus des agglomérations urbaines du pays siège de l'OTAN, et dont l'espace aérien était alors l'un des plus surveillés au monde.

⁵⁵⁷ (2. p239) « *We have finally an explanation for our UFO's wave in 1990* », *Sunday Times*, édition du 11 août 1996.

Si un prototype doit être testé en conditions réelles, il serait irresponsable de le faire prendre en chasse par des avions d'une puissance étrangère, et de risquer de le voir tomber entre leurs mains.

Fidèle au précepte – feignons d'être les organisateurs de ce que nous ne pouvons contrôler – cette opération de désinformation permit aux États-Unis de « verrouiller » l'événement, et de le « capitaliser » à leur avantage. Incidemment, elle sembla vexer et irriter l'état-major militaire belge qui, préférant peut-être voir son espace aérien violé par des OVNI plutôt que par des appareils américains, adopta une politique de communication ouverte sur les événements, rendant même publics les relevés radar des chasseurs F-16 lancés à la poursuite des OVNI.

Mais si la thèse du *LoFlyte* a fonctionné auprès de l'opinion publique, elle ne pouvait prendre auprès des connaisseurs. À chaque cible son opération. Pour ceux-ci, on divulgua intelligemment des projets officiels et secrets de construction de soucoupes volantes réalisées pour le compte de l'armée de l'Air. Ces programmes ont réellement existé et posent inévitablement la question, essentielle, de leur origine ou source d'inspiration⁵⁵⁸. Les revues *Popular Mechanics*, de novembre 2000, et le VSD hors-série de juin 2002, en offrent un aperçu. Mais ces prototypes n'ont jamais donné de résultats satisfaisants. L'un d'eux,

⁵⁵⁸ (1. p240) Voir le document déclassifié sur le projet Silverbug : <http://www.cufon.org/cufon/cufon-v.htm>.

l'Avrocar, s'éleva péniblement à seulement un mètre de hauteur⁵⁵⁹.

Ils ne peuvent en aucun cas être candidats aux OVNI. Mais l'existence de tels programmes secrets suffit à jeter le trouble et à semer le doute. Le terrain devient alors favorable à des « révélations de l'intérieur ».

C'est ainsi qu'un certain Edgar Fouché, prétendant avoir travaillé pendant trente ans comme contractant de l'armée de l'Air, sur des projets secrets, est venu « confirmer » la rumeur insinuant que les OVNI triangulaires seraient des appareils révolutionnaires de l'*Air Force*. Lors du symposium ufologique de Laughlin (Nevada), en 1998, il projeta même des planches illustrées du triangle volant baptisé TR-3B et détailla son système de propulsion censé annihiler la gravité⁵⁶⁰. On est en droit de s'étonner qu'une personne divulguant des secrets aussi importants ne soit même pas inquiétée.

Ce genre de désinformation, qui mélange le vrai et le faux, vise à brouiller les pistes et à détourner l'attention des véritables programmes secrets du complexe militaro-industriel. Mais quels peuvent être les éléments de vérité inclus dans cette désinformation amplifiante ?

Tout d'abord la réalité de bases militaires ultra-secrètes. Signe de l'interpénétration entre l'armée et les entreprises d'armement, les programmes les plus secrets du Pentagone

⁵⁵⁹ (2. p240) « OVNI 50 ans de rapports officiel », *VSD* hors-série, pp. 44-55.

⁵⁶⁰ (1. p241) On peut les consulter sur le site internet d'Edgar Fouché : <http://www.fouchemedias.com/arap/TR3Bpic.htm>.

(« *deep black* » *Special Access Programs*) sont installés dans des complexes du secteur privé car cela offre un meilleur contrôle et plus de souplesse que dans les bases de l'armée⁵⁶¹. La plupart d'entre elles sont souterraines et ont été mises en évidence dans deux livres remarquables de Richard Sauder (Ph. D.)⁵⁶². La Zone 51, située à Groom Lake, dans le Nevada, est la plus célèbre, sans doute parce que la contradiction entre son inexistence officielle (elle ne figure pas sur les cartes) et son immensité confine au surréalisme. En 1998, la secrétaire de l'*Air Force*, Sheila Widnall, a agrandi son périmètre de sécurité, désormais de la taille de la Suisse, en le justifiant comme suit :

*La collecte d'information concernant l'air, l'eau et les sols est une pratique classique du renseignement étranger parce que l'analyse des échantillons peut permettre d'identifier des capacités militaires*⁵⁶³.

Les histoires sur les OVNI, qui y seraient cachés et observés dans les alentours, sont tellement nombreuses que la route qui la borde est appelée *la route extraterrestre*. L'armée de l'Air laisse habilement courir ces rumeurs et se contente de reconnaître que l'on y met au point les avions du futur.

⁵⁶¹ (2. p241) Sweetman, 5 janvier 2000.

⁵⁶² (3. p241) Richard Sauder, *Underground Bases and Tunnels*, Kempton, Illinois, Adventure Unlimited Press, 1996 ; *Underwater and Underground Bases*, Kempton, Illinois, Adventure Unlimited Press, 2001.

⁵⁶³ (4. p241) Keith Rogers, « *High Court keeps Groom Lake Secret* », *Las Vegas Review Journal*, 3 novembre 1998.

5.6.2.2. Antigravitation et MHD

Doit-on pour autant rejeter tout en bloc et considérer qu'il n'y a rien de sérieux dans ces histoires qui mêlent OVNI et antigravitation ? Certes pas.

Le major Donald Keyhoe faisait déjà état dans les années 60 de recherches de l'*Air Force* autour des OVNI pour trouver le principe de l'antigravitation que ceux-ci semblaient maîtriser. Il cite l'existence de programmes de recherche anti-G, liant des entreprises du complexe militaro-industriel à l'armée de l'Air, et écrit qu'il n'y avait pas moins de 46 groupes d'études en 1965⁵⁶⁴.

Il se trouve qu'un document déclassifié par l'USAF, en 1995, fait état de l'existence, en 1956, d'un groupe intitulé *Gravity Research Group* et de recherches menées au sein de la plupart des firmes aéronautiques sur l'électrogravité⁵⁶⁵.

Les recherches sur l'antigravitation se poursuivent aujourd'hui encore, et parfois même au grand jour. La firme américaine *Boeing* a ainsi fait savoir qu'elle lançait un programme de recherche antigravitation baptisé *Gravity Research for Advanced Space Propulsion* (GRASP)⁵⁶⁶.

⁵⁶⁴ (1. p242) Keyhoe, *Les Étrangers de l'espace*, Paris, Éditions France Empire, 1975, p. 63.

⁵⁶⁵ (2. p242) Le document obtenu par le CUFON est disponible sur son site : <http://www.cufon.org/cufon/elecgrav.htm>.

⁵⁶⁶ (3. p242) *The Guardian*, 29 juillet 2002.

Cette confirmation de recherches autour d'un principe en apparence étroitement lié au phénomène des OVNI, et relevant pour l'opinion publique de la science-fiction, pose la question des acquis technologiques obtenus par l'armée de l'Air. Ces programmes de recherches menés par le complexe militaro-industriel ont-ils abouti à quelque chose ? L'*Air Force* posséderait-elle quelques-uns des secrets technologiques que les rumeurs et la désinformation lui prêtent ?

L'astrophysicien Pierre Guérin a rédigé en 1998 un article essentiel sur cette question⁵⁶⁷. Il relève que, dans son numéro du 10 juin 1995, la très sérieuse revue britannique *Jane's Defense Weekly*, spécialisée dans les questions d'armement et de défense, accorde du crédit à l'hypothèse de technologies révolutionnaires.

Groom Lake, dans le Nevada, est l'épicentre d'une zone de recherches secrètes de l'USAF sur (...) des techniques aérospatiales exotiques (surligné par l'auteur)... La récente confiscation de 1 600 ha de terrain autour du périmètre de Groom Lake confirme la volonté du Pentagone de maintenir sa prééminence dans le domaine des technologies qui représentent un saut dans l'inconnu – certaines de celles-ci, d'après les témoignages d'observateurs très qualifiés dans la base et autour d'elle, défiant les idées que l'on peut normalement se faire de l'évolution naturelle de l'ingénierie aérospatiale.

⁵⁶⁷ (1. p243) Pierre Guérin, *US Air Force, Antigravitation et OVNI, Lumières dans la Nuit*, n° 348, avril 1998, pp. 4-11.

Le fait que des firmes aérospatiales (américaines) continuent à envisager une alternative radicalement nouvelle aux concepts sur lesquels sont fondés aujourd'hui les véhicules aériens, est bien la preuve de leur quête d'avancées révolutionnaires.

L'article faisant explicitement référence à l'antigravitation, Pierre Guérin constate que la physique actuelle ignore l'antigravitation, et affirme qu'il est impossible de mettre au point un système de propulsion antigravitique sans que l'on en découvre, au préalable, les fondements théoriques.

La construction d'engins volants antigravifiques révolutionnaires irait à l'encontre de la façon dont notre science terrestre fondamentale a toujours progressé depuis qu'elle existe. Un tel résultat impliquerait que l'Air Force ait pu brûler les étapes en ayant accès à d'autres informations théoriques que celles fournies par la physique fondamentale terrestre connue. Ces informations auraient donc eu nécessairement une origine non terrestre.

Toujours selon Pierre Guérin, cette origine extraterrestre pourrait provenir de l'étude d'OVNI récupérés – mais il faudrait déjà posséder le cadre théorique – ou bien d'échanges avec les concepteurs eux-mêmes des OVNI.

L'autre possibilité avancée par Pierre Guérin est celle de la désinformation pour lancer les analystes sur une fausse piste. En fait, il est possible que les OVNI utilisent différents modes de propulsion, et qu'il n'existe donc pas une voie royale ni unique de recherche. La MHD n'exclut pas l'antigravitation même si elle est plus accessible.

Les « révélations » sur les triangles volants de l'*Air Force*, et les sous-marins évoluant à 1 000 km/h, visent probablement à ridiculiser les recherches en cours sur l'antigravitation et la MHD, lesquelles se déroulent sous nos yeux mais que l'on ne voit pas, telle la « lettre volée », d'Edgar Poe, placée bien en évidence dans un porte-cartes. Même la NASA a rendu publique l'existence de telles recherches⁵⁶⁸. Celles conduites par le professeur Leik Myrabo ont fait l'objet dans la revue *Air International* d'un article remarquable comportant une illustration dont le rapprochement avec l'objet du tableau de Mainardi (cf. 1.1.1) est saisissant⁵⁶⁹.

La désinformation permet aussi de les niveler en faisant croire qu'elles sont au même niveau. Or, si le principe de propulsion par MHD fait déjà l'objet d'applications concrètes, l'antigravitation est, comme on l'a vu, beaucoup plus spéculative et incertaine. Elle semble être plutôt une voie de recherche à long terme, et son état d'avancement, même tenu secret, peut difficilement être comparé à celui de la MHD.

Des procédés d'électrogravitation sont certainement étudiés et peut-être employés, comme on le dit à propos de l'avion furtif, mais il n'est pas nécessaire de faire appel à l'antigravitation, comme mode de propulsion principal,

⁵⁶⁸ (1. p244) http://science.nasa.gov/newhome/headlines/prop16apr99_1.htm.

⁵⁶⁹ (2. p244) « *Plasma Balls and Fire Sheaths* », *Air International*, décembre 1998, pp. 344-347 ; disponible sur : <http://www.aeronautics.ru/mach50.htm>.

pour rendre compte du comportement des OVNI dans notre atmosphère.

L'antigravitation étant beaucoup plus improbable que la MHD, on peut s'étonner de sa popularité. Mais c'est précisément parce que les cadres théoriques de l'antigravitation n'existent pas que la désinformation amplifiante prend. Il est en effet tentant de croire que les éventuels extraterrestres contrôlant les OVNI seraient tellement plus évolués que l'homme qu'il nous serait impossible de les comprendre, et que leur science transcenderait la nôtre. C'est une idée séduisante, y compris pour les scientifiques. Ainsi, Pierre Guérin considérerait que les OVNI manipulent l'espace et le temps. Mais le professeur Auguste Meessen refuse cette forme de postulat et de renoncement⁵⁷⁰ : *Étant donné que les lois physiques et les processus biochimiques doivent être les mêmes partout*, il considère que leur science (celle des extraterrestres) *doit être en partie identique à celle que nous connaissons*. Il fait valoir qu'il ne faut pas se laisser impressionner par des aspects bizarres, et qu'il est plus rationnel d'essayer de les interpréter par rapport aux connaissances dont on dispose, plutôt que d'y voir l'expression d'une transcendance des lois physiques. Il cite comme exemple le cas où des OVNI semblent disparaître ou apparaître instantanément sur place. Il faut d'abord envisager la possibilité d'accélération dépassant les 20 G, seuil au-delà duquel l'œil humain ne perçoit plus les

⁵⁷⁰ (1. p245) Auguste Meessen, « Où en sommes-nous en Ufologie ? », *Infospace*, n° 101, janvier 2001, pp. 5, 12, 16 ; disponible sur : <http://www.meessen.net/AMeessen/Ufologie>.

mouvements, avant celle, très spéculative, d'une manipulation de l'espace ou le temps. Mais pour beaucoup, un OVNI contrôlant ces dimensions reste plus vraisemblable qu'un engin utilisant une technologie, certes plus évoluée que la nôtre, mais comparable et respectant les mêmes lois physiques.

L'avènement de la science lourde (*Big Science*) a généralisé l'usage des superlatifs (la bombe H américaine baptisée « la super », supersonique, supernovae, supercordes...), mais aussi ouvert de nouvelles voies à la supercherie et à la superstition.

Répondre précisément à la question : qui pratique la désinformation ? est donc, comme on vient de le voir, délicat et incertain. La désinformation ressemble à un théâtre d'ombres. Si l'on y distingue des silhouettes, les mains qui les animent restent cachées. Cette pénombre ambiante favorise l'imagination et nourrit les inquiétudes de ceux qui croient deviner de lourds complots. Mais l'étude des faits connus et des documents disponibles indique qu'il s'agit plutôt d'une question de sécurité nationale faisant l'objet d'une guerre de l'information. Les stratégies de désinformation mises en œuvre ne sont pas toujours coordonnées et révèlent que la gestion de la question est dispersée entre différents protagonistes, aux intérêts parfois divergents.

6. COMMENT SE PRATIQUE LA DÉSINFORMATION ?

6.1. La désinformation, une politique à géométrie variable

La désinformation n'est pas une stratégie monolithique ni standardisée. Elle est modulable et s'applique différemment selon les cibles, les pays, les sujets et leurs auteurs.

6.1.1. Selon les publics ciblés

Depuis 1947, la désinformation sur les OVNI cible deux publics distincts : la petite communauté des ufologues et l'opinion publique. La première est isolée et noyée, en permanence, sous un flot ininterrompu d'informations. La seconde vit dans un contexte de pénurie d'informations.

6.1.1.1 Les ufologues

La désinformation visant les ufologues se nourrit, bien entendu, de leur intérêt pour le sujet. Elle se glisse dans le flot d'informations dont ils sont toujours en quête, et qui s'est accrue avec le développement d'internet. Elle permet de :

- Les induire en erreur.
- Les décrédibiliser vis-à-vis de l'opinion publique.
- Les isoler et les marginaliser car leurs informations n'arrivent presque jamais jusqu'à l'opinion publique, et parce que leur complexité les rend incommunicables.
- Les saturer. La communauté des ufologues étant très peu structurée et dépourvue de moyens suffisants, l'évaluation des informations est généralement individuelle et relève de l'amateurisme.
- Les diviser, tous n'étant pas d'accord sur la véracité et l'interprétation des informations.

La désinformation a ainsi permis d'affaiblir considérablement la communauté ufologique, après des débuts prometteurs.

6.1.1.2. L'opinion publique

À la différence des ufologues qui vont chercher l'information, l'opinion publique a une attitude passive face à la question des OVNI. Quelques informations, triées par les médias lui parviennent épisodiquement. La désinformation est donc d'autant plus détonante qu'elle s'appuie sur la pénurie d'informations. Les doutes sur l'authenticité du film de l'autopsie (cf. 5.3.4) eurent des conséquences plus dévastatrices sur l'opinion publique française que sur l'américaine. Les Français étant sous-informés, ils n'avaient aucun élément de comparaison, et ont réduit la question des OVNI à l'affaire du film. Aux États-Unis, ce fut un avatar qui n'occulta pas le reste des données.

La désinformation du citoyen passe par celle des masses. Dans l'entre-deux-guerres, le développement des médias et le poids croissant de l'opinion publique donnent matière à réflexion. Aux États-Unis, Walter Lippmann est le premier à en décrire les conséquences en termes de propagande et de contrôle du public. Il crée le terme de *pseudo-environment*, que l'on peut traduire par « pseudo-réalité », pour décrire la représentation modulable de la réalité dans laquelle baigne l'opinion publique.

La dépendance croissante de l'opinion publique vis-à-vis des médias entraîne le développement d'une ingénierie sociale. Pour contrer la guerre d'influence du nazisme et du communisme, Harold Lasswell préconise d'utiliser les médias, afin de manipuler l'opinion publique américaine,

pour préserver la démocratie et lutter à armes égales avec les dictatures⁵⁷¹. Or, pour conditionner l'opinion publique, il faut instaurer en amont une forme de censure, car *il doit y avoir une barrière entre le public et les événements. L'accès à la réalité doit être limité afin de pouvoir créer la pseudo-réalité souhaitée*⁵⁷².

Pour le journaliste Terry Hansen, la question des OVNI est contrôlée de cette façon. Loin des méthodes des dictatures, il est possible de gouverner l'opinion publique. En tirant parti de la concentration croissante des médias, qui massifient l'opinion publique, et développent une représentation consensuelle de la réalité de plus en plus standardisée. En influençant la presse (participations financières, agents d'influence, pressions, accords secrets...).

Mais ces capacités de contrôle sont limitées dans une démocratie. En fait, la presse nationale et à prétention intellectuelle se régule d'elle-même. Son attachement aux représentations consensuelles, son désir de respectabilité et le respect de sa ligne éditoriale suffisent généralement à ne pas relayer les informations dérangeantes. À l'inverse, la presse locale et/ou populaire pratique nettement moins ce filtrage, et a moins de prétentions intellectuelles.

⁵⁷¹ (1. p249) Harold Lasswell, *Propaganda Technique in the World War* ; 1927 ; cité par Simpson, pp. 22-23.

⁵⁷² (2. p249) Walter Lippmann, *Liberty and the News*, New York, Harcourt, Brace and Howe Inc, 1920 ; *Public Opinion*, New York, Harcourt, Brace, 1922.

Une question stratégique comme celle des OVNI n'échappe pas à cette régulation. Le remplacement de la réalité par une pseudo-réalité, conçue comme un tampon, s'impose d'autant plus que les OVNI ne sont pas contrôlables, et qu'ils peuvent être observés, au hasard, par n'importe quel citoyen.

Dans la pseudo-réalité américaine, les OVNI sont présents mais ne menacent pas la sécurité nationale. Les chercheurs, dont les vues et travaux contribuent à familiariser l'opinion publique et à banaliser la question, ont toute latitude pourvu qu'ils ne touchent pas aux informations sensibles. Ceux qui s'en approchent de trop près, et qui menacent l'équilibre consensuel, sont contrés de différentes manières.

Quand le groupe, dirigé par le milliardaire Laurance Rockefeller, *Human Potential Foundation* (cf. 5.2.3.1.5), œuvrant à la levée du secret sur les OVNI, décide de s'attaquer à celui, très sensible, de Roswell, en février 1994, il fait l'objet de ce qui ressemble à un sabotage. Richard Farley et Jacques Vallée désapprouvent ce choix, démissionnent et entreprennent des démarches personnelles auprès de Jack Gibbons, le conseiller scientifique du président Clinton, qui court-circuitent l'action du groupe⁵⁷³.

À l'inverse, l'initiative similaire du docteur Steven Greer ne fait pas l'objet de contre-mesures. Certes le projet

⁵⁷³ (1. p250) La correspondance entre le groupe de Rockefeller et le Dr Gibbons peut être téléchargée sur le site internet suivant : http://www.konsulting.com/pdf_docs.htm.

Disclosure réunit des témoignages de très grande qualité mais qui sont associés à d'autres très douteux, et surtout intégrés dans un discours, mélangeant des idées *new age* et « conspirationnistes », qui discréditent la question. Ainsi, les journalistes qui assistèrent à la conférence de presse, donnée à Washington le 9 mai 2001, furent sensibles aux dépositions de certains anciens responsables mais aussi parfaitement déconcertés par le discours, presque évangélique, de Greer.

La pseudo-réalité américaine fonctionne comme un sas de dépressurisation. Les informations sur les OVNI y sont formatées et différées si elles s'écartent de la norme, érigée en 1969, selon laquelle les OVNI ne menacent pas la sécurité nationale. Ainsi, il faudra attendre 1979, et les premières déclassifications de documents officiels, pour que les intrusions de 1967 et de 1975 sur des bases militaires de missiles et de bombardiers armés de nucléaire, soient enfin rapportées par la presse nationale, alors que les journaux locaux en avaient abondamment parlé à l'époque. Terry Hansen fait remarquer que le premier journal national à les évoquer n'est pas l'un des grands quotidiens ou hebdomadaires dits sérieux mais le journal populaire et à sensation, *The National Enquirer*, en décembre 1977⁵⁷⁴. Un an plus tard, les grands titres : *The New York Times*, *Times*, *Washington Post* lui emboîtent le pas. Ils sont intrigués par les premiers documents

⁵⁷⁴ (2. p250) Bob Pratt, « *UFOs Spotted at Nuclear Bases and Missiles Sites* », *The National Enquirer*, 13 décembre 1977 ; Hansen, pp. 33-34.

déclassifiés relatant ces intrusions, mais ne poussent pas la réflexion, ni ne contestent l'explication semi officielle d'hélicoptères non identifiés.

Dans la pseudo-réalité française, les OVNI n'existent tout simplement pas. Les informations allant dans le sens contraire sont donc filtrées ou déformées. Lorsque le rapport COMETA est évoqué dans une émission télévisée, la présentatrice s'inquiète de savoir si le *général Letty* (présidant le COMETA) *a fumé la moquette*⁵⁷⁵.

La vague belge de 1990 a été partiellement traitée par les médias français, en raison de sa proximité géographique. Ce traitement a mis en évidence le clivage entre la presse populaire et/ou locale et celle nationale et « intellectualiste ». Ce sont des journaux comme *France-Soir*, *Paris-Match*, *Le Journal du dimanche*, *VSD*, etc. qui en ont le plus parlé, tandis que les grands quotidiens nationaux l'ont parfois traitée, mais en l'interprétant selon leur ligne éditoriale. Ainsi, dans son édition du 7 novembre 1990, le journal *L'Humanité* veut croire que les OVNI sont des avions furtifs F-117 A pour dénoncer l'impérialisme américain.

6.1.2. Selon les pays

Il est révélateur que la question des OVNI soit banalisée aux États-Unis et dans les pays qui leur sont alliés

⁵⁷⁵ (1. p251) France 2, *C'est au Programme*, émission du 20 décembre 2001.

(Grande-Bretagne, Canada, Australie...) et, qu'inversement, elle soit moins familière, ou carrément étrangère, aux autres. L'argument d'un déterminisme culturel spécifique aux nations *WASP* (*White Anglo Saxon Protestant*) ne tient pas car les OVNI font aussi partie de l'environnement culturel et intellectuel de pays aussi différents que le Japon et la Chine.

Les trois volets de la guerre de l'information américaine semblent être appliqués aux pays étrangers en fonction de leur degré de collaboration avec les États-Unis :

— Aux pays alliés (UKUSA, CANUSA, ECHELON...) : la guerre pour l'information (savoir) : surveillance et transmissions des informations aux États-Unis.

— Aux pays non inféodés mais mineurs : la précédente plus celle contre l'information : surveillance et politique du secret.

— Aux puissances rivales ou ennemies : les deux précédentes plus la guerre par l'information (faire tenir un savoir corrompu) : surveillance, politique du secret et désinformation.

6.1.3. Selon les sujets

L'affaire de Roswell paraît être la question la plus sensible pour les autorités américaines. Celles-ci ne lâchent rien. Elles la suivent de très près et, comme on l'a vu, anticipent les évolutions qui se dessinent. On comprend aisément pourquoi. Si c'est bien un engin non

terrestre qui a été récupéré, l'admettre, même à demi-mots, et très lentement, les obligerait à :

— Reconnaître qu'elles disposent d'un « butin » qu'elles ne veulent pas partager.

— Subir les pressions et la curiosité des nations étrangères.

— Avouer qu'elles ont menti au peuple américain et à ses élus depuis plus d'un demi-siècle.

— S'exposer aux risques d'emballlement et de déstabilisation de l'opinion publique.

L'affaire de Roswell ressemble à une boîte de Pandore. Ses responsables sont prisonniers de la politique du secret instaurée il y a plus de cinquante ans.

Il est significatif que les cas d'intrusion d'OVNI sur des sites militaires stratégiques et des bases de missiles soient moins bien défendus, alors qu'ils constituent un aveu d'impuissance et un sujet d'inquiétude. Ils font l'objet d'une politique du secret, mais leur divulgation partielle par les documents déclassifiés n'a pas entraîné d'importantes opérations de désinformation. Il est vrai que la presse nationale américaine les a très peu traités, et avec beaucoup de retard, tandis que l'opinion publique, peu concernée, s'est satisfaite de l'explication d'hélicoptères non identifiés.

Pourquoi les autorités militaires américaines se sont-elles abondamment exprimées sur Roswell et tues sur ces intrusions à répétition ? C'est sans doute que l'affaire de Roswell est plus importante, et qu'elle comporte un nombre impressionnant de dépositions et de témoignages

sous serment susceptibles d'ouvrir dans un pays fortement judiciaire, d'interminables procédures juridiques. Mais c'est aussi parce qu'elle est populaire et célèbre, tandis que les violations de sites interdits sont très peu connues, et ne sont pas médiatisées. Quand la divulgation d'une information sensible touche peu, ou pas du tout, l'opinion publique, la désinformation peut être contre-productive car elle risque d'attirer l'attention et de faire boule de neige. C'est sans doute pourquoi la question des risques potentiels que représentent les OVNI pour l'aviation civile et ses enjeux économiques est aussi traitée par le silence. En 1999, la publication, par la *Civil Aviation Authority* britannique, d'un rapport sur les cas de quasi-collision entre avions de ligne et OVNI avait alarmé les médias et inquiété l'opinion publique⁵⁷⁶.

Le 17 novembre 1986, un Boeing 747 japonais est accompagné pendant une demi-heure, au-dessus de l'Alaska, par plusieurs OVNI dont un gigantesque, cinq fois plus gros qu'un porte-avions, selon le capitaine Terauchi. Détecté par les radars, celui-ci lui fait soudain face au 747, illumine le cockpit et brouille les communications. À son arrivée à l'aéroport d'Anchorage, l'équipage est immédiatement interrogé par des agents spéciaux de la *Federal Aviation Administration* (FAA). L'incident s'ébruite par l'intermédiaire du capitaine japonais, et oblige la FAA à s'exprimer publiquement par

⁵⁷⁶ (1. p253) Western Daily Press, *Jetliners'30 Near Misses with UFO's*, Bristol, 15 juin 2000 ; BBC News, *UK UFO Baffles Aviation Experts*, 15 septembre 1999, disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/448267.stm>.

un commentaire laconique : *Nous acceptons les descriptions de l'équipage, mais sommes incapables d'entériner ce qu'ils ont vu*⁵⁷⁷.

En fait, ce profil bas avait été précédé d'une réunion de crise, à laquelle participa John Callahan, chef de la *Division of the Accidents and Investigations Branch of the FAA*. Celui-ci a révélé en 2000 que la CIA, le FBI et l'équipe scientifique du président Reagan y avaient assisté, que les données et enregistrements y avaient été confisqués et que des consignes de silence avaient été imposées par la CIA⁵⁷⁸.

Cette politique de *cover-up* fut néanmoins complétée par l'inévitable *debunking* du CSICOP et de Philip Klass, pour qui l'équipage avait confondu la planète Jupiter, et peut-être aussi Mars, avec des OVNI⁵⁷⁹. Mais la désinformation n'est pas ici vraiment utile car la stratégie du silence se révèle suffisante. En effet, les incidents impliquant l'aviation civile arrivent rarement jusqu'à l'opinion publique et sont d'autant plus vite oubliés qu'ils ne sont pas commentés.

En France, de telles dispositions ne sont pas nécessaires. Quand un pilote comme Jean-Charles Duboc, commandant du vol Air France AF 3532, prend la peine de rapporter publiquement l'observation de l'équipage, confirmée par radar, d'un OVNI d'environ 250 mètres de long à proximité de l'aéroport de Roissy, en janvier 1994,

⁵⁷⁷ (2. p253) *FAA Report*, 29 décembre 1986 ; cité par Hall, pp. 142-144.

⁵⁷⁸ (3. p253) Greer, pp. 79-85.

⁵⁷⁹ (1. p254) Clark, p. 542.

on ne l'écoute pas. En France, son témoignage est attaqué par les prétendus rationalistes, tandis qu'aux États-Unis, il devient une référence⁵⁸⁰.

Paradoxalement, d'autres aspects beaucoup plus sulfureux et troublants de la question des OVNI sont traités par une désinformation moins sévère que celle entourant l'affaire de Roswell. Ainsi les questions des prétendus enlèvements et des mutilations de bétail, fortement suspectées d'être liées aux OVNI, font-elles l'objet d'une politique subtile de désinformation.

Des membres des services spéciaux, prétendant être à la retraite ou agir à titre privé, se mêlent à la recherche, et participent aux échanges d'idées pour mieux les orienter. Ainsi le colonel John B. Alexander, un spécialiste du contrôle mental (*Mind Control*), qui a fait toute sa carrière dans les services secrets, est-il membre du NIDS, une curieuse organisation privée, et discute ouvertement de ces deux questions. Sans prendre position ni exclure l'hypothèse extraterrestre, il appuie subtilement la thèse occultiste, notamment lorsqu'il laisse entendre, par ses confidences, que les mutilations seraient d'essence paranormale⁵⁸¹.

L'autre désinformation amplificante entourant ces questions s'inspire du principe : feignons d'être les

⁵⁸⁰ (2. p254) Peter A. Sturrock, *The UFO Enigma, A New Review of the Physical Evidence*, New York, Warner Books, 2000, pp. 74-75.

⁵⁸¹ (3. p254) Confiance faite par John Alexander à Gildas Bourdais, *La Levée progressive du secret*, pp. 239-241.

organisateurs de ce que l'on ne peut contrôler. Ainsi, les autorités américaines laissent-elles intelligemment courir des rumeurs, qu'elles ne commentent pas, leur attribuant la responsabilité des mutilations de bétail et des enlèvements de personnes. Dans le premier cas, il s'agirait de mesurer les effets de la radioactivité, ou de toute autre forme de pollution, en faisant des prélèvements *in situ* sur les bovins et, dans le second, des militaires enlèveraient des personnes pour se livrer à diverses expériences en en faisant porter le chapeau aux extraterrestres.

Cette théorie, qui cible les milieux de la *lunatic fringe*, est précisément reprise et diffusée par Steven Greer qui oppose les gentils extraterrestres aux vilains dirigeants de cette planète voulant priver l'Humanité des bienfaits des généreux visiteurs.

6.1.4. Selon les auteurs de la désinformation

La question des OVNI est gérée par différentes parties n'ayant pas nécessairement les mêmes intérêts ; la désinformation varie donc aussi en fonction de ses acteurs.

Aux États-Unis, il ne semble pas y avoir de gestion collégiale entre les différentes autorités, ce qui n'exclut pas la possibilité d'une coordination secrète à un niveau plus élevé. Les apparents rapports de force et dissensions entre les parties américaines ouvrent la porte à toutes sortes d'hypothèses et de rumeurs. On se souvient que l'agent

spécial Richard Doty, membre du Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air (AFOSI), avait accrédité l'idée selon laquelle un groupe surnommé la Volière (*the Aviary*), travaillait à la levée des secrets contre un autre, hostile à tout changement, la Cabale.

On a vu également que le capitaine Robert Collins, dans l'émission *UFO Cover Up ? Live !* de 1988, avait cherché à détourner les soupçons de l'USAF vers la Navy (cf. 5.2.9).

Au-delà de ces affirmations, il est possible que différentes parties s'affrontent par désinformation interposée. En 1947, l'armée de l'Air a sciemment désinformé le FBI en orientant ses enquêteurs sur des faux cas d'OVNI (cf. 2.2.7). Hoover avait alors retiré ses hommes, laissant le champ libre à la CIA. Le FBI, qui continua à enquêter pour son propre compte, en a-t-il nourri quelque rancœur ? Ce n'est pas impossible. On l'a ainsi suspecté d'avoir été le premier à déclassifier et à communiquer des documents sur les OVNI pour placer la CIA, qui rechignait à le faire, dans l'embarras. En effet, alors que la définition des missions de l'agence est exclusivement tournée vers l'étranger, le problème OVNI l'amène à intervenir sur le sol américain.

Si la désinformation paraît parfois chaotique et si la question des OVNI semble sujette à des mouvements contradictoires (alternance de divulgations et de désinformation), c'est peut-être aussi en raison des conflits d'intérêt des différents acteurs.

6.2. Fabriquer la désinformation

La désinformation se pratique d'abord à la source des informations alimentant la question des OVNI, par la conception et l'émission de signaux trompeurs destinés aux différents récepteurs.

La désinformation relative aux OVNI ne diffère pas fondamentalement de celle appliquée à d'autres sujets. Cependant, plusieurs caractéristiques de la question des OVNI lui donnent un visage particulier :

- La mainmise américaine sur la question des OVNI.
- Le secret et la pénurie d'informations.
- La soif des ufologues pour les révélations.
- La relative inertie de l'opinion publique.

6.2.1. La divulgation d'informations fausses ou explosives

Le comportement furtif des OVNI et la politique de secret des autorités créent une pénurie d'informations qui fonctionne comme un appel d'air pour la désinformation.

Les milieux ufologiques et l'opinion sont ainsi régulièrement secoués par l'apparition d'informations spectaculaires dans un mouvement en deux temps. L'arrivée subite et massive de ces informations crée d'abord un engouement, lequel se retourne ensuite en un

rejet de même ampleur lorsque surgissent les premiers doutes. À l'emballement déraisonnable succède toujours la débâcle. Le rejet est proportionnel à la déception. Parmi les déçus, certains deviennent aigris et se retournent contre la question des OVNI. On trouve ainsi, parmi les détracteurs virulents, d'anciens ufologues dont l'enthousiasme déraisonnable s'est mué en une hostilité qui ne l'est pas moins. Ainsi, avant d'être véhément et de qualifier la question des OVNI de *religion du fatras et des galimatias*⁵⁸², Marc Hallet fut autrefois assez enthousiaste pour adhérer aux récits du prétendu contacté Adamski et en faire la promotion.

Bien que la France soit dans un vase clos qui la tient à l'écart de ces mouvements, elle connut quand même une telle secousse lors de la diffusion mondiale, en 1995, du film de la prétendue autopsie.

La chaîne TF1 et le journal VSD ont assuré une large diffusion de ces images présentées très imprudemment comme des preuves. Si l'ensemble des médias français a rejeté l'affaire, non pour de bonnes raisons, mais sous l'effet d'une réaction épidermique de nature idéologique, une partie de l'opinion publique s'est soudain intéressée à la question des OVNI. Sa curiosité se transforma en un rejet global, systématique et durable, quand l'authenticité du document fut mise en doute quelques semaines plus tard.

⁵⁸² (1. p257) Marc Hallet, *Critique historique et scientifique du phénomène OVNI*, publié par l'auteur, Liège, 1989, p. 191.

L'opinion publique française a rapidement accepté l'idée d'un canular, alors que celui-ci n'a jamais été prouvé, sans voir la remarquable coïncidence de calendrier entre la diffusion mondiale du film et la publication du rapport d'enquête du GAO sur l'affaire de Roswell, le 28 juillet 1995. Ce dernier, vu plus haut, passa ainsi inaperçu dans l'effervescence médiatique malgré ses conclusions embarrassantes pour l'*Air Force*.

De tels revirements peuvent être programmés et obtenus par l'inclusion d'éléments ou de détails faux, destinés à être découverts à retardement, au plus fort de l'engouement.

Les documents MJ-12 (*Majestic 12*), déjà évoqués, ont séduit de nombreux chercheurs, avant d'apparaître comme des faux habiles dépassant les limites du canular ou de l'action individuelle. Ainsi, sur un prétendu mémo adressé par le président Truman au général Twining est reproduite la signature du président, empruntée à un vrai document. Un tel détail ne saute pas immédiatement aux yeux, mais est voué à être découvert tôt ou tard.

La diffusion de faux documents officiels apparaît être une contre-mesure aux déclassifications imposées par le FOIA. Jusqu'en 1978, la question des OVNI souffrait cruellement de l'absence de documents officiels prouvant l'implication de l'État américain. Dans les années 50, le major Donald Keyhoe est convaincu que les autorités américaines s'intéressent de très près aux OVNI, et qu'elles pratiquent le secret mais il ne peut le prouver, faute de documents. La donne change radicalement quand

sont déclassifiés les premiers rapports du FBI puis de la CIA, en 1978.

Or, dès 1980, Richard Doty commence son travail de désinformation. Plusieurs ufologues reçoivent des prétendus documents officiels secrets, dont le fameux *briefing* sur le MJ-12, qui aurait été destiné au nouveau président Eisenhower. Le trouble est jeté. Les ufologues, qui croyaient que les documents déclassifiés allaient leur ouvrir les portes du secret, sont bientôt désemparés, et revoient à la baisse la valeur objective des documents officiels. Puisqu'un cachet officiel, un en-tête administratif ou la signature d'un représentant de l'État était devenu une preuve de l'implication des autorités américaines dans le dossier OVNI, il fallait déconsidérer ceux-ci, et jeter le doute en répandant des faux.

La peur de se faire piéger est devenue grande. Elle conduit les ufologues, notamment américains, à se comporter comme des puristes. Ils sont prêts à répudier ou à délaisser la totalité d'une affaire, à l'apparition du moindre doute concernant l'un de ses éléments. Ainsi, le livre de Mémoires du colonel Philip J. Corso, *The Day After Roswell*, est aujourd'hui presque unanimement rejeté en raison des informations inexactes qu'il contient. La question de savoir si elles relèvent d'erreurs ou de mensonges délibérés est certes cruciale mais faut-il pour autant rejeter le livre dans sa totalité ? Laisser le jugement moral l'emporter sur l'évaluation rationnelle facilite la désinformation.

6.2.2. Les informations confidentielles

Le secret entourant la question des OVNI pousse les ufologues à chercher des informations exclusives. Àuprès des sources non ouvertes, ils nouent des contacts avec des *insiders*, ou gens de l'intérieur, qui leur font des révélations, sous le sceau du secret. Ce genre de rapport est un vecteur idéal de désinformation. Le chercheur se trouve en effet dépositaire d'informations souvent impossibles à vérifier, dont il ne peut généralement diffuser qu'une partie et sans révéler sa source. Les conditions de cette relation « privilégiée » lui sont plus ou moins dictées et l'isolent.

Le prétendu *briefing* MJ-12 qui aurait été destiné à Eisenhower fut ainsi diffusé, entre autres, par l'intermédiaire de l'Anglais Timothy Good, qui dit l'avoir reçu d'une source appartenant aux services de renseignement américains qu'il a toujours refusé d'identifier⁵⁸³. Installé aux États-Unis depuis peu, l'ufologue britannique Nick Redfern dit recevoir des informations d'agents de l'AFOSI et du FBI⁵⁸⁴.

Les « gorges profondes » n'agissent pas de manière désintéressée. Quand James Mac Andrews, capitaine des services de renseignement de l'armée de l'Air et auteur du rapport *Roswell Report : Case Closed*, confie à l'ufologue Bob Shell qu'il aurait vu le film d'une prétendue autopsie

⁵⁸³ (1. p259) Good, p. 468.

⁵⁸⁴ (2. p259) Nick Redfern, « *MJ-12 and the Bureau* », *UFO Magazine (USA)*, vol. 18, juin-juillet 2003, pp. 16-19.

d'un cadavre extraterrestre, dans une version plus longue, dans les archives de l'armée de l'Air⁵⁸⁵, on s'interroge sur la cohérence de son attitude. Publiquement, il essaie de clore l'affaire de Roswell, et, en privé, fait des révélations allant dans le sens contraire. Cette apparente contradiction illustre, si besoin est, la complexité de la stratégie de désinformation appliquée à l'affaire de Roswell.

En France, et dans le petit monde de l'ufologie francophone, certains font grand cas et beaucoup de mystère autour de William P. LaParl, un personnage de l'ombre dont on murmure son appartenance à la CIA ou au Pentagone. Il aiderait les ufologues dans leurs recherches en leur communiquant des informations plus ou moins sensibles, comme les documents du FBI sur les mutilations de bétail avant qu'ils ne soient déclassifiés. Il est frappant de constater comment il parvient à enfermer les ufologues dans une relation de dépendance. Il transmet des informations sensibles sous couvert d'anonymat, mais tout le monde semble connaître son nom. Il exige le secret et personne ne le cite.

Les confessions des *insiders* dépassent aussi le cadre de la relation exclusive et secrète pour viser une assemblée. Ainsi, le colonel John Alexander livra récemment plusieurs informations, aussi invérifiables que suspectes, au 12^e congrès international ufologique de Laughlin (Nevada). Il affirma, entre autres, que le NORAD avait enregistré 7 000 objets inconnus depuis 1971, que les

⁵⁸⁵ (3. p259) Bourdais, pp. 155-156.

satellites du Département de la Défense captaient en moyenne, chaque mois, dans l'espace, un à deux Fast Walker ou objet inconnu évoluant à très grande vitesse, qu'il avait un film montrant des OVNI au-dessus de la forêt de Rendlesham, en Angleterre, enregistré un mois après les incidents de décembre 1980, et, enfin, que des membres du Congrès étaient très intéressés par la question des OVNI, mais que leurs bonnes intentions avaient été découragées par le projet *Disclosure* de Steven Greer⁵⁸⁶. À l'évidence, John Alexander, sait jouer des rumeurs courant sur son appartenance à l'hypothétique groupe dit la Volière, et le désignant comme le Pingouin, pour semer la confusion.

6.2.3. Les canulars, escroqueries et fraudes

La question des OVNI est depuis cinquante ans polluée par les canulars de plaisantins, de menteurs et d'escrocs. Ils ne sont pas toujours très élaborés, mais discréditent inmanquablement le sujet auprès de l'opinion publique. Parce qu'il permet de désinformer le public et de piéger des ufologues, le canular peut donc aussi être une arme.

Pierre Guérin a décrit le chausse-trape qui fut tendu au journaliste François de Closets. Celui-ci présenta au journal télévisé de 20 heures le film d'un cameraman de la chaîne, en qui F. de Closets avait confiance, mais qui avait

⁵⁸⁶ (1. p260) « *The Laughlin Experience* », *UFO Magazine* (Royaume-Uni), mars 2003, pp. 28-29.

été truqué, au développement, pour y inclure un faux OVNI. La divulgation du pot aux roses, dès le lendemain, obligea François de Closets à offrir sa démission, et dissuada à tout jamais ce journaliste honnête, intelligent et ouvert, d'aborder de nouveau la question des OVNI⁵⁸⁷.

Pierre Guérin a également raconté comment lui-même s'est fait piéger avec des photographies truquées. Il s'agissait pour son auteur, le physicien anglais David I. Simpson, de prouver la crédulité des ufologues et, par amalgame, l'inexistence des OVNI, au nom d'une expérience sociologique⁵⁸⁸. L'alibi est facile et autorise l'emploi de tous les procédés, même les plus malhonnêtes.

Toujours sous couvert d'expérience, un canular fut monté par les organisateurs du Festival Science et Cité à Genève, et lancé sur les ondes par la radio, *La Première*, fin avril 2001. Il annonçait la réception d'un signal extraterrestre par le radiotélescope de Parkes, en Australie. Les initiateurs de ce projet, parmi lesquels on retrouve l'omniprésent Pierre Lagrange, laissèrent l'information faire le tour du monde et prendre de l'ampleur, pendant trois jours, avant de la démentir, et de faire passer ceux qui y avaient cru pour des imbéciles. Malheureusement pour Pierre Lagrange, il n'y eut pas que des ufologues parmi les « crédules ». Plusieurs scientifiques, dont des membres du programme SETI (*Search for Extraterrestrial Intelligence*), furent interpellés par l'information, et désavouèrent le procédé

⁵⁸⁷ (1. p261) Guérin, pp. 163-164.

⁵⁸⁸ (2. p261) Guérin, pp. 89-96.

qui ne pouvait que nuire à la crédibilité de SETI. Élisabeth Piotelat, ingénieur au CNRS et membre de la ligue SETI, critiqua vertement Pierre Lagrange en soulignant que le sociologue qu'il est ne pouvait pas ignorer le fonctionnement des rumeurs ni leurs effets pervers⁵⁸⁹.

La fraude peut aussi aller se nicher dans les détails de ce que l'on veut discréditer. Ainsi, le film de la prétendue autopsie d'un extraterrestre fut-il raillé en raison de la couleur verte du sang. Il faut ici saluer la performance du journal *Science et Vie*, qui se réclame de la rationalité scientifique, mais qui voit du vert sur un film en noir et blanc⁵⁹⁰ ! L'insertion, très intelligente, du « détail qui tue », et qui sera repris par d'autres médias, dans une bombe désinformante, permet d'accroître son effet de souffle en France et de renvoyer toute la question des OVNI au rayon des canulars.

Plus généralement, on jette de fausses informations comme on lance des boules de neige sur une pente. Certaines grossissent et vont plus loin que d'autres. Mais dans tous les cas, il se trouve toujours quelques personnes pour collaborer consciemment ou inconsciemment à la fraude. Le manque d'informations et d'expérience conduit souvent à relayer la désinformation. C'est sans doute le cas du journaliste Hugo Nhart qui, malgré son désir affiché de s'en tenir uniquement aux faits, présente, dans son livre,

⁵⁸⁹ (3. p261) Message d'Élisabeth Piotelat du 1^{er} mai 2001 aux membres de la ligue SETI : <http://seti.sentry.net/archive/public/2001/May/0002.html>.

⁵⁹⁰ (1. p262) Lagrange, *Science et Vie*, août 1995, p. 93.

un cas de crash d'OVNI dont on sait pourtant qu'il est faux⁵⁹¹. On a voulu faire croire qu'un OVNI et ses occupants avaient été abattus par des chasseurs de l'armée de l'Air de l'Afrique du Sud, en mai 1989, puis récupérés dans le désert de Kalahari. Pour y aider, de faux documents officiels, réalisés avec beaucoup d'habileté, ont été mis en circulation. Hugo Nhart les reproduit dans tout un chapitre en ignorant que la fraude avait été révélée dès 1990⁵⁹². Cet exemple confirme que même un journaliste d'investigation ne peut se tenir au courant de toutes les informations qui circulent tant leur flot est épais.

6.2.4. Les commissions, conférences et rapports officiels

Le mutisme général des autorités et des experts sur la question des OVNI donne une importance démesurée au moindre signe d'intérêt de leur part. Les commissions et leurs rapports prennent d'autant plus de poids qu'ils sont rares. Cette pénurie favorise, une fois de plus, la désinformation.

Comme on l'a vu, la plupart des commissions qui se sont succédées aux États-Unis étaient des opérations de désinformation blanche. Ainsi, pour le professeur David

⁵⁹¹ (2. p262) Hugo Nhart, *OVNI, Enquête sur des Faits*, Paris, Éditions Camot, 1999, pp. 171-186.

⁵⁹² (3. p262) Clark, pp. 870-871.

Saunders, l'un des buts de la commission Robertson était de mystifier les puissances étrangères⁵⁹³.

Le rapport officiel tire sa crédibilité de ses apparences d'ouverture, d'objectivité et de communication. Pourquoi douter des intentions de la CIA quand celle-ci prend la peine de s'ouvrir et de communiquer sur la question des OVNI, en publiant un rapport qu'elle rend accessible jusque sur internet ? Allons donc ! Il faut être ufologue et/ou paranoïaque pour ne pas admettre que l'agence cherche simplement à « briser la glace », à se rapprocher des citoyens en communiquant ce qui peut l'être. Les services de l'État américain ne voulant plus apparaître opaques, il est naturel qu'ils divulguent des informations sur des sujets secondaires, et non stratégiques, comme celui des OVNI.

Il faut effectivement faire preuve d'esprit critique pour examiner et évaluer les arguments de l'historien de la CIA et du NRO, Gerald K. Haines, attribuant plus de la moitié des observations d'OVNI aux États-Unis dans les années 50 aux vols secrets des avions espions U2 et Oxcart (cf. 5.4.2)⁵⁹⁴.

Il faut être également pointilleux, comme le sociologue Mark Rodeghier, pour vérifier les sources et les références de cette étude, et constater que les plus importantes n'existent pas ou sont classées secrètes.

⁵⁹³ (1. p263) Saunders, p. 105.

⁵⁹⁴ (2. p263) Gerald K. Haines, « *CIA's role in the study of UFOs : 1947-90* », *Studies in Intelligence*, 1997. Également disponible sur <http://www.odci.gov/csi/studies/97/unclas/ufo>.

Mais ces aberrations passent inaperçues devant l'impact médiatique de l'argument de Haines : la CIA a menti et encouragé la croyance aux OVNI pour espionner depuis les airs. Le *New York Times* titre : « *La CIA admet que le gouvernement a menti sur les observations d'OVNI*⁵⁹⁵ », et la nouvelle connaît une diffusion mondiale, au moment où l'affaire de Roswell est effervescente. Ainsi, pour le quotidien *Le Figaro*, « La Vérité sort des archives de la CIA » et « Les OVNI n'étaient que des espions volants »⁵⁹⁶.

L'application de deux principes a permis le succès de cette opération de désinformation blanche :

— S'attribuer la paternité de ce que l'on ne peut contrôler et que l'on veut cacher.

— Donner l'illusion de lever le secret pour mieux le protéger.

Les conférences et colloques peuvent aussi avoir une importance stratégique en termes de désinformation. La réunion financée par Laurance Rockefeller, qui s'est tenue à Pocantico (État de New York), du 29 septembre au 4 octobre 1997, fut beaucoup moins consensuelle que ce que l'on en a dit. Des scientifiques et des spécialistes de différents pays s'étaient réunis pour examiner les cas les

⁵⁹⁵ (3. p263) William Broad, « *CIA Admits Government Lied About UFO Sightings* », *The New York Times*, 3 août 1997, p. 10 ; cité par Hansen, p. 241.

⁵⁹⁶ (1. p264) Jean-Luis Turlin, « Les OVNI n'étaient que des espions volants », *Le Figaro*, édition du 6 août 1997.

plus troublants, sous la direction de Peter Sturrock, professeur de physique appliquée à l'Université Stanford.

Les médias ont voulu voir dans le rapport final une avancée et une reconnaissance scientifique de la question des OVNI alors qu'il n'en est rien⁵⁹⁷. S'il n'écarte pas *la possibilité que les scientifiques puissent apprendre quelque chose de nouveau en étudiant les rapports*, le résumé énonce aussi *qu'il n'y avait pas* (dans les cas présentés) *de preuve convaincante de l'existence de phénomènes physiques inconnus ni de l'intervention d'une intelligence extraterrestre*⁵⁹⁸.

Ce que l'on a pris pour une reconnaissance de la légitimité scientifique de la question des OVNI était en fait un pis-aller, la seule motion sur laquelle les membres ont réussi à s'entendre. Le colloque fut d'ailleurs sans lendemain et ne déboucha sur aucun programme de recherche.

6.2.5. Les déclassifications de documents officiels

Au terme de longues procédures juridiques, les ufologues américains ont fait reculer les autorités et amené celles-ci à déclassifier des milliers de pages relatives aux

⁵⁹⁷ (2. p264) Philippe Henarejos, « OVNI, la fin du tabou », *Science et Vie*, n° 976, janvier 1999, pp. 50-58.

⁵⁹⁸ (3. p264) http://www.scientificexploration.org/jse/articles/ufo_reports/sturrock/toc.html.

OVNI. Mais ont-ils pour autant gagné la bataille du FOIA ? La question mérite d'être posée.

On se souvient que la dernière bataille juridique a été emportée par la NSA, en 1980 (cf. 3.1.1.2). Elle exempte désormais les autorités de déclassifier ou de communiquer les documents touchant à la sécurité nationale, dont la définition est variable. De plus, les restrictions au FOIA ont été renforcées par l'administration George W. Bush, à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Les nouvelles dispositions autorisent aujourd'hui la reclassification, pour raison de sécurité nationale, de documents antérieurement déclassifiés, tels les archives des anciens présidents⁵⁹⁹.

Certes, les documents déclassifiés ont permis de prouver l'implication des autorités dans la question des OVNI, mais cet acquis essentiel a eu une portée limitée, car les institutions ont su retourner le FOIA en prenant, chacune de leur côté, des dispositions particulières. La NASA, par exemple, comme on l'a vu, avait rédigé son propre « manuel » interne pour échapper au FOIA. Après avoir été, peut-être, prises de court au début de la promulgation de la loi, les autorités ont su inverser la tendance et sont aujourd'hui explicitement encouragées à le faire par l'administration Bush. Ainsi, elles répondent aimablement aux demandes des utilisateurs du FOIA en leur adressant uniquement des coupures d'articles de presse sur les OVNI, preuve qu'il n'y a plus de document secret. Pauvres agences

⁵⁹⁹ (1. p265) George W. Bush, *Further Implemantation of the Presidential Records Act*, Executive Order 13233 du 1^{er} novembre 2001.

qui en sont réduites à glaner des informations dans les journaux de monsieur tout le monde !

En fait, les agences ont communiqué ce qu'elles ont bien voulu, c'est-à-dire :

— Des documents d'un intérêt secondaire. Alors qu'un mémo du FBI, adressé à son directeur, Hoover, établit que les OVNI sont un sujet top secret (*cf.* 2.1), seuls quelques documents déclassifiés correspondent à ce niveau de classification. Les autres sont probablement encore dans des armoires ou ont été détruits.

— Une proportion inconnue, mais sans doute extrêmement faible, de ce qui existe réellement. Le nombre de pages relatives aux OVNI déclassifiées et communiquées par les différentes administrations américaines, dans le cadre du FOIA, serait d'environ 30 000. Alors que la CIA affirme que plus de la moitié des observations d'OVNI réalisées aux États-Unis dans les années 50 et 60 sont dues aux vols secrets des avions U2 et SR 71, on ne trouve aucun document correspondant parmi les 2 808 pages que l'agence a déclassifiées.

— Des documents très complexes à analyser.

— Un ensemble disparate dont la cohérence est difficile à dégager, car comportant trop d'éléments isolés ou d'apparence contradictoire.

Le FOIA a ainsi permis d'épuiser les ufologues dans d'interminables procédures administratives et juridiques, de les noyer sous des milliers de pages parfois illisibles ou censurées, livrées sans indications ni repères, et de

décourager la plupart d'entre eux. Seuls quelques-uns ont les compétences nécessaires pour comprendre et évaluer ces documents. Les autres sont malheureusement incapables de voir autre chose que des cachets officiels sur des papiers au contenu abscons.

La déclassification de documents officiels peut même permettre d'intoxiquer ceux qui les prennent pour paroles d'évangile. La collecte du renseignement étant souvent aveugle et systématique, elle peut concerner des informations parfaitement fausses destinées à être évaluées plus tard par les services compétents. Le suivi des fausses informations est tout aussi important que celui des vraies pour contrôler la question. Ainsi, plusieurs documents déclassifiés font référence à des informations hautement suspectes. C'est, par exemple, le cas d'un mémorandum du FBI de 1950, remontant une information relative à la récupération de trois soucoupes volantes au Nouveau-Mexique⁶⁰⁰. En fait, le mémo fait écho à une information frauduleuse reprise par Frank Scully dans son livre *Behind the Flying Saucers*⁶⁰¹, lequel s'était fait abuser par un certain Silas Newton.

Le nombre important d'informations douteuses ou pauvres dans les documents déclassifiés du FBI n'est peut être pas étranger au fait que le bureau, après avoir été désinformé par l'armée de l'Air et sans doute mis « hors

⁶⁰⁰ (1. p266) Mémorandum déclassifié du FBI adressé par l'agent spécial Guy Hottel au directeur le 22 mars 1950.

⁶⁰¹ (1. p267) Frank Scully, *Behind the Flying Saucers*, New York, Henry Holt, 1950.

jeu », a cherché par lui-même des réponses et enquêté pour son propre compte.

L'intoxication peut aussi être plus radicale et mélanger le vrai au faux. Ainsi, le ministère de la Défense britannique a inclus, dans ses documents déclassifiés relatifs aux OVNI, un document qu'il avait pourtant antérieurement déclaré comme faux, et le présente sans aucune indication⁶⁰². Il s'agit d'un bon exemple de désinformation amplifiante appliquée à l'affaire de Rendlesham (*cf.* 5.1.2.1) car le document, à en-tête du ministère de la Défense, évoque le débarquement d'extraterrestres parlant, d'une voix synthétique, un anglais à fort accent américain. Ce détail risible n'a pas suffi à alerter de nombreux ufologues mal informés qui ont repris et diffusé le document en faisant confiance au ministère.

Le FOIA ne fut donc pas si négatif que cela pour les responsables du dossier OVNI. La portée des documents déclassifiés n'a pas atteint l'opinion publique et a permis de prendre date pour l'avenir. En effet, en communiquant aujourd'hui un minimum de documents secrets, les autorités ne pourront pas être accusées demain d'avoir menti et dissimulé des informations essentielles, puisque certaines avaient été rendues publiques.

⁶⁰² (2. p267) Voir sur le site du ministère de la Défense http://www.mod.uk/linked_files/publications/foi/ufo/ufofilepart3.pdf, p.3.

6.3. Répandre la désinformation

Une fois lancée, la désinformation doit être répandue à travers des caisses de résonance. Celle destinée à l'opinion publique, et transitant par les médias, bénéficie souvent d'un remarquable synchronisme.

6.3.1. Par la diffusion synchronisée de la désinformation

Alors que les informations intéressantes et de qualité sont rarement relayées par les médias, et généralement avec retard, celles relevant de la désinformation sont diffusées avec une rapidité qui les rend très efficaces.

Ainsi, le mystère des figures géométriques apparaissant subitement dans des champs de blé (*Crop Circles*), qui est peut-être lié aux OVNI, a-t-il fait l'objet d'une remarquable campagne de désinformation en 1991. Tandis que le phénomène prenait une ampleur telle qu'il était évoqué au Parlement anglais⁶⁰³, les médias britanniques et internationaux délivrèrent subitement, et de concert, l'information selon laquelle deux retraités britanniques,

⁶⁰³ (1. p268) Questions de la Chambre des communes posées aux ministères de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Défense, respectivement les 11, 21 et 26 juillet 1989, puis le 17 octobre 1989 ; recueil *Hansard* des débats parlementaires : http://www.smartgroups.com/vault/ufoinquiry/Hansard/ufo_hansard_extracts.doc.

Doug Bower et Dave Chorley, étaient les auteurs des figures géométriques. La nouvelle fut d'abord lancée par le journal *Today*, le 9 septembre 1991, puis fit le tour du monde des rédactions. Elle se révéla vite mensongère, mais ne fut jamais corrigée par les médias qui l'avaient véhiculée. Jacques Vallée écrit à propos de cette affaire :

Ce qui est suspect dans la « confession » des deux retraités est qu'elle est apparue simultanément le même jour à la une des journaux internationaux et sur CNN. N'importe quel auteur publié habitué aux difficultés d'attirer l'attention des médias sait qu'il est nécessaire d'avoir une société de relations publiques puissante pour obtenir la publication d'une histoire à la une du Wall Street Journal, du New York Times, du Figaro et de nombreux autres journaux le même jour. Comment les deux retraités ont-ils obtenu l'espèce de piston qui a permis à leurs allégations de faire le tour de la planète ? Le résultat fut immédiat : la presse et, ce qui est plus important, la majorité des scientifiques perdirent tout intérêt pour le sujet pendant dix ans⁶⁰⁴.

La diffusion presque simultanée, à la fin de l'été 1995, du film d'une prétendue autopsie d'un extraterrestre, par les télévisions du monde entier, est certainement l'exemple le plus frappant de ce synchronisme. Il y a une évidente contradiction entre, d'une part, la longue et importante préparation que demandent la fabrication, la diffusion et la commercialisation du film à l'échelle mondiale et, d'autre

⁶⁰⁴ (2. p268) Jacques Vallée, *Crop Circles : « Signs » From Above or Human Artifacts, Some Personal Speculations on a Fractal Theme* : <http://www.nidsci.org/articles/articles1.html>.

part, les faibles moyens de l'Anglais Ray Santilli et de sa petite société de production de musique, Merlin Group. L'appât du gain peut certes faire pousser des ailes, mais il faut disposer d'un état major hollywoodien pour coordonner une sortie mondiale.

6.3.2. Par les médias nationaux, généralistes et « intellectualistes »

Il y a dans le film de science-fiction américain, *Men in Black*, une scène dans laquelle l'agent secret, joué par l'acteur Tommy Lee Jones, cherche des informations sur les OVNI non pas dans les grands journaux mais dans les tabloïds et la presse populaire. Le journaliste Terry Hansen considère qu'elle illustre assez bien la réalité⁶⁰⁵. On a vu plus haut qu'il existe effectivement une différence de traitement entre, d'une part, les médias nationaux et généralistes et, d'autre part, les médias locaux et populaires, y compris en France.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 août 1995, alors qu'il s'apprête à atterrir sur l'aéroport argentin de San Carlos de Bariloche, un avion de ligne est contraint à une manœuvre d'urgence pour éviter un OVNI. L'incident, confirmé par de nombreux témoins, dont le pilote, fait grand bruit mais est rapporté de manière différente par *Le Monde* et *France-Soir*. Le quotidien intellectuel évoque les *facéties d'un objet volant non identifié qui auraient profondément perturbé le*

⁶⁰⁵ (1. p269) Hansen, pp. 33-34.

trafic de l'aéroport et, au lieu de rapporter des faits précis sur l'incident, s'empresse d'élargir son propos à des considérations générales sur les OVNI qui *alimentent l'imagination fertile des amateurs d'autres mondes*⁶⁰⁶. À la lecture du journal populaire *France-Soir*, on se rend compte que ce n'était pas du tout l'incident mineur, ni anecdotique, que suggère *Le Monde*. L'article nous apprend que, selon *plusieurs membres des forces aériennes argentines, le pilote a dû faire une manœuvre désespérée pour ne pas entrer en collision avec un OVNI*, qu'il y avait 102 passagers et 3 membres d'équipage, que l'OVNI avait la taille d'un avion de ligne, que les lumières de l'aéroport et de toute la ville se sont éteintes, obligeant l'avion à remonter, que, pour le pilote, *l'engin ne se déplaçait pas selon les lois physiques et naturelles connues*, et qu'il a finalement disparu à une vitesse surnaturelle⁶⁰⁷.

Quand *France-Soir* propose « à chaud » uniquement des informations factuelles, *Le Monde* livre « à froid » un commentaire orienté et une réflexion personnelle qui oublie les faits. Avec le recul du temps, et au regard des nombreuses enquêtes qui ont été réalisées sur ce cas, on peut affirmer que le traitement du quotidien populaire était nettement plus objectif que celui du célèbre quotidien.

De manière similaire, la publication du rapport COMETA, qui fut passée sous silence ou commentée

⁶⁰⁶ (2. p269) Jean-Paul Dufour, « *L'Énigme des objets volants non identifiés* », *Le Monde*, 9 août 1995.

⁶⁰⁷ (1. p270) « *OVNI contre avion : on a frôlé le crash* », *France-Soir*, 3 août 1995.

partialement par les grands médias nationaux, a été rapportée de manière ouverte, et sans parti pris, par le quotidien régional *Ouest-France*. Plutôt que de livrer son point de vue personnel, ou de reprendre des commentaires déjà publiés, le journaliste Thierry Guidet a la modestie d'interroger le général Letty, et l'honnêteté de restituer l'entretien sans le modifier⁶⁰⁸.

Le souci de respectabilité et de crédibilité, ainsi que le sentiment d'être investi d'une responsabilité morale obligeant à la prudence (syndrome de *La Guerre des Mondes*), suffisent sans doute à refouler les OVNI des pages des grands journaux vers celles des tabloïds.

Cependant, on constate que la prudence des grands médias est à sens unique. Elle les conduit à mettre en doute les informations intéressantes et à oublier tout esprit critique envers celles qui relèvent de la désinformation. Les médias français relaient la fausse information sur la fermeture du Bureau britannique des soucoupes volantes, mais ne disent pas un mot de la publication du rapport COMETA, ni de la conférence de presse de Steven Greer et des témoins, le 9 mai 2001, à Washington.

Cette inégalité de traitement résulte en partie de la facilité : Il est plus aisé de conforter le lecteur dans son scepticisme passif que de diffuser des informations à contre-courant des idées consensuelles. Il n'en demeure pas moins que cette propension facilite la désinformation, laquelle est conçue en fonction de cette faiblesse.

⁶⁰⁸ (2. p270) Thierry Guidet, « *Le général qui attend l'arrivée des OVNI* », Ouest France, édition du 15 août 1999, p. 7.

Mais la diffusion de la désinformation par les grands médias peut aussi dépasser cette forme de complicité, passive et inconsciente, pour devenir active et clandestine. À mi-chemin entre l'accord secret et la pression amicale, l'*Air Force* « initia » plusieurs articles dans la presse américaine destinés à faire diminuer l'intérêt du public. En 1949, *The Saturday Evening Post* publia un article en deux parties⁶⁰⁹ et le journal *Cosmopolitan* en rédigea un, en janvier 1951, qui était tellement outrancier qu'il provoqua la colère des lecteurs⁶¹⁰. En 1952, le magazine *Life* publia également un article en deux parties écrit en étroite collaboration avec l'armée de l'Air⁶¹¹.

6.3.3. Par les programmes télévisés

En France, presque tous ceux qui étudient sérieusement la question des OVNI refusent ou renâclent à participer à des émissions télévisées. La télévision est en effet une parfaite et redoutable chausse-trape. On ne compte plus le nombre de fois où ils se sont faits piéger dans des émissions cherchant à les ridiculiser, ou lors de débats qui feignent l'objectivité.

⁶⁰⁹ (1. p271) Sidney Shalett, « *What You can Believe About Flying Saucers* », *The Saturday Evening Post*, 30 avril et 7 mai 1949.

⁶¹⁰ (2. p271) Barry Greenwood, *Ufos: Government Involvement, Secrecy, and Documents*, 1997, <http://www.project1947.com/bg/ufogov.htm>.

⁶¹¹ (3. p271) Robert Ginna, H.B. Darrach, « *Have We Visitors From Space ?* », *Life Magazine*, 7 et 14 avril 1952.

Plus globalement, la télévision induit chez le téléspectateur un état de passivité contraire à celui de vigilance que requiert la question des OVNI. L'image est le plus mauvais des supports informatifs car elle fait appel aux sensations, absorbe l'attention et endort la réflexion. Plus le téléspectateur est bombardé d'images, moins il peut réfléchir.

La qualité des programmes télévisés voulant donner à réfléchir sur la question des OVNI s'est toujours révélée, à quelques exceptions près, affligeante. Il faut dire que la soif d'images de la télévision ne peut être satisfaite par celles relatives aux OVNI qui sont rares, généralement de très mauvaise qualité, parfois frauduleuses, et qui ne sauraient constituer des preuves à elles seules. Alors qu'elle tire sa vérité de l'image, la télévision ne peut pas compter sur des films ou photographies d'OVNI. On comprend dès lors la frustration de médias pour qui ce qui est vrai doit se voir.

Cette incompatibilité de nature ouvre des boulevards à la désinformation. Aux États-Unis, dans les années 60, des programmes télévisés sont conçus en fonction des recommandations de la Commission Robertson. En 1966, la chaîne CBS diffuse une émission secrètement conçue par un de ses membres, Thornton Page, dont une lettre retrouvée dans des archives confirme qu'il a *aidé à organiser l'émission télévisée de CBS autour des conclusions de la Commission Robertson*⁶¹².

⁶¹² (1. p272) Lettre de Thornton Page à Frédéric Durant du 8 septembre 1966 retrouvée par Michael Swords dans les archives du Smithsonian Institution, Record Unit 398, Box 61, Folder n° 4 ; cité par Hansen, p. 254.

Aux États-Unis, des agents des services de renseignement jouent les *Guest Stars* à visages masqués et révèlent des informations ultra-secrètes à plusieurs millions de téléspectateurs. En octobre 1988, dans l'émission *UFO Cover Up ? Live !*, diffusée en prime time, deux agents de renseignement confirment les rumeurs en cours sur un accord secret et une coopération entre le gouvernement américain et des extraterrestres venus de la planète Zeta Reticuli, installés dans une base secrète de la « Zone 51 ». Les deux agents, Falcon et Condor (le capitaine Robert Collins, chef de Richard Doty au sein de l'AFOSI) sont prolixes sur les *aliens* et révèlent qu'ils aiment particulièrement la musique tibétaine et les glaces à la fraise...

En France, le journaliste Michel Polac organise sur la chaîne Arte, en août 1995, une émission surprise dans laquelle il présente, tel un scoop, un prétendu film soviétique de 1947 sur la récupération de cadavres extraterrestres, à la suite d'un crash d'OVNI. Après la diffusion, il révèle, tout goguenard, qu'il s'agit d'un canular et dispense une leçon de rationalisme, avec la complicité de ses invités. Vouloir prouver le faux par le faux n'est pas seulement hasardeux, prétentieux et déontologiquement très discutable, c'est aussi semer la confusion.

3.3.4. Par internet

C'est sur internet que l'on dénonce le plus la désinformation. Mais cette dénonciation permanente

relève plus de l'invocation que de l'évocation tant elle est superficielle et aveugle. Sur internet s'est développée une certaine ufologie qui se nourrit autant de la désinformation qu'elle la propage. Ses tenants tentent d'élever la question des OVNI au niveau du secret d'État en dénonçant la désinformation à longueur de pages web, et sans voir que cette forme de dénonciation participe précisément de la désinformation amplifiante.

La naissance d'internet a donné une nouvelle ampleur à la désinformation. Dès ses prémises, apparaissent de nouveaux acteurs. Quand l'Américain Jim Speiser crée, en 1986, le *Paranet Bulletin Board System*, qui annonce les futurs sites et listes d'échanges internet, il est approché par John Lear, un ancien de la CIA, qui lui fournit, en décembre 1987, un texte personnel affirmant que le gouvernement a vendu les Américains aux extraterrestres⁶¹³. Diffusé sur les systèmes *Paranet* et *Compuserve*, le texte inaugure une nouvelle ère de la désinformation amplifiante, faite de révélations « conspirationnistes » affolantes et d'une tonalité parfaite pour résonner sur internet. William Cooper, Richard Doty, Robert Lazar, William Moore, Jaime Shandera et Paul Bennewitz seront les acteurs, volontaires ou involontaires, de cette représentation tragi-comique donnée sur le prédécesseur d'internet. Réalisant qu'il est manipulé, Jim Speiser exclut Lear et Cooper de *Paranet* en octobre 1988, mais trop tard pour enrayer cette nouvelle forme de désinformation.

⁶¹³ (1. p273) Don Ecker, « *Dark Days Revisited, Chaos in the UFO Underground* », *UFO Magazine* (USA), février-mars 2002, pp. 62-69.

Avec internet, la désinformation se démocratise et devient accessible à tous. Amateurs et professionnels ne sont plus séparés par les anciennes barrières de l'information. Ainsi, Robert Collins, qui fut le capitaine de Doty au sein de l'AFOSI, et qui participa aux opérations de désinformation, rend les « révélations » sur la prétendue Volière accessibles à tous, en créant son propre site internet⁶¹⁴.

De par ses caractéristiques, internet est une caisse de résonance exceptionnelle. L'instantanéité des échanges accélère la désinformation et accroît sa force d'impact. C'est la diffusion d'un message déformant les propos de Jean-Jacques Vélasco, lors de la conférence de Dunkerque, et les réactions immédiates des internautes qui permirent à ses détracteurs d'essayer de le déstabiliser auprès de la direction du CNES (cf. 4.0.2).

Des informations invérifiables peuvent être lancées de manière anonyme. Leur réplication leur assure un développement exponentiel et provoque la noyade de l'internaute. Le réseau internet est un outil de désinformation d'autant plus remarquable qu'il offre l'illusion d'ouvrir toutes les portes de l'information. De fait, ce peut être un outil de recherche exceptionnel, mais à condition de ne pas oublier ce qu'il est, c'est-à-dire un média plus proche de la télévision que du livre, où l'image l'emporte sur l'écrit et où les informations se nivellent par

⁶¹⁴ (1. p274) « A Brief Tale of the Sanctuary of the Birds » : [http://home.sprintmail.com/~rigoletto/Sanctuary Of The Birds.htm](http://home.sprintmail.com/~rigoletto/Sanctuary%20Of%20The%20Birds.htm) ou <http://www.ufoconspiracy.com/>

le bas. Sur internet, l'information passe, la désinformation reste.

6.4. Orienter la réflexion

La désinformation se pratique d'abord à la source, par l'émission d'informations calibrées. Elle peut ensuite être répandue par différents supports. Mais elle doit aussi être pratiquée à la réception des informations, afin d'orienter leur perception dans un sens favorable.

6.4.1. Analyses réductrices et amplifiantes

Les désinformations réductrices et amplifiantes sont d'autant plus faciles à pratiquer que la question des OVNI est en friche et qu'elle est déconcertante pour l'opinion publique, laquelle s'en remet volontiers à ceux qu'on lui désigne comme « experts ». Différentes techniques permettent de pratiquer la désinformation :

— L'amputation et la déformation des données est la technique la plus rudimentaire employée pour fausser la perception. Pour pouvoir affirmer que le commandant Duboc et son équipage ont été victimes d'une hallucination

et qu'il n'y avait pas d'OVNI à proximité de l'aéroport de Roissy, on oublie de mentionner que l'OVNI a été aussi enregistré par les radars primaires.

— Le ciblage : choisir un cas dont un ou plusieurs détails peuvent être attaqués afin de fragiliser la cohérence d'ensemble et, en corollaire, se taire sur les cas n'offrant pas de prise. L'affaire de Trans en Provence (1981) est ainsi attaquée sur certains détails, tandis que celle, dite de l'amarante (1982)⁶¹⁵, est passée sous silence malgré les enquêtes parallèles réalisées par certains particuliers, qui sont allés jusqu'à harceler le témoin et à divulguer son identité.

— Isoler et différencier les cas les uns des autres pour empêcher leur addition et la mise en évidence d'une cohérence d'ensemble. En faisant de chaque affaire un cas unique, on maintient la « comptabilité » à zéro et on peut affirmer, comme Philip Klass, que les OVNI appartiennent aux pseudo-sciences. Selon lui, ni le temps passé à étudier les OVNI ni la multiplication des enquêtes n'apportent de connaissance nouvelle, ni solide⁶¹⁶, ce qui est foncièrement faux. C'est pourquoi les catalogues et synthèses des cas

⁶¹⁵ (1. p275) Le 21 octobre 1982, dans la banlieue de Nancy, un biologiste d'un laboratoire de recherche voit un OVNI venir se positionner devant lui, dans son jardinet, à un mètre environ au-dessus du sol, demeurer immobile pendant vingt minutes, puis décoller à une vitesse vertigineuse ; CNES/GEPAN, note technique n° 17, Enquête 86/06, « *L'amarante* », 21 mars 1983 ; Toulouse, disponible sur : <http://www.ldi5.net/pdf/gepan/nt17.pdf>.

⁶¹⁶ (2. p275) Philip J. Klass, *Position Statement*, dans *The Mammoth Encyclopedia of Extraterrestrial Encounters*, Ronald D. Story, Constable & Robinson Ltd, Londres, 2002, p. 362.

solides sont très utiles et passés sous silence par les détracteurs⁶¹⁷.

— Élargir le contexte : faire porter la réflexion sur le cadre dans lequel sont observés les OVNI, au lieu de serrer au plus près les données disponibles. Les premiers cas d'OVNI ayant été rapportés par la presse, on considère que les deux sont indissociables.

— Faire dévier la question : l'art de la déviation relève du précédent. On s'interroge dans notre exemple sur le rôle joué par la presse, et les médias en général, dans le développement du phénomène OVNI.

— Faire des rapprochements et des comparaisons abusifs afin d'assimiler le phénomène à autre chose : les soucoupes volantes apparaissent dans les romans de science-fiction populaire avant de figurer dans les pages des journaux, c'est donc qu'elles sont culturelles.

— Exagérer l'importance de certains faits ou documents pour diminuer celle de ceux qui gênent. Afin de contrer le rapport COMETA, Perry Petrakis présenta comme le *vrai document de la Défense* et le *vrai rapport des services secrets* le texte *Implications militaires du phénomène des OVNI*⁶¹⁸. Pour ce faire, il s'abstint de préciser qu'il

⁶¹⁷ (1. p276) Hall, *The UFO Evidence, vol. 2, A Thirty-Year Report*, 2000 ; Dominique F. Weinstein, *Unidentified Aerial Phenomena, 80 Years of Pilots Sightings* ; site UFO Database : <http://www.larryhatch.net> ; UFOCAT : <http://www.cufos.org/UFOCAT.html> ; les rapports oubliés du projet Blue Book : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/unknowns.htm>.

⁶¹⁸ (2. p276) Ministère de la Défense, Direction du Renseignement militaire, sous-direction Armements/Prolifération, *Implications militaires du phénomène des OVNI*, 1995 (document non public).

s'agissait, en fait, d'un texte de seulement 13 pages, écrit par un appelé au service militaire, et dont le contenu, très généraliste, ne comportait aucune information sensible digne du renseignement militaire. Afin de mieux induire le lecteur en erreur, Perry Petrakis utilisa comme illustration l'image d'un dossier très épais estampillé confidentiel⁶¹⁹.

— Noyer et altérer les informations intéressantes sous un flot de fausses nouvelles.

6.4.2. Rhétorique et guerre des mots

La question des OVNI est une source d'inspiration inépuisable pour les raisonnements spécieux. Le plus savoureux est sans doute celui selon lequel l'intérêt et la surveillance des autorités américaines en matière d'OVNI prouvent combien elles en savent peu et non le contraire.

Plusieurs types de discours permettent d'orienter les idées. Le discours d'ouverture se pratique en deux temps. On feint d'abord l'ouverture et on se positionne en critiquant certains détracteurs de la question des OVNI pour leur dogmatisme, ou bien en témoignant de sa propre observation d'un OVNI, etc. Puis, une fois crédité de ce tir à blanc ou de ce témoignage, on s'attaque à la véritable cible en soulignant, par exemple, son manque de rigueur scientifique.

⁶¹⁹ (3. p276) Perry Petrakis, « *Défense, le Vrai Rapport OVNI* », Phénomèna, n° 44 ; pp. 4, 6-11.

Le discours périphérique relève d'une autre tactique. Plutôt que d'attaquer frontalement les arguments gênants, on les contourne. Un discours qui les intègre, tout en développant des idées contraires, permet de les neutraliser ou de les atténuer. On l'a vu, l'*Air Force* maîtrise à merveille la tactique des réponses périphériques et les conclusions de la commission Condon sont, à cet égard, un chef-d'œuvre. Plus qu'une stratégie, c'est une philosophie. Ainsi, à défaut de pouvoir empêcher la parution d'un livre contraire à ses intérêts, on peut toujours essayer de restreindre sa portée par une préface ou un avant-propos habile, ou bien le commenter, de manière orientée, par une note de lecture ou une critique. Le nombre d'ouvrages relatifs aux OVNI et préfacés par des personnalités aux vues radicalement opposées à celles du livre, pourrait faire croire que les OVNI sont une question de gentlemen, ce qu'ils ne sont pas.

Il est aussi possible de contrer par la guerre des mots ou logomachie. Charger la cible de valeurs négatives permet de la disqualifier. La charge peut être discrète ou ouverte. Dans le premier cas, l'emploi d'un vocabulaire systématiquement dépréciant, plus ou moins maquillé d'humour, permet d'induire une impression négative, de suggérer par petites touches sans attaquer de front. Pour Pierre Guérin, le maître en la matière est Pierre Lagrange⁶²⁰, qui qualifie, par exemple, le comité de Pocantico de *bel aréopage de grincheux diplômés*⁶²¹.

⁶²⁰ (1. p277) Guérin, pp. 202-205.

⁶²¹ (1. p278) *Anomalies*, n° 5, mars 1999, p. 3.

Ce dernier lui rend alors le compliment après sa mort. Il dresse un portrait nécrologique qui, feignant l'éloge, se demande si *Pierre Guérin était un zozo ?* et le présente comme une victime du milieu ufologique et de la désinformation⁶²². Dans un autre « éloge » funèbre, il décrit l'ufologue Michel Figuet comme *un petit humanoïde modèle Bibendum* et un *gros Schtroumpf soucoupiste*⁶²³. On peut prendre ces « traits d'esprit » pour de l'humour quand on ne connaît pas le sens que Lagrange prête à ces termes. Celui de *soucoupiste* n'est ni affectueux ni facétieux selon la définition qu'il en donne : *des amateurs qui ont tendance à tout accepter* par opposition aux *ufologues (qui) défendent une approche scientifique et rigoureuse*⁶²⁴. Pierre Lagrange dénonce la nature marécageuse des débats, et dit vouloir prendre de la hauteur, mais il est le premier à les enliser.

La guerre des mots peut aussi se pratiquer à gros sabots, par l'emploi de termes outranciers pouvant être compris de tout le monde. Ceux qui s'intéressent de trop près à l'affaire de Roswell sont ainsi qualifiés de *roswelliens*, et par là même assimilés aux membres d'une secte, telle celle des *Raëliens*, ou bien décrits comme des *révisionnistes roswelliens*. Rester cramponné aux informations sérieuses (documents officiels, témoignages sous serment, rapports

⁶²² (2. p278) Pierre Lagrange, « *Pierre Guérin* », *Infospace*, n° 102, avenue Paul Janson 74, B-1070 Bruxelles, pp. 5-11.

⁶²³ (3. p278) Ibid., p. 4.

⁶²⁴ (4. p278) Pierre Lagrange, notes à la traduction française du livre de John Keel, *La Prophétie des Ombres*, Paris, Presses du Châtelet, 2002, p. 340.

de pilotes), et refuser de les relativiser par rapport à d'autres, moins solides, ou à des arguments plus faibles, vaut d'être traité d'*intégriste*, de *fondamentaliste*. Et on ne peut, bien sûr, évoquer les questions du secret et de la désinformation sans passer pour *paranoïaque*.

6.4.3. Attention Danger !

Le discours prophylactique est un outil de désinformation à lui tout seul. Il est particulièrement efficace car il agit à la réception, et dissuade les gens de s'intéresser aux rares informations relatives aux OVNI.

L'épouvantail des sectes est celui qui est le plus brandi, non sans raison. Les suicides collectifs de membres de la secte *Heaven's Gate*, aux États-Unis, et de celle de l'Ordre du Temple solaire, en France et au Canada, confirment dramatiquement que la question des OVNI est souillée par les phénomènes de croyance et de manipulation. Cette dérive est sans doute favorisée par l'absence de prise en charge intellectuelle de la question qui pousse certaines personnes, en butte au rejet et à l'incompréhension, dans les bras des piègeurs d'âmes. Mais le danger sectaire n'est pas plus important à propos des OVNI qu'en matière de religion, et on ne condamne pas la question de Dieu malgré le nombre de sectes qui se réclament de lui. Le phénomène sectaire est sociologique, non ufologique. Il est donc particulièrement malhonnête, mais efficace, de faire l'amalgame entre OVNI et sectes, et de réduire tout intérêt pour la question à une croyance.

On peut aussi crier au loup en insinuant que la question des OVNI est antidémocratique. Aux États-Unis, le journaliste, et membre du CSICOP, Philip Klass, a ainsi affirmé, en 1983, que s'intéresser à la question revenait à faire le jeu des Soviétiques et à être anti-américain⁶²⁵.

En France, certains n'hésitent pas à faire l'amalgame misérable entre OVNI, fascisme et antisémitisme.

Enfin, il est possible de dissuader ceux qui veulent étudier la question en laissant entendre que c'est un sujet sensible et qu'il peut être dangereux de s'y intéresser de trop près. De l'assassinat jusqu'aux opérations de manipulation psychologique, en passant par les menaces et intimidations, ce discours alarmiste prend surtout auprès des personnes à l'équilibre psychologique instable et, en définitive, tend plus à les rallier qu'à les écarter.

Dans le registre des mises en garde, une variante présente le phénomène comme étant dangereux parce que happant ceux qui s'y intéressent, s'insinuant dans leur réalité et les oppressant de plus en plus, comme s'il était diabolique⁶²⁶.

D'une manière générale, le discours prophylactique consiste donc à faire passer la ligne rouge de la croyance

⁶²⁵ (1. p279) Jerome Clark, *The Debunkers vs. the UFO Menace ; Or is Ufology Tantamount to Communism ?*, 1992 : <http://www.nicap.dabsol.co.uk/debunki.htm>.

⁶²⁶ (1. p280) Pierre Lagrange, *L'année du Garuda. John Keel et l'Homme Phalène*, avant-propos au livre de John Keel, *La Prophétie des Ombres*, pp. 20-21.

sectaire, de la paranoïa ou du danger entre le public et ce que l'on veut protéger.

6.4.4. Le registre des attitudes induites

La désinformation à la réception s'applique aussi en sollicitant chez le public des attitudes génériques qui vont orienter sa perception.

— L'appel au « bon sens » flatte le public dans son illusion de pouvoir juger d'instinct ce qui est vrai et raisonnable de ce qui est faux et excessif⁶²⁷. La question des OVNI étant par nature extraordinaire, il est facile de susciter son rejet en flattant cette attitude. Démagogique, cet appel est systématique dans les débats et généralement lancé par une exclamation du genre : « croyez-vous vraiment que... ? »

— L'appel au doute raisonnable invite à appliquer le célèbre doute cartésien, trésor national dont les Français croient être naturellement dépositaires sans vraiment le connaître, et à laisser en suspens les informations gênantes.

— L'appel à l'« intellectualisme » flatte l'intelligence. Il permet de nier certaines réalités gênantes en invitant à se méfier de ce qui est simple et à dépasser les évidences. Accepter l'hypothèse d'engins extraterrestres, même si elle est rationnellement la plus crédible, c'est nier le caractère

⁶²⁷ (2. p280) Joël Mesnard, *Lumières dans la nuit*, n° 363, p. 41.

infiniment complexe de la vérité, et ne pas faire preuve d'intelligence. On est donc sommés de faire dans l'épistémologie, le syncrétisme intellectuel et, surtout, de ne rien déduire.

— L'appel à l'humour permet de tourner la question en dérision et de faire avorter la réflexion.

6.4.5. L'art de jeter le doute

L'art de jeter le doute s'appuie sur l'exigence normale et saine de preuves irréfutables envers une hypothèse lourde de conséquences et sur la fibre pseudo cartésienne.

À défaut de pouvoir réfuter les informations gênantes, il est possible de les neutraliser :

— Par l'insinuation calomnieuse : calomnier en insinuant est toujours payant car on donne l'impression de chuchoter des secrets, et on répand une rumeur qui se transforme en doute. C'est un moyen généralement utilisé en dernière extrémité, pour contrer des informations invulnérables en discréditant la source. Ainsi, la prise de position du major général Wilfried de Brouwer, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'Air belge, sur la réalité physique des OVNI de la vague belge de 1990⁶²⁸, lui valut-il un traitement de faveur. Dans la version originale de la trop

⁶²⁸ (1. p281) Postface du général Wilfrid de Brouwer au livre de la Société belge d'étude des phénomènes spatiaux, SOBEPS, *Vague d'OVNI sur la Belgique, un dossier exceptionnel*, Bruxelles, 1991.

fameuse émission, *La Nuit des Extraterrestres*, il est présenté comme un ivrogne *qui voyait des OVNI partout pendant la guerre du Golfe*. Devant les protestations indignées de l'une des journalistes présentes à la projection de presse, le passage en question fut coupé lors de sa diffusion⁶²⁹.

— Dans le cas de l'affaire de l'amarante, faute de pouvoir réfuter l'enquête du GEPAN, ses détracteurs utilisent le registre de l'insinuation. Ils laissent entendre que le témoin, un scientifique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), aurait, par son témoignage, aidé le GEPAN, dont l'existence était alors, selon eux, menacée. Faute d'argument, ils soulignent que le service a recouru aux compétences d'un autre chercheur de l'INRA, le professeur Michel Bounias, pour analyser des échantillons, comme s'il s'agissait d'une coïncidence suspecte⁶³⁰.

— En enlisant les débats dans des considérations techniques qui découragent les plus persévérants. Les exemples sont légion. Le cas de l'observation d'un OVNI par Jimmy Carter, en 1969, mérite d'être cité. Bien qu'il soit ancien, il est régulièrement contesté et remis au centre de débats interminables dont l'audience décline au fil du temps. Il s'agit de maintenir, coûte que coûte, la possibilité, aussi ridicule soit-elle, que le futur président des États-

⁶²⁹ (2. p281) Gildas Bourdais, *Lettre ouverte aux journalistes. OVNI : un vrai scandale médiatique*, juin 1997 : <http://www.ufocom.org/UfocomS/bourdais2.html>.

⁶³⁰ (3. p281) Éric Maillot, *Trans en Provence : le mythe de l'OVNI scientifique*, <http://www.zetetique.ldh.org/tep.html>.

Unis, alors gouverneur de Géorgie, ait pu confondre la planète Vénus avec un OVNI, d'un diamètre comparable à celui de la Lune. Malgré son expérience d'officier sous-marinier et sa licence en physique nucléaire, le gouverneur Carter se serait laissé abuser et aurait été assez stupide, et inconséquent, pour risquer de compromettre sa carrière politique en remplissant un rapport d'observation du NICAP⁶³¹.

— En maintenant la contestation, comme on fait de la résistance, sur des cas importants, on empêche l'unanimité et on préserve le doute. Ainsi, les cas les plus solides, et susceptibles de devenir de dangereuses références, sont-ils remis en cause régulièrement à l'aide d'explications qui chassent les précédentes devenues obsolètes. Donald Menzel avançait ainsi trois explications différentes pour rendre compte de l'observation de Kenneth Arnold (cf. 1.1) : des reflets du soleil dans des nuages (1953), un mirage d'altitude (1963) puis des gouttelettes d'eau sur le cockpit (1977).

— En soulignant des coïncidences. La coïncidence n'étant pas ordinaire, il est facile de jeter le doute dans les esprits par des rapprochements plus ou moins abusifs. Ainsi, la possibilité qu'un OVNI ait pu s'intéresser à la seule base au monde de bombardiers porteurs d'armes atomiques, celle de Roswell, et s'écraser dans ses parages devient une coïncidence inacceptable et on prête à la soucoupe *l'exquise politesse de venir s'écraser à proximité*

⁶³¹ (1. p282) Rapport d'observation du NICAP rempli et signé par Jimmy Carter le 18 septembre 1973.

*d'une base militaire*⁶³². Globalement, les tenants de l'approche dite « sociopsychologique » soulignent les correspondances entre des aspects de la question des OVNI et ceux de la culture populaire, nourrie de science-fiction, pour développer leurs thèses. Le rapport COMETA a ainsi illustré le caractère spécieux de ces rapprochements : *La science-fiction populaire décrivait au début du siècle des rayons lumineux capables de tuer ou de guérir. Les lasers militaires ou médicaux n'en existent pas moins aujourd'hui*⁶³³.

6.5. Gérer la désinformation

On l'a vu, la désinformation est hybride et se pratique aux différentes étapes de l'information et de la communication. Généralement élaborée et sophistiquée, elle nécessite, comme toute politique ou stratégie, d'être organisée et gérée.

⁶³² (2. p282) Méheust, *En soucoupes volantes. Vers une ethnologie des récits d'enlèvements*, p. 177 ; cité par Lagrange, *La Rumeur de Roswell*, p. 213.

⁶³³ (1. p283) COMETA, p. 78.

6.5.1. Dans le temps

Le succès de la politique de désinformation, appliquée depuis bientôt soixante ans par l'armée de l'Air américaine, confirme *qu'une désinformation bien conçue ne peut s'exercer que sur une durée relativement longue*⁶³⁴.

En tant que composante de la guerre de l'information, la désinformation est souvent planifiée pour précéder les événements, modeler l'environnement et garder le contrôle de la situation. Cependant, elle peut aussi être pratiquée dans l'urgence, pour contrer des événements imprévus ou mal anticipés. La sortie subite et mondiale du film sur la prétendue autopsie, juste après la publication du rapport du GAO, est très probablement une contre-mesure d'urgence, mais vraisemblablement préparée de longue main.

Dans tous les cas, la désinformation, pratiquée par des autorités ou des systèmes de pouvoir, implique un état de veille et une vigilance permanents afin d'être réactif et synchrone avec l'actualité. Cela suppose, par exemple, de prendre en compte les délais de rédaction, de validation par les comités de rédaction, et de diffusion des informations. Accélérer la circulation des informations favorables et anticiper la diffusion de celles défavorables sont des procédés élémentaires.

⁶³⁴ (2. p283) Volkoff, p. 130.

En désinformation comme dans le renseignement, l'individu représente le moyen le plus traditionnel et le plus efficace. La diffusion d'un vrai faux ou d'un faux vrai document officiel ne remplace pas le travail réalisé au niveau des contacts et des débats.

6.5.2. Dans les contacts

Le monde de l'ufologie étant petit, les contacts et relations y ont une grande importance et constituent souvent la première source d'informations. C'est une situation idéale pour la désinformation et le travail d'influence.

Vladimir Volkoff a été le premier, en France, à exposer le rôle crucial de l'agent d'influence dans toute entreprise de désinformation. Il distingue l'agent conscient, généralement tenu par l'argent, l'idéologie, l'ego, le sexe ou le chantage⁶³⁵, de celui inconscient qui sert un intérêt sans s'en rendre compte. Selon le principe du vampirisme (une personne mordue par un vampire devient elle-même vampire), un individu désinformé peut devenir un désinformateur en cherchant à convaincre autrui de ce qu'il a été amené à croire.

Il ne fait aucun doute que l'ufologie est infestée de ces agents d'influence. C'est un procédé ordinaire de la guerre de l'information. Aux moyens classiques permettant de

⁶³⁵ (1. p284) Volkoff, pp. 148-149.

recruter un agent d'influence conscient, on peut même en ajouter un supplémentaire, propre aux ufologues, le désir de savoir, *will to know*, qui peut leur faire accepter de collaborer en échange d'informations. William Moore avoua ainsi, en juillet 1989, avoir collaboré avec l'agent de l'AFOSI, Richard Doty, pratiqué la désinformation et poussé le physicien Paul Bennewitz vers la folie, pour voir ce qu'il y avait de l'autre côté de la barrière. On sait aussi que les « gorges profondes » imposent des conditions à ceux qui souhaitent profiter de leurs informations.

L'exemple de William Moore est spectaculaire mais pas représentatif. Un agent d'influence conscient est généralement plus subtil. Il feint d'être ouvert à tous les arguments, et prétend ne pas avoir de position arrêtée ni définitive. Son discours est souvent variable, parfois volontairement confus et il lui arrive même de se contredire. Une attitude rigide et des positions fermes sont en effet contre-productives pour inspirer la confiance, recueillir les confidences, confier des informations orientées et influencer la cible. Il s'emploie d'ailleurs à faire passer ses contradicteurs pour des gens fermés qui refusent le dialogue et évite, autant que possible, les polémiques. Dans l'intimité, il est d'accord avec chacun mais, en public, ne se rallie à aucun, ce qui lui permet de cacher son double jeu.

Souvent chaleureux et courtois, il s'emploie à faire passer pour de la subtilité intellectuelle ce que certains devinent être de l'ambiguïté. Différents stratagèmes lui permettent de se positionner et d'offrir des gages de crédibilité. Il peut, par exemple, dénoncer des entreprises

de l'ombre ou démasquer des désinformateurs devenus inutiles parce que découverts. Il peut aussi aider discrètement les personnes dont il veut gagner la confiance ou jouer les informateurs. Ses méthodes s'inspirent de celles des agents de renseignement, mais c'est généralement un amateur, conseillé par un agent de liaison professionnel ou un officier traitant. La duplicité étant dans la nature humaine, sa formation relève souvent du perfectionnement.

Entre le cercle des ufologues et le public, les agents d'influence sont recrutés ou manipulés dans les milieux qui font l'opinion publique : journalistes, personnalités ayant accès aux médias.

6.5.3. Dans les échanges et les débats

En matière de débats et d'échanges d'idées, le mot d'ordre du désinformateur est d'occuper le terrain. En prenant part aux échanges, il peut les orienter et faire entendre sa petite musique.

Dans les débats, et en particulier sur les listes de discussion, la désinformation se joue comme une pièce de théâtre avec plusieurs personnages interprétant des rôles différents.

Dans le rôle des « méchants », on trouve les célébrités du *debunking* et les membres actifs ou anciens des services spéciaux. Tous deux se mettent le public à dos en le

provoquant. Le journaliste aéronautique Philip Klass s'exhibe dans des réunions avec un badge « MJ-12 » et plaisante en revendiquant un compte secret, en Suisse, alimenté par l'argent que lui verserait la CIA⁶³⁶. Dans la deuxième catégorie, celle des « méchants », Karl Pflock étale ouvertement son passé à la CIA, et agace en voulant faire croire qu'il était un simple employé et non un agent⁶³⁷.

Une telle application à provoquer intrigue. Il est douteux qu'ils agissent par ironie, dérision ou pour déconcerter les ufologues. Il existe des moyens plus simples et plus efficaces pour cela. Leur attitude confine à l'exhibitionnisme et au masochisme. Ils sont l'objet de tous les soupçons et vilipendés par certains, ce qui ne favorise pas l'action d'influence. Chacune de leurs explications est attendue, décortiquée et attaquée. C'en est presque devenu un sport pour certains ufologues. Certes, leur travail de *debunking* empêche l'unanimité de se faire, mais quelle maladresse ! Il est difficile de croire que des hommes aussi intelligents puissent être si mal inspirés. Aussi doit-on se demander si leur rôle n'est pas précisément d'attirer l'attention pour la détourner des véritables désinformateurs, dont l'action d'influence est d'autant plus grande qu'ils ne sont pas suspectés, et que d'autres s'emploient à agiter des chiffons rouges.

⁶³⁶ (1. p286) Gary P. Posner, *Ets May Be Out There... But He Says They're Not Here. An Interview with Philip. J. Klass, the World's Leading UFO Skeptic* : http://members.aol.com/garypos2/Klass_interpt2.html.

⁶³⁷ (2. p286) Karl Pflock, « *I Was a Ufologist for the CIA* », *UFO Magazine (USA)*, vol. 8, n° 6, pp. 25-30.

Dans les débats et les échanges, les véritables désinformateurs sont plutôt discrets et agissent avec finesse, en posant par exemple des questions éloignées de ce qu'ils veulent protéger, en suscitant des polémiques qui vont absorber et diviser les ufologues, en relayant des informations difficiles et longues à évaluer, etc.

6.5.4. Le noyautage de la recherche ufologique

L'infiltration des milieux ufologiques peut aussi dépasser le cadre de l'action individuelle et isolée pour affecter les organisations. On se souvient que la Commission Robertson avait recommandé de surveiller les organisations ufologiques privées, et que le NICAP avait fini par ressembler à une annexe de la CIA. Si le NICAP n'est plus ce qu'il a été, l'infiltration, ou même la création d'autres organisations n'a sûrement pas cessé. Quel meilleur moyen pour récolter les informations et orienter les idées, que de fédérer les compétences des chercheurs dans un groupe ayant vocation à faire progresser les connaissances et à les diffuser ?

Aujourd'hui, l'un des groupes de recherche les plus importants et actifs suscite bien des interrogations. Il s'agit du *National Institute for Discovery Science* (NIDS)⁶³⁸. Fondé à Las Vegas par un milliardaire, John Bigelow, le groupe effectue des recherches de grande qualité, notamment sur les mutilations de bétail, et attire à lui de

⁶³⁸ (1. p287) <http://www.nidsci.org/index.html>.

nombreux chercheurs. Mais son importante politique de communication ne saurait être prise pour de la transparence. Le colonel John Alexander, dont l'appartenance était pour le moins intrigante, avait lui-même « confié » à Gildas Bourdais que le groupe ne publiait pas toutes ses informations⁶³⁹. De la rétention à la censure, il n'y a qu'un pas. Malgré sa politique de communication, le NIDS semble être plus préoccupé de récolter des informations que de les diffuser. Plus troublante est sa relation privilégiée avec les autorités américaines. Ainsi, on peut légitimement s'étonner de la décision prise par la *Federal Aviation Administration* (FAA), en 2001, de faire du NIDS l'interlocuteur officiel des pilotes civils voulant rapporter leurs observations d'OVNI et le dépositaire de leurs rapports. En effet, le groupe est privé et n'a ni la vocation ni les compétences pour traiter ces informations, contrairement au *National Aviation Reporting Center for Anomalous Phenomena* (NARCAP), floué par cette mesure⁶⁴⁰.

6.5.5. Le contrôle des ufologues

Quand le travail d'influence et/ou de désinformation ne suffit plus à faire dévier telle personne cernant d'un peu trop près des informations sensibles, d'autres méthodes peuvent être appliquées.

⁶³⁹ (2. p287) Bourdais, *La Levée progressive du secret*, pp. 239-241.

⁶⁴⁰ (3. p287) <http://www.narcap.org/index.htm>.

Le contrôle des personnes passe d'abord par la surveillance, classique, de leurs activités et de leurs réunions. Les documents déclassifiés du FBI confirment ainsi que Leonard Stringfield fut surveillé par le bureau fédéral, dans les années 50, tandis qu'un rapport de la DIA révèle que la première réunion européenne de la *Society for Scientific Exploration* à Munich, en 1992, dont la question des OVNI était à l'ordre du jour, fut suivie de près⁶⁴¹.

Si une personne est gênante, on peut d'abord essayer de la « neutraliser » en sollicitant sa collaboration. De même que les services de renseignement cherchent à enrôler et à compromettre des gens introduits dans la place qu'ils veulent investir, en sollicitant une « étude » rémunérée, il arrive que des ufologues soient invités par des agences comme consultants. L'Américain Bruce Maccabee, qui réalisa plusieurs briefings pour le personnel de la CIA, dans les années 80, dont l'un sur les documents déclassifiés de l'agence concernant les OVNI (!), attira sur lui de lourds soupçons⁶⁴², et a dut s'en expliquer⁶⁴³.

⁶⁴¹ (1. p288) Nicholas Redfern, *A Covert Agenda, the British Government's UFO Top Secrets Exposed*, Londres, Simon & Schuster, 1997, pp. 244-245.

⁶⁴² (2. p288)
<http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/1998/aug/m26-006.shtml>.

⁶⁴³ (3. p288) Bruce Maccabee, *The Science Advisor Briefing* : <http://brumac.8k.com/Briefing/Briefing.html>.

On peut aussi neutraliser le gêneur par les différentes méthodes coercitives des services spéciaux. Les pressions et menaces font partie des mesures élémentaires.

Robert G. Todd, l'un des ufologues américains les plus respectés et un spécialiste de l'utilisation du FOIA, a raconté comment il avait été menacé chez lui, en 1978, par deux agents du FBI prétendant agir pour le compte de la NSA (!), afin de le dissuader de poursuivre ses investigations sur un cas impressionnant, celui d'un avion de chasse cubain qui aurait été désintégré en poursuivant un OVNI⁶⁴⁴.

Un autre registre, plus proche de la mise en scène, permet d'impressionner les ufologues ou les témoins d'apparitions d'OVNI. C'est celui des fameux et sulfureux hommes en noir (*Men in Black*). À partir du début des années 50, d'étranges personnages, vêtus de vieux complets noirs, mais pas toujours, rendent visite à des ufologues ou à des témoins pour les interroger, les mettre en garde ou les menacer, et leur confisquer des preuves. Ils se réclament généralement des autorités mais, parfois, un ou plusieurs détails incohérents (voix, élocution ou accent étrange, gestes mécaniques, vêtements démodés, aspect anormal de la peau, expressions du visages étranges, conversation déconcertante, phénomènes d'apparence paranormale etc...) troublent, déstabilisent, inquiètent, ou plus, ceux qui sont visités. Or, sans prétendre imputer la totalité des apparitions d'hommes en noir à l'action de services secrets, Nick Redfern et Andy Roberts démontrent, documents

⁶⁴⁴ (1. p289) Greenwood, Fawcett, pp. 196-199.

officiels à l'appui, que certaines étaient bien l'œuvre de tels services. Ainsi, un document déclassifié du ministère de la Défense britannique révèle que les visites que reçut une jeune fille anglaise, Anne Henson, en 1962, de la part d'un homme au costume et à la vieille voiture noirs, étaient celles d'un agent du *Provost and Security Services (P&SS)*, un corps d'élite de la *Royal Air Force*⁶⁴⁵. L'exploitation du thème des hommes en noir pour neutraliser des gêneurs est à la portée des services spéciaux. Aux États-Unis, ceux de l'armée de l'Air, notamment l'ex *Air Force Special Activities Center* (AFSAC), refondu en 1991 dans l'*Air Force Intelligence Command* (AFIC), comptent des *artistes de la mise en scène*⁶⁴⁶.

Après l'intimidation peuvent venir les premiers ennuis. Si leur origine est rarement établie, ils n'en sont pas moins des signaux forts pour ceux qui les subissent. Les problèmes professionnels sont les plus courants. Pour avoir violé la règle du silence et rapporté son observation du 17 novembre 1986 à la presse (cf. 6.1.3), le capitaine Kenju Terauchi fut suspendu de vol par la compagnie Japan Airlines⁶⁴⁷. Les campagnes de dénigrement et de diffamation sont aussi banales. Elles peuvent viser des témoins trop bavards ou des chercheurs trop médiatisés. Le docteur Roger Leir et le professeur John Mack, dont les travaux sur la question des enlèvements attiraient l'attention de l'opinion publique, en furent victimes.

⁶⁴⁵ (2. p289) Redfern, Roberts, pp. 129-147.

⁶⁴⁶ (3. p289) Richard D. Nolane, « *Men in Black mystère et manipulations* », VSD hors-série n° 5, octobre 2002, pp. 22-25.

⁶⁴⁷ (1. p290) Hansen, p. 201.

La conjugaison de différents moyens permet d'appliquer le principe de la carotte et du bâton et de retourner des individus. Le retournement est une arme particulièrement efficace car le revirement d'opinion d'un chercheur désempare le public qui est acquis à ses idées et permet de le désinformer. La liste des enquêteurs qui ont subitement changé de discours est longue. Tous n'ont certainement pas été retournés, mais plusieurs cas intriguent. Celui d'Edward Ruppelt est sans doute le plus célèbre. Le capitaine de l'armée de l'Air, qui dirigea le Projet *Blue Book* de 1951 à 1953, publia un livre majeur établissant la réalité des OVNI : *The Report on Unidentified Flying Objects*. Trois ans plus tard, en 1959, il effectue une mise à jour incompréhensible, et subite, en ajoutant quatre chapitres, écrits dans un style différent, qui orientent le livre vers le scepticisme. Pour beaucoup, cette révision d'un livre phare relève du retournement. Quelques-uns, cependant, estiment qu'il n'y a pas de rupture, mais une logique de désinformation que Ruppelt n'aurait jamais cessé de suivre. Brad Sparks classe ainsi Ruppelt dans la catégorie des désinformateurs sophistiqués qui soutiennent la réalité des OVNI pour mieux faire croire que les autorités la négligent, et qu'elles n'ont pas de secret ni de preuve à cacher⁶⁴⁸. De fait, Ruppelt ment au sujet des triangulations d'OVNI réalisées en affirmant que le plan avait été rejeté par l'*Air Force*⁶⁴⁹, alors qu'il avait été mis en pratique dès mai

⁶⁴⁸ (2. p290) Brad Sparks, *Ruppelt Coverup*, Proceedings of the Sign Historical Group UFO History Workshop, Thomas Tulien, 1999, pp. 40-49 : <http://www.project1947.com/shg/proceedings/shgproceed1.pdf>.

⁶⁴⁹ (3. p290) Ruppelt, pp. 56-57.

1949⁶⁵⁰. Ruppelt n'était sûrement pas un agent infiltré, mais il n'était pas non plus le responsable des OVNI qu'il prétendait ou croyait être. Les vrais experts et les véritables évaluations sont, comme on l'a vu, inconnus du public.

Un autre cas, très intrigant, est le revirement, aussi inattendu que bienvenu pour l'armée de l'Air, du pilote commercial Kent Jeffrey, l'un des pionniers de l'affaire de Roswell. Après avoir fédéré les initiatives pour demander la levée du secret et lancé une pétition internationale, il surprend tout le monde en publiant, un mois avant le cinquantenaire de Roswell, un article qui prétend réduire toute l'affaire à un mythe avec des arguments très faibles⁶⁵¹.

Il est aussi possible de provoquer un retournement dans l'autre sens. La « conversion » d'un détracteur à la cause des OVNI peut permettre d'infiltrer les milieux ufologiques et d'agir de l'intérieur. À cet égard, le passage d'Allen Hynek du camp des *debunkers* à celui des ufologues suscite des questions. En 1966, le conseiller scientifique de l'armée de l'Air et du projet *Blue Book* se couvre de ridicule en invoquant des gaz de marais pour expliquer l'observation d'un OVNI par une quarantaine de personnes, dont 12 policiers. Discrédité, il change de camp et dénonce bientôt la politique de l'*Air Force*. Mais sa renommée en tant que défenseur de la question des OVNI occulte de troublantes

⁶⁵⁰ (4. p290) Sparks, p. 43.

⁶⁵¹ (1. p291) Kent Jeffrey, *Anatomy of a Myth*, Mufon UFO Journal, n° 350, juin 1997 ; Gildas Bourdais, *La Levée progressive du secret*, pp. 160-164.

ambiguïtés, pointées par Richard Dolan⁶⁵², et qui ne relèvent pas de la suspicion systématique. Même l'un des vétérans de l'ufologie l'ayant bien connu, Raymond Fowler, dit qu'il *a toujours eu le sentiment qu'il [Hynek] jouait peut être un double jeu*⁶⁵³.

On doit s'abstenir de tirer des conclusions radicales du double jeu que semblent pratiquer certaines personnes. Être lié aux autorités, ou entretenir des rapports avec elles, n'implique pas d'être « vendu ». Dans le monde clair obscur du renseignement, la vérité se situe souvent entre chien et loup. Ruppelt ou Hynek étaient probablement sincères, mais devaient aussi connaître les limites à ne pas franchir, notamment celles des preuves physiques. Ils ont même pu être sollicités pour les protéger, en induisant, par exemple, l'idée que les autorités négligeaient le phénomène OVNI parce qu'elles ne disposaient d'aucune preuve solide et donc, sous-entendu, qu'elles n'avaient rien d'important à cacher. Sans doute pratiquaient-ils une forme d'autocensure pour conserver leur liberté de parole et d'action. Avoir des gens introduits dans la place et leur laisser une certaine liberté peut être complémentaire de l'infiltration de véritables agents.

⁶⁵² (2. p291) Richard M. Dolan, *UFOs and the National Security State*, Charlottesville, Hampton Roads Publishing Company, Inc, 2^e édition, 2002, pp. 221-224 ; également disponible sur : <http://keyholepublishing.com/essays.htm>. *Some Thoughts on J. Allen Hynek*.

⁶⁵³ (3. p291) Raymond Fowler interrogé par Sean Castel, « *To Pierce Mystery* », UFO Magazine (USA), avril-mai 2003, pp. 72-73.

Si l'on en croit Jennie Zeidman, qui fut l'assistante et l'amie de Hynek pendant trente ans, celui-ci lui aurait révélé, en 1973, que l'*Air Force* détenait des corps d'extraterrestres et qu'il tenait cette information secrète de l'armée de l'Air elle-même⁶⁵⁴. Vraie ou fausse, cette information indique que l'ancien conseiller scientifique de l'*Air Force* pouvait tenir un double langage.

La question, souvent grise, des OVNI vire aussi parfois au noir. Le cas du physicien Paul Bennewitz, déjà évoqué, offre l'exemple d'un autre type de manipulation des chercheurs, plus radical.

Il fut encouragé dans sa croyance que les micro-ondes enregistrées sur la base de Kirtland étaient celles d'extraterrestres activant les implants des personnes qu'ils enlèveraient et surveilleraient. Mais il ne fut pas seulement une cible et un relais de cette désinformation amplificante. Faute de pouvoir le raisonner et le convaincre d'arrêter ses investigations, l'AFOSI le poussa délibérément vers la folie. Ainsi, selon Nick Redfern, des agents de l'AFOSI s'introduisirent plusieurs fois chez lui pour déplacer des objets et modifier le rangement afin d'accentuer sa paranoïa⁶⁵⁵, dont les « progrès » étaient surveillés par Moore et Doty. Cette politique, particulièrement vicieuse, fut payante car la désinformation amplificante permit d'occulter ce qui se tramait vraiment à Kirtland, et

⁶⁵⁴ (1. p292) Interview de Jennie Zeidman dans le documentaire de Vincent Gielly, *OVNI, le secret américain*, diffusé sur France 2 le 9 septembre 2001.

⁶⁵⁵ (2. p292) Message de Nick Redfern sur UFO Updates: <http://www.virtuallystrange.net/ufo/updates/2002/dec/m16-012.shtml>.

Bennewitz finit par être interné dans un hôpital psychiatrique, puis disparut totalement de la scène ufologique.

Mais il est souvent plus efficace de laisser les « fous » en liberté car ils discréditent la question par le ridicule. Tel ufologue qui déclare être le conseiller d'un président étranger sur les OVNI, tel scientifique proclamant des théories insensées, tel illuminé construisant des ambassades pour les extraterrestres, sont plus utiles sur la place publique que dans une chambre capitonnée.

En dernier recours, la disparition peut être physique. L'assassinat est un moyen inavouable, jamais reconnu, et pourtant parfaitement officiel. Christopher Simpson explique que la guerre psychologique relève d'une stratégie globale et intégrale qui recourt à tous les moyens. L'armée américaine le précise clairement dès 1948 dans un document top secret définissant sa doctrine : *La guerre psychologique utilise n'importe quelle arme... Les armes sont psychologiques seulement par l'effet qu'elles produisent et non en raison de la nature des armes elles-mêmes*⁶⁵⁶. La guerre psychologique inclut les opérations spéciales dont l'assassinat est explicitement désigné comme un des moyens dans une annexe top secrète⁶⁵⁷.

⁶⁵⁶ (1. p293) US Department of the Army General Staff, Plans and Operations Division, *Psychological Warfare Study for Guidance Planning*, 11 mars 1948 ; cité par Simpson, pp. 11-12.

⁶⁵⁷ (2. p293) US Department of the Army, *Joint Strategic Plans Committee, JSPC 862/3*, 2 août 1948, appendix C ; cité par Simpson, p. 12.

L'élimination physique est un moyen ordinaire mais extrême, et donc d'un usage exceptionnel. Elle est cependant possible et doit être envisagée au regard de la longue liste des morts suspectes dans le domaine des OVNI. Bien sûr, les fantasmes et la désinformation sont à la base de bien des rumeurs et très peu de chercheurs acceptent d'aborder la question, de peur de passer pour paranoïaques.

Cependant, le psychologue américain Leo Sprinkle (Ph. D.), consultant de la Commission Condon, a dit publiquement que, selon lui, plusieurs personnes avaient été éliminées pour protéger des informations secrètes liées aux OVNI⁶⁵⁸.

L'histoire des OVNI est entachée de personnes suicidées, de victimes de cancers foudroyants et de crises cardiaques, correspondant à des types de décès occasionnellement pratiqués par des services spéciaux.

Parmi les suicidés célèbres, se trouvent le physicien James Mc Donald et l'astronome Morris Jessup qui bataillèrent pour la prise en compte des OVNI.

Le député du Nouveau-Mexique Steven Schiff, qui demanda l'enquête du GAO sur Roswell mourut, en 1998, d'un cancer fulgurant, tout comme l'enquêtrice Karla Turner, qui enquêtait sur les enlèvements et le rôle des militaires.

⁶⁵⁸ (3. p293) Émission de radio *Coast to Coast* de Art Bell du 2 janvier 2000 ; citée par Hansen, p. 205.

À l'âge de trente-sept ans, le capitaine Edward Ruppelt succomba à une seconde crise cardiaque, juste après avoir révisé son livre. Le journaliste Frank Edwards, qui voulait contraindre les autorités à lever le secret et les défiait de le réduire au silence, fut également emporté par une attaque juste après avoir publié son livre⁶⁵⁹, et juste avant une importante émission de télévision.

Simple hasard ou contre-mesures extrêmes, il est impossible de trancher et sans doute déraisonnable de vouloir le faire.

S'il n'est pas toujours facile de repérer la désinformation, on voit cependant que ses mécanismes et ses méthodes n'ont rien d'hermétique, et qu'ils peuvent être aisément identifiés.

⁶⁵⁹ (1. p294) Frank Edwards, *Flying Saucers Here and Now*, Lyle Stuart, New York, 1967.

CONCLUSION

Un phénomène intelligent évolue par-delà et sous notre seuil de discernement et de réactivité, lequel est en partie déformé par une formidable désinformation. Pour certains, c'est donc qu'il n'existe pas. Pour d'autres, c'est qu'il est insignifiant et négligeable. Dans tous les cas, c'est pour les particuliers un sujet qu'ils peuvent seulement effleurer car il relève d'abord de la compétence des États, et parce que ses enjeux le condamnent aux rapports de force pratiqués, entre elles, par les grandes puissances.

Sur la question des OVNI, la France ne se montre pas fidèle à sa tradition historique d'audace et d'innovation dans les domaines scientifiques et intellectuels. Après avoir été pionnière dans les années 70, elle semble être, depuis, surtout désireuse de paraître sérieuse. Or, trop de prudence conduit au suivisme. Les responsables vont-ils attendre que d'autres pays s'engagent plus en avant, au risque d'être irrémédiablement distancés, pour dépasser la peur d'un soi-disant ridicule ? Si, comme l'écrit Schopenhauer, toute vérité franchit trois étapes (le ridicule, puis l'opposition et enfin la reconnaissance), ceux qui se réveillent à la dernière étape doivent souvent se contenter des restes.

Peut-être le phénomène ne correspond-il pas à ce que suggère l'ensemble des informations disponibles, c'est-à-

dire l'intrusion d'une intelligence extraterrestre dans notre environnement. Peut-être même s'estompera-t-il. C'est improbable, mais quoi qu'il advienne, la seule certitude actuelle est que la France n'est guère en mesure de le savoir, ni d'y faire face. Faute de s'être donné les moyens, pourtant modestes, d'évaluer par elle-même la question et de surveiller son évolution, elle néglige malheureusement une inconnue dont les conséquences peuvent être majeures.

Ce livre sera sûrement perçu comme une régression par ceux qui dédaignent la désinformation, ceux qui veulent faire des OVNI un objet de curiosité pour amateurs éclairés ou une question purement scientifique, ceux qui prônent une lente maturation intellectuelle sous l'égide du syncrétisme. Sans doute sera-t-il caricaturé et comparé à certains ouvrages des années 50 et 60, fascinés par les questions de secret, et auxquels on reproche de n'avoir pas fait progresser la connaissance.

La marche arrière est peut-être réelle mais elle ne relève pas d'un refus d'élever le débat. Il s'agit, au contraire, de le faciliter en soulignant les aspects qui le faussent. Les OVNI sont d'abord un objet de désinformation avant d'être un objet d'étude scientifique. Si la désinformation ne fait pas rêver, sa prise en compte pourrait peut-être libérer les idées et permettre de prendre enfin en charge la question des OVNI, quoi qu'ils soient.

Entre la croyance fantasmatique en un immense et unique secret, protégé par une machination internationale, et celle, hautement spéculative, souvent précieuse, en un phénomène purement sociologique, psychologique ou

surnaturel, il est temps d'entrevoir la réalité, presque banale, d'une guerre de l'information ordinaire appliquée à une question qui ne l'est pas, mais qui est éminemment stratégique. Dans ce conflit des temps modernes, les États-Unis dominant outrageusement et aspirent au contrôle total. Mais la mainmise d'un seul pays sur une question concernant le monde entier est inacceptable.

N.B. : On peut contacter l'auteur, par courriel, à l'adresse suivante : fr.parmenier@free.fr.

POSTFACE

On savait le phénomène OVNI complexe. Le livre de François Parmentier met en évidence que sa prise en charge ne l'est pas moins. Pluridisciplinaire, elle implique des domaines aussi différents que ceux des sciences physiques, de la défense et de la sécurité, de la psychologie, de la sociologie, etc. La désinformation, presque toujours ignorée ou mal appréciée, en fait partie. S'il faut dépouiller la problématique OVNI de sa gangue irrationnelle, il convient aussi de la libérer de sa gangue de désinformation.

En tant qu'acteur et observateur de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la question des OVNI, depuis presque vingt-cinq ans, j'ai particulièrement apprécié le travail de François Parmentier. L'auteur a une approche qui me paraît être indispensable à qui veut déjouer les nombreux pièges entourant le sujet. Il est le premier à démonter, avec une logique implacable, les mécanismes de la manipulation d'individus ou de groupes cherchant, d'une manière ou d'une autre, à imposer leur « vérité » sur la question des OVNI.

François Parmentier montre en particulier que ceux qui adoptent des comportements de croyance, aussi naïfs que dangereux, vis-à-vis de l'hypothèse extraterrestre, sont des proies faciles pour qui désire véhiculer toutes sortes de rumeurs.

À l'inverse, il démontre aussi que les « scientifiques », cloîtrés dans leurs certitudes, facilitent grandement la

tâche de ceux qui détiennent les vraies informations et qui ne veulent pas les partager, en ridiculisant, de façon simpliste et souvent grotesque, la problématique des OVNI. Cette cacophonie, bien gauloise, et les polémiques permanentes découragent les personnalités du monde scientifique, décisionnel et médiatique de manifester publiquement tout intérêt pour la question des OVNI.

Or, les réponses sur la nature et l'origine de ces manifestations aérospatiales insolites ne peuvent être obtenues qu'au prix d'une volonté politique et d'un consensus minimal entre les différentes autorités et compétences de la société française. Toute tentative d'appréhender le phénomène en isolant une de ses composantes est illusoire et favorise la désinformation.

Si la France, comme les autres États, est soupçonnée, par certains, de cacher la « vérité », elle a eu au moins le mérite, sinon l'audace, de s'atteler à la tâche. En créant le GEPAN, au sein d'un établissement public, scientifique et civil tel que le CNES, elle a organisé la collecte, l'analyse et l'expertise des phénomènes aérospatiaux non identifiés, et étudié, sans *a priori*, l'épineuse question des OVNI. Seul l'avenir nous dira si ce travail peut apporter les réponses définitives sur la nature et l'origine des OVNI, bien réels, mais il n'y a pas d'autre choix, ni d'autre voie, sauf à être victime de la manipulation et de la désinformation.

Jean-Jacques VÉLASCO,
Responsable du Service d'expertise des phénomènes rares
aérospatiaux (SEPR),
Centre national d'études spatiales (CNES).

GLOSSAIRE

AFOSI : *Air Force Office of Special Investigations* ; Bureau des enquêtes spéciales de l'armée de l'Air des États-Unis.

CIA : *Central Intelligence Agency* ; Agence centrale de renseignement.

CNES : Centre national d'études spatiales.

CSICOP : *Committee for the Scientific Investigation of Claims of the Paranormal* ; Comité pour l'examen scientifique des prétendus phénomènes paranormaux.

DIA : *Defense Intelligence Agency* ; Agence de renseignement de la Défense.

FBI : *Fédéral Bureau of Investigations* ; Bureau des enquêtes fédérales.

FBIS : *Foreign Broadcast Information Service* ; Service des informations diffusées à l'étranger.

FOIA : *Freedom Of Information Act* ; Loi sur la liberté de l'information.

GEPAN : Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés.

JPRS : *Joint Publications Research Service* ; Service commun des publications sur la recherche.

NASA : *National Aeronautics and Space Administration* ; Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace.

NICAP : *National Investigations Committee on Aerial Phenomena* ; Comité national d'enquêtes sur les phénomènes aériens.

NIDS : *National Institute for Discovery Science* ; Institut national pour la découverte scientifique.

NORAD : *North American Aerospace Defense Command* ; Commandement de la défense aérospatiale Nord-américaine.

NRO : *National Reconnaissance Office* ; Office national de reconnaissance.

NSA : *National Security Agency* ; Agence nationale de Sécurité.

SDI : *Strategic Defense Initiative* ; Programme Guerre des Étoiles.

SEPra : Service d'expertise des phénomènes rares aérospatiaux ; anciennement : Service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique.

USAF : *United States Air Forces* ; Armée de l'Air des États-Unis d'Amérique.

Présentation

Un livre sur la désinformation et les objets volants non identifiés (OVNI) ? Quelle idée étrange et, pour tout dire, suspecte ! Car s'il y avait réellement des objets inconnus dans nos cieux, cela se saurait, c'est bien connu. Et pourtant...

Si le scepticisme est de rigueur, la question est loin d'être fantaisiste. Elle a été prise très au sérieux par les États-Unis dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale et intéresse de nombreux pays. À l'inverse, les opinions convenues et les théories abstraites, souvent fumeuses, dominent en France, reléguant le sujet au grand bazar de l'irrationnel.

Serions-nous plus raisonnables que nos voisins étrangers ? On aimerait le croire, mais François Parmentier démontre que cette exception française relève de l'ignorance, de l'aveuglement et, surtout, de la désinformation. Documents à l'appui, il explique en quoi les OVNI sont un sujet sensible et un enjeu stratégique faisant l'objet d'une formidable guerre de l'information, à laquelle la France n'est pas préparée.

Derrière le miroir du ridicule se cache un monde insoupçonné de stratégies d'influence et de manœuvres psychologiques, que dévoile ce livre, et que le lecteur pourra aborder grâce au sérieux et à la précision de sa documentation.